

Rapport annuel Jahresbericht

—

2018



**POUVOIR JUDICIAIRE
GERICHTSBEHÖRDEN**

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

**Conseil de la magistrature CM
Justizrat JR**

Table des matières

1	Conseil de la magistrature	6
1.1	Conseil et secrétariat	6
1.2	Activités	6
1.2.1	Séances	6
1.2.2	Règlement du Conseil	6
1.2.3	Elections	6
1.2.4	Pouvoir de surveillance	7
1.2.5	Nominations	16
1.2.6	Communication	16
1.2.7	Divers	16
2	Les autorités judiciaires	32
2.1	Tribunal cantonal	32
2.1.1	Partie générale	32
2.1.2	Composition du Tribunal cantonal et de ses Cours pour l'année 2018 (état au 31.12.2018)	55
2.1.3	Partie statistique	59
2.2	Le Ministère public	91
2.2.1	Partie générale	91
2.2.2	Tableaux statistiques	101
2.3	Tribunal pénal économique	115
2.3.1	Partie générale	115
2.3.2	Partie statistique	120
2.4	Les Tribunaux d'arrondissement	122
2.4.1	Partie générale	122
2.4.2	Partie statistique	175
2.5	Cellule judiciaire itinérante	193
2.5.1	Partie générale	193
2.6	Tribunal des mesures de contrainte	199
2.6.1	Partie générale	199
2.6.2	Partie statistique	207
2.7	Les Justices de paix	211
2.7.1	Partie générale	211
2.7.2	Partie statistique	246

2.8	Tribunal pénal des mineurs	256
2.8.1	Partie générale	256
2.8.2	Partie statistique	264
2.9	Commissions et autres autorités	275
2.9.1	Préfectures	275
2.9.2	Commission de recours de l'Université	303
2.9.3	Commission de recours en matière d'améliorations foncières	305
2.9.4	Commission de recours en matière de premier relevé	308
2.9.5	Commission d'expropriation	310
2.9.6	Autorité de surveillance du registre foncier	314
2.9.7	Tribunal arbitral en matière d'assurance maladie et accidents	317
2.9.8	Commission de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail	319
2.9.9	Commission de conciliation en matière de bail de la Sarine	322
2.9.10	Commission de conciliation en matière de bail de la Singine et du Lac	324
2.9.11	Commission de conciliation en matière de bail de la Gruyère, de la Glâne, de la Broye et de la Veveyse	326
1	Justizrat	20
<hr/>		
1.1	Rat und Sekretariat	20
1.2	Tätigkeit	20
1.2.1	Sitzungen	20
1.2.2	Reglement des Justizrates	20
1.2.3	Wahlen	20
1.2.4	Aufsicht	21
1.2.5	Ernennungen	30
1.2.6	Mitteilungen	30
1.2.7	Verschiedenes	30
2	Die Gerichtsbehörden	43
<hr/>		
2.1	Kantonsgericht	43
2.1.1	Allgemeiner Teil	43
2.1.2	Zusammensetzung des Kantonsgerichts und seiner Höfe im Jahr 2018 (Stand 31.12.2018)	55
2.1.3	Statistischer Teil	59
2.2	Dier Staatsanwaltschaft	103
2.2.1	Allgemeines	103
2.2.2	Statistische Tabelle	113

2.3	Wirtschaftsstrafgericht	117
2.3.1	Allgemeiner Teil	117
2.3.2	Statistischer Teil	120
2.4	Bezirksgerichte	149
2.4.1	Allgemeiner Teil	149
2.4.2	Statistischer Teil	175
2.5	Gerichtsunabhängige RichterIn	196
2.5.1	Allgemeiner Teil	196
2.6	Zwangsmassnahmengericht	203
2.6.1	Allgemeiner Teil	203
2.6.2	Statistischer Teil	207
2.7	Friedensgerichte	228
2.7.1	Allgemeiner Teil	228
2.7.2	Statistischer Teil	246
2.8	Jugendstrafgericht	260
2.8.1	Allgemeiner Teil	260
2.8.2	Statistischer Teil	264
2.9	Kommissionen und andere Behörden	275
2.9.1	Oberämter	288
2.9.2	Rekurskommission der Universität	303
2.9.3	Rekurskommission für Bodenverbesserungen	305
2.9.4	Rekurskommission für die Ersterhebung	308
2.9.5	Enteignungskommission	310
2.9.6	Aufsichtskommission über das Grundbuch	314
2.9.7	Schiedsgericht in Sachen Kranken- und Unfallversicherung	317
2.9.8	Schlichtungskommission für Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben	319
2.9.9	Schlichtungskommission für Mietsachen des Saanebezirks	322
2.9.10	Schlichtungskommission für Mietsachen des Sense- und Seebezirks	324
2.9.11	Schlichtungskommission für Mietsachen des Greyerz-, Glane-, Broye- und Vivisbachbezirks	326

Avant-Propos

D'une manière générale, en 2018, la justice fribourgeoise a bien travaillé et maintient son cap. Parallèlement au travail judiciaire, la mise en œuvre des projets formulés dans le plan directeur 2017- 2021 a commencé. Il s'agit notamment de l'important projet de justice en ligne (e-justice), qui entraînera des changements fondamentaux dans la manière dont les autorités judiciaires et leurs différents interlocuteurs travaillent.

Les tribunaux demeurent chargés, le nombre de nouvelles entrées continuant d'augmenter sur le plan civil. Les projets de réforme en cours qui mobilisent de plus en plus l'expertise des collaborateurs représentent en outre un défi supplémentaire à gérer.

En matière civile, prud'homale et de bail, les tribunaux d'arrondissement totalisent 10'605 nouveaux dossiers (2017 : 10'341) et ont liquidé 10'576 procédures (2017 : 10'505). Sur le plan pénal, le nombre de personnes jugées par ces autorités (1'045) est par contre en retrait de 14% par rapport à l'année précédente (1'212) et retrouve un niveau comparable à celui de 2016.

Avec 8'222 nouvelles entrées, la charge de travail des justices de paix augmente à nouveau (2017:7'834). Le même constat peut être fait pour le Tribunal pénal des mineurs (2018 : 1'941, 2017 : 1832) qui manque de ressources pour faire face à cette situation de manière satisfaisante.

Les nouvelles affaires enregistrées par les commissions de conciliation en matière de bail fléchissent quant à elles légèrement à la baisse (2018 : 835, 2017 : 892), tout comme celles du Tribunal des mesures de contrainte pour la première fois depuis sa création en 2011 (2018 : 672, 2017 : 897).

Le volume de travail du Tribunal cantonal reste considérable et les nouvelles entrées sont toujours à la hausse (2018 : 3'308, 2017 : 3'289). Certes, ces dernières années, cette autorité est parvenue à augmenter son taux de liquidation (+9,6% sur les 5 dernières années) grâce à des mesures organisationnelles ainsi qu'aux efforts conjugués de ses juges et de tout son personnel. Il n'en demeure toutefois pas moins que des ressources supplémentaires lui sont nécessaires si l'on veut maintenir un bon niveau de qualité.

Avec une augmentation du nombre des procédures enregistrées de 955 unités par rapport au précédent exercice, le Ministère public est lui aussi confronté à une lourde charge de travail. Compte tenu de ses effectifs et de l'investissement de l'ensemble du personnel et des procureurs, elle est pour l'heure maîtrisée.

Le Conseil de la magistrature tient à remercier ici tous les acteurs du pouvoir judiciaire pour leur travail et leur engagement qui garantissent que justice soit rendue dans notre canton.

Introduction

L'article 127 alinéa 3 de la Constitution du canton dispose que le Conseil de la magistrature renseigne annuellement le Grand Conseil sur son activité. Le présent rapport comporte deux parties. La première est consacrée à l'activité proprement dite du Conseil de la magistrature, la seconde porte sur l'administration de la justice dans le canton.

Les lecteurs sont rendus attentifs au fait que les rapports figurant aux pages 32 ss. sont ceux rédigés par les autorités judiciaires elles-mêmes.

1 Conseil de la magistrature

1.1 Conseil et secrétariat

Au cours de cet exercice, le Conseil, présidé par M. Adrian Urwyler (Juge cantonal) et composé de MM. Raphaël Bourquin (Procureur général adjoint), Damien Colliard (Syndic de Châtel-Saint-Denis, élu sur proposition du Conseil de la magistrature), Nicolas Charrière (Avocat), Maurice Ropraz (Conseiller d'Etat), Walter Stoffel (Professeur ordinaire à l'Université), Philippe Vallet (Président du Tribunal de la Gruyère) ainsi que de Mmes Nadine Gobet (Députée) et Wanda Suter (Juge de paix), est resté stable.

Suite à l'annonce de la démission du Juge cantonal Adrian Urwyler pour le 28 février 2019, le Grand Conseil, sur proposition du Tribunal cantonal, a élu en décembre 2018 M. Johannes Frölicher à sa succession.

Mmes Christine Keller, Secrétaire générale et Yolande Brünisholz, Secrétaire, occupent toujours leur poste au secrétariat.

Le Président du Conseil Adrian Urwyler fait partie du comité de pilotage de l'analyse du pouvoir judiciaire. Alors qu'elle devait initialement s'étendre à l'ensemble des instances judiciaires du canton, cette analyse a été restreinte pour des questions budgétaires aux Tribunal cantonal, Ministère public, Tribunaux d'arrondissement et à la Cellule judiciaire itinérante. L'entreprise bernoise Ecoplan SA spécialisée en économie et politique, mandatée par le Conseil d'Etat, devrait livrer ses conclusions dans le courant de l'année 2019.

Le système de surveillance du pouvoir judiciaire fribourgeois continue d'intéresser les cantons voisins. M. Adrian Urwyler a été invité à présenter le Conseil devant la Commission thématique des affaires juridiques vaudoises. Des représentants du canton du Valais se sont en outre rendus pour un entretien avec lui à Fribourg.

1.2 Activités

1.2.1 Séances

En 2018, le Conseil a tenu 17 séances plénières. Les commissions se sont réunies en fonction des besoins. Comme par le passé, la Commission des élections a procédé aux auditions des candidats aux fonctions judiciaires à titre professionnel et des délégations ont été formées pour les inspections.

1.2.2 Règlement du Conseil

Sous la houlette de sa Commission de surveillance disciplinaire, le Conseil a entrepris un toilettage de son règlement et s'est attelé à clarifier sa procédure en matière disciplinaire et de récusation. Si ces modifications n'ont pu être formellement validées à la fin de l'exercice, elles le seront au tout début de l'année 2019.

1.2.3 Elections

Au cours de 2018, le Conseil a préavisé 37 élections, dont 5 pour des postes à titre professionnel. Force est une nouvelle fois de constater que les postes de magistrats professionnels n'ont donné lieu qu'à un nombre très restreint de candidatures, sans qu'il soit toutefois possible d'expliquer les raisons de ce manque d'intérêt (de 1 à 4 candidats maximum par poste mis au concours). Les candidats aux postes professionnels continuent à être en principe soumis à des tests de personnalité effectués par un consultant externe.

1.2.4 Pouvoir de surveillance

L'art. 127 de la Constitution (Cst.) charge le Conseil de la surveillance administrative et disciplinaire du Pouvoir judiciaire et du Ministère public (al.1). Le Conseil est autorisé à déléguer au Tribunal cantonal la surveillance administrative des autorités judiciaires de première instance (al. 2).

1.2.4.1 Surveillance administrative

Outre l'inspection du Tribunal cantonal qui lui revient d'office, le Conseil a inspecté le Tribunal d'arrondissement de la Singine ainsi que les présidents civils du Tribunal de la Sarine et les Justices de paix de la Sarine, de la Singine et de la Gruyère. Il a également procédé aux inspections du Procureur général et de ses deux adjoints, de la Juge itinérante, de la Préfecture de la Singine, de la Commission de recours en matière de 1^{er} relevé, ainsi que de la Commission d'expropriation.

L'inspection des autres autorités a été déléguée au Tribunal cantonal comme l'autorise l'art. 127 al. 2 Cst. (cf. Partie II, Tribunal cantonal, point 2.1.1.2.1.3).

Faute d'affaires, l'inspection de l'Autorité de surveillance du registre foncier a été annulée.

1.2.4.1.1 Tribunal cantonal

Charge de travail – organisation

En dépit d'une charge de travail toujours élevée et d'un manque de ressources rédactionnelles, le Tribunal fonctionne globalement bien. Même s'il est parvenu à augmenter son taux de liquidations sur les cinq dernières années grâce aux diverses démarches entreprises et à la forte implication de tout le personnel, il n'en demeure pas moins que le tribunal ne peut juguler la charge de travail avec autant d'efficacité qu'auparavant avec les ressources dont il dispose (équilibre qualité-quantité). Le renfort de son greffe à hauteur d'1 EPT l'an prochain lui apportera certes un appui bienvenu mais il conviendra de demeurer attentif aux besoins de cette autorité.

Outre son activité juridictionnelle, la plus haute autorité judiciaire du canton s'implique activement dans l'analyse du pouvoir judiciaire actuellement en cours ainsi que dans la mise en place de différents développements informatiques, le plus important étant E-justice qui entraînera à terme une importante transformation de la manière de travailler de la justice et de ses partenaires. Le Conseil sait gré au Tribunal cantonal de son engagement pour ces projets d'envergure, gourmands en ressources métier, et qui s'avère primordial pour l'évolution de l'environnement juridique du canton. Il est rappelé qu'en 2011, le Conseil a délégué à cette autorité la conduite du pouvoir judiciaire s'agissant de la gestion informatique des tribunaux.

Juges et juges suppléant-e-s

Arrivé au terme d'une carrière judiciaire aussi longue qu'exemplaire, le Juge Hubert Bugnon a quitté sa fonction le 31 décembre 2018. Le Conseil remercie chaleureusement cette personnalité unanimement respectée par le monde judiciaire pour l'excellence de son travail et son engagement indéfectible au service de la justice. Elu par le Grand Conseil en septembre. M. Laurent Schneuwly lui succèdera à compter du 1^{er} janvier 2019.

Autre figure marquante du Tribunal cantonal, le Juge Adrian Urwyler a donné sa démission pour la fin février 2019. Il sera remplacé par M. Markus Ducret, élu à sa succession en décembre 2018.

Pour pallier l'absence de la Juge Dominique Gross durant son congé maternité, une solution partielle a pu être trouvée au sein du Tribunal cantonal, la Juge Daniela Kiener ayant accepté d'augmenter son taux d'activité de 30% pendant cette période. Pour le surplus, le Conseil a nommé Mme Susanne Fankhauser Juge ad hoc à 70% du 1^{er} août 2018 au 31 janvier 2019.

Vu la politique très restrictive du Conseil d'Etat en matière d'engagement du personnel, le Tribunal cantonal est contraint de recourir régulièrement aux juges suppléants pour pallier son manque de forces rédactionnelles. Conscient de cette réalité et de la nécessité pour cette autorité de pouvoir compter sur des personnes rompues à la rédaction juridique, le Conseil a préavisé favorablement l'élection de Mme Catherine Faller, Greffière au Tribunal cantonal, en qualité de juge suppléante. La loi sur la justice n'empêchant pas un tel cumul de fonction et au vu de cette situation exceptionnelle, le Grand Conseil a suivi ce préavis. Mme Caroline Gauch a également été élue juge suppléante de langue allemande lors de la session du mois de mars.

1.2.4.1.2 Ministère public

Si la charge globale du Ministère public se maintient à un niveau stable quoiqu'élevé, il est réjouissant de constater qu'elle est pour l'heure maîtrisée grâce à l'investissement de l'ensemble du personnel et des procureurs. D'une manière générale, cette autorité ne rencontre pas de difficultés particulières. Tout au plus peut-on relever l'augmentation des affaires de cybercriminalité, le manque de places de détention à disposition ainsi que de la nécessité de renforcer le greffe alémanique.

Dans le cadre de la procédure pénale instruite à l'encontre d'une ancienne Conseillère d'Etat (cf. rapport 2017 point 1.2.4.1.2), après diverses péripéties judiciaires, le Conseil a, le 12 novembre 2018, nommé le Procureur général neuchâtelois Pierre Aubert en qualité de Procureur extraordinaire pour poursuivre et terminer l'instruction de cette procédure.

Par ailleurs, à la mi-septembre, il a nommé la Greffière Stéphanie Amara Procureure ad hoc pour remplacer la Procureure Catherine Christinaz durant son congé maternité. Il a en outre approuvé la réduction du taux d'activité de 20% de cette dernière dès son retour de congé maternité.

Mme Delphine Maradan a, quant à elle, également été désignée Procureure ad hoc, au sens de l'art. 22 LJ, pour l'instruction d'une plainte dirigée contre le Procureur général et une tierce personne.

1.2.4.1.3 Tribunal pénal économique

La charge de travail de cette autorité est en augmentation. Le rythme d'entrée des affaires importantes s'accélère.

A la fin de l'exercice, la suppléance du président, vacante depuis plusieurs années, a pu être repourvue. Elle est désormais assurée par les Présidents du Tribunal pénal de la Sarine Benoît Chassot, José Rodriguez et Jean-Marc Sallin.

Nommé Président suppléant du Tribunal pénal économique (art. 22 al. 4 LJ) pour le traitement de plusieurs procédures en 2017, M. Michel Morel a terminé son dernier mandat pour cette autorité à la fin de l'année. Qu'il soit ici vivement remercié pour la disponibilité dont il a fait preuve et pour tout le travail accompli.

M. Stéphane Gmünder a quitté sa fonction d'assesseur pour raison d'âge à la fin de l'année. Son successeur, M. Cédric Margueron, élu en septembre 2018, lui succédera au début 2019.

1.2.4.1.4 Tribunaux d'arrondissement

En 2018, ont quitté leur fonction judiciaire à titre accessoire les personnes suivantes :

- > Marianne Dey Raemy, Assesseure au Tribunal d'arrondissement de la Sarine
- > Annick Rossier, Assesseure (représentant les locataires) au Tribunal des baux de la Sarine
- > Aldo Fasel, Assesseur au Tribunal d'arrondissement de la Singine
- > Josiane Galley, Assesseure au Tribunal d'arrondissement de la Gruyère
- > Jean-Pierre Repond, Assesseur au Tribunal d'arrondissement de la Gruyère
- > Emeric Descloux, Assesseur au Tribunal d'arrondissement de la Gruyère
- > Roger Folly, Assesseur au Tribunal d'arrondissement du Lac
- > Monique Pedroli, Assesseure au Tribunal d'arrondissement de la Broye
- > Jennifer Renevey, Assesseure au Tribunal d'arrondissement de la Broye
- > Noëlle Perroud, Assesseure suppléante (représentant les propriétaires) au Tribunal des baux de la Gruyère, Glâne, Broye et Veveysse

1. Tribunal d'arrondissement de la Sarine

a) Tribunal civil

La charge de travail de cette autorité est soutenue, voire même en augmentation. Interpellé par cette situation, le Président du Conseil a rencontré, dès le printemps, les représentants de cette autorité, afin de trouver une solution lui permettant de faire face à sa charge. Ces discussions ont débouché sur l'octroi par le Grand Conseil d'un nouveau demi-poste de président de langue allemande pour 2019. Le Conseil se réjouit de cette dotation supplémentaire qui permettra à ce tribunal de travailler dans des conditions plus sereines. Il est toutefois conscient que certaines cellules nécessiteront malgré tout l'an prochain un soutien spécifique en lien avec des affaires volumineuses et compliquées.

Pour lui permettre de se consacrer au traitement d'un dossier très complexe nécessitant son engagement à plein temps pendant plusieurs mois, un président a sollicité l'appui d'un juge ad hoc. Aucune solution n'ayant pu être trouvée à l'interne avec ses collègues tous très occupés, le Conseil a nommé la Greffière Adeline Corpataux Présidente ad hoc du Tribunal de la Sarine du 1er mars au 31 août 2018 pour assumer le rôle courant de ce magistrat.

A la fin de l'exercice, le Président Laurent Schneuwly, élu juge cantonal en septembre, a quitté le Tribunal de la Sarine. Le Conseil témoigne toute sa reconnaissance à ce magistrat qui a assumé sa fonction avec compétence et efficacité. Son successeur sera élu par le Grand Conseil au début de l'année 2019. Mme Adeline Corpataux, nommée présidente ad hoc par l'autorité de surveillance en octobre, assurera l'intérim à compter du 1^{er} janvier 2019 jusqu'à l'entrée en fonction du/ de la nouvel/le élue/e (mais au maximum pour six mois).

b) Tribunal pénal

Malgré une charge soutenue, cette section fonctionne bien. L'augmentation du nombre d'assesseurs en 2017 a facilité les assignations.

c) Tribunal des prud'hommes

La suppléance du Tribunal des Prud'hommes, vacante depuis le départ de Mme Caroline Gauch, n'a pas pu être repourvue au cours de cet exercice. Elle le sera en 2019 grâce à l'octroi par le Grand Conseil d'un nouveau demi-poste de président au Tribunal de la Sarine.

d) Tribunal des baux

Présidée depuis le 1^{er} janvier 2018 par Mme Ariane Guye, cette autorité n'appelle pas de remarque particulière.

Afin de permettre à des assesseurs démissionnaires de terminer des dossiers en cours, le Conseil a octroyé une dérogation de domicile à l'une d'entre eux (art. 7 al. 3 LJ) et a prolongé le mandat de deux autres (art. 6 al. 2 LJ).

2. Tribunal d'arrondissement de la Singine

Le fonctionnement de ce tribunal, dont la charge de travail est lourde, n'appelle pas de remarque particulière.

3. Tribunal d'arrondissement de la Gruyère

Si la situation de ce tribunal s'est stabilisée grâce notamment au soutien dont il a bénéficié en 2017, certaines anciennes affaires civiles demeurent toutefois en souffrance et nécessitent encore un effort particulier de la part de cette autorité.

Ce tribunal souhaiterait obtenir davantage de forces rédactionnelles. Quant aux deux présidentes pénalistes, elles seraient prêtes à augmenter leur taux d'activité de 10%.

Dans le courant du printemps, le Conseil a autorisé la Présidente Frédérique Bütikofer-Repond à exercer la fonction de juge suppléante auprès de la nouvelle Cour d'appel du Tribunal pénal fédéral, à laquelle elle a brillamment été élue.

Au cours de cette année est entré en fonction en qualité d'assesseur M. Jacques Aebischer.

4. Tribunal d'arrondissement du Lac

L'augmentation de la charge de travail de cette autorité observée l'année précédente se confirme. Moyennant des heures supplémentaires et grâce à l'engagement d'une stagiaire (francophone) ainsi qu'à l'efficacité des greffiers, l'importante charge de travail est gérée même si les délais pour l'assignation des audiences et le prononcé des décisions en pâtissent quelque peu. Cette autorité a par ailleurs confié plusieurs dossiers à la cellule itinérante.

Elu juge cantonal en décembre, le Président Markus Ducret quittera le Tribunal du Lac à la fin février 2019. Son successeur sera élu au début de l'exercice suivant.

Au cours de cette année sont entrés en fonction en qualité d'assesseurs M. Daniel Bächler et Mme Nicole Alexandra Piano Aeby.

5. Tribunal d'arrondissement de la Glâne

Cette autorité fonctionne bien en dépit d'une charge de travail conséquente qui oblige son unique président à accomplir de nombreuses heures supplémentaires.

6. Tribunal d'arrondissement de la Broye

Si la charge de travail de cette autorité demeure importante, le renfort de poste octroyé en 2017 permet désormais d'assigner les affaires dans des délais satisfaisants. Quant aux locaux, ils sont exploités au maximum de leurs possibilités.

Pour pallier l'absence pour raison de maternité de la Présidente Virginie Sonney, le Conseil a nommé M. Michel Morel Juge itinérant ad hoc du 1^{er} mars au 31 juillet 2018. Le Juge itinérant ad hoc Ludovic Farine a également contribué à son remplacement.

7. Tribunal d'arrondissement de la Veveyse

La charge de travail de ce tribunal continue d'augmenter, notamment les affaires de la compétence du tribunal civil et du juge de police ainsi qu'en matière de bail.

Depuis plusieurs années, cette autorité est pénalisée par l'exiguité de ses locaux. Faute de place, elle ne peut accueillir ni stagiaire ni apprenti.

Au cours de cet exercice, Mme Valérie Dewarrat est entrée en fonction en qualité d'assesseur.

1.2.4.1.5 Tribunal des mesures de contrainte

Le nombre de dossiers dévolus à cette autorité, dont la dotation en magistrats est inchangée depuis sa création en 2011, est en constate augmentation. Dans le courant du printemps, confronté à une situation extrêmement difficile, ce tribunal, qui assure une permanence sept jours sur sept, fonctionne sans greffier et avec un secrétariat sous-doté, a informé l'autorité de surveillance qu'il nécessitait impérativement un renfort en personnel. Sa demande a été entendue puisqu'il bénéficiera en 2019 d'un demi-poste de greffier et d'une augmentation de 0,2 EPT de secrétariat.

Durant l'absence pour raison de maternité de la Juge Géraldine Pontelli-Barras de janvier à mai, les Juges Delphine Maradan et Felix Baumann ont augmenté leur taux d'activité de 25% chacun.

1.2.4.1.6 Tribunal pénal des mineurs

La forte augmentation de la charge de travail devient très lourde à gérer pour cette autorité dont les ressources s'avèrent insuffisantes. Malgré l'insatisfaction des juges de ne pouvoir consacrer à chaque cas tout le temps qu'ils souhaiteraient, ils parviennent, grâce à leur grand investissement et à celui de l'ensemble de leur personnel, à maintenir leur rôle à jour.

Cela étant, l'augmentation exponentielle du nombre d'ordonnances pénales rendues par cette autorité au cours des six dernières années (2012 : 711 ; 2018 : 1210), de même que la diminution sensible du nombre d'auditions des mineurs (2012 : 248 ; 2018 : 142) est préoccupante. Ces chiffres démontrent que les mineurs ont de moins en moins de contact direct et personnel avec le juge et/ou le tribunal, ce qui va à l'encontre des objectifs visés par le droit des mineurs.

Mme Claudine Perroud est entrée en fonction en qualité d'assesseur le 1^{er} janvier 2018.

1.2.4.1.7 Justices de paix

En 2018 ont quitté leur fonction judiciaire à titre accessoire les personnes suivantes :

- > Florian Felder, Assesseur à la Justice de paix de la Sarine
- > Dominik Andrey, Assesseur à la Justice de paix de la Singine
- > Noëlle Genoud, Assesseure à la Justice de paix de la Gruyère
- > René Jaquet, Assesseur à la Justice de paix de la Gruyère
- > Charlotte Aeberhard, Assesseure à la Justice de paix de la Glâne
- > Amélie Pilloud, Assesseure à la Justice de paix de la Veveyse
- > Christine Michel, Assesseure à la Justice de paix de la Veveyse

1. Justice de paix de la Sarine

La charge de travail se maintient à un niveau élevé mais elle demeure pour l'heure gérable.

Les locaux donnent entière satisfaction à la Justice de paix mais un déménagement est envisagé à moyen terme, la ville de Fribourg souhaitant les utiliser pour ses propres services.

Au cours de cette année sont entrés en fonction en qualité d'assesseurs MM. Jean-Luc Bourqui, Marcel Bulliard, Laurent Eggertswyler ainsi que Mme Fabienne Bondallaz.

2. Justice de paix de la Singine

Cet exercice s'est avéré exigeant pour cette autorité qui a dû faire face à un changement de magistrate et à une charge de travail élevée nécessitant un investissement important de l'ensemble de son personnel.

Démissionnaire pour la fin avril, la Juge de paix Beatrice Kaeser a accepté de prolonger d'un mois son mandat, afin d'éviter une vacance de poste. Le Conseil remercie cette magistrate pour sa flexibilité ainsi que pour le travail et l'engagement consenti au service de la justice fribourgeoise. Lui a succédé dès le 1^{er} juin, la Juge de paix Martina Gerber. Faisant usage de l'art. 7 al. 3 LJ, l'autorité de surveillance a autorisé cette magistrate, dont le logement est en construction, à résider hors du canton jusqu'au 1^{er} juin 2019 au plus tard.

La remarque émise dans le précédent rapport sur l'exiguïté des locaux est toujours d'actualité.

Au cours de cette année sont entrés en fonction en qualité d'assesseurs M. Michel Eltschinger et Mme Theres Imstepf.

3. Justice de paix de la Gruyère

Confrontée à une charge de travail soutenue, cette autorité a pu compter dès le 1^{er} juillet sur une nouvelle juge de paix à mi-temps en la personne de Mme Laure-Marie Collaud-Piller. Dans l'attente de son arrivée, l'un des juges en place a par ailleurs augmenté son taux d'activité de 15%. Si l'entrée en fonction de la nouvelle magistrate a eu des effets positifs sur la situation des juges qui ont pu retrouver un rythme de travail plus normal, tel n'a pas été le cas pour le greffe et le secrétariat qui n'ont pas été renforcés. Il sera remédié à cette situation l'an prochain avec l'octroi d'un demi-EPT supplémentaire de secrétaire.

Les nouveaux locaux occupés par la justice de paix depuis 2014 deviennent trop exigus. Des solutions devront être trouvées pour donner plus d'espace à cette autorité.

4. Justice de paix du Lac

Cette justice de paix, dont la dotation du personnel de greffe et de bureau a été renforcée cette année, fonctionne bien malgré une charge de travail soutenue et au prix de nombreuses heures supplémentaires.

5. Justice de paix de la Glâne

Cette autorité fonctionne globalement bien quand bien même elle travaille à flux tendu. En dépit de l'augmentation de 20% de son taux d'activité en 2017, le Juge de paix Marc Butty continue d'accumuler des heures supplémentaires. Cette justice de paix pourra compter l'an prochain sur un renfort de 20% supplémentaire de greffe.

6. Justice de paix de la Broye

Si la situation de cette justice de paix s'est améliorée par rapport aux années précédentes et fonctionne globalement bien, sa charge de travail est en augmentation, notamment en ce qui concerne les jeunes adultes en difficultés.

Constatant au terme d'une enquête menée dans le courant de l'été (cf. point 1.2.7.2) que la majorité de ses assesseurs sont régulièrement indisponibles, le Conseil a suggéré à cette autorité de demander l'élection de personnes supplémentaires, leur nombre n'étant plus limité par la loi.

7. Justice de paix de la Veveyse

L'année 2018 a été marquée par un contexte difficile. La situation a finalement abouti au départ de la Juge de paix Sylviane Périsset Ganter dans le courant du mois de septembre.

Le Conseil a immédiatement mis au concours le poste de titulaire de cette autorité et a affecté la Juge itinérante Lorraine Vallet à hauteur de 50% de son taux d'activité à la Justice de paix de la Veveyse. Appelée à d'autres tâches, elle a été remplacée dès le 1^{er} décembre suivant par Mme Valentine Stucky (Greffière-Cheffe à la Justice de paix de la Sarine), nommée Juge de paix ad hoc par le Conseil, après qu'il eut procédé à une mise au concours interne à tous les greffiers de justice de paix du canton. Mme Stucky officiera jusqu'à l'entrée en fonction de la personne qu'élira le Grand Conseil lors de sa session du mois de février 2019 (mais au maximum pour six mois).

En dépit de ces turbulences et d'une charge de travail élevée qui a fortement mis à contribution le personnel de greffe et de secrétariat, cette autorité a continué de fonctionner sans enregistrer de retards notables.

Au cours de cette année sont entrés en fonction en qualité d'assesseurs Mme Isabelle Flury Ruchet et M. Yves Pollet.

1.2.4.1.8 Cellule judiciaire itinérante

La fin du mois de février a vu le départ de Mme Marlène Collaud. Première juge itinérante du canton, cette magistrate a contribué activement à la mise en place de la Cellule itinérante et à son bon fonctionnement depuis 2016. Le Conseil lui exprime toute sa gratitude et lui souhaite plein succès pour la suite de sa carrière. Elue à sa succession en mars, Mme Lorraine Vallet est entrée en fonction le 1^{er} juillet suivant. C'est M. Ludovic Farine, Juge itinérant ad hoc, qui a assuré l'intérim de mi-février à mi-août.

Si la cellule fonctionne globalement bien et entretient de bons rapports avec ses différents interlocuteurs, plusieurs voix se sont élevées pour déplorer la lourdeur de la procédure d'attribution des dossiers à cette autorité. Afin d'analyser et d'améliorer les processus mis en place, le Conseil a créé un groupe de travail composé de plusieurs représentants des autorités de première instance dans le courant de l'automne. Sur la base des conclusions émises par celui-ci, il a modifié la procédure d'attribution des dossiers à la Cellule itinérante. Ces modifications entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2019. Elles seront avant tout destinées à décharger les Tribunaux du Lac et de la Gruyère.

1.2.4.1.9 Préfectures

D'une manière générale, ces autorités, en tant que juridictions pénales, fonctionnent bien. Malgré sa surcharge et un manque de personnel, la Préfecture de la Gruyère n'accuse pas de retard dans le traitement de ses dossiers.

La majorité des ordonnances pénales concerne la loi sur la circulation routière.

1.2.4.1.10 Commission de recours de l'Université

Cette commission, dont la composition est stable, fonctionne bien.

1.2.4.1.11 Commissions de conciliation en matière de bail

Sarine

En Sarine, la charge de travail de la Commission est relativement stable, avec une tendance à la baisse. Cette autorité, qui a emménagé dans les locaux du Service de la justice, est satisfaite de ses nouveaux bureaux, même s'ils impliquent des déplacements au Tribunal de la Sarine où se déroulent les séances.

M. Jean-Marc Maradan a démissionné de sa fonction d'assesseur représentant les propriétaires au 31 décembre 2018. Son remplacement sera assuré au début de l'année 2019. Quant à Mme Françoise Marchon, elle représente les bailleurs depuis son élection en février 2018.

Singine

En Singine et dans le Lac, la Vice-présidente Sarah Reitze a été remplacée durant le premier trimestre pour raison de maternité par M. Yann Hofmann, Président suppléant de la Commission de la Sarine. Au cours du dernier trimestre, c'est ensuite elle qui a suppléé le Président Marius Schneuwly, indisponible pour raison de santé. L'engagement et la flexibilité de tous les membres de la Commission lui ont permis de continuer à bien fonctionner en dépit de ces aléas.

Gruyère, Glâne, Broye et Veveyse

L'augmentation importante du volume de travail de la Commission du sud, déjà signalée l'an dernier, se confirme. Cette situation justifierait selon elle un renforcement de son secrétariat. A la fin du printemps, cette autorité a demandé l'élection d'un vice-président bilingue pour traiter des dossiers en langue allemande. Pour ne pas retarder ces procédures et dans l'attente de l'élection par le Grand Conseil, le Conseil a immédiatement nommé M. Yann Hofmann Président suppléant ad hoc de cette commission (art. 91 al. 1 let. d LJ). Avec l'accord de la Commission de justice, il a parallèlement procédé à une mise au concours interne aux trois commissions de conciliation en matière de bail de cette fonction judiciaire à titre accessoire. Lors de sa session de septembre, le Grand Conseil a élu M. Yann Hofmann Président suppléant.

1.2.4.1.12 Commission de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail

Cette autorité n'ayant enregistré aucune nouvelle affaire au cours des neuf premiers mois de l'année, il a été renoncé à son inspection annuelle.

1.2.4.1.13 Commission d'expropriation

Si cette autorité fonctionne globalement bien, sa gestion comptable et financière a toutefois suscité quelques interrogations du Conseil. Afin d'être mieux informé, il a, dans le courant de l'automne, chargé le Service de la justice de procéder à une analyse du fonctionnement de cette commission sous cet angle.

Au 1er janvier 2018, sont entrés en fonction le Vice-président Pierre-Henri Gapany, élu en décembre 2017, ainsi que M. Andreas Freiburghaus. Ce dernier a succédé à M. Dieter Stauffacher, Assesseur démissionnaire pour raison d'âge au 31 décembre 2017.

A la fin de l'exercice, M. Jacques Stephan, Assesseur, a quitté la Commission pour raison d'âge. Il sera remplacé au 1^{er} janvier 2019 par M. Lorenz Fivian, élu en septembre.

Au terme de très nombreuses années d'activité à la tête de cette autorité, le Président José Kaelin a annoncé sa démission pour le 31 décembre 2019.

1.2.4.1.14 Commission de recours en matière d'améliorations foncières

L'activité de cette commission, qui fonctionne bien, n'appelle aucune remarque particulière.

1.2.4.1.15 Commission de recours en matière de premier relevé

Constatant que certains points concernant sa gestion demeurent ouverts en dépit de ses interventions, le Conseil a intimé à son président un délai pour les régler. Il procédera à une inspection intermédiaire au printemps 2019 pour vérifier que ses instructions ont été suivies.

Elus par le Grand Conseil en mai, MM. Xavier Angéloz et Luc Déglise complètent l'équipe des assesseurs de cette commission dont la composition est désormais conforme aux exigences légales.

1.2.4.1.16 Autorité de surveillance du registre foncier

Le fonctionnement de cette autorité n'appelle aucune remarque.

En décembre, le Grand Conseil a élu Mme Maryse Pradevand-Kernen, unique candidate à la fonction de membre de cette autorité. Celle-ci, vacante depuis mai 2017, a nécessité quatre mises au concours avant d'être repourvue. D'entente avec la Commission de justice, le Conseil a octroyé une dérogation au sens de l'art. 7 al. 3 LJ à la nouvelle élue domiciliée dans le canton de Neuchâtel. Il est d'avis que la recherche de profils très pointus, nécessaires à l'exercice de certaines fonctions judiciaires à titre accessoire, justifie une modification légale de l'obligation de domicile sur le territoire cantonal.

1.2.4.1.17 Remerciements

Le Conseil exprime ici sa gratitude à toutes les personnes ayant œuvré pour le pouvoir judiciaire au cours de cet exercice, en particulier celles mentionnées dans ce rapport. Il les remercie pour leur travail et leur engagement, indispensables au bon fonctionnement de la justice fribourgeoise.

1.2.4.1.18 Surveillance disciplinaire

	Nouveaux dossiers ouverts	Dossiers reportés de l'année précédente	Nombre total de dossiers	Dossiers transmis à autres autorités	Dossiers clos sans échange d'écritures	Dossiers clos après échange écrit ou enquête	Dossiers reportés à l'année suivante
2012	27	3	30	2	17	6	5
2013	21	5	26	0	14	8	4
2014	21	4	25	2	11	7	5
2015	28	5	33	0	19	8	6
2016	23	6	29	5	14	7	3
2017	24	3	27	3	19	4	1
2018	29	1	30	1	15	8	6

Outre les cas de surveillance disciplinaires, le Conseil a traité 3 dénonciations portant sur le fonctionnement administratif de certaines autorités. Deux ont été classées, une après échange d'écriture, tandis qu'une troisième est toujours pendante.

1.2.5 Nominations

Il est rappelé que dans des situations exceptionnelles et urgentes, le Conseil est habilité à nommer de sa propre autorité un juge pour une durée maximale de six mois (art. 91 al.1 let. d LJ). Lorsqu'il est vraisemblable qu'un magistrat sera empêché pour une période plus longue, il peut pourvoir à son remplacement pour douze mois maximum, moyennant approbation du Grand Conseil, sur préavis de la Commission de justice (art. 91 al. 1 let. d^{bis} LJ).

En 2018, le Conseil a nommé sept magistrats ad hoc. Ces nominations ayant déjà été évoquées précédemment, prière de se référer aux points 1.2.4.1.4/1. a) concernant Mme Adeline Corpataux, 1.2.4.1.4/6. concernant M. Michel Morel (juge itinérant ad hoc), 1.2.4.1.1 concernant Mme Susanne Fankhauser, 1.2.4.1.2 concernant Mme Stéphanie Amara, 1.2.4.1.11 concernant M. Yann Hofmann et 1.2.4.1.7/7. concernant Mme Valentine Stucky.

Il a par ailleurs fait usage de l'art. 22 LJ (qui traite de la suppléance des juges) à cinq reprises s'agissant du Procureur général extraordinaire Pierre Aubert, de la Procureure ad hoc Delphine Maradan ainsi que des Suppléants du Président du Tribunal pénal économique Benoît Chassot, José Rodriguez et Jean-Marc Sallin.

1.2.6 Communication

La parution du rapport annuel et du plan directeur 2017-2021 du Conseil a fait l'objet d'une conférence de presse le 13 juin 2018.

Comme le veut la loi (art. 198a de la loi sur le Grand Conseil), le Président du Conseil a assisté à la présentation du rapport annuel devant le Grand Conseil, lors de la session du mois de juin.

1.2.7 Divers

1.2.7.1 Consultation

Le Conseil a été consulté sur le projet d'ordonnance relative à l'Espace Santé-Social. Il s'est également prononcé sur la question du Député Bertrand Morel sur la digitalisation de la justice.

1.2.7.2 Enquêtes

Abordé au sujet de l'absence d'uniformité des horaires d'ouverture des autorités judiciaires du canton, le Conseil a procédé à une vaste enquête. A l'issue de celle-ci, il a renoncé à émettre des directives en la matière, les réponses fournies n'ayant révélé aucune carence organisationnelle, la plupart des autorités ayant des horaires d'ouverture adéquats. Tout au plus a-t-il invité celles qui ont des horaires limités à étudier les possibilités de réorganisation de leur réception respective, afin d'étendre au mieux leurs horaires d'ouverture, dans le souci bien compris de préserver l'accessibilité à la justice.

Par ailleurs, conscient de la nécessité pour les tribunaux de 1ère instance et les justices de paix de pouvoir compter sur des assesseurs compétents et disponibles, le Conseil s'est intéressé à leurs besoins à ce sujet (disponibilité, tâches à remplir). Les résultats de cette enquête n'ont pas fait apparaître la nécessité de prendre des mesures spécifiques, chaque autorité gérant elle-même d'éventuels problèmes avec ses assesseurs. Les réponses fournies permettront toutefois à l'autorité de surveillance de préaviser au mieux les candidats aux fonctions judiciaires accessoires à pourvoir. La synthèse de cette enquête a été communiquée au Service de la justice pour information et éventuelle transmission à l'entreprise chargée de procéder à l'analyse du pouvoir judiciaire.

Vorwort

Die Freiburger Justiz ist auf Kurs und hat im Jahr 2018 insgesamt gut gearbeitet. Parallel zur richterlichen Tätigkeit wurde mit der Umsetzung der im Leitplan 2017 – 2021 formulierten Projekte begonnen. Dazu gehört das bedeutende Projekt E-Justice, das grundlegende Veränderungen in der Arbeitsweise der Gerichtsbehörden und deren Partner mit sich bringen wird.

Die Arbeitslast der Gerichtsbehörden bleibt allgemein hoch; die Zahl der Neueingänge in Zivilsachen hat weiter zugenommen. Die Fachkenntnisse der Mitarbeitenden werden vermehrt bei der Umsetzung der laufenden Reformprojekte in Anspruch genommen, was eine zusätzliche Herausforderung darstellt.

Die Bezirksgerichte haben in Zivilsachen - arbeits- und mietgerichtliche Angelegenheiten inbegriffen - insgesamt 10'605 neue Angelegenheiten verzeichnet (2017 : 10'341) und 10'576 Verfahren erledigt (2017 : 10'505). In Strafsachen ist die Zahl der abgeurteilten Personen (1'045) hingegen im Vergleich zum Vorjahr (1'212) um 14% zurückgegangen und bewegt sich wieder auf einem mit 2016 vergleichbaren Stand.

Mit 8'222 Neueingängen verzeichnen die Friedensgerichte wiederum eine Zunahme ihrer Arbeitslast (2017:7'834). Dies gilt auch für das Jugendstrafgericht (2018 : 1'941; 2017 : 1832), dem es an personellen Ressourcen fehlt, um die Situation angemessen zu bewältigen.

Bei den Schlichtungskommissionen für Mietsachen haben die Neueingänge leicht abgenommen (2018 : 835; 2017 : 892), dies gilt - erstmals seit dessen Gründung im Jahr 2011 - auch für das Zwangsmassnahmengericht (2018 : 672; 2017 : 897).

Das Arbeitsvolumen des Kantonsgerichts bleibt erheblich und die Zahl der neuen Angelegenheiten nimmt weiter zu (2018 : 3'308, 2017 : 3'289). Das Gericht konnte zwar seine Erledigungsquote dank organisatorischen Bemühungen und dem grossen Einsatz seiner Richterinnen und Richter und aller Mitarbeitenden in den letzten Jahren steigern (+ 9.6% in den letzten 5 Jahren), benötigt aber zusätzliche Ressourcen, wenn die Qualität beibehalten werden will.

Bei der Staatsanwaltschaft ist die Anzahl der registrierten Verfahren im Vergleich zum Vorjahr um 955 Einheiten gestiegen. Die hohe Arbeitslast kann im Moment Dank den grossen Anstrengungen der gesamten Belegschaft bewältigt werden.

Der Justizrat dankt an dieser Stelle allen in der Freiburger Justiz tätigen Personen, die mit ihrer Arbeit und ihrem Einsatz dafür sorgen, dass in unserem Kanton Recht gesprochen wird.

Einleitung

Gemäss Art. 127 Abs. 3 der Verfassung des Kantons Freiburg informiert der Justizrat den Grossen Rat jährlich über seine Tätigkeit. Der vorliegende Bericht beinhaltet zwei Teile. Der erste Teil betrifft die Tätigkeit des Justizrates, der zweite Teil umfasst diejenige der kantonalen Gerichte.

Die Jahresberichte der Gerichtsbehörden im zweiten Teil (Seite 32 ff.) sind in der durch die betroffenen Behörden selber verfassten Originalform wiedergegeben.

1 Justizrat

1.1 Rat und Sekretariat

Der Rat war 2018 unverändert zusammengesetzt aus dem Präsidenten Adrian Urwyler (Kantonsrichter), der Vizepräsidentin Nadine Gobet (Grossrätin) und den Mitgliedern Raphaël Bourquin (Stellvertretender Generalstaatsanwalt), Damien Colliard (Gemeindepräsident von Châtel-St-Denis, gewählt auf Vorschlag des Justizrates), Nicolas Charrière (Anwalt), Maurice Ropraz (Staatsrat), Walter Stoffel (Universitätsprofessor), Wanda Suter (Friedensrichterin) und Philippe Vallet (Gerichtspräsident Bezirksgericht Greyerz).

Kantonsrichter Adrian Urwyler hat seinen Rücktritt per 28. Februar 2019 bekanntgegeben. Auf Vorschlag des Kantonsgerichts hat der Grosse Rat im Dezember 2018 Kantonsrichter Johannes Frölicher zu dessen Nachfolger gewählt.

Christine Keller, Generalsekretärin, und Yolande Brünisholz, Sekretärin, sind nach wie vor für das Sekretariat zuständig.

Justizratspräsident Adrian Urwyler ist Mitglied des Steuerungsausschusses für die Analyse der Gerichtsbehörden. Diese Untersuchung sollte ursprünglich alle kantonalen Gerichtsinstanzen umfassen, wurde jedoch aus budgetären Gründen auf das Kantonsgericht, die Staatsanwaltschaft, die Bezirksgerichte sowie die Gerichtsunabhängige Richterin beschränkt. Die vom Staatsrat mit diesem Mandat beauftragte Berner Firma Ecoplan SA, die auf Wirtschaft und Politik spezialisiert ist, wird die diesbezüglichen Ergebnisse im Verlauf des kommenden Jahres vorlegen.

Das Freiburger Modell für die Aufsicht über die Gerichtsbehörden zieht auch weiterhin das Interesse der Nachbarkantone auf sich. Adrian Urwyler hat den Freiburger Justizrat in dieser Hinsicht bei der Waadtländer Behörde « Commission thématique des affaires juridiques » vorgestellt und Vertreterinnen und Vertreter des Kantons Wallis für ein Gespräch in Freiburg empfangen.

1.2 Tätigkeit

1.2.1 Sitzungen

Im Geschäftsjahr 2018 hat der Rat 17 Plenarsitzungen abgehalten. Die Kommissionen sind jeweils nach Bedarf zusammengekommen. Wie bereits in den vergangenen Jahren wurden Delegationen für die Vorstellungsgespräche mit den Kandidatinnen und Kandidaten für die neu zu besetzenden Berufsrichterstellen sowie die Inspektionen gebildet.

1.2.2 Reglement des Justizrates

Der Rat hat seine Arbeitsweise im Bereich Disziplinar- und Ablehnungsverfahren geklärt und sein Reglement unter der Leitung seiner internen Kommission für die disziplinarische Aufsicht entsprechend angepasst. Das Reglement wird Anfang 2019 offiziell angenommen.

1.2.3 Wahlen

2018 hat der Rat zu 37 Wahlen Stellung genommen, 5 davon betrafen Berufsrichterstellen. Für die Berufsrichterstellen sind wiederum nur wenige Bewerbungen eingegangen (1 bis 4 Bewerbungen pro ausgeschriebene Stelle). Für dieses mangelnde Interesse konnte bislang keine Erklärung gefunden werden. Die Bewerberinnen und Bewerber für eine Berufsrichterstelle müssen sich nach wie vor Persönlichkeitstests unterziehen. Diese werden von einem externen Fachberater geleitet.

1.2.4 Aufsicht

Gemäss Art. 127 KV übt der Rat die Administrativ- und Disziplinaufsicht über die richterliche Gewalt sowie die Staatsanwaltschaft aus (Abs. 1). Der Rat ist befugt, die Administrativaufsicht über die erstinstanzlichen Gerichtsbehörden dem Kantonsgericht zu übertragen (Abs. 2).

1.2.4.1 Administrativaufsicht

Nebst der ihm von Amtes wegen obliegenden Inspektion des Kantonsgerichts hat der Rat das Bezirksgericht Sense, die Präsidenten des Zivilgerichts des Saanebezirks sowie die Friedensgerichte des Saane-, Sense- und Greyerzbezirks inspiziert. Er hat ferner den Generalstaatsanwalt und seine beiden Stellvertreter sowie die gerichtsunabhängige Richterin, das Oberamt des Sensebezirks, die Rekurskommission für die Ersterhebung sowie die Enteignungskommission geprüft.

Die Inspektion der weiteren Behörden wurde gemäss Art. 127 Abs. 2 KV dem Kantonsgericht übertragen (vgl. Teil II, Kantonsgericht, Punkt 2.1.1.2.1.3).

Bei der Aufsichtsbehörde über das Grundbuch hat keine Inspektion stattgefunden, weil diese keine Fälle zu verzeichnen hatte.

1.2.4.1.1 Kantonsgericht

Arbeitslast - Organisation

Trotz der nach wie vor erheblichen Arbeitslast und fehlenden Arbeitskräften im Bereich Gerichtsschreiberei funktioniert das Kantonsgericht allgemein gut. Dem Gericht ist es in den letzten fünf Jahren gelungen, seine Erledigungsrate dank verschiedener Massnahmen und grossem Einsatz aller Mitarbeitenden zu steigern. Mit den derzeitigen Ressourcen wird es dem Kantonsgericht jedoch nicht mehr möglich sein, seine Arbeitslast weiterhin mit derselben Effizienz zu bewältigen (Gleichgewicht Qualität-Quantität). Die Gerichtsschreiberei wird im kommenden Jahr um 1.0 VZÄ verstärkt. Diese Massnahme wird eine willkommene Unterstützung bringen. Es gilt jedoch, bezüglich des Personalbedarfs dieser Behörde wachsam zu bleiben.

Nebst seiner richterlichen Tätigkeit beteiligt sich das Kantonsgericht aktiv an der aktuellen Analyse der Gerichtsbehörden sowie Weiterentwicklungen im Bereich Gerichtsinformatik. Dazu gehört das bedeutende Projekt E-Justice, das grundlegende Veränderungen in der Arbeitsweise der Gerichtsbehörden und deren Partner mit sich bringen wird. Der Rat dankt dem Kantonsgericht für seinen Einsatz in diesen aufwendigen Projekten, die viel Fachkenntnis verlangen und entscheidend für die Entwicklung der Rahmenbedingungen der kantonalen Gerichtsbehörden sind. Der Rat hat dem Kantonsgericht bereits 2011 die Kompetenz für die Informatikverwaltung der Gerichtsbehörden übertragen.

Richter/innen und Ersatzrichter/innen

Kantonsrichter Hubert Bugnon ist nach seiner langjährigen und beispielhaften beruflichen Laufbahn per 31. Dezember 2018 in den Ruhestand getreten. Er gilt im Justizwesen allseits als hoch geschätzte Persönlichkeit. Der Rat dankt ihm ganz herzlich für seine ausgezeichnete Arbeit und den unermüdbaren Einsatz im Dienst der Justiz. Als seine Nachfolge hat der Grosse Rat im September Laurent Schneuwly gewählt. Er wird sein Amt per 1. Januar 2019 antreten.

Eine weitere bedeutende Persönlichkeit des Kantonsgerichts hat ihren Rücktritt bekanntgegeben. Kantonsrichter Adrian Urwyler wird sein Amt per Ende Februar 2019 niederlegen. Seine Nachfolge wird der im Dezember 2018 gewählte Markus Ducret antreten.

Für die Vertretung von Kantonsrichterin Dominique Gross während ihres Mutterschaftsurlaubs konnte eine interne Teillösung gefunden werden. Kantonsrichterin Daniela Kiener hat ihr Arbeitspensum im besagten Zeitraum um 30 % erhöht. Ausserdem hat der Rat Susanne Fankhauser für die Dauer vom 1. August 2018 bis 31. Januar 2019 zur Richterin ad hoc ernannt, dies für ein Pensum von 70%.

Die strenge Politik des Staatsrates in Bezug auf die Anstellung von neuen Arbeitskräften zwingt das Kantonsgericht, regelmässig die Hilfe der Ersatzrichterinnen und Ersatzrichter in Anspruch zu nehmen, um die fehlenden Kräfte im Bereich der Gerichtsschreiber/innen wetzumachen. Es ist wichtig, dass das Kantonsgericht auf erfahrene Personen im Bereich der Urteilsredaktion zählen kann. Der Rat hat deshalb eine positive Empfehlung für die Wahl von Kantonsgerichtsschreiberin Catherine Faller zur Ersatzrichterin abgegeben. Das Gesetz spricht nicht gegen eine solche Ämterkumulation. Angesichts der ausserordentlichen Situation hat der Grosse Rat der Wahlempfehlung des Rates Folge geleistet und überdies anlässlich seiner Märzsession Caroline Gauch zur deutschsprachigen Ersatzrichterin gewählt.

1.2.4.1.2 Staatsanwaltschaft

Die Arbeitslast der Staatsanwaltschaft ist hoch aber stabil geblieben und kann erfreulicherweise momentan dank dem Einsatz aller Mitarbeitenden bewältigt werden. Im Allgemeinen kennt diese Behörde keine besonderen Schwierigkeiten. Es wird allerdings auf die zunehmende Computerkriminalität, die fehlenden Haftplätze und die nötige Personalverstärkung für die deutschsprachige Gerichtsschreiberei hingewiesen.

Im Rahmen eines gegen eine ehemalige Staatsrätin eröffneten Strafverfahrens (vgl. Bericht 2017 Punkt 1.2.4.1.2) hat der Rat - nach verschiedenen Unwägbarkeiten - am 12. November 2018 den Neuenburger Generalstaatsanwalt Pierre Aubert zum ausserordentlichen Staatsanwalt ernannt, um die Untersuchung in diesem Verfahren weiterzuführen und abzuschliessen.

Für die Vertretung der Staatsanwältin Catherine Christinaz während ihres Mutterschaftsurlaubs hat der Rat Gerichtsschreiberin Stéphanie Amara ab Mitte September 2018 zur Staatsanwältin ad hoc ernannt. Er hat ferner zugestimmt, dass Catherine Christinaz nach ihrem Mutterschaftsurlaub ihren Beschäftigungsgrad um 20% reduziert.

Desgleichen hat der Rat Delphine Maradan für die Untersuchung einer gegen den Generalstaatsanwalt und eine Drittperson gerichtete Beschwerde im Sinne von Art. 22 JG zur Staatsanwältin ad hoc ernannt.

1.2.4.1.3 Wirtschaftsstrafgericht

Die Arbeitslast dieser Behörde nimmt zu. Immer häufiger wird der Eingang umfangreicher Fälle verzeichnet.

Zum Ende des Jahres konnte das seit mehreren Jahren vakante Amt des Stellvertretenden Präsidenten besetzt werden. Die Präsidenten des Strafgerichts des Saanebezirks Benoît Chassot, José Rodriguez und Jean-Marc Sallin werden diese Aufgaben nunmehr wahrnehmen.

Michel Morel, der 2017 für die Bearbeitung mehrerer Fälle zum Stellvertretenden Präsidenten des Wirtschaftsstrafgerichts ernannt wurde (Art. 22 Abs. 4 JG), hat sein Mandat für diese Behörde per Ende Jahr abgeschlossen. Der Rat spricht ihm an dieser Stelle seinen aufrichtigen Dank für die wertvolle Arbeit aus.

Stéphane Gmünder hat die gesetzlich festgelegte Altersgrenze erreicht und sein Amt als Beisitzer per Ende Jahr niedergelegt. Sein Nachfolger, Cédric Margueron, wurde im September 2018 gewählt und wird sein Amt Anfang 2019 aufnehmen.

1.2.4.1.4 Bezirksgerichte

Folgende Personen haben 2018 ihr nebenberufliches Richteramt niedergelegt:

- > Marianne Dey Raemy, Beisitzerin beim Bezirksgericht Saane
- > Annick Rossier, Beisitzerin (Mietervertreterin) beim Mietgericht des Saanebezirks
- > Aldo Fasel, Beisitzer beim Bezirksgericht Sense
- > Josiane Galley, Beisitzerin beim Bezirksgericht Greyerz
- > Jean-Pierre Repond, Beisitzer beim Bezirksgericht Greyerz
- > Emeric Descloux, Beisitzerin beim Bezirksgericht Greyerz
- > Roger Folly, Beisitzer beim Bezirksgericht See
- > Monique Pedroli, Beisitzerin beim Bezirksgericht Broye
- > Jennifer Renevey, Beisitzerin beim Bezirksgericht Broye
- > Noëlle Perroud, Ersatzbeisitzerin (Eigentümerverspreterin) beim Mietgericht des Greyerz-, Glane-, Broye- und Vivisbachbezirks

1. Bezirksgericht Saane

e) Zivilgericht

Die Arbeitslast dieser Behörde hat nicht nachgelassen und nimmt weiter zu. Der Rat hat sich seit dem Frühjahr verschiedentlich mit den Vertretern dieses Gerichts getroffen, um eine Lösung zu finden, die es dem Gericht ermöglicht, seine Arbeitslast zu bewältigen. Die Gespräche haben dazu geführt, dass der Grosse Rat die Schaffung einer neuen deutschsprachigen 50%-Richterstelle gutgeheissen hat. Der Rat freut sich über diese zusätzliche Dotierung, die dem Gericht erlauben wird, unter ruhigeren Bedingungen zu arbeiten. Nichtsdestotrotz werden gewisse Bereiche dieses Gerichts im kommenden Jahr angesichts umfangreicher und komplizierter Fälle spezifische Unterstützung benötigen.

Ein Gerichtspräsident musste sich über mehrere Monate vollzeitlich einem komplexen Fall widmen und hat beim Rat Unterstützung durch einen Richter ad hoc beantragt. Da gerichtsintern aufgrund der herrschenden Arbeitslast keine entsprechende Lösung gefunden werden konnte, hat der Rat Gerichtsschreiberin Adeline Corpataux für die Dauer vom 1. März bis 31. August 2018 zur Präsidentin ad hoc des Bezirksgerichts Saane ernannt. Sie hat in dieser Zeit die laufenden Aufgaben des ordentlichen Richters wahrgenommen.

Gerichtspräsident Laurent Schneuwly wurde im September zum Kantonsrichter gewählt und hat per Ende Jahr das Bezirksgericht Saane verlassen. Der Rat spricht ihm für seine kompetente und effiziente Arbeit seinen aufrichtigen Dank aus. Der Grosse Rat wird seine Nachfolge Anfang 2019 bestimmen. Adeline Corpataux, die im Oktober vom Rat zur Präsidentin ad hoc gewählt wurde, wird die Interimsvertretung vom 1. Januar 2019 bis zum Amtsantritt der neuen Gerichtspräsidentin oder des neuen Gerichtspräsidenten wahrnehmen (jedoch maximal sechs Monate).

a) Strafgericht

Trotz anhaltender Arbeitslast funktioniert diese Abteilung gut. Die Zahl der Beisitzerinnen und Beisitzer wurde im Vorjahr erhöht. Dadurch können nun mehr Strafverhandlungen durchgeführt werden.

b) Arbeitsgericht

Das Amt der Stellvertretenden Präsidentin oder des Stellvertretenden Präsidenten des Arbeitsgerichts ist seit dem Weggang von Caroline Gauch vakant und konnte im Verlauf dieses Jahres nicht besetzt werden. 2019 wird diese Vakanz jedoch dank der neu geschaffenen 50%-Richterstelle beim Bezirksgericht Saane besetzt werden können.

c) Mietgericht

Diese Behörde wird seit dem 1. Januar 2018 durch Gerichtspräsidentin Ariane Guye geführt und gibt keinen Anlass zu besonderen Bemerkungen.

Der Rat hat auf Antrag des Bezirksgerichts Saane insgesamt drei Ausnahmegewilligungen erteilt, eine hinsichtlich Wohnsitzpflicht (Art. 7 Abs. 3 JG) und zwei in Bezug auf eine Mandatsverlängerung (Art. 6 Abs. 2 JG). Dank dieser Bewilligungen konnten die betroffenen Beisitzer nach ihrem Rücktritt noch bestimmte laufende Dossiers abschliessen.

2. Bezirksgericht Sense

Die Arbeitslast des Bezirksgerichts Sense ist erheblich. Es gibt jedoch keinen Anlass zu besonderen Bemerkungen.

3. Bezirksgericht Greyerz

Die Situation dieses Gerichts hat sich insbesondere dank der im letzten Jahr erhaltenen Unterstützung stabilisiert. Dennoch sind gewisse ältere Zivildossiers unerledigt und fordern eine besondere Anstrengung dieser Behörde.

Das Gericht wünscht sich eine dauerhafte Verstärkung für die Gerichtsschreiberei. Die beiden Gerichtspräsidentinnen des Strafgerichts wären ausserdem bereit, ihr Pensum um 10% zu erhöhen.

Im Frühjahr hat der Rat Gerichtspräsidentin Frédérique Bütikofer-Repond seine Einwilligung gegeben, das Amt als Ersatzrichterin bei der neuen Berufungskammer des Bundesstrafgerichts auszuüben, in das sie mit einem glänzenden Resultat gewählt wurde.

Jacques Aebischer hat im Verlauf des Jahres seine Tätigkeit als Beisitzer aufgenommen.

4. Bezirksgericht See

Der bereits im letzten Jahr an dieser Behörde festgestellte Anstieg des Arbeitsvolumens hat sich wieder bestätigt. Dank Überstunden, dem Einsatz einer französischsprachigen Praktikantin und der effizienten Arbeit der Gerichtsschreiberei kann die erhebliche Arbeitslast bewältigt werden - auch wenn die Fristen für die Vorladungen und Urteilsverkündungen etwas darunter leiden. Diese Behörde hat ausserdem mehrere Dossiers an die gerichtsunabhängige Richterin übertragen.

Gerichtspräsident Markus Ducret wurde im Dezember zum Kantonsrichter gewählt und wird das Bezirksgericht See per Ende Februar 2019 verlassen. Seine Nachfolge wird Anfang des kommenden Jahres bestimmt.

2018 haben Daniel Bächler und Nicole Alexandra Piano Aeby ihr Amt als Beisitzer/in aufgenommen.

5. Bezirksgericht Glane

Der Gerichtspräsident muss aufgrund der beträchtlichen Arbeitslast seiner Behörde zahlreiche Überstunden leisten. Dennoch funktioniert dieses Gericht gut.

6. Bezirksgericht Broye

Das Arbeitsvolumen dieser Behörde bleibt hoch. Die im vergangenen Jahr zugesprochene Unterstützung erlaubt es nunmehr, die Dossiers innerhalb zufriedenstellender Fristen zu bearbeiten. Die Räumlichkeiten werden voll ausgenutzt und bieten keine Erweiterungsmöglichkeiten mehr.

Für die Vertretung von Gerichtspräsidentin Virginie Sonney während ihres Mutterschaftsurlaubes hat der Rat für die Dauer vom 1. März bis 31. Juli 2018 Michel Morel zum gerichtsunabhängigen Richter ad hoc ernannt. Auch Ludovic Farine hat sich in seiner Eigenschaft als gerichtsunabhängiger Richter ad hoc an ihrer Stellvertretung beteiligt.

7. Bezirksgericht Vivisbach

Die Arbeitslast dieses Gerichts steigt weiter an, insbesondere bei den in die Zuständigkeit des Zivilgerichts und des Polizeirichters sowie des Mietgerichts fallenden Angelegenheiten.

Diese Behörde leidet bereits seit mehreren Jahren unter ihren kleinen Räumlichkeiten. Aufgrund des Platzmangels können weder Auszubildende noch Praktikantinnen und Praktikanten eingestellt werden.

Im Verlauf des Jahres hat Valérie Dewarrat ihr Amt als Beisitzerin angetreten.

1.2.4.1.5 Zwangsmassnahmengericht

Die Zahl der Dossiers, die dieses Gericht zu behandeln hat, nimmt konstant zu, während die Zahl und der Beschäftigungsgrad seiner Richter/innen seit Schaffung der Behörde im Jahr 2011 unverändert geblieben sind. Das Gericht hat einen Bereitschaftsdienst von sieben Tage die Woche zu garantieren, verfügt über keine Gerichtsschreiberei und ein unzureichend besetztes Sekretariat. Es hat den Rat im Frühling über seine überaus schwierige Situation informiert und eine dringende personelle Verstärkung beantragt. Die Justizdirektion ist diesem Antrag nachgekommen, so dass dem Gericht für das kommende Jahr 0.5 VZÄ für eine Gerichtsschreiberstelle und eine Erhöhung von 0.2 VZÄ für das Sekretariat zugesprochen wurden.

Während des Mutterschaftsurlaubes der Richterin Géraldine Pontelli-Barras haben Richterin Delphine Maradan und Richter Felix Baumann ihr Arbeitspensum um je 25% erhöht.

1.2.4.1.6 Jugendstrafgericht

Die personellen Ressourcen dieses Gerichts sind unzureichend. Es vermag die stark ansteigende Arbeitslast nur schwer zu bewältigen. Die Richterin und Richter können nicht jedem Fall die gewünschte Zeit widmen und empfinden diese Situation als unbefriedigend. Trotzdem gelingt es ihnen, dank ihrem grossen Einsatz und der Unterstützung der gesamten Belegschaft « à jour » zu bleiben.

Vor diesem Hintergrund ist der aussergewöhnliche Anstieg der in den letzten sechs Jahren durch das Jugendgericht erteilten Strafbefehle (2012: 711; 2018: 1210) sowie die spürbare Abnahme der an diesem Gericht durchgeführten Anhörungen der Minderjährigen (2012: 248; 2018: 142) besorgniserregend. Diese Zahlen zeigen, dass die Kinder und Jugendlichen immer weniger direkten persönlichen Kontakt mit den Richtern und/oder dem Gericht haben, was im Widerspruch zu den Zielsetzungen des Jugendstrafrechts steht.

Claudine Perroud hat ihre Tätigkeit als Beisitzerin am 1. Januar 2018 aufgenommen.

1.2.4.1.7 Friedensgerichte

Folgende Personen haben 2018 ihr nebenberufliches Richteramt niedergelegt:

- > Florian Felder, Beisitzer beim Friedensgericht des Saanebezirks
- > Dominik Andrey, Beisitzer beim Friedensgericht des Sensebezirks
- > Noëlle Genoud, Beisitzerin beim Friedensgericht des Greyerzbezirks
- > René Jaquet, Beisitzer beim Friedensgericht des Greyerzbezirks
- > Charlotte Aeberhard, Beisitzer beim Friedensgericht des Glanebezirks
- > Amélie Pilloud, Beisitzerin beim Friedensgericht des Vivisbachbezirks
- > Christine Michel, Beisitzerin beim Friedensgericht des Vivisbachbezirks

1. Friedensgericht des Saanebezirks

Die Arbeitslast bleibt hoch, kann jedoch zurzeit bewältigt werden.

Das Gericht erachtet seine Räumlichkeiten als vollumfänglich zufriedenstellend. Mittelfristig muss jedoch ein Umzug in Betracht gezogen werden, weil die Stadt Freiburg die Lokalitäten für ihren eigenen Bedarf nutzen möchte.

Im Verlauf des Jahres haben Jean-Luc Bourqui, Marcel Bulliard, Laurent Eggertswyler sowie Fabienne Bondallaz ihr Amt als Beisitzerin und Beisitzer aufgenommen.

2. Friedensgericht des Sensebezirks

2018 war ein anspruchsvolles Jahr für diese Behörde. Nebst einem Wechsel bei den Friedensrichterinnen musste das Gericht ein grosses Arbeitsvolumen bewältigen, was einen besonderen Einsatz der gesamten Belegschaft forderte.

Beatrice Kaeser, die per Ende April ihren Rücktritt bekanntgegeben hat, war bereit, ihre Amtstätigkeit um einen Monat zu verlängern, um eine Vakanz zu vermeiden. Der Rat dankt ihr an dieser Stelle für ihre Flexibilität sowie die Arbeit und den Einsatz, den sie im Dienst der Freiburger Justiz geleistet hat. Ihre Nachfolge hat Friedensrichterin Martina Gerber per 1. Juni angetreten. In Anwendung von Art. 7 Abs. 3 JG hat der Rat Martina Gerber eine Ausnahmegewilligung hinsichtlich ihrer Wohnsitzpflicht erteilt. Sie kann bis spätestens zum 1. Juni 2019 ausserhalb des Kantons wohnen, weil sich ihr neues Domizil im Kanton Freiburg im Bau befindet.

Die im vorjährigen Jahresbericht gemachte Bemerkung bezüglich der zu kleinen Räumlichkeiten ist immer noch aktuell.

2018 sind Michel Eltschinger und Theres Imstepf in ihr Amt als Beisitzer angetreten.

3. Friedensgericht des Greyerzbezirks

Das Friedensgericht des Greyerzbezirks, das mit einer anhaltenden Arbeitslast konfrontiert ist, hat Verstärkung in Form einer neuen 50%-Friedensrichterstelle erhalten. Friedensrichterin Laurie-Marie Collaud-Piller nimmt die Aufgaben dieses neuen Amtes seit dem 1. Juli 2019 wahr. Bis zu ihrem Amtsantritt hat einer der ordentlichen Richter sein Pensum vorübergehend um 15 % erhöht. Dank der Schaffung dieser neuen Stelle können die Friedensrichter nunmehr in einem normaleren Rhythmus arbeiten. Die Gerichtsschreiberei und das Sekretariat haben hingegen keine Verstärkung erhalten. Für das nächste Jahr wurden dem Gericht jedoch zur Verbesserung der Situation 0.5 VZÄ für das Sekretariat zugesprochen.

Die vom Friedensgericht seit 2014 belegten Räumlichkeiten werden zu klein. Es gilt, in dieser Hinsicht Lösungen für diese Behörde zu finden.

4. Friedensgericht des Seebezirks

Dieses Gericht wurde 2018 sowohl im Bereich Gerichtsschreiberei als auch im Sekretariat personell verstärkt und funktioniert trotz anhaltender Arbeitslast und zahlreicher Überstunden gut.

5. Friedensgericht des Glanebezirks

Das Friedensgericht des Glanebezirks funktioniert allgemein gut, arbeitet jedoch im « Just-in-time-Modus ». Beim Friedensrichter Marc Butty häufen sich trotz seinem im Jahr 2017 um 20% erhöhten Arbeitspensum Überstunden an. Das Gericht kann im nächsten Jahr mit 0.2 VZÄ Verstärkung in der Gerichtsschreiberei rechnen.

6. Friedensgericht des Broyebezirks

Die Situation dieses Gerichts hat sich im Vergleich zu den Vorjahren verbessert und funktioniert allgemein gut. Seine Arbeitslast nimmt jedoch zu, insbesondere im Bereich von jungen Erwachsenen in Schwierigkeiten.

Im Sommer hat sich im Rahmen einer Untersuchung (vgl. Punkt 1.2.7.2) gezeigt, dass die Mehrheit der Beisitzer/innen des Gerichts regelmässig nicht verfügbar ist. Der Rat hat dem Gericht deshalb vorgeschlagen, einen Antrag auf zusätzliche Beisitzer/innen zu stellen, zumal deren Anzahl gesetzlich nicht eingeschränkt ist.

7. Friedensgericht des Vivisbachbezirks

2018 war für dieses Gericht ein von schwierigen Konstellationen gezeichnetes Jahr, die schliesslich im September im Rücktritt der Friedensrichterin Sylviane Périsset Gantner endeten.

Der Rat hat die Stelle der Friedensrichterin des Vivisbachbezirks umgehend zur Bewerbung ausgeschrieben und die gerichtsunabhängige Richterin Lorraine Vallet für 50% ihres Beschäftigungsgrades dem Friedensgericht des Vivisbachbezirks zugeteilt. Aufgrund anderweitiger Verpflichtungen musste Lorraine Vallet ab dem 1. Dezember abgelöst werden. Hierfür hat der Rat das Amt intern bei den Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreibern der kantonalen Friedensgerichte ausgeschrieben und schliesslich die Chefgerichtsschreiberin des Friedensgerichts des Saanebezirks Valentine Stucky zur Friedensrichterin ad hoc des Friedensgerichts des Vivisbachbezirks ernannt. Valentine Stucky wird diese Aufgabe bis zum Amtsantritt der ordentlichen Friedensrichterin wahrnehmen (jedoch für eine Maximaldauer von sechs Monaten). Die Wahl der ordentlichen Richterin findet anlässlich der Februarsession 2019 des Grossen Rates statt.

Das Friedensgericht verzeichnet trotz dieser Turbulenzen und der erheblichen Arbeitslast, die Gerichtsschreiberei und Sekretariat herausgefordert haben, keine nennenswerten Rückstände.

2018 haben Isabelle Flury Ruchet und Yves Pollet ihre Tätigkeit als Beisitzer/in aufgenommen.

1.2.4.1.8 Gerichtsunabhängige Richterin/gerichtsunabhängiger Richter

Ende Februar hat Marlène Collaud ihr Amt niedergelegt. Als erste gerichtsunabhängige Richterin des Kantons war diese Magistratin seit 2016 aktiv am Aufbau dieser Behörde beteiligt und hat zu deren guten Betrieb beigetragen. Der Rat spricht ihr an dieser Stelle seinen aufrichtigen Dank aus und wünscht ihr viel Erfolg für ihre weitere Laufbahn. Als Nachfolgerin wurde Lorraine Vallet gewählt, die ihre Tätigkeit am 1. Juli aufgenommen hat. Die Interimsvertretung von Mitte Februar bis Mitte August hat Ludovic Farine in seiner Eigenschaft als gerichtsunabhängiger Richter ad hoc gewährleistet.

Diese Behörde funktioniert allgemein gut und steht in einem guten Verhältnis zu den verschiedenen Ansprechpartnern. Es haben sich jedoch diverse Stimmen gemeldet, die das schwerfällige Verfahren für die Dossierzuteilung an diese Behörde beklagen. Im Herbst hat der Rat deshalb eine Arbeitsgruppe - bestehend aus mehreren Vertretern der erstinstanzlichen Gerichte - beauftragt, das derzeitige Verfahren zu analysieren und Verbesserungsvorschläge zu machen. Gestützt auf die diesbezüglichen Ergebnisse hat der Rat das Zuteilungsverfahren angepasst. Diese Änderungen werden per 1. Januar 2019 in Anwendung treten. Sie dienen in erster Linie dazu, die Bezirksgerichte See und Greyerz zu entlasten.

1.2.4.1.9 Oberämter

Diese Behörden funktionieren in ihrer Eigenschaft als Strafgerichte allgemein gut. Das Oberamt des Greyerzbezirks verzeichnet trotz seiner Überlastung und fehlendem Personal keine Verspätung in der Bearbeitung seiner Dossiers.

Die Mehrheit der Strafbefehle betrifft das Strassenverkehrsgesetz.

1.2.4.1.10 Rekurskommission der Universität

Die Rekurskommission der Universität, deren Zusammensetzung unverändert geblieben ist, funktioniert gut.

1.2.4.1.11 Schlichtungskommissionen für Mietsachen

Saanebezirk

Die Arbeitslast der Kommission des Saanebezirks ist relativ stabil geblieben, bzw. leicht zurückgegangen. Die Schlichtungskommission ist mit ihren neu bezogenen Räumlichkeiten beim Amt für Justiz zufrieden, dies trotz den langen Strecken, die das Sekretariat zum Erreichen des Bezirksgerichts Saane zurücklegen muss, wo die Sitzungen der Schlichtungskommission stattfinden.

Jean-Marc Maradan ist per 31. Dezember 2018 als Beisitzer (Eigentümerversreter) zurückgetreten. Seine Nachfolge wird Anfang 2019 bestimmt. Françoise Marchon amtet seit ihrer Wahl im Februar 2018 neu als Beisitzerin (Mietersvertreterin).

Sense- und Seebezirk

Vizepräsidentin Sarah Reitze wurde aufgrund ihres Mutterschaftsurlaubes während dem ersten Trimester vertreten durch Yann Hofmann, Stellvertretender Präsident der Schlichtungskommission des Saanebezirks. Im letzten Trimester hat Sarah Reitze ihrerseits den aus gesundheitlichen Gründen nicht verfügbaren Präsidenten Marius Schneuwly vertreten. Dank dem Einsatz und der Flexibilität aller Kommissionsmitglieder hat diese Kommission trotz dieser Unwägbarkeiten weiter gut funktioniert.

Greyerz-, Glane-, Broye- und Vivisbachbezirk

Die bedeutende Zunahme des Arbeitsvolumens dieser Kommission, auf die bereits im letzten Jahr hingewiesen wurde, bestätigt sich wieder. Laut Einschätzung der Kommission verlangt diese Situation eine Verstärkung des Sekretariates. Für die Bearbeitung der deutschsprachigen Dossiers hat die Kommission Ende Frühjahr eine zweisprachige Vizepräsidentin oder einen zweisprachigen Vizepräsidenten beantragt. Um Verspätungen zu vermeiden, hat der Rat umgehend Yann Hofmann zum Stellvertretenden Präsidenten ad hoc dieser Kommission ernannt (Art. 91 Abs. Bst. d JG), dies bis zur Wahl der ordentlichen Vizepräsidentin oder des ordentlichen Vizepräsidenten durch den Grossen Rat. Mit Zustimmung der Justizkommission hat der Rat parallel dazu eine interne Ausschreibung dieses neu zu besetzenden nebenberuflichen Amtes bei den drei Schlichtungskommissionen durchgeführt. Anlässlich der Septembersession hat der Grosse Rat schliesslich Yann Hofmann zum Stellvertretenden Präsidenten dieser Kommission gewählt.

1.2.4.1.12 Schlichtungskommission für Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben

Diese Behörde hatte in den ersten neun Monaten des Jahres keine neuen Fälle zu verzeichnen. Es wurde deshalb auf eine Jahresinspektion verzichtet.

1.2.4.1.13 Enteignungskommission

Die Enteignungskommission funktioniert insgesamt gut. Ihre buchhalterische und finanzielle Verwaltung hat jedoch beim Justizrat Fragen aufgeworfen. Um Klarheit zu schaffen, hat der Rat im Herbst das Amt für Justiz beauftragt, den Betrieb der Kommission in dieser Hinsicht zu analysieren.

Nach seiner langjährigen Tätigkeit als Präsident dieser Kommission hat José Kaelin seinen Rücktritt per 31. Dezember 2019 bekanntgegeben.

Pierre-Henri Gapany ist im Dezember 2017 zum Vizepräsidenten der Kommission gewählt worden und hat seine Tätigkeit per 1. Januar 2018 aufgenommen. Dieter Stauffacher hat per 31. Dezember 2017 die gesetzliche Altersgrenze erreicht und seine Tätigkeit als Beisitzer beendet. Er wurde per 1. Januar 2018 durch Andreas Freiburghaus ersetzt.

Jacques Stephan hat per Ende Jahr die gesetzliche Altersgrenze erreicht und die Kommission verlassen. Seine Nachfolge per 1. Januar 2019 wird der im September gewählte Lorenz Fivian antreten.

1.2.4.1.14 Rekurskommission für Bodenverbesserungen

Die Rekurskommission für Bodenverbesserungen funktioniert gut und gibt keinen Anlass zu besonderen Bemerkungen.

1.2.4.1.15 Rekurskommission für die Ersterhebung

Der Rat hat festgestellt, dass bei der Rekurskommission gewisse Punkte in organisatorischen Belangen trotz seinen Interventionen noch offen sind. Er hat dem Kommissionspräsidenten eine Frist für deren Erledigung gesetzt. Im Frühjahr 2019 wird der Rat anlässlich einer Zwischeninspektion prüfen, ob seine Anweisungen befolgt wurden.

Die im Mai durch den Grossen Rat gewählten Xavier Angéloz und Luc Déglise vervollständigen die Zahl der Beisitzer/innen der Kommission, deren Zusammensetzung nunmehr den gesetzlichen Anforderungen entspricht.

1.2.4.1.16 Aufsichtsbehörde über das Grundbuch

Der Betrieb dieser Behörde gibt keinen Anlass zu besonderen Bemerkungen.

Im Dezember hat der Grosse Rat Maryse Pradevand-Kernen zum Mitglied dieser Behörde gewählt. Sie war die einzige Bewerberin für dieses seit 2017 vakante und viermal zur Bewerbung ausgeschriebene Amt. Mit Einverständnis der Justizkommission hat der Rat für das neugewählte und im Kanton Neuenburg wohnhafte Mitglied eine Ausnahmegewilligung im Sinn von Art. 7 Abs. 3 JG erteilt (Wohnsitzpflicht). Für die Ausübung gewisser nebenberuflicher Richterämter sind ganz spezifische Profile nötig. Die gesetzlichen Bestimmungen über die Wohnsitzpflicht im Kanton sollten deshalb in dieser Hinsicht angepasst werden.

1.2.4.1.17 Verdankungen

Der Rat spricht an dieser Stelle allen, die in diesem Jahr im Dienst der Freiburger Justiz tätig waren, seinen aufrichtigen Dank aus. Ein besonderer Dank geht an die in diesem Bericht erwähnten Personen. Ihre Arbeit und ihr Einsatz sind für das gute Funktionieren der Freiburger Gerichtsbehörden unerlässlich.

1.2.4.1.18 Disziplinaufsicht

	Neu erfasste Dossiers	Vom Vorjahr übertragene Dossiers	Total Dossiers	An andere Behörden weitergeleitete Dossiers	Ohne Schriftenwechsel abgeschlossene Dossiers	Nach Schriften- wechsel/Unter- suchung abgeschlossene Dossiers	Ins folg. Jahr übertragene Dossiers
2012	27	3	30	2	17	6	5
2013	21	5	26	0	14	8	4
2014	21	4	25	2	11	7	5
2015	28	5	33	0	19	8	6
2016	23	6	29	5	14	7	3
2017	24	3	27	3	19	4	1
2018	29	1	30	1	15	8	6

Der Rat hat ausserdem drei Beschwerden betreffend die administrative Tätigkeit gewisser Gerichtsbehörden behandelt. Zwei wurden abgelegt, eine nach Schriftenwechsel; die dritte Angelegenheit ist noch offen.

1.2.5 Ernennungen

Der Rat kann ausnahmsweise in dringenden Fällen Richter/innen für eine Maximaldauer von sechs Monaten ernennen (Art. 91 Abs. 1 Bst. d JG). Bei einer voraussichtlich längeren Verhinderung einer Magistratsperson kann er eine Ersatzperson für eine Maximaldauer von zwölf Monaten ernennen. Diese Ernennungen müssen vom Grossen Rat nach Stellungnahme der Justizkommission genehmigt werden (Art. 91 Abs. 1 Bst. d^{bis} JG).

2018 hat der Rat sieben Richter/innen ad hoc ernannt. Diese Ernennungen wurden bereits hiervoor erwähnt. Es wird deshalb betreffend die Ernennung von Adeline Corpataux auf Punkt 1.2.4.1.4/1. a), betreffend Michel Morel (gerichtsunabhängiger Richter ad hoc) auf Punkt 2.4.1.4/6., betreffend Susanne Fankhauser auf Punkt 1.2.4.1.1, betreffend Stéphanie Amara auf Punkt 1.2.4.1.2, betreffend Yann Hofmann auf Punkt 1.2.4.1.11 und betreffend Valentine Stucky auf Punkt 1.2.4.1.7/7. verwiesen.

Weiter hat der Rat in Anwendung von Art. 22 JG (Stellvertretung der Richter/innen) fünf Ernennungen betreffend den ausserordentlichen Generalstaatsanwalt Pierre Aubert, Staatsanwältin ad hoc Delphine Maradan sowie die Stellvertretenden Präsidenten des Wirtschaftsstrafgericht Benoît Chassot, José Rodriguez und Jean-Marc Sallin vorgenommen.

1.2.6 Mitteilungen

Am 13. Juni hat anlässlich der Veröffentlichung des Jahresberichts und des Leitplanes 2017-2021 des Rates eine Medienkonferenz stattgefunden.

Wie es das Gesetz verlangt (Art. 198a Grossratsgesetz), hat der Ratspräsident der Präsentation des Jahresberichts anlässlich der Junisession des Grossen Rates beigewohnt.

1.2.7 Verschiedenes

1.2.7.1 Vernehmlassung

Der Rat hat zum Vorentwurf der Verordnung über den Espace Gesundheit-Soziales Stellung genommen. Er hat ausserdem die Frage des Grossratsmitgliedes Bertrand Morel zur Digitalisierung der Justiz beantwortet.

1.2.7.2 Untersuchungen

Bei den kantonalen Gerichtsbehörden gibt es keine einheitliche Regelung hinsichtlich Öffnungszeiten. Der Rat hat diesbezüglich eine umfassende Untersuchung durchgeführt, woraus keine organisatorischen Unzulänglichkeiten hervorgegangen sind. Der Grossteil der Gerichtsbehörden verfügt über adäquate Öffnungszeiten, so dass der Rat darauf verzichtet hat, in diesem Bereich Richtlinien zu erlassen. Er hat lediglich die Behörden mit begrenzten Zeiten eingeladen, allenfalls die Neuorganisation ihres Empfangs zu erwägen, um ihre Öffnungszeiten bestmöglichst auszudehnen - dies im Bestreben, die Erreichbarkeit der Justiz zu garantieren.

Die erstinstanzlichen Gerichte und Friedensgerichte müssen auf kompetente und zeitlich verfügbare Beisitzer/innen zählen können. Der Rat hat sich deshalb mit den diesbezüglichen Bedürfnissen dieser Gerichte beschäftigt (Verfügbarkeit, zu erfüllende Aufgaben). Die Ergebnisse seiner Untersuchung haben gezeigt, dass keine besonderen Massnahmen in dieser Hinsicht nötig sind. Jede Behörde regelt eventuelle Probleme mit ihren Beisitzern/innen selber. Die gesammelten Informationen sind dem Rat jedoch für die Abgabe seiner Wahlempfehlungen für neu zu besetzende Beisitzerämter von Nutzen. Die Synthese dieser Untersuchung wurde dem Amt für Justiz zur Information und allfälligen Weiterleitung an die mit der Analyse der Gerichtsbehörden beauftragte Firma weitergeleitet.

2 Les autorités judiciaires

2.1 Tribunal cantonal

2.1.1 Partie générale

2.1.1.1 Remarques générales

En 2018, le Tribunal cantonal a rendu 3264 arrêts, soit 9.6 % d'arrêts supplémentaires sur les 5 dernières années (2017 : 3363; 2016 : 3139; 2015 : 2883; 2014 : 2978). Les collaborateurs et les juges suppléants, toujours autant sollicités, ont contribué à cette augmentation du taux de liquidation. Il a ainsi été possible de faire face au nombre croissant des nouvelles entrées judiciaires (3308 en 2018, 2978 en 2014) sans ressources rédactionnelles supplémentaires, hormis un transfert de poste en 2016 à la suite d'une nouvelle compétence impartie au Tribunal cantonal. Toutefois, ce dernier est parvenu à la limite de ses capacités. Ainsi, malgré l'implication du personnel, les dossiers pendants au Tribunal cantonal depuis 2017 ont à nouveau augmenté (1295 en 2018, 1251 en 2017); ceux de certaines de ses Cours sont en forte croissance, en particulier auprès des I^e et II^e Cours d'appel civil, et le nombre des nouvelles entrées auprès de la I^e Cour administrative et des Cours des assurances sociales est toujours plus important. En parallèle, le Tribunal cantonal, notamment ses services centraux, ont été fortement sollicités dans le cadre du développement des projets informatiques de digitalisation de l'Etat de Fribourg et de la Confédération. Compte tenu de sa situation préoccupante, le Tribunal cantonal a réitéré son besoin urgent de soutien dans le cadre budgétaire. Un des postes demandés lui a été accordé dès 2019. Malgré l'octroi de cet équivalent plein-temps (EPT), les démarches entreprises pour améliorer son efficacité et les fortes implications de ses collaboratrices et collaborateurs, le Tribunal cantonal maintient, comme en 2017, qu'il ne peut pas juguler la charge de travail croissante avec les ressources dont il dispose (équilibre qualité-quantité). Il va ainsi réitérer sa demande dans le cadre de la procédure budgétaire 2020 pour obtenir des forces rédactionnelles supplémentaires.

2.1.1.1.1 Administration de la justice

Le Tribunal plénier s'est réuni à 8 reprises et la Commission administrative à 17 reprises. Plusieurs décisions ont en outre été prises par voie de circulation. Le Tribunal plénier et la Commission administrative se sont occupés des tâches générales de gestion relatives notamment au personnel et au budget, ont traité de questions concernant l'organisation du Tribunal et se sont déterminés dans le cadre de 23 consultations. Par ailleurs, le Tribunal cantonal a présenté son rapport annuel en conférence de presse. Il a participé à la septième Conférence de la justice suisse, aux Journées des Juges administratifs de Suisse, à la Journée des Tribunaux des assurances, à la Journée des Juges organisée par l'Association suisse des magistrats de l'ordre judiciaire (ASM) ainsi qu'à l'Assemblée annuelle de la Société suisse de droit pénal. Enfin, les Juges cantonaux ont procédé à diverses inspections annuelles.

Organisation et fonctionnement

L'organisation et le fonctionnement du Tribunal cantonal sont régis par le règlement du 22 novembre 2012 (RTC ; RSF 131.11).

Sur le plan organisationnel, le Tribunal cantonal est actuellement impliqué dans **l'analyse du pouvoir judiciaire** du canton de Fribourg, projet initialisé par le Conseil d'Etat. L'objectif est d'analyser les pistes d'amélioration de l'organisation et du fonctionnement du pouvoir judiciaire dans un but de rationalisation et de gain d'efficacité, tout en maintenant la qualité des prestations. Plusieurs constats ont mené à cette analyse : l'augmentation de la population et, avec elle, le nombre de procédures portées devant les tribunaux; la complexification des procédures avec les nouvelles procédures fédérales et l'adaptation de certains domaines du droit (par exemple nouveau droit de la

protection de l'enfant et de l'adulte) ; la présence plus marquée des avocats et la surcharge chronique des autorités judiciaires, notamment. Lors de la création de la cellule judiciaire itinérante, le Conseil d'Etat a ainsi souhaité qu'une analyse sur l'organisation et le fonctionnement du pouvoir judiciaire soit effectuée. Le Tribunal cantonal y est associé.

Le suivi et les **développements informatiques** nécessitent une grande implication du Tribunal cantonal à tous les niveaux. Le Tribunal cantonal est fortement engagé sur le plan cantonal pour la mise en œuvre du projet e-Justice, tant au niveau du Comité de pilotage présidé par Sandra Wohlhauser, Juge cantonale, qu'au niveau du Comité de projet. L'objectif est de prendre en compte également la mise en œuvre du plan directeur du Tribunal cantonal et de celui du Conseil de la magistrature, avec le dossier électronique. Sur le plan fédéral, le Tribunal cantonal, et plus largement d'autres entités judiciaires du canton de Fribourg, sont également impliqués dans le projet de digitalisation Justitia 4.0. Ces projets informatiques, qui tiennent compte des ambitions cantonale et fédérale d'introduction de mesures de digitalisation pour les autorités judiciaires civiles, pénales et administratives ainsi que pour les autorités de poursuite pénale et d'exécution des peines, auront de fortes incidences sur les processus de travail de l'ensemble des collaborateurs des autorités judiciaires. Bien plus qu'un projet informatique, il s'agit d'une importante transformation de la manière de travailler de l'ensemble des acteurs de la justice et de ses partenaires. L'accompagnement et la conduite du changement seront ainsi primordiaux pour la réussite des projets. D'ores et déjà et comme relevé, certains collaborateurs (analyse métier en cours notamment) et magistrats des autorités judiciaires cantonales s'impliquent considérablement pour mettre en œuvre ces projets ambitieux. Or, s'agissant de l'allocation de ressources métier, il y a lieu de constater les limites du système budgétaire mis en place pour les projets informatiques sur le plan cantonal. Cela n'est tout simplement pas gérable. Si pour 2018 et 2019, une solution temporaire et partielle a été trouvée par le biais de la Direction de la sécurité et de la justice, et du Service de la justice, il paraît désormais nécessaire de résoudre de façon pérenne les nombreuses difficultés rencontrées. Il en va de même pour la conduite du changement. Le Conseiller d'Etat, Directeur de la sécurité et de la justice, a par conséquent été abordé par le Tribunal cantonal pour exposer les difficultés. Un entretien, impliquant le Président du Conseil de la magistrature, la Juge cantonale Sandra Wohlhauser, Présidente de la Commission informatique des autorités judiciaires, le Procureur général Fabien Gasser, Membre de la Commission informatique des autorités judiciaires ainsi que la Présidente du Tribunal cantonal, a eu lieu en fin d'année afin de trouver des solutions.

S'agissant des **questions informatiques plus globales**, la Commission informatique des autorités judiciaires (CIAJ) – avec des représentants des différentes instances, du Conseil de la magistrature, du Service de la justice et du SITel fonctionne sous la présidence de Sandra Wohlhauser, Juge cantonale, qui est membre de la Commission informatique de l'Etat. La Commission est soutenue sur le plan opérationnel par le Bureau informatique des autorités judiciaires. L'année 2018 a notamment été marquée par des questions liées au changement de matériel, à la migration à Windows 10 et à la suppression du fax.

Par ailleurs, le Tribunal cantonal a également été actif dans le développement du nouveau système de données systématiques de la législation fribourgeoise (BDLF). A noter également que le système informatique de codification de la bibliothèque (système RERO) devra être revu.

Enfin, le règlement sur la communication électronique dans le cadre des procédures de droit administratif est entré en vigueur le 1er janvier 2018 pour le Tribunal cantonal. Pour les commissions de recours instituées par la loi, la Commission d'expropriation, les tribunaux arbitraux en matière d'assurances sociales et le Tribunal des mesures de contrainte, un délai de mise en œuvre est fixé au 1er janvier 2019.

S'agissant du **bâtiment**, des démarches sont toujours en cours pour améliorer la sécurité du Tribunal cantonal et les conditions de travail. L'octroi d'un poste de greffier aura des incidences sur la gestion des bureaux et des places de travail, le Tribunal cantonal ne disposant plus de place en réserve.

2.1.1.1.2 Volume des affaires

Comme relevé dans les remarques générales, la **charge de travail globale du Tribunal cantonal est très importante** (cf. tableaux ci-après). La Commission administrative l'évalue régulièrement sur la base des statistiques. Elle a ainsi pu constater, pour l'ensemble du Tribunal, que le nombre des nouvelles entrées a fortement augmenté, d'environ 12 % sur les 5 dernières années (2018 : 3308; 2017: 3289; 2016: 3177; 2015: 2868; 2014: 2957). Si le taux de liquidation des affaires est important, il faut toutefois souligner que la situation est préoccupante. Compte tenu de la charge de travail et des ressources à disposition, le Tribunal cantonal est arrivé à saturation.

Pour des explications complémentaires, il convient également de se référer aux données ci-après (explications par Cour et données statistiques).

2.1.1.2 Activité juridictionnelle

2.1.1.2.1 En général

2.1.1.2.1.1 Statistiques générales pour l'ensemble du Tribunal cantonal et les différentes cours

Tribunal cantonal	2018	2017	2016	2015	2014	2013
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	1251	1325	1287	1302	1323	1207
b) affaires enregistrées	3308	3289	3177	2868	2957	2933
c) affaires liquidées	3264	3363	3139	2883	2978	2817
d) affaires pendantes au 31 décembre	1295	1251	1325	1287	1302	1323

De manière générale, le nombre des nouvelles affaires a une nouvelle fois augmenté. Malgré le travail important de l'ensemble du Tribunal cantonal, il doit être relevé une hausse du nombre d'affaires pendantes.

Langue des affaires liquidées

Le Tribunal cantonal a rendu 2814 décisions en français et 427 en allemand, sans compter les 23 consultations législatives sur lesquelles le Tribunal plénier a pris position.

Cours civiles	2018	2017	2016	2015	2014	2013
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	177	183	163	192	216	200
b) affaires enregistrées	1261	1263	1170	1099	1218	1143
c) affaires liquidées	1214	1269	1150	1128	1242	1127
d) affaires pendantes au 31 décembre	224	177	183	163	192	216

Le nombre d'affaires inscrites au rôle de la I^e Cour d'appel civil en 2018 a augmenté par rapport à 2017 (410 nouvelles affaires en 2018, 388 en 2017: +10.5 %). Il en va de même pour celui de la Chambre des poursuites et faillites (+ 12 %). Le nombre des affaires de la II^e Cour d'appel civil a quant à lui légèrement diminué, tout en restant très élevé (530 nouvelles affaires en 2018, dont 184 demandes d'entraide judiciaire internationale; 576 nouvelles affaires en 2017, dont 201 demandes d'entraide judiciaire internationale). Le même constat est fait pour la Cour de protection de l'enfant et de l'adulte (127 nouvelles affaires en 2018; 138 en 2017).

Langue des affaires liquidées

Les cours civiles ont rendu 1097 décisions en français et 117 en allemand.

Cours pénales	2018	2017	2016	2015	2014	2013
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	179	154	156	134	155	145
b) affaires enregistrées	528	574	551	483	450	459
c) affaires liquidées	526	549	553	461	471	449
d) affaires pendantes au 31 décembre	181	179	154	156	134	155

Le nombre des affaires portées au rôle de la Cour d'appel pénal et de la Chambre pénale est toujours très élevé en relevant également la complexité et le volume important de certaines affaires (Cour d'appel pénal : 211 nouvelles affaires en 2018, 225 en 2017; Chambre pénale 309 nouvelles affaires en 2018, 330 en 2017).

Langue des affaires liquidées

Les cours pénales ont rendu 477 décisions en français et 49 en allemand.

Cours administratives	2018	2017	2016	2015	2014	2013
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	890	986	965	974	949	862
b) affaires enregistrées	1499	1419	1441	1270	1272	1300
c) affaires liquidées	1501	1515	1420	1279	1247	1213
d) affaires pendantes au 31 décembre	888	890	986	965	974	949

Le nombre des affaires enregistrées en 2018 auprès des Cours administratives est en hausse par rapport à 2017 (+ 80 dossiers: + 5.6 %). Les dossiers inscrits au rôle de la I^e Cour administrative ont augmenté (+ 44 dossiers: + 15.5 %); ceux de la II^e Cours administratives sont stables (+ 7 dossiers: + 4.5 %) et ceux de la III^e Cour administrative sont en légère baisse (- 14 dossiers: - 6.8 %). La diminution des nouvelles affaires enregistrées auprès de la Cour fiscale est plus marquée (- 26 dossiers: - 15.7 %). Les dossiers des Cours des assurances sociales ont quant à eux subi une nouvelle augmentation importante des entrées, à hauteur de 11.5 % (+ 69 dossiers).

Langue des affaires liquidées

Les cours administratives ont rendu 1'240 décisions en français et 261 en allemand.

2.1.1.2.1.2 Durée de la procédure

Le tableau suivant rend compte de la durée des procédures dans les principales Cours/Chambres.

	1 à 30 jours	1 à 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	1 à 2 ans	Plus de 2 ans
I ^e Cour d'appel civil	199	68	55	46	6	0
II ^e Cour d'appel civil et Président	323	117	31	34	2	1
Chambre des poursuites et faillites	152	40	10	3	0	0
Cour de protection de l'enfant et de l'adulte	61	45	19	2	0	0
Cour d'appel pénal	59	34	23	63	36	2
Chambre pénale	102	108	67	22	2	0
I ^e Cour administrative	46	66	84	88	52	2
II ^e Cour administrative	48	27	31	45	24	5
III ^e Cour administrative	59	83	22	22	22	8
Cour fiscale	17	37	28	35	37	1
I ^e Cour des assurances sociales	18	33	40	109	81	5
II ^e Cour des assurances sociales	22	51	50	109	92	2

2.1.1.2.1.3 Surveillance déléguée

Sur délégation du Conseil de la magistrature (art. 127 al. 2 Cst. cant.), le Tribunal cantonal a inspecté le Ministère public (tous les procureurs à l'exception du Procureur général et de ses adjoints) et les Tribunal de l'arrondissement de la Sarine (4 présidents); le Tribunal d'arrondissement de la Veveyse, de la Broye, du Lac de la Gruyère et de la Glâne; les Justices de paix de la Broye, du Lac, de la Glâne et de la Veveyse; les Préfectures de la Veveyse, de la Sarine, de la Broye, du Lac, de la Gruyère et de la Glâne; l'Autorité de surveillance du Registre foncier; les Commissions de recours de l'Université, de conciliation en matière de bail à loyer (de Singine et du Lac; des districts du Sud et de la Sarine); de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail et de recours en matière de premier relevé.

En sa propre qualité d'autorité de surveillance, le Tribunal cantonal a aussi inspecté l'Office cantonal des faillites et les sept Offices des poursuites.

2.1.1.2.2 I^e Cour d'appel civil

Le nombre de dossiers enregistrés a une nouvelle fois dépassé les 400 affaires. Grâce notamment au soutien de juges suppléants et de greffiers expérimentés, le taux de liquidation est resté élevé mais le nombre d'affaires pendantes au 31 décembre 2018 est désormais supérieur à la centaine. Même s'ils sont traités prioritairement, la liquidation des recours matrimoniaux en procédure sommaire (mesures provisionnelles, mesures protectrices de l'union conjugale) prend encore parfois trop de temps. La situation de la Cour reste dès lors délicate.

2.1.1.2.3 II^e Cour d'appel civil

La II^e Cour d'appel civil traite principalement les appels et recours en matière de droit de la poursuite pour dettes et faillite, de bail - à loyer et à ferme -, de droit du travail et d'assistance judiciaire ainsi que des procédures complexes en tant qu'instance cantonale unique. Les affaires enregistrées dans ces différents domaines sont passées de 375 à 345 en comparaison à l'année précédente, en relevant toutefois que celles-ci demeurent plus élevées par rapport à la moyenne des cinq dernières années (310). Comme déjà souligné dans le dernier rapport annuel, la II^e Cour d'appel

civil ne peut pas absorber la charge de travail avec les moyens actuels; le nombre d'affaires pendantes (90) a augmenté de 32 % à la fin de l'année par rapport à l'année précédente. En 2018, ladite Cour a rendu 323 arrêts, 255 d'entre eux (79%) ayant été liquidés dans un délai de 3 mois. Il y a lieu de constater dans ce contexte que les affaires en matière de droit de la poursuite pour dettes et faillite ont pu être traitées dans un délai raisonnable. Toutefois, la liquidation des dossiers de bail - à loyer et à ferme -, de droit du travail et particulièrement ceux impliquant des procédures complexes dans le cadre de la propriété intellectuelle, des raisons de commerce et de la protection des données dure de plus en plus longtemps. Une attention particulière doit être portée sur ces constats et, à moyen terme, une solution doit être trouvée.

2.1.1.2.4 Chambre des poursuites et faillites

Un rapport séparé sur l'activité de la Chambre en sa qualité d'autorité de surveillance des offices des poursuites et faillites sera déposé auprès de l'Office fédéral de la justice et du Conseil d'Etat.

Le traitement des affaires de la Chambre n'appelle pas de remarques particulières.

2.1.1.2.5 Cour de protection de l'enfant et de l'adulte

En 2018, si le nombre de dossiers entrés a légèrement diminué (130 en 2017, 119 en 2018), la complexité et l'urgence des dossiers sont restées très élevées. La charge de travail demeure ainsi importante, ces dossiers devant être traités prioritairement. La Cour s'est en outre déplacée à 7 reprises au Centre de soins hospitaliers de Marsens pour procéder à des auditions.

2.1.1.2.6 Cour d'appel pénal

Malgré un léger recul du nombre de nouvelles affaires par rapport à l'année 2017 (- 6%) et une augmentation sensible du nombre d'affaires traitées (+ 14 %), le nombre d'affaires inscrites au rôle de la Cour au 31 décembre 2018 reste élevé et la durée de traitement des dossiers s'est allongée. Ceci est dû non seulement au nombre de dossiers enregistrés, mais également à leur importance et à leur complexité croissante, ce à quoi s'ajoutent de nouvelles exigences posées par la jurisprudence du Tribunal fédéral quant à la tenue des débats et à la réadministration en appel de preuves déjà administrées en première instance ou dans le cadre de l'instruction.

2.1.1.2.7 Chambre pénale

Le nombre d'affaires enregistrées est toujours important mais a été stable en 2018. La charge demeure élevée, la plupart de ces affaires nécessitant d'être traitées avec célérité. Les membres de la Chambre pénale fonctionnent toujours dans les cas de révision dont est saisie la Cour d'appel pénal.

2.1.1.2.8 I^e Cour administrative

La I^e Cour administrative a connu une hausse importante de nouvelles affaires par rapport à 2017 (+ 107 affaires supplémentaires, soit une augmentation de 15.5 %) qui se retrouve principalement dans le domaine du droit des étrangers.

2.1.1.2.9 II^e Cour administrative

L'activité de la II^e Cour administrative pour l'année 2018 n'amène pas de remarques particulières.

2.1.1.2.10 III^e Cour administrative

L'activité de la III^e Cour administrative pour l'année 2018 n'amène pas de remarques particulières.

2.1.1.2.11 Cour fiscale

A partir du 1^{er} janvier 2018, par mesure de simplification administrative, il n'est plus opéré de distinction dans l'enregistrement entre les causes qui relèvent de la compétence ordinaire de la Cour et celles sur lesquelles il est statué par décision présidentielle, en fonction de la valeur litigieuse (art. 186 LICD).

Le nombre de causes introduites en 2018 (140) a connu une nouvelle baisse (2015: 212; 2016: 203; 2017: 166). La quantité de dossiers liquidés (155) est plus importante que celle des entrées, ce qui réduit de façon significative le nombre de procédures pendantes (64 à fin 2018). La nature des affaires traitées n'appelle quant à elle pas de remarque particulière.

2.1.1.2.12 I^e et II^e Cour des assurances sociales

En 2018, les dossiers continuent pour la plupart à se liquider dans l'année de leur entrée et le risque d'un important retard chronique, connu par le passé, est (provisoirement) sous contrôle.

Mais la situation est tout de même très préoccupante et soumise à des facteurs sur lesquels les deux Cours n'ont guère d'emprise : on a ainsi pu constater une nette augmentation du total des entrées, qui se monte pour l'année 2018 à 676. Cela représente 11.36% de plus par rapport à 2017 (607). Les entrées sont en augmentation constante depuis l'année 2013 où l'on n'en comptait que 457, soit une augmentation de presque 50% en l'espace de 5 ans.

Les dossiers AI, avec leurs volumineuses et complexes affaires de révision/suppression de rente, occupent massivement les deux Cours. En ce qui concerne la I^e Cour, les cas d'assurance-accidents restent nombreux et doivent aujourd'hui se résoudre, si l'on suit le TF qui préconise de quasi-systématiquement recourir à l'avis d'experts, sous l'angle non plus tellement du droit mais bien plutôt de la science. Le contentieux du chômage fait pour sa part une remarquable réapparition, avec sa particularité que l'on ne sait jamais s'il se résorbera dans le court terme ou s'il s'installera au contraire durablement, comme ce fut jadis le cas.

S'agissant des liquidations, une baisse est constatée, qui se traduit au final par une élévation globale de 14,28% du nombre des dossiers ouverts au 31 décembre. Néanmoins, le taux de liquidation demeure très haut, puisqu'il s'agit de la deuxième meilleure année de l'histoire des deux Cours, après celle, record, de 2017.

La baisse constatée en 2018 concerne tout particulièrement la I^e Cour. Il faut souligner à cet égard que l'exercice exceptionnel de l'année 2017, qui avait réduit le stock des dossiers ouverts d'environ 70 unités pour l'amener à son seuil historique le plus bas (232), avait notamment été induit par la liquidation de 31 cas de chômage en un seul arrêt de fond. Il y a lieu de relever également qu'un greffier-rapporteur travaillant à plein temps, ancien Président suppléant, n'a pas été disponible durant les cinq premiers mois de l'année 2018 pour des raisons de santé. Les juges suppléants ont été, à côté de cela, un peu moins sollicités. Enfin, il ne serait pas honnête de ne pas avouer une relative fatigue générale, dans le sillage des gros efforts consentis en 2017 qui l'ont probablement conduite à la limite de ses capacités. Pour autant, le stock actuel des dossiers ouverts en I^e Cour (275) est inférieur à ce qu'il était au début de l'année 2017 (300) et le travail s'effectue toujours dans un bon esprit et une ambiance agréable, qui s'observe naturellement aussi au sein de la II^e Cour.

Il s'agira toutefois de refaire le point à la fin de l'année 2019 et, cas échéant, d'envisager ou solliciter des mesures. L'implication supplémentaire des Cours résultant de la votation sur la surveillance des assurés AI/AA (recours incidents) ne pourra également se jauger qu'à ce moment-là. D'ici là, les deux Présidents ne peuvent que remercier, pour leur très appréciée contribution, les greffiers et les greffiers-rapporteurs et leurs collègues juges (ordinaires ou suppléants), ainsi que le précieux personnel du greffe. Ils les encouragent, toutes et tous, à persévérer.

2.1.1.3 Personnel

2.1.1.3.1 Juges

Le Juge cantonal Hubert Bugnon a terminé son activité le 31 décembre 2018. Le Tribunal cantonal le remercie pour l'engagement dont il a fait preuve au service de la justice fribourgeoise durant trente-cinq ans, dont dix-sept comme juge cantonal. Originaire de Montagny, dans la Broye fribourgeoise, Hubert Bugnon est né en 1953. Son baccalauréat en poche, obtenu au Collège St-Michel en 1974, il entame des études de droit à l'Université de Fribourg, couronnées par une licence en 1978. Etudiant brillant, il entreprend une thèse de doctorat auprès du professeur Pierre Tercier, oeuvrant en parallèle comme assistant du professeur Paul-Henri Steinauer. En 1981, il débute son stage d'avocat et obtient son brevet à l'automne 1983, un an à peine après avoir obtenu le titre de docteur en droit. Dès l'année suivante, il entre au service du pouvoir judiciaire, comme Président du Tribunal d'arrondissement de la Sarine. Dès 1990, il assurera en outre la présidence, puis la présidence suppléante, du Tribunal des baux de la Sarine. En 2001, Hubert Bugnon est élu par le Grand Conseil comme juge cantonal. Il siège d'abord au sein de la II^e Cour d'appel civil et de la Cour d'appel pénal, jusqu'en 2008, puis auprès de la I^e Cour d'appel civil - qu'il présidera jusqu'en 2015 - et de la Chambre pénale - qu'il a présidée dès 2016. Il aura en outre l'honneur de présider le Tribunal cantonal par deux fois, en 2007 et en 2015. En dehors de son engagement professionnel, Hubert Bugnon aura servi la collectivité publique dans de nombreuses autres missions : comme président suppléant de la Commission de recours de l'Université de Fribourg de 1996 à 2007, comme membre puis président de l'Autorité de surveillance du Registre foncier de 2000 à 2008, ou comme membre puis président de la Commission d'école du Collège Sainte-Croix. Il aura également à coeur de transmettre ses grandes compétences, en assumant une charge d'enseignement auprès de l'Académie de la magistrature de l'Université de Neuchâtel.

Le Juge cantonal Adrian Urwyler a quant à lui annoncé sa démission pour le 1^{er} mars 2019. Le Tribunal cantonal le remercie d'ores et déjà pour l'engagement dont il a fait preuve au service de la justice fribourgeoise durant vingt-huit ans, dont dix-neuf comme juge cantonal. Né en 1960 dans le canton de Berne, Adrian Urwyler grandit à Morat, où il accomplit sa scolarité obligatoire. Après l'obtention de son baccalauréat au Collège St-Michel, il entame des études de droit à l'Université de Fribourg, couronnées par une licence en 1985, puis par un doctorat accompli sous la conduite du professeur Bernhard Schnyder, parallèlement à une charge d'assistant diplômé auprès de la Chaire de droit privée. En 1990, il obtient en outre son brevet d'avocat du canton de Lucerne. Fin 1990, il intègre durant une année l'Office fédéral de la justice, en tant qu'adjoint de direction, avant d'être élu par le collège électoral comme Président du Tribunal d'arrondissement du Lac dès le 1^{er} janvier 1992. En novembre 1999, le Grand Conseil l'élit à la charge de juge au Tribunal cantonal. Il y oeuvre dès janvier 2000 comme membre des I^e et II^e Cours d'appel civil, de la Cour d'appel pénal et de la Chambre des poursuites et faillites. Il présidera notamment la Chambre des poursuites et faillites de 2002 à 2012, la section civile du Tribunal cantonal de 2009 à 2012, puis la II^e Cour d'appel civil jusqu'à ce jour. A deux reprises, en 2005 et en 2013, il aura l'honneur de présider le Tribunal cantonal. Depuis 2016, il préside le Conseil de la magistrature en tant que représentant du Tribunal cantonal. En sus de son engagement au sein du Tribunal cantonal, Adrian Urwyler a activement participé à la fondation et au développement de l'Académie suisse de la magistrature. Dans ce contexte, il a été très actif durant 10 ans au sein du Comité tout d'abord en tant que responsable de module, puis en qualité de Président.

Hubert Bugnon sera remplacé par Laurent Schneuwly dès le 1^{er} janvier 2019 et Adrian Urwyler par Markus Ducret à partir du 1^{er} mars 2019.

Le Tribunal cantonal a également dû faire face à la vacance du poste de Dominique Gross, Juge cantonale alémanique à 100 %, officiant dans des matières de droit administratif, pour une durée de six mois, dès le mois d'août 2018, en raison de son congé maternité qu'elle a prolongé. Suzanne Fankhauser, greffière auprès du Tribunal administratif fédéral, l'a remplacée en exerçant la fonction de Juge cantonale ad hoc pour une durée de six mois, ce à 70 %, du 1^{er} août 2018 au 31 janvier 2019. Daniela Kiener, Juge cantonale, a accepté d'augmenter son taux d'activité de 50 à 80 % pendant six mois.

S'agissant des Juges suppléants, Ursula Schneider Schüttel et Laurent Schneuwly – élu en qualité de Juge cantonal – ont démissionné. Quatre juges suppléantes, à savoir Caroline Gauch (affaires en allemand), Catherine Faller, Sonia

Bulliard Grosset et Annick Achtari, ont été élues. Enfin, la Juge suppléante Susanne Genner, élue Juge au Tribunal administratif fédéral, a annoncé sa démission pour le 30 avril 2019.

S'agissant des activités accessoires, Dina Beti est membre de la Commission du barreau et de la Commission des examens du barreau, et membre suppléante de la nouvelle Commission du notariat. Marc Boivin est membre suppléant de la Commission du barreau. Il est en outre chargé de cours de droit auprès de la HEG Fribourg, pour la formation de postgrade CAS (public management). A côté de son poste de juge à mi-temps, il est actif dans le domaine de l'humour et de la culture. Hubert Bugnon est membre de la Commission du barreau. Jérôme Delabays est membre suppléant de l'Autorité de surveillance du registre foncier. Johannes Frölicher continue d'œuvrer en tant que juge de la Commission de recours des Hautes écoles spécialisées de la Suisse occidentale et est toujours membre du comité de direction du service éducatif itinérant (SEI) et du centre de thérapie et traitement spécialisés (CTTS) de la fondation "les Buissonnets". Dominique Gross est membre suppléante de la Commission des examens du barreau. Marianne Jungo est membre de la Commission de recours du Gymnase intercantonal de la Broye (GYB). Daniela Kiener fonctionne comme juge pour les affaires en allemand de la Commission de recours des Hautes écoles spécialisées de la Suisse occidentale. Catherine Overney est membre de l'Autorité de surveillance du registre foncier et membre de la Commission du contentieux de la commune d'Ependes. Anne-Sophie Peyraud est Présidente du Tribunal arbitral en matière d'assurance-maladie et accidents, Vice-présidente de la Commission fédérale d'estimation, 2ème arrondissement, ainsi que désormais aussi membre de la Commission de recours du GYB. Elle est Vice-présidente de l'Association St-Camille, à Marly. Christian Pfammatter préside la Commission consultative de libération conditionnelle et d'examen de la dangerosité. Marc Sugnaux est membre de la Commission des examens du barreau et membre suppléant de la Commission de la médiation en matière civile, pénale et pénale pour les mineurs. Il préside le comité des associations Le Bosquet, à Givisiez. Il est membre des comités de direction de la Fondation pour la formation continue des juges suisses et de l'Académie suisse de la magistrature et il est formateur en droit commercial dans le cadre d'un brevet fédéral. Adrian Urwyler préside le Conseil de la magistrature. Il est membre de la Commission administrative de l'Etablissement de détention fribourgeois (EDFR). Sandra Wohlhauser préside la Commission informatique des autorités judiciaires ainsi que le Comité de pilotage e-Justice. Elle est également membre de la Commission informatique de l'Etat de Fribourg. En outre, elle est membre suppléante de la Commission du barreau.

2.1.1.3.2 Greffe

La situation est identique à 2017 : 66 personnes travaillent au Tribunal cantonal :

Etat de situation (31.12.2018)

Fonction	Nombre de personnes
Juges cantonaux	15
Secrétaire général	1
Greffiers	24
Collaborateurs au sein du personnel administratif (1 cheffe de bureau, 16 secrétaires - y compris comptables -, 1 huissier, 1 archiviste judiciaire travaillant à 10% [engagé par le Service de la justice])	19
Greffiers-stagiaires (10 sur l'année)	5
Apprentis employés de commerce	2
Total	66

En 2018, sans compter les Juges cantonaux et les engagements de durée déterminée des stagiaires et apprentis, l'effectif du greffe du Tribunal cantonal est constitué, selon positions budgétaires 2018, de 33.05 postes d'équivalents plein temps (EPT) (situation en 2017 : 32.85 EPT, un 20 % de poste de greffier supplémentaire sur budget du Tribunal cantonal ayant été rattaché à la Commission consultative de libération conditionnelle et d'examen de la dangerosité présidée par le Juge cantonal Christian Pfammatter ; poste au travail situé au Service de l'exécution des sanctions pénales et de la probation).

Pour 2019, le Tribunal cantonal a demandé deux postes supplémentaires de greffier. Il a obtenu un des deux postes (total des effectifs du Tribunal cantonal en 2019: 34.05 EPT). Ce poste sera occupé par Daniela Herren dès le 15 février 2019.

Toutefois, cette aide se révèle encore insuffisante compte tenu de la charge de travail du Tribunal cantonal et des ressources à disposition. Le Tribunal cantonal est dès lors contraint de poursuivre ses demandes de forces rédactionnelles supplémentaires dans le cadre du budget 2020 (1 EPT de greffier).

Départs-arrivées

Le Tribunal cantonal a pallié l'absence de plusieurs personnes dans le cadre de congés maternité : Elsa Gendre, greffière, a remplacé Sandra Ayan jusqu'à la fin 2018 puis Aleksandra Bjedov jusqu'en avril 2019 ; Frédérique Jungo, greffière, a remplacé Mirjam Brodbeck, également jusqu'à la fin de l'année 2018. Nadia Hayoz, secrétaire, a pallié temporairement à l'absence d'Helen Maeder.

Pour remplacer Ludovic Farine, qui a exercé la fonction de Juge itinérant ad hoc durant six mois, et pour pallier l'absence d'autres greffiers (maladies de longue durée), le Tribunal cantonal a pu compter sur les engagements de durée déterminée de Franziska Waser, de Frédérique Jungo (également sollicitée dans ce cadre), de Linda Rodriguez ainsi que sur l'augmentation du taux d'activité d'Angelika Spiess (plus 20% jusqu'à fin juin 2019).

Mirjam Brodbeck et Jessica Koller, greffières alémaniques, ont résilié leur contrat d'engagement pour la fin 2018. Elles seront remplacées par Frédérique Jungo et Silvia Gerber.

Il n'y a pas eu de départ au sein du personnel administratif de greffe (cours civiles, pénales et administratives) du Tribunal cantonal en 2018. Erika Chappuis, collaboratrice informatique rattachée au SITel et engagée par le Tribunal cantonal, a résilié son contrat pour la fin septembre 2018. Christiane Becar, collaboratrice administrative, va quant à elle prendre sa retraite en 2019 et terminer son activité à fin février. Le Tribunal cantonal remercie Mesdames Becar et Chappuis pour l'engagement dont elles ont fait preuve au service de la justice fribourgeoise durant de nombreuses années. Leurs remplaçants sont respectivement Mathias Monney, engagé depuis le 1^{er} octobre 2018, et Laurianne Berset qui débutera son activité le 1^{er} mars 2019.

Suivi du personnel

Il est rappelé que le personnel du greffe est évalué chaque année conformément à la législation sur le personnel.

2.1.1.4 Autres activités

La Présidente et le Secrétaire général ont assisté à la présentation du rapport annuel des autorités judiciaires genevoises, en présence de délégations étrangères ainsi que du Tribunal fédéral et de cantons romands.

La Présidente a participé à la huitième Conférence de la justice suisse organisée par le Tribunal fédéral, à Genève, le 19 octobre 2018.

Les 19 et 20 mars 2018, Sandra Wohlhauser a participé au 18ème séminaire d'informatique juridique de Macolin. Les 19 avril 2018 et 13 novembre 2018, elle a pris part aux 7ème et 8ème rencontres « Dialogue santé-justice », à Granges-Paccot et Fribourg. Le 31 octobre 2018, elle a participé à la Journée suisse des Tribunaux des mesures de contrainte, à Fribourg. Le 12 novembre 2018, elle a pris part à la 14ème journée d'informatique juridique, à Berne.

En sa qualité de Président de la Ie Cour des assurances sociales, chargée notamment du contentieux de l'aide sociale, Marc Boivin a animé une table ronde à l'occasion des Assises du social, qui se sont tenues le 26 avril 2018 à l'Institut de Grangeneuve et dont le thème était « Agir en commun ».

Les Juges et greffiers de la Cour d'appel pénal ont participé à Neuchâtel à la rencontre annuelle des Cours d'appel pénal des cantons de Neuchâtel, Vaud et Fribourg (INTERCAP).

Michel Favre ainsi que des greffiers des Cours pénales ont participé à l'Assemblée annuelle de la Société suisse de droit pénal, à Zoug.

Des Juges administratifs ont participé à la Journée des Tribunaux des assurances à Zoug ainsi qu'à la rencontre des Juges administratifs de Suisse, dans le canton de Bâle-Campagne.

La Présidente, d'autres Juges cantonaux et le Secrétaire général ont participé aux diverses manifestations auxquelles le Tribunal cantonal a été invité.

Formations suivies par les juges

Les différentes formations suivies par les Juges au cours de l'année 2018 figurent dans les formulaires envoyés séparément au Conseil de la Magistrature.

Activités scientifiques des juges/greffiers

Jérôme Delabays, Dominique Gross, Adrian Urwyler et Frédéric Oberson sont membres du Comité de rédaction de la RFJ.

Jérôme Delabays donne des cours aux avocats-stagiaires portant sur la procédure civile. Il a participé comme conférencier à une journée de formation des magistrats à Neuchâtel, et à un cours destiné aux étudiants de l'Université de Fribourg sur la procédure civile dans la pratique. Il collabore toujours au Code de procédure civile annoté on-line.

Michel Favre est chargé de cours à la Haute école ARC-ERMP (Ecole romande de la magistrature pénale) dans le cadre du CAS en magistrature pénale, donne des cours dans le cadre de la formation mise sur pied par l'OAF pour les avocats-stagiaires et a donné une conférence et animé des ateliers dans le cadre d'une journée organisée à Neuchâtel par la Fondation pour la formation continue des juges suisses sur le thème des frais judiciaires.

Dans le cadre de la formation des doctorantes, Dominique Gross a tenu une conférence le 18 avril 2018 sur la planification d'un cursus professionnel à l'Université de Fribourg. Elle a par ailleurs publié un article dans la Revue fribourgeoise de jurisprudence (RFJ) sur la question de la protection juridique dans le domaine du droit scolaire.

Christian Pfammatter a animé, sous l'angle du droit administratif, le séminaire annuel de formation des avocats stagiaires qui s'est tenu à Morat les 19 et 20 janvier 2018. Le 13 avril 2018, il a donné une conférence dans le cadre du Certificat d'études approfondies (CAS) en droit de la migration organisé par l'Université de Fribourg.

Dans le cadre du Certificat d'études approfondies (CAS) en magistrature mis en place par l'Académie suisse de la magistrature, Marc Sugnaux a assumé la responsabilité du module 5 « Justice et publicité ». Dans ce contexte, il a également donné un cours sur le rôle du juge en tant que « gestionnaire de la publicité ». Frédéric Oberson a quant à lui dispensé un cours en matière de relation entre les tribunaux et les médias.

Le 6 juin 2018, Adrian Urwyler a tenu, en collaboration avec Tarkan Göksu, une conférence intitulée „Rechtsbegehren: Fallgruben und wie sie umgangen werden“ à l'Institut européen de l'Université de Zürich dans le cadre de la 12^{ème} journée zurichoise du droit de la procédure civile. Il a en outre participé le 18 décembre 2018 à la journée de droit pénal organisée dans le cadre du séminaire intensif de la Faculté de droit de l'Université de Fribourg.

Catherine Faller donne des cours aux avocats-stagiaires portant sur le recours (art. 393 à 397 CPP) et la révision (art. 410 à 415 CPP) en matière pénale. Elle est chargée de cours à la Haute école ARC-ERMP (Ecole romande de la magistrature pénale) dans le cadre du CAS en magistrature pénale.

2 Die Gerichtsbehörden

2.1 Kantonsgericht

2.1.1 Allgemeiner Teil

2.1.1.1 Allgemeine Bemerkungen

2018 fällte das Kantonsgericht 3264 Urteile, und somit 9.6 % zusätzliche Entscheide gerechnet auf die letzten 5 Jahre (2017: 3363; 2016: 3139; 2015: 2883; 2014: 2978). Zu dieser Erhöhung der Erledigungsquote haben der Einsatz der Mitarbeitenden und der Ersatzrichter, die wiederum verstärkt beigezogen wurden, beigetragen. So war es auch möglich, die steigende Zahl der Neueingänge (3308 im Jahr 2018, 2978 im Jahr 2014) ohne Inanspruchnahme zusätzlicher redaktioneller Ressourcen, mit Ausnahme der Übertragung eines Postens im Jahr 2016 im Anschluss an die dem Kantonsgericht zugeteilte neue Zuständigkeit, zu bewältigen. Das Kantonsgericht ist jedoch an die Grenzen seiner Kapazitäten gestossen. Trotz des Einsatzes des Personals ist die Zahl der beim Kantonsgericht hängigen Fälle seit 2017 erneut angestiegen (1295 im Jahr 2018, 1251 im Jahr 2017); bei gewissen Höfen, insbesondere beim I. und II. Zivilappellationshof ist ein starker Anstieg zu verzeichnen, und die Neueingänge beim I. Verwaltungsgerichtshof und bei den Sozialversicherungsgerichtshöfen werden immer zahlreicher. Parallel dazu wurde das Kantonsgericht, namentlich seine Zentraldienste, im Rahmen der Entwicklung der Informatikprojekte im Hinblick auf die Digitalisierung des Staates Freiburg und des Bundes stark beansprucht. In Anbetracht seiner besorgniserregenden Situation hat das Kantonsgericht seine dringenden Bedürfnisse hinsichtlich einer Unterstützung im Rahmen des Voranschlags wiederum geäussert. Es wurde ihm ab 2019 eine der beantragten Stellen zugesprochen. Trotz der Gewährung dieser Vollzeitäquivalenz (VZÄ), der getroffenen Massnahmen zur Steigerung seiner Effizienz und des intensiven Einsatzes seiner Mitarbeitenden besteht das Kantonsgericht wie 2017 darauf, dass es die steigende Arbeitslast nicht mit den ihm zur Verfügung stehenden Ressourcen bewältigen kann (Gleichgewicht Qualität-Quantität). Es wird demzufolge seinen Antrag im Rahmen des Voranschlagsverfahrens 2020 erneuern, um zusätzliche redaktionelle Kräfte zugesprochen zu erhalten.

2.1.1.1.1 Verwaltung der Justiz

Das Gesamtgericht ist zu 8 und die Verwaltungskommission zu 17 Sitzungen zusammengetreten. Mehrere Entscheide wurden ausserdem auf dem Zirkulationsweg gefällt. Das Gesamtgericht und die Verwaltungskommission haben sich um allgemeine Verwaltungsaufgaben, namentlich in Bezug auf das Personal und den Voranschlag, gekümmert, mit Fragen betreffend die Organisation des Gerichts befasst und an 23 Vernehmlassungen teilgenommen. Ausserdem hat das Kantonsgericht anlässlich einer Pressekonferenz seinen Jahresbericht vorgestellt. Es hat an der achten Justizkonferenz, an der Schweizerischen Verwaltungsrichtertagung, an der Tagung der schweizerischen Sozialversicherungsgerichte, an dem von der Schweizerischen Vereinigung der Richterinnen und Richter (SVR) organisierten Tag der Richterinnen und Richter sowie an der Jahresversammlung der Schweizerischen Kriminalistischen Gesellschaft teilgenommen. Schliesslich haben die Kantonsrichter verschiedene jährliche Inspektionen durchgeführt.

Organisation und Arbeitsweise

Die Organisation und die Arbeitsweise des Kantonsgerichts sind im Reglement des Kantonsgerichts vom 22. November 2012 (RKG; SGF 131.11) geregelt.

Auf organisatorischer Ebene ist das Kantonsgericht gegenwärtig beteiligt an der **Analyse der Gerichtsbehörden**, einem Projekt, das vom Staatsrat initialisiert wurde. Zweck ist es, Wege für die Verbesserung der Organisation und der Arbeits- und Funktionsweise der Gerichtsbehörden mit der Zielsetzung einer Rationalisierung und eines

Effizienzgewinns unter gleichzeitiger Erhaltung der Qualität der Leistungen zu analysieren. Mehrere Feststellungen führten zu dieser Analyse: die Zunahme der Bevölkerungszahl und damit verbunden der Zahl der bei den Gerichten eingereichten Verfahren; die Verkomplizierung der Verfahren mit den neuen bundesrechtlichen Verfahren und die Anpassung gewisser Rechtsgebiete (z.B. neues Kindes- und Erwachsenenschutzrecht); das häufigere Auftreten von Anwälten und namentlich die chronische Überlastung der Gerichtsbehörden. Anlässlich der Schaffung der «cellule judiciaire itinérante» hat der Staatsrat somit angeordnet, dass eine Analyse über die Organisation und die Arbeits- und Funktionsweise der Gerichtsbehörden durchgeführt wird. Das Kantonsgericht nimmt daran teil.

Die Begleitung und die **Entwicklungen der Informatik** erfordern eine starke Involvierung des Kantonsgerichts auf allen Ebenen. Das Kantonsgericht ist auf kantonaler Ebene sehr engagiert bei der Umsetzung des Projekts e-Justice, dies sowohl auf Stufe des von Kantonsrichterin Sandra Wohlhauser präsierten Pilotkomitees wie auf Ebene des Projektkomitees. Ziel ist es, ebenfalls der Umsetzung des Leitplans des Kantonsgerichts und jenes des Justizrates mit dem elektronischen Dossier Rechnung zu tragen. Auf Bundesebene sind das Kantonsgericht und weiträumiger andere staatliche Justizeinheiten des Kantons Freiburg ebenfalls im Projekt der Digitalisierung Justizia 4.0 involviert. Diese Informatikprojekte, die die kantonalen und bundesrechtlichen Ausrichtungen für die Einführung von Digitalisierungsmassnahmen für die zivilrechtlichen, die strafrechtlichen und die verwaltungsrechtlichen Behörden sowie die Strafverfolgungs- und die Strafvollstreckungsbehörden berücksichtigen, werden wichtige Auswirkungen auf die Arbeitsprozesse aller Mitarbeitenden bei den Gerichtsbehörden haben. Weit mehr noch als ein Informatikprojekt handelt es sich hierbei um eine grosse Umwandlung der Arbeitsweise der Gesamtheit der Akteure im Justizwesen und ihrer Partner. Die Unterstützung und die Lenkung der Veränderung werden somit entscheidend sein für den Erfolg der Projekte. Wie erwähnt sind bereits jetzt einige Mitarbeitende (namentlich für laufende fachspezifische Analysen) und Richter der kantonalen Gerichtsbehörden stark an der Umsetzung dieser anspruchsvollen Projekte beteiligt. Was nun die Zuteilung von Mitteln hierfür anbelangt, ist festzustellen, dass das auf kantonaler Ebene für die Informatikprojekte geschaffene Budgetsystem zu stark eingeschränkt ist. So kann dies ganz einfach nicht bewältigt werden. Wenn auch für 2018 und 2019 über die Sicherheits- und Justizdirektion und das Amt für Justiz eine zeitlich befristete und teilweise Lösung gefunden wurde, erscheint es nun notwendig, die zahlreichen aufgetretenen Schwierigkeiten dauerhaft zu beheben. Dasselbe gilt für die Lenkung der Veränderung. Das Kantonsgericht hat folglich den Staatsrat, Sicherheits- und Justizdirektor, kontaktiert, um diese Schwierigkeiten zu erörtern. Um Lösungen zu finden, hat daher Ende des Jahres eine Unterredung, an der der Präsident des Justizrates, Kantonsrichterin Sandra Wohlhauser, Präsidentin der Informatikkommission der Gerichtsbehörden, Generalstaatsanwalt Fabien Gasser, Mitglied der Informatikkommission der Gerichtsbehörden sowie die Präsidentin des Kantonsgerichts teilgenommen haben.

In Bezug auf die **allgemeineren Fragen zur Informatik** arbeitet die Informatikkommission der Gerichtsbehörden (IKGB) – mit Vertretern aus den verschiedenen Instanzen, dem Justizrat, dem Amt für Justiz und dem ITA - unter dem Präsidium von Kantonsrichterin Sandra Wohlhauser, die Mitglied der Informatikkommission des Staates ist. Sie wird auf operativer Ebene durch das Informatikbüro der Gerichtsbehörden unterstützt. Das Jahr 2018 zeichnete sich namentlich aus durch Fragen im Zusammenhang mit Materialwechseln, mit dem Übergang auf Windows 10 und mit der Aufhebung des Faxes.

Ausserdem war das Kantonsgericht auch tätig in der Entwicklung des neuen Systems der systematischen Daten der freiburgischen Gesetzgebung (BDLF). Zu beachten ist ebenfalls, dass das Informatiksystem zur Kodifizierung der Bibliothek (System RERO) neu überdacht werden muss.

Schliesslich ist das Reglement über den elektronischen Rechtsverkehr im verwaltungsrechtlichen Verfahren für das Kantonsgericht am 1. Januar 2018 in Kraft getreten. Für die gesetzlich eingesetzten Rekurskommissionen, die Enteignungskommission, die Schiedsgerichte im Sozialversicherungsbereich und das Zwangsmassnahmengericht gilt eine Umsetzungsfrist bis 1. Januar 2019.

Was das **Gebäude** anbelangt, laufen die Vorkehrungen für die Verbesserung der Sicherheit des Kantonsgerichts und die Arbeitsbedingungen weiter. Die Gewährung eines Gerichtsschreiberpostens wird Auswirkungen haben auf die Einteilung der Büros und der Arbeitsplätze, da das Kantonsgericht keine Platzreserven mehr hat.

2.1.1.1.2 Arbeitsvolumen

Wie in den allgemeinen Bemerkungen hervorgehoben, ist die **gesamte Arbeitslast des Kantonsgerichts sehr hoch** (siehe Tabelle weiter unten). Die Verwaltungskommission ermittelt sie regelmässig anhand von Statistiken. Sie konnte demnach feststellen, dass für das Gericht insgesamt die Zahl der Neueingänge stark angestiegen ist, nämlich um ca. 12 % innerhalb der letzten 5 Jahre (2018: 3308; 2017: 3289; 2016: 3177; 2015: 2868; 2014: 2957). Auch wenn die Quote der erledigten Angelegenheiten hoch ist, ist dennoch zu betonen, dass die Situation besorgniserregend ist. In Anbetracht der Arbeitslast und der zur Verfügung stehenden Kräfte ist das Kantonsgericht an seine Grenzen gelangt.

Für ergänzende Erläuterungen kann auf die Daten weiter unten (Bemerkungen der einzelnen Höfe und Statistik) Bezug genommen werden.

2.1.1.2 Gerichtstätigkeit

2.1.1.2.1 Allgemeines

2.1.1.2.1.1 Allgemeine Statistik für das ganze Kantonsgericht und die verschiedenen Höfe

Kantonsgericht	2018	2017	2016	2015	2014	2013
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	1251	1325	1287	1302	1323	1207
b) eingetragene Angelegenheiten	3308	3289	3177	2868	2957	2933
c) erledigte Angelegenheiten	3264	3363	3139	2883	2978	2817
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	1295	1251	1325	1287	1302	1323

Allgemein ist die Zahl der neuen Angelegenheiten erneut gestiegen. Trotz des grossen Arbeitseinsatzes der Gesamtheit des Kantonsgerichts ist ein Anstieg der hängigen Angelegenheiten zu verzeichnen.

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Das Kantonsgericht hat 2814 Urteile in französischer und 427 in deutscher Sprache gefällt. Hinzu kommen die 23 Vernehmlassungen im Gesetzgebungsbereich, bei denen das Gesamtgericht eine Stellungnahme abgegeben hat.

Zivilrechtliche Höfe	2018	2017	2016	2015	2014	2013
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	177	183	163	192	216	200
b) eingetragene Angelegenheiten	1261	1263	1170	1099	1218	1143
c) erledigte Angelegenheiten	1214	1269	1150	1128	1242	1127
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	224	177	183	163	192	216

Die Zahl der eingetragenen Angelegenheiten des I. Zivilappellationshofs im Jahr 2018 ist gegenüber 2017 gestiegen (410 neue Angelegenheiten im Jahr 2018, 388 im Jahr 2017: +10.5 %). Dasselbe gilt für die Schuldbetreibungs- und Konkurskammer (+ 12 %). Die Zahl der Angelegenheiten des II. Zivilappellationshofs ist ihrerseits leicht rückläufig, wobei immer noch sehr hoch (530 neue Angelegenheiten im Jahr 2018, wovon 184 internationale Rechtshilfesuche; 576 im Jahr 2017, wovon 201 internationale Rechtshilfesuche). Dieselbe Feststellung gilt für den Kindes- und Erwachsenenschutzhof (127 neue Angelegenheiten im Jahr 2018; 138 im Jahr 2017).

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Die zivilrechtlichen Höfe haben 1097 Urteile in französischer und 117 in deutscher Sprache gefällt.

Strafrechtliche Höfe	2018	2017	2016	2015	2014	2013
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	179	154	156	134	155	145
b) eingetragene Angelegenheiten	528	574	551	483	450	459
c) erledigte Angelegenheiten	526	549	553	461	471	449
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	181	179	154	156	134	155

Die Zahl der eingetragenen Angelegenheiten des Strafappellationshofs und der Strafkammer ist nach wie vor sehr hoch, wobei zu betonen ist, dass gewisse Angelegenheiten auch komplex und umfangreich sind (Strafappellationshof: 211 neue Angelegenheiten im Jahr 2018, 225 im Jahr 2017; Strafkammer 309 neue Angelegenheiten im Jahr 2018, 330 im Jahr 2017).

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Die strafrechtlichen Höfe haben 477 Urteile in französischer und 49 in deutscher Sprache gefällt.

Verwaltungsrechtliche Höfe	2018	2017	2016	2015	2014	2013
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	890	986	965	974	949	862
b) eingetragene Angelegenheiten	1499	1419	1441	1270	1272	1300
c) erledigte Angelegenheiten	1501	1515	1420	1279	1247	1213
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	888	890	986	965	974	949

Die Zahl der 2018 bei den Verwaltungsrechtlichen Höfen eingetragenen Angelegenheiten ist gegenüber 2017 gestiegen (+ 80 Dossiers: + 5.6 %). Die Zahl der beim I. Verwaltungsgerichtshof eingetragenen Dossiers ist gestiegen (+ 44 Dossiers: + 15.5 %); jene des II. Verwaltungsgerichtshofs ist stabil (+ 7 Dossiers: + 4.5 %) und diejenige des III. Verwaltungsgerichtshofs ist leicht rückläufig (- 14 Dossiers: - 6.8 %). Der Rückgang der beim Steuergerichtshof eingetragenen Angelegenheiten ist markanter (- 26 Dossiers: - 15.7 %). Die Zahl der Dossiers bei den Sozialversicherungsgerichtshöfen ist erneut stark gestiegen, nämlich um 11.5 % (+ 69 Dossiers).

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Die verwaltungsrechtlichen Höfe haben 1'240 Urteile in französischer und 261 in deutscher Sprache gefällt.

2.1.1.2.1.2 Dauer der Verfahren

Die nachfolgende Tabelle gibt Auskunft über die Dauer der Verfahren in den wichtigsten Höfen bzw. Kammern.

	1 - 30 Tage	1- 3 Monate	3 - 6 Monate	6 - 12 Monate	1 -2 Jahre	Mehr als 2 Jahre
I. Zivilappellationshof	199	68	55	46	6	0
II. Zivilappellationshof und Präsident	323	117	31	34	2	1
Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	152	40	10	3	0	0
Kindes- und Erwachsenenschutzhof	61	45	19	2	0	0
Strafappellationshof	59	34	23	63	36	2
Strafkammer	102	108	67	22	2	0
I. Verwaltungsgerichtshof	46	66	84	88	52	2
II. Verwaltungsgerichtshof	48	27	31	45	24	5
III. Verwaltungsgerichtshof	59	83	22	22	22	8
Steuergerichtshof	17	37	28	35	37	1
I. Sozialversicherungsgerichtshof	18	33	40	109	81	5
II. Sozialversicherungsgerichtshof	22	51	50	109	92	2

2.1.1.2.1.3 Delegierte Aufsicht

Im Auftrag des Justizrates (Art. 127 Abs. 2 KV) hat das Kantonsgericht die Staatsanwaltschaft (alle Staatsanwälte mit Ausnahme des Generalstaatsanwalts und seiner Stellvertreter) und die Bezirksgerichte der Saane (4 Präsidenten), des Vivisbachs, der Broye, des Sees, des Greyerz und der Glane, die Friedensgerichte der Broye, des Sees, der Glane und des Vivisbachs, die Oberämter des Vivisbachs, der Saane, der Broye, des Sees, des Greyerz und der Glane, die Aufsichtsbehörde über das Grundbuch, die Rekurskommission der Universität, die Schlichtungskommission für Missbräuche im Mietwesen (der Sense und des Sees, der Bezirke des Südens und der Saane), jene für die Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben und jene für die Ersterhebung inspiziert.

In seiner Eigenschaft als Aufsichtsbehörde hat es ebenfalls das Kantonale Konkursamt und die sieben Betreibungsämter inspiziert.

2.1.1.2.2 I. Zivilappellationshof

Die Zahl der eingetragenen Angelegenheiten hat die Marke 400 wiederum überstiegen. Namentlich dank der Unterstützung durch die Ersatzrichter und erfahrene Gerichtsschreiber ist die Erledigungsquote hoch geblieben, jedoch liegt die Zahl der per 31. Dezember 2018 hängigen Angelegenheiten nunmehr bei über 100. Auch wenn sie für die Behandlung Vorrang geniessen, nimmt die Erledigung der eherechtlichen Beschwerden im summarischen Verfahren (vorsorgliche Massnahmen, Eheschutzmassnahmen) manchmal zu viel Zeit ein. Die Situation des Hofes bleibt somit heikel.

2.1.1.2.3 II. Zivilappellationshof

Der II. Zivilappellationshof behandelt hauptsächlich die Berufungen und Beschwerden im Bereich des Schuldbetreibungs- und Konkursrechts, des Miet-, Pacht- und Arbeitsrechts und der unentgeltlichen Rechtspflege sowie komplexe Verfahren als einzige kantonale Instanz. In diesen Bereichen sind die eingetragenen Angelegenheiten gegenüber dem Vorjahr von 375 auf 345 zurückgegangen, doch liegen diese Eingänge noch immer über dem Durchschnitt der letzten 5 Jahre (310). Wie bereits im letzten Jahresbericht hervorgehoben, vermag der II.

Zivilappellationshof die Geschäftslast mit den derzeitigen Mitteln nicht zu absorbieren; die Zahl der am Ende des Jahres hängigen Angelegenheiten (90) hat sich daher gegenüber dem Vorjahr um 32% erhöht. Der II. Zivilappellationshof hat im vergangenen Jahr 323 Urteile gefällt, wovon 255 (79%) innerhalb von 3 Monaten. Während die Behandlungsdauer im Bereich des Schuldbetreibungs- und Konkursrechts auf normalem Niveau beibehalten werden konnte, zeichnet sich ab, dass im Bereich des Miet-, Pacht- und Arbeitsrechts und insbesondere bei komplexen Verfahren betreffend geistiges Eigentum, Geschäftsfirmen und Datenschutz die Behandlungszeiten zunehmend länger werden. Dies gilt es im Auge zu behalten, mittelfristig muss hier eine Lösung gefunden werden.

2.1.1.2.4 Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Über die Tätigkeit der Schuldbetreibungs- und Konkurskammer in ihrer Eigenschaft als Aufsichtsbehörde über die Betreibungsämter und das Kantonale Konkursamt ergeht ein separater Bericht an das Bundesamt für Justiz und an den Staatsrat.

Die Geschäftsführung der Kammer gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

2.1.1.2.5 Kindes- und Erwachsenenschutzhof

Auch wenn 2018 die Zahl der Dossiers leicht rückläufig war (130 Dossiers im Jahr 2017, 119 im Jahr 2018), sind die Komplexität und die Dringlichkeit der Dossiers sehr hoch geblieben. Die Geschäftslast bleibt demnach hoch, müssen diese Dossiers doch vorrangig behandelt werden. Der Hof hat sich ausserdem 7 Mal ins Behandlungszentrum in Marsens begeben, um Anhörungen durchzuführen.

2.1.1.2.6 Strafappellationshof

Trotz eines leichten Rückgangs der Zahl der Neueingänge im Vergleich zu 2017 (- 6%) und einer bedeutenden Zunahme der Zahl der erledigten Angelegenheiten (+ 14 %), bleibt die Zahl der per 31. Dezember 2018 beim Hof eingetragenen Dossiers hoch und hat sich die Dauer ihrer Behandlung verlängert. Grund dafür ist nicht nur die Zahl der eingetragenen Dossiers, sondern auch der zunehmende Umfang und die steigende Komplexität der Fälle, wo hinzu noch die neuen von der bundesgerichtlichen Rechtsprechung gesetzten Anforderungen hinsichtlich des Ablaufs der Verfahren und der Neuerhebung der Beweise, die in der ersten Instanz oder im Rahmen des Ermittlungsverfahrens bereits erhoben wurden, kommen.

2.1.1.2.7 Strafkammer

Die Zahl der eingetragenen Angelegenheiten ist immer noch hoch, 2018 jedoch stabil geblieben. Die Geschäftslast bleibt hoch, da die meisten dieser Angelegenheiten rasch behandelt werden müssen. Die Mitglieder der Strafkammer behandeln immer noch alle Revisionsgesuche, die beim Strafappellationshof eingereicht werden.

2.1.1.2.8 I. Verwaltungsgerichtshof

Der I. Verwaltungsgerichtshof verzeichnet gegenüber 2017 eine grosse Zunahme der Neueingänge (+ 107 zusätzliche Angelegenheiten, also eine Zunahme von 15.5 %), dies hauptsächlich im Bereich des Ausländerwesens.

2.1.1.2.9 II. Verwaltungsgerichtshof

Die Geschäftsführung des II. Verwaltungsgerichtshofs gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

2.1.1.2.10 III. Verwaltungsgerichtshof

Die Geschäftsführung des III. Verwaltungsgerichtshofs gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

2.1.1.2.11 Steuergerichtshof

Zur administrativen Vereinfachung wurde ab 1. Januar 2018 bei der Eintragung keine Unterscheidung mehr gemacht zwischen den Fällen, die in die ordentliche Zuständigkeit des Hofes fallen und jenen, in denen je nach Streitwert ein Präsidialentscheid erfolgt (Art. 186 DStG).

Die Zahl der 2018 verzeichneten Neueingänge (140) ist auch diesmal zurückgegangen (2015: 212; 2016: 203; 2017: 166). Das Quantum der erledigten Dossiers (155) ist höher als jenes der Neueingänge, was die Zahl der hängigen Verfahren deutlich senkt (64 Ende 2018). Die Art der behandelten Fälle gibt ihrerseits zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

2.1.1.2.12 I. und II. Sozialversicherungsgerichtshof

Auch 2018 konnten die meisten Dossiers im Jahr ihres Eingangs erledigt werden, und das Risiko einer chronischen Verspätung wie in der Vergangenheit ist (vorläufig) unter Kontrolle.

Dennoch ist die Situation sehr besorgniserregend und unterliegt Faktoren, auf die die beiden Höfe kaum Einfluss haben: es konnte denn auch eine deutliche Zunahme der gesamten Neueingänge festgestellt werden, die sich für 2018 auf 676 belaufen. Dies sind 11.36% mehr Dossiers als 2017 (607). Die Neueingänge nehmen seit 2013 konstant zu; damals waren es 457 Dossiers, sodass eine Zunahme von nahezu 50% innert der letzten 5 Jahre zu verzeichnen ist.

Die IV-Dossiers mit ihren umfangreichen und komplexen Angelegenheiten in den Bereichen Revision/Streichung der Rente beschäftigen die beiden Höfe hochgradig. Was den I. Hof anbelangt, bleibt die Zahl der Unfallversicherungsfälle hoch. Diese müssen heutzutage, wenn man dem BG folgt, das empfiehlt, quasi systematisch eine Expertenmeinung einzuholen nicht mehr so sehr unter dem rechtlichen, sondern vielmehr unter dem wissenschaftlichen Aspekt gelöst werden. Die Rechtsstreitigkeiten im Arbeitslosenwesen sind ihrerseits wieder stark am Aufkommen, mit ihrer Besonderheit, dass man nie wissen kann, ob die Fälle innert kurzer Zeit gelöst werden können oder ob sie sich im Gegenteil dauerhaft festsetzen, wie dies einst der Fall war.

Was die Erledigungen anbelangt, ist ein Rückgang zu verzeichnen, der sich schlussendlich in einer gesamthaften Erhöhung von 14.28% der Zahl der per 31. Dezember offenen Dossiers niederschlägt. Dennoch bleibt die Erledigungsquote sehr hoch, handelt es sich doch seit dem Rekord im Jahr 2017 um das zweitbeste Jahr in der Geschichte der beiden Höfe.

Der 2018 verzeichnete Rückgang betrifft vor allem den I. Hof. Diesbezüglich ist zu betonen, dass das Ausnahmeergebnis im Jahr 2017, mit dem der Dossierbestand um 70 Einheiten reduziert werden konnte, um auf seinen niedrigsten historischen Stand zu gelangen (232), namentlich durch die Erledigung von 31 Fällen im Arbeitslosenwesen in einem einzigen Grundurteil erlangt werden konnte. Hervorzuheben ist auch, dass ein vollzeitlich tätiger Gerichtsschreiber-Berichterstatter, ein ehemaliger stellvertretender Präsident, aus gesundheitlichen Gründen während der ersten fünf Monate des Jahres 2018 nicht zur Verfügung stand. Daneben wurden die Ersatzrichter etwas weniger einbezogen. Schliesslich wäre es nicht aufrichtig, wenn man nicht eine relative allgemeine Müdigkeit einräumen würde, die im Zuge der 2017 gemachten grossen Anstrengungen entstanden ist und wahrscheinlich an die Grenzen der Leistungsfähigkeit geführt hat. Auf jeden Fall ist der Bestand der offenen Dossiers beim I. Hof (275) niedriger als er Anfang 2017 war (300), und die Arbeit wird stets mit einer guten Einstellung und in einer angenehmen Atmosphäre erledigt, die natürlich auch beim II. Hof herrscht.

Jedoch wird am Ende des Jahres 2019 wieder der neuste Stand festgelegt und gegebenenfalls die Beantragung von Massnahmen in Betracht gezogen werden müssen. Der zusätzliche Einsatz der Höfe, der sich aus der Abstimmung über die Überwachung von Versicherten IV/UV (Anschlussbeschwerde) ergibt, wird sich erst zu diesem Zeitpunkt messen lassen. Bis dahin können die beiden Präsidenten sich nur bei den Gerichtsschreibern und Gerichtsschreiber-Berichterstatern und ihren Richterkollegen (ordentliche oder Ersatzrichter) sowie dem wertvollen Personal der Gerichtsschreiberei für ihren sehr geschätzten Beitrag bedanken. Sie ermutigen alle dazu, weiterzumachen.

2.1.1.3 Personal

2.1.1.3.1 Richter/innen

Kantonsrichter Hubert Bugnon hat seine Tätigkeit am 31. Dezember 2018 beendet. Das Kantonsgericht dankt ihm für den während fünfunddreissig Jahren im Dienste der Freiburger Justiz geleisteten Einsatz, wovon siebzehn Jahre als Kantonsrichter. Hubert Bugnon wurde 1953 geboren. Er ist gebürtig von Montagny, das in der Freiburger Broye liegt. Mit der am Kollegium St. Michael 1974 erlangten Matura ausgestattet, beginnt er seine Rechtsstudien an der Universität Freiburg, die er 1978 mit einem Lizentiat abschliesst. Als brillanter Student verfasst er eine DoktoratsThese unter der Leitung von Professor Pierre Tercier, wobei er parallel dazu als Assistent von Professor Paul-Henri Steinauer tätig ist. 1981 beginnt er ein Anwaltspraktikum und erlangt im Herbst 1983 das Anwaltspatent, dies kaum ein Jahr nach Erwerb seines Dokortitels. Gleich im nächsten Jahr tritt er als Präsident des Bezirksgerichts der Saane in den Dienst des Gerichtswesens ein. Ab 1990 wird er Präsident, dann Vizepräsident des Mietgerichts der Saane. 2001 wird Hubert Bugnon vom Grosse Rat als Kantonsrichter gewählt. Er ist zunächst Mitglied des II. Zivilappellationshofs und des Strafappellationshofs, bis 2008, danach des I. Zivilappellationshofs – dessen Präsident er bis 2015 ist – und der Strafkammer, die er ab 2016 präsidiert. Zweimal wird ihm die Ehre zuteil, das Kantonsgericht zu präsidiieren, in den Jahren 2007 und 2015. Ausserhalb seines beruflichen Einsatzes diente Hubert Bugnon der Öffentlichkeit in zahlreichen anderen Ämtern: als Vizepräsident der Rekurskommission der Universität Freiburg von 1996 bis 2007, als Mitglied und dann als Präsident der Aufsichtsbehörde über das Grundbuch von 2000 bis 2008 oder als Mitglied und danach Präsident der Schulkommission des Kollegiums Ste-Croix. Auch lag ihm daran, seine Kompetenzen weiterzuvermitteln, indem er als Lehrbeauftragter bei der Richterakademie der Universität Neuenburg tätig war.

Kantonsrichter Adrian Urwyler hat seinerseits seinen Rücktritt per 1. März 2019 bekannt gegeben. Das Kantonsgericht spricht ihm bereits jetzt seinen Dank aus für den Einsatz, den er während achtundzwanzig Jahren im Dienste der Freiburger Justiz geleistet hat, wovon neunzehn als Kantonsrichter. Geboren 1960 im Kanton Bern wächst Adrian Urwyler in Murten auf, wo er seine obligatorische Schulzeit verbringt. Nach Erlangen der Matura am Kollegium St. Michael beginnt er sein Rechtsstudium an der Universität Freiburg, das er 1985 mit einem Lizentiat und danach mit dem Doktorat unter der Leitung von Professor Bernhard Schnyder abschliesst. Parallel dazu ist er als diplomierter Assistent am Lehrstuhl für Privatrecht tätig. 1990 erlangt er ausserdem das Anwaltspatent des Kantons Luzern. Ab Ende 1990 arbeitet er während eines Jahres als Direktionsassistent beim Bundesamt für Justiz, bevor er vom Wahlkollegium als Präsident des Bezirksgerichts des Sees ab 1. Januar 1992 gewählt wird. Im November 1999 wählt der Grosse Rat ihn als Kantonsrichter. Dort arbeitet er ab Januar 2000 als Mitglied des I. und des II. Zivilappellationshofs, des Strafappellationshofs und der Schuldbetreibungs- und Konkurskammer. Von 2002 bis 2012 ist er Präsident der Schuldbetreibungs- und Konkurskammer, von 2009 bis 2012 der zivilrechtlichen Abteilung des Kantonsgerichts, danach und bis heute des II. Zivilappellationshofs. Zweimal wird ihm die Ehre zuteil, das Kantonsgericht zu präsidiieren, in den Jahren 2005 und 2013. Schliesslich präsidiert er seit 2016 den Justizrat als Vertreter des Kantonsgerichts. Neben seiner Arbeit am Kantonsgericht hat Adrian Urwyler aktiv bei der Gründung und dem Aufbau der Schweizerischen Richterakademie mitgewirkt und war während 10 Jahren als Modulverantwortlicher und zuletzt als Vorsitzender tätig.

Hubert Bugnon wird ab dem 1. Januar 2019 durch Laurent Schneuwly und Adrian Urwyler ab dem 1. März 2019 durch Markus Ducret ersetzt.

Das Kantonsgericht musste sich auch auf die sechsmonatige Absenz von Dominique Gross ab dem Monat August 2018 einstellen, die zu 100% als deutschsprachige Kantonsrichterin in den Bereichen des Verwaltungsrechts tätig ist und die ihren Mutterschaftsurlaub verlängert hat. Suzanne Fankhauser, Gerichtsschreiberin beim Bundesverwaltungsgericht, hat sie ersetzt und arbeitete vom 1. August 2018 bis zum 31. Januar 2019 im Umfang von 70% als Kantonsrichterin ad hoc. Kantonsrichterin Daniela Kiener erklärte sich einverstanden, ihr Arbeitspensum während sechs Monaten von 50 auf 80 % zu erhöhen.

Was die Ersatzrichter anbelangt, haben Ursula Schneider Schüttel und der als Kantonsrichter gewählte Laurent Schneuwly ihre Demission eingereicht. Es wurden vier neue Ersatzrichterinnen, nämlich Caroline Gauch (deutschsprachige Angelegenheiten), Catherine Faller, Sonia Bulliard Grosset und Annick Achtari gewählt. Schliesslich hat Ersatzrichterin Susanne Genner, die als Richterin des Bundesverwaltungsgerichts gewählt wurde, ihren Rücktritt per 30. April 2019 angekündigt.

Was die Nebentätigkeiten anbelangt, ist Dina Beti Mitglied der Anwaltskommission und der Anwaltsprüfungskommission sowie Ersatzmitglied der neuen Notariatskommission. Marc Boivin ist Ersatzmitglied der Anwaltskommission. Er ist ausserdem Lehrbeauftragter für Recht an der HSW-Freiburg für die Weiterbildung mit den Diplomabschlüssen CAS (public management). Neben seiner Halbzeittätigkeit als Richter wirkt er aktiv mit in den Bereichen Humor und Kultur. Hubert Bugnon ist Mitglied der Anwaltskommission. Jérôme Delabays ist Ersatzmitglied der Aufsichtsbehörde über das Grundbuch. Johannes Frölicher amtet weiterhin als Richter der Rekurskommission der Fachhochschule Westschweiz und als Mitglied des Direktionskomitees des Früherziehungsdienstes (FED) und des Zentrums für physiotherapeutische und ergotherapeutische Behandlung (CTTS) der Stiftung «Les Buissonnets». Dominique Gross ist Ersatzmitglied der Anwaltsprüfungskommission. Marianne Jungo ist Mitglied der Beschwerdekommision des Interkantonalen Gymnasiums der Region Broye (GYB). Daniela Kiener amtet als Richterin für die deutschsprachigen Fälle der Rekurskommission der Fachhochschule Westschweiz. Catherine Overney ist Mitglied der Aufsichtsbehörde über das Grundbuch und der Kommission für Rechtsstreitigkeiten der Gemeinde Ependes. Anne-Sophie Peyraud ist Präsidentin des Schiedsgerichts in Sachen Kranken- und Unfallversicherung, Vizepräsidentin der Eidgenössischen Schätzungskommission, Kreis 2, und nun auch Mitglied der Beschwerdekommision des GYB. Sie ist Vizepräsidentin der Vereinigung St-Camille in Marly. Christian Pfammatter ist Präsident der beratenden Kommission für die bedingte Straffentlassung und die Abklärung der Gemeingefährlichkeit. Marc Sugnaux ist Mitglied der Anwaltsprüfungskommission und Ersatzmitglied der Kommission für Mediation in Zivil-, Straf- und Jugendstrafsachen. Er ist Präsident des Ausschusses der Vereinigung «Le Bosquet» in Givisiez. Er ist Mitglied der Geschäftsleitung der Stiftung für die Weiterbildung schweizerischer Richterinnen und Richter und der Direktion der Schweizerischen Richterakademie sowie Ausbilder in Arbeits- und Handelsrecht im Rahmen der eidgenössischen Fachausweise und Diplome. Adrian Urwyler ist Präsident des Justizrates und Mitglied der Verwaltungskommission der Freiburger Strafanstalt (FRSA). Sandra Wohlhauser ist Präsidentin der Informatikkommision für die Gerichtsbehörden sowie des Leitungskomitees e-Justice. Sie ist auch Mitglied der Informatikkommision des Staates Freiburg. Sie ist ausserdem Ersatzmitglied der Anwaltskommission.

2.1.1.3.2 Gerichtsschreiberei

Die Situation ist gleich wie 2017: es arbeiten 66 Personen für das Kantonsgericht.

Personalbestand (31.12.2018)

Funktion	Anzahl Personen
Kantonsrichterinnen und Kantonsrichter	15
Generalsekretär	1
Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber	24
Mitarbeitende des Verwaltungspersonals	19
Gerichtsschreiber-Praktikantinnen und -praktikanten	5
Kaufmännische Lernende	2
Total	66

2018 umfasste das Personal der Gerichtsschreiberei des Kantonsgerichts, ohne die Kantonsrichter und die befristet angestellten Praktikanten und Lernenden zu zählen, gemäss Voranschlagsposten 2018 33.05 Vollzeitäquivalenzen (VZÄ) (Situation im Jahr 2017: 32.85 VZÄ, ein zusätzlicher Gerichtsschreiberposten von 20 % auf Budget des Kantonsgerichts wurde der von Kantonsrichter Christian Pfammatter präsierten Kommission für die bedingte Straffentlassung und die Abklärung der Gemeingefährlichkeit zugeteilt; Arbeitsplatz beim Amt für Justizvollzug und Bewährungshilfe).

Für 2019 beantragte das Kantonsgericht die Gewährung zweier zusätzlicher Gerichtsschreiberstellen. Es erhielt einen der zwei Posten (Gesamtpersonalbestand des Kantonsgerichts 2019: 34.05 VZÄ). Dieser Posten wird ab dem 15. Februar 2019 von Daniela Herren besetzt.

Diese Unterstützung erweist sich jedoch als ungenügend, wenn man die Geschäftslast und die zur Verfügung stehenden Arbeitskräfte miteinander misst. Das Kantonsgericht ist gezwungen, seine Anträge um zusätzliche redaktionelle Kräfte im Rahmen des Voranschlags 2020 erneut einzureichen (1 VZÄ für Gerichtsschreibertätigkeit).

Weggänge - Neuzugänge

Das Kantonsgericht hat die Absenzen mehrerer Personen, die Mutterschaftsurlaub bezogen, überbrückt: Elsa Gendre, Gerichtsschreiberin, ersetzte Sandra Ayan bis Ende 2018 und danach Aleksandra Bjedov bis April 2019; Frédérique Jungo, Gerichtsschreiberin, ersetzte Mirjam Brodbeck, ebenfalls bis Ende 2018. Nadia Hayoz, Sekretärin, sprang zeitweise für Helen Maeder ein.

Um Ludovic Farine, der während sechs Monaten als gerichtsunabhängiger Richter arbeitete, zu ersetzen und das Fehlen anderer Gerichtsschreiber (länger andauernde Krankheit) auszugleichen, konnte das Kantonsgericht auf die befristete Anstellung von Franziska Waser, Frédérique Jungo (auch in diesem Rahmen eingesetzt), Linda Rodriguez sowie auf die Erhöhung des Beschäftigungsgrades von Angelika Spiess (+ 20 % bis Ende Juni 2019) zählen.

Mirjam Brodbeck und Jessica Koller, deutschsprachige Gerichtsschreiberinnen, haben auf Ende 2018 gekündigt. Sie werden ersetzt durch Frédérique Jungo und Silvia Gerber.

Beim Verwaltungspersonal der Gerichtsschreiberei des Kantonsgerichts (zivilrechtliche, strafrechtliche und verwaltungsrechtliche Höfe) war 2018 kein Weggang zu verzeichnen. Erika Chappuis, dem ITA angegliederte und vom Kantonsgericht angestellte Informatik-Mitarbeiterin hat ihren Vertrag per Ende September 2018 gekündigt. Christiane Becar, administrative Mitarbeiterin, wird ihrerseits 2019 ihren Altersrücktritt antreten und ihre Tätigkeit Ende Februar beenden. Das Kantonsgericht dankt den Damen Becar und Chappuis für den Einsatz, den sie während vielen Jahren im Dienste der Freiburger Justiz geleistet haben. Sie werden ersetzt durch Mathias Monney, angestellt ab dem 1. Oktober 2018, und Lauriane Berset, die ihre Tätigkeit am 1. März 2019 beginnen wird.

Personalbetreuung

Es wird daran erinnert, dass für das Personal jährlich gemäss der Personalgesetzgebung eine Evaluierung stattfindet.

2.1.1.4 Weitere Tätigkeiten

Die Präsidentin und der Generalsekretär waren bei der Präsentation des Jahresberichts der Genfer richterlichen Behörden zusammen mit Delegationen aus dem Ausland sowie des Bundesgerichts und von Gerichten der Westschweizer Kantone anwesend.

Die Präsidentin hat am 19. Oktober 2018 an der achten vom Bundesgericht organisierten Justizkonferenz in Genf teilgenommen.

Am 19. und 20. März 2018 nahm Sandra Wohlhauser am 18. Magglinger Rechtsinformatikseminar teil. Am 19. April 2018 und am 13. November 2018 war sie anwesend beim 7. und 8. Treffen der Arbeitsgruppe «Dialog Gesundheit-Justiz» in Granges-Paccot in Freiburg. Am 31. Oktober 2018 nahm sie an der Schweizer Tagung der Zwangsmassnahmengerichte in Freiburg und am 12. November 2018 an der 14. Tagung für Informatik und Recht in Bern teil.

In seiner Eigenschaft als Präsident des I. Sozialversicherungsgerichtshofs, das sich namentlich mit Streitfällen im Sozialhilfebereich befasst, hat Marc Boivin anlässlich der Konferenz für Sozialfragen, die am 26. April 2018 im Institut von Grangeneuve zum Thema «Gemeinsam handeln» stattfand, eine Diskussionsrunde moderiert.

Die Richter und die Gerichtsschreiber des Strafpappellationshofs haben in Neuenburg am jährlichen Treffen der Strafpappellationshöfe der Kantone Waadt, Neuenburg und Freiburg (INTERCAP) teilgenommen.

Michel Favre und einige Gerichtsschreiber der strafrechtlichen Höfe haben an der Jahrestagung der Schweizerischen Kriminalistischen Gesellschaft in Zug teilgenommen.

Einige Richter der verwaltungsrechtlichen Höfe haben an der Tagung der Sozialversicherungsgerichte in Zug sowie an der Schweizerischen Verwaltungsrichtertagung, die im Kanton Baselland stattfand, teilgenommen.

Die Präsidentin, weitere Kantonsrichter und der Generalsekretär haben an den verschiedenen Veranstaltungen teilgenommen, zu denen das Kantonsgericht eingeladen war.

Von den Richtern besuchte Weiterbildungsveranstaltungen

Die von den Richtern im Jahr 2018 befolgten Weiterbildungsveranstaltungen sind in den Formularen aufgelistet, die dem Justizrat separat zugestellt werden.

Wissenschaftliche Tätigkeiten der Richter/Gerichtsschreiber

Jérôme Delabays, Dominique Gross, Adrian Urwyler und Frédéric Oberson sind Mitglieder des Redaktionskomitees der FZR.

Jérôme Delabays erteilt den Anwaltspraktikantinnen und -praktikanten Kurse über das Zivilverfahren. Er ist an der Richterausbildungstagung in Neuenburg und in einem für die Studierenden der Universität Freiburg bestimmten Kurs über das Zivilverfahren in der Praxis als Referent aufgetreten. Er wirkt weiterhin mit bei der annotierten Zivilprozessordnung Online.

Michel Favre ist Lehrbeauftragter an der Hochschule ARC-ERMP (Ecole romande de la magistrature pénale) im Rahmen des CAS im Strafrichterwesen, erteilt Kurse im Rahmen der vom FAV erschaffenen Weiterbildungstagungen für Anwaltspraktikantinnen und –praktikanten und trat als Referent und als Moderator eines Ateliers im Rahmen einer von der Stiftung für die Weiterbildung schweizerischer Richterinnen und Richter in Neuenburg organisierten Tagung auf.

Dominique Gross hielt am 18. April 2018 im Rahmen der Doktorandinnenausbildung an der Universität Freiburg einen Vortrag zur Laufbahnplanung. Zudem publizierte sie in der FZR eine Abhandlung zum Rechtsschutz im Schulrecht.

Christian Pfammatter hat unter dem Aspekt des Verwaltungsrechts beim jährlichen Seminar für die Ausbildung der Anwaltspraktikantinnen und –praktikanten, das am 19. und 20. Januar 2018 in Murten stattfand, mitgewirkt. Am 13. April 2018 ist er im Rahmen des Studiengangs CAS (Certificate of Advanced Studies) in Migrationsrecht an einer von der Universität Freiburg organisierten Konferenz als Redner aufgetreten.

Im Rahmen des Certificate of Advanced Studies (CAS) im Richterwesen, das von der Schweizerischen Richterakademie angeboten wird, trug Marc Sugnaux die Verantwortung für das Modul 5 «Justiz und Öffentlichkeit». In diesem Kontext erteilte er auch einen Kurs über die Rolle des Richters zum Thema «Die Sicht der Justiz». Frédéric Oberson hat seinerseits einen Kurs über die Beziehungen zwischen Gerichten und Medien erteilt.

Adrian Urwyler hielt am 6. Juni 2018 am Europainstitut der Universität Zürich anlässlich der 12. Zürcher Tagung zum Zivilprozessrecht einen Vortrag zum Thema «Rechtsbegehren: Fallgruben und wie sie umgangen werden» (Tarkan Göksu / Adrian Urwyler). Er nahm ausserdem teil an der von der juristischen Fakultät Freiburg im Rahmen des Intensivseminars organisierten Strafrechtstagung vom 18. Dezember 2018.

Catherine Faller erteilt den Anwaltspraktikantinnen und -praktikanten Kurse zu den Themen Beschwerde (Art. 393 - 397 StPO) und Revision (Art. 410 - 415 StPO) im Strafbereich. Sie ist Lehrbeauftragte an der Hochschule ARC-ERMP (Ecole romande de la magistrature pénale) im Rahmen des CAS im Strafrichterwesen.

Annexe / Beilage

2.1.2 Composition du Tribunal cantonal et de ses Cours pour l'année 2018 (état au 31.12.2018) Zusammensetzung des Kantonsgerichts und seiner Höfe im Jahr 2018 (Stand 31.12.2018)

Président / Präsident

Vice-présidente / Vizepräsidentin

Membres / Mitglieder

Catherine Overney

Jérôme Delabays

Dina Beti

Marc Boivin

Hubert Bugnon

Michel Favre

Johannes Frölicher

Susanne Fankhauser, Juge ad hoc jusqu'à fin 01.2019 /
Richterin ad hoc bis Ende 01.2019

Dominique Gross

Marianne Jungo

Daniela Kiener

Anne-Sophie Peyraud

Christian Pfammatter

Marc Sugnaux

Adrian Urwyler

Sandra Wohlhauser

Juges suppléants / Ersatzrichter/innen

François-Xavier Audergon
Felix Baumann
Olivier Bleicker
Georges Chanez
Pierre Corboz
Francine Defferrard
Omblin de Poret Bortolaso
Catherine Faller
Caroline Gauch
Caroline Gehring
Susanne Genner
Tarkan Göksu
Catherine Hayoz
Yann Hofmann
Christophe Maillard
Séverine Monferini Nuoffer
Jean-Luc Mooser
André Riedo
Armin Sahli
Hans-Jürg Schläppi
Daniel Schneuwly
Laurent Schneuwly
Erika Schnyder
Kurt Schwab
Pascal Terrapon
Catherine Yesil- Huguenot

Cours civiles / Zivilrechtliche Höfe

I^e Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof

Président / Präsident
Membres / Mitglieder

Jérôme Delabays
Dina Beti
Hubert Bugnon
Sandra Wohlhauser

II^e Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof

Président / Präsident
Membres / Mitglieder

Adrian Urwyler
Dina Beti
Michel Favre
Catherine Overney

Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Président / Präsident
Membres / Mitglieder

Catherine Overney
Dina Beti
Adrian Urwyler

Cour de protection de l'enfant et de l'adulte / Kindes- und Erwachsenenschutzhof

Président / Präsident	Sandra Wohlhauser
Membres / Mitglieder	Jérôme Delabays Michel Favre

Cours pénales / Strafrechtliche Höfe

Cour d'appel pénal / Strafappellationshof

Président / Präsident	Michel Favre
Membres / Mitglieder	Dina Beti Catherine Overney Adrian Urwyler

Chambre pénale / Strafkammer

Président / Präsident	Hubert Bugnon
Membres / Mitglieder	Jérôme Delabays Sandra Wohlhauser

Cours administratives / Verwaltungsrechtliche Höfe

I^e Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof

Présidente / Präsidentin	Marianne Jungo
Membres / Mitglieder	Anne-Sophie Peyraud Christian Pfammatter Dominique Gross Susanne Fankhauser

II^e Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof

Président / Präsident	Christian Pfammatter
Membres / Mitglieder	Johannes Frölicher Dominique Gross Susanne Fankhauser

III^e Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof

Présidente / Präsidentin	Anne-Sophie Peyraud
Membres / Mitglieder	Marianne Jungo Johannes Frölicher Dominique Gross Susanne Fankhauser

Cour fiscale / Steuergerichtshof

Président / Präsident	Marc Sugnaux
Membres / Mitglieder	Christian Pfammatter Dina Beti Daniela Kiener

I^e Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof

Président / Präsident

Marc Boivin

Membres / Mitglieder

Dominique Gross

Marianne Jungo

Marc Sugnaux

Susanne Fankhauser

II^e Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof

Président / Präsident

Johannes Frölicher

Membres / Mitglieder

Daniela Kiener

Anne-Sophie Peyraud

Marc Sugnaux

2.1.3 Partie statistique / Statistischer Teil

2.1.3.1 Cours civiles / Zivilrechtliche Höfe

I^e Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2018	2017
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	78	89
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	410	388
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	374	399
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	114	78

Provenance / Herkunft	2018	2017
Sarine / Saane	86	73
Singine / Sense	14	18
Gruyère / Greyerz	16	29
Lac / See	11	14
Glâne / Glane	8	11
Broye/ Broye	35	31
Veveyse / Vivisbach	15	15
Justice de la Broye / Friedensgericht des Broyebezirks	0	2
Justice de paix de la Gruyère / Friedensgericht des Greyerzbezirks	1	1
Justice de paix de la Singine / Friedensgericht des Sensebezirks	0	1
Justice de paix du Lac / Friedensgericht des Seebezirks	1	0
Justice de paix de la Sarine / Friedensgericht des Saanebezirks	2	0
Autres / Andere	185	204
Total	374	399

Modes de liquidation / Erledigungsart	2018	2017
Admis / <i>Gutheissung</i>	24	32
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	65	63
Admission avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	8	7
Rejet / <i>Abweisung</i>	76	78
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	39	37
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	1	-
Retrait / <i>Rückzug</i>	11	15
Transaction / <i>Vergleich</i>	1	1
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	14	25
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	1	0
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	97	106
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	27	22
AJ (avec avocat) partiellement octroyée / <i>URP (mit Anwalt) teilweise gewährt</i>	2	1
AJ (sans avocat) octroyée / <i>URP (ohne Anwalt) gewährt</i>	1	1
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	3	6
Décharge / <i>Entlastung</i>	4	0
Désignation (récusations) / <i>Bezeichnung (Ausstände)</i>	0	2
Transmission à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	0	3
Total	374	399

<i>Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete</i>	2018	2017
Droit des personnes / <i>Personenrecht</i>	0	1
Droit de la famille / <i>Familienrecht</i>	80	88
dont mesures protectrices de l'union conjugale/davon <i>Eheschutzmassnahmen</i>	42	51
Droit des successions / <i>Erbrecht</i>	3	4
Droit réels / <i>Sachenrecht</i>	7	7
Droit des obligations / <i>Obligationenrecht</i>	20	20
Restitution de délai / <i>Wiederherstellung</i>	1	0
Suspension de la procédure / <i>Sistierung des Verfahrens</i>	3	0
Récusation / <i>Ausstand</i>	8	5
Compétence des tribunaux / <i>Zuständigkeit der Gerichte</i>	3	0
Conciliation / <i>Schlichtung</i>	1	2
Frais de justice / <i>Gerichtskosten</i>	5	4
Sursis et remise de frais judiciaires / <i>Stundung und Erlass der Gerichtskosten</i>	0	2
Attribution des frais / <i>Auferlegung der Prozesskosten</i>	0	3
Montant des dépens / <i>Höhe der Parteikosten</i>	0	5
Sûretés / <i>Sicherheiten</i>	4	6
Exécution / <i>Vollstreckung</i>	1	6
Mesures provisionnelles et leur modification/ <i>Vorsorgliche Massnahmen und deren Abänderung</i>	42	46
Appel/recours sur mesures provisionnelles/ <i>Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	40	37
Assistance judiciaire (recours) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Beschwerde)</i>	13	10
Assistance judiciaire (requête) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Gesuch)</i>	138	142
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité / <i>Unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung</i>	0	5
Révision / <i>Revision</i>	1	2
Retard injustifié / <i>Rechtsverzögerung</i>	1	2
Déni de justice ou retard injustifié / <i>Rechtsverweigerung und Rechtsverzögerung</i>	1	0
Interprétation et rectification / <i>Erläuterung und Berichtigung</i>	1	12
Divers / <i>Verschiedenes</i>	1	0
Total	374	399

II^e Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2018	2017
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	68	54
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	*530	576
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	*508	562
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	90	68

* Sont incluses 184 demandes d'entraide judiciaire internationale / Mitinbegriffen sind 184 internationale Rechtshilfen et une affaire du Président de la II^e Cour / und eine Angelegenheit des Präsidenten des II. Hofes

Provenance / Herkunft	2018	2017
Sarine / Saane	96	135
Singine / Sense	9	9
Gruyère / Greyerz	49	41
Lac / See	17	18
Glâne / Glane	9	12
Broye / Broye	23	15
Veveyse / Vivisbach	8	12
Autorités étrangères / Ausländische Behörden	184	201
Autres / Andere	113	119
Total	508	562

Modes de liquidation / Erledigungsart	2018	2017
Admis / <i>Gutheissung</i>	71	55
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	12	8
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	4	7
Rejet / <i>Abweisung</i>	88	87
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	81	111
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	6	-
Retrait / <i>Rückzug</i>	12	3
Transaction / <i>Vergleich</i>	1	1
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	2	6
AJ (avec avocat) partiellement octroyée / <i>URP (mit Anwalt) teilweise gewährt</i>	0	1
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	2	3
AJ (sans avocat) octroyée / <i>URP (ohne Anwalt) gewährt</i>	0	0
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	3	7
Dépens fixés / <i>Parteikosten festgesetzt</i>	3	-
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	32	55
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	3	13
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	0	1
Désignation / <i>Bezeichnung</i>	3	1
Transmission à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	1	1
Passe-expédient / <i>Streitabstand</i>	0	1
Transmission des entrades judiciaires / <i>Übermittlung der Rechtshilfen</i>	184	201
par arrêt / <i>mit Urteil</i>	5	6
par transmission simple / <i>ohne Urteil</i>	179	195
Total	508	562

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2018	2017
Assistance judiciaire (recours) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Beschwerde)</i>	6	5
Assistance judiciaire (requête) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Gesuch)</i>	7	19
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité / <i>Unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung</i>	1	2
Travail / <i>Arbeit</i>	12	14
Mandat / <i>Auftrag</i>	1	1
Bail / <i>Mietgerichtsbarkeit</i>	24	21
Droit de la poursuite pour dettes et la faillite / <i>Schuldbetreibungs- und Konkursrecht</i>	144	167
dont faillites / <i>davon Konkurse</i>	41	31
dont mainlevées / <i>davon Rechtsöffnungen</i>	99	130
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	78	74
Appel/recours sur mesures provisionnelles / <i>Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	1	1
Récusation / <i>Ausstand</i>	13	8
Suspension de la procédure / <i>Sistierung des Verfahrens</i>	1	2
Restitution de délai / <i>Wiederherstellung</i>	0	2
Exécution / <i>Vollstreckung</i>	1	0
Conciliation / <i>Schlichtung</i>	2	2
Frais de justice / <i>Gerichtskosten</i>	6	9
Sursis et remise des frais de justice / <i>Stundung und Erlass der Gerichtskosten</i>	3	1
Attribution des frais / <i>Auferlegung der Prozesskosten</i>	3	2
Montant des dépens / <i>Höhe der Parteikosten</i>	2	3
Sûretés / <i>Sicherheiten</i>	2	2
Révision / <i>Revision</i>	1	1
Mémoire préventif / <i>Schutzschrift</i>	3	3
Arbitrage / <i>Schiedsverfahren</i>	1	0
Concurrence déloyale / <i>Unlauterer Wettbewerb</i>	0	0
Séquestre / <i>Arrest</i>	1	9
Retard injustifié / <i>Rechtsverzögerung</i>	2	5
Entraide judiciaire internationale / <i>Internationale Rechtshilfe</i>	184	201
Propriété intellectuelle et protection des données / <i>Geistiges Eigentum und Datenschutz</i>	4	6
Enlèvement international d'enfant / <i>Internationale Kindesentführung</i>	0	1
Langue de la procédure / <i>Verfahrenssprache</i>	1	1
Divers / <i>Verschiedenes</i>	4	0
Total	508	562

Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer**Statistique générale / Allgemeine Statistik**

	2018	2017
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	12	13
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	202	169
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	205	170
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	9	12

Provenance / Herkunft

	2018	2017
Sarine / Saane	50	35
Singine / Sense	11	11
Gruyère / Greyerz	8	6
Lac / See	4	2
Glâne / Glane	1	0
Broye / Broye	2	2
Veveyse / Vivisbach	4	4
Office cantonal des faillites / Kantonales Konkursamt	101	93
Autres / Andere	24	17
Total	205	170

Modes de liquidation / Erledigungsart

	2018	2017
Admis / Gutheissung	108	102
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	3	4
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	0	1
Rejet / Abweisung	36	27
Irrecevables / Nichteintreten	22	14
Sans objet / Gegenstandslos	25	13
Retrait / Rückzug	2	4
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	7	1
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	0	1
AJ (sans avocat) refusée / URP (ohne Anwalt) verweigert	2	3
AJ (avec avocat) refusée / URP (mit Anwalt) verweigert	0	0
Total	205	170

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2018	2017
Plaintes / <i>Beschwerden</i>	80	55
Restitution de délai / <i>Wiederherstellung der Frist</i>	2	2
Retard injustifié / <i>Rechtsverzögerung</i>	2	1
Réalisation de parts de communauté / <i>Verwertung von Anteilen an Gemeinschaftsvermögen</i>	4	5
Prolongation du délai de liquidation de la faillite / <i>Fristverlängerung zur Durchführung des Konkursverfahrens</i>	95	92
Assistance judiciaire (requête) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Gesuch)</i>	4	3
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	16	5
Rémunération de l'administration de la faillite / <i>Vergütung für die Konkursverwaltung</i>	1	3
Séquestre / <i>Arrest</i>	0	2
Récusation / <i>Ausstand</i>	1	2
Total	205	170

Durée de la procédure / Dauer des Verfahrens	2018	2017
1 à 15 jours / <i>1 bis 15 Tage</i>	129	106
15 jours à 1 mois / <i>15 Tage bis 1 Monat</i>	22	12
1 à 2 mois / <i>1 bis 2 Monate</i>	30	20
Plus de 2 mois / <i>mehr als 2 Monate</i>	24	32
Total	205	170

Cour de protection de l'enfant et de l'adulte / Kindes- und Erwachsenenschutzhof**Statistique générale / Allgemeine Statistik**

	2018	2017
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	19	27
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	119	130
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	127	138
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	11	19

Provenance / Herkunft

	2018	2017
Sarine (Justice de paix) / Saane (Friedensgericht)	42	43
Singine (Justice de paix) / Sense (Friedensgericht)	5	6
Gruyère (Justice de paix) / Greyerz (Friedensgericht)	9	11
Lac (Justice de paix) / See (Friedensgericht)	8	10
Glâne (Justice de paix) / Glane (Friedensgericht)	7	4
Broye (Justice de paix) / Broye (Friedensgericht)	5	9
Veveyse (Justice de paix) / Vivisbach (Friedensgericht)	1	7
Autres / Andere	50	48
Total	127	138

Modes de liquidation / Erledigungsart

	2018	2017
Admis / Gutheissung	9	14
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	9	16
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	1	5
Irrecevables / Nichteintreten	11	19
Rejet / Abweisung	46	39
Retrait / Rückzug	5	1
AJ (avec avocat) octroyée / URP (mit Anwalt) gewährt	17	25
AJ (avec avocat) refusée / URP (ohne Anwalt) verweigert	5	4
AJ (avec avocat) partiellement octroyée / URP (mit Anwalt) teilweise gewährt	1	-
AJ (sans avocat) refusée / URP (ohne Anwalt) verweigert	5	2
Dépens fixés / Parteikosten festgesetzt	0	1
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	13	10
Transmis à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	1	0
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	1	0
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	3	2
Total	127	138

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2018	2017
Recours / <i>Beschwerde</i>	66	81
dont placements à des fins d'assistance / <i>davon Fürsorgerische Unterbringung</i>	8	10
dont protection de l'adulte / <i>davon Erwachsenenschutz</i>	28	33
dont effets de la filiation / <i>davon Wirkungen des Kindesverhältnisses</i>	30	38
Assistance judiciaire (requête) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Gesuch)</i>	31	34
Assistance judiciaire (recours) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Beschwerde)</i>	3	1
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	18	13
Intervention, dénonciation d'instance et appel en cause / <i>Intervention, Streitverkündung und Streitverkündungsklage</i>	0	0
Frais de justice / <i>Gerichtskosten</i>	0	0
Sursis et remise des frais judiciaires / <i>Stundung und Erlass der Gerichtskosten</i>	1	-
Retard injustifié / <i>Rechtsverzögerung</i>	3	1
Récusation / <i>Ausstand</i>	2	2
Compétence des tribunaux / <i>Zuständigkeit der Gerichte</i>	0	1
Montant des dépens / <i>Höhe der Parteikosten</i>	0	1
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité / <i>Höhe der Entschädigung</i>	3	4
Droit des successions / <i>Erbrecht</i>	0	0
Total	127	138

2.1.3.2 Cours pénales / Strafrechtliche Höfe

Cour d'appel pénal / Strafappellationshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2018	2017
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	120	85
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	211	225
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	217	190
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	114	120

Provenance / Herkunft

Tribunal pénal d'arrondissement / Bezirksstrafgericht

	2018	2017
Sarine / Saane	30	29
Singine / Sense	0	3
Gruyère / Greyerz	13	17
Lac / See	9	7
Glâne / Glane	4	5
Broye / Broye	7	8
Veveyse / Vivisbach	5	4
Total	68	73

Juge de police / Polizeirichter

	2018	2017
Sarine / Saane	42	28
Singine / Sense	5	7
Gruyère / Greyerz	27	20
Lac / See	12	13
Glâne / Glane	8	3
Broye / Broye	14	8
Veveyse / Vivisbach	6	10
Total	114	89

	2018	2017
Tribunal des mineurs / Jugendgericht	1	1
Tribunal pénal économique / Wirtschaftsstrafgericht	5	1
Ministère public / Staatsanwaltschaft	5	4
Cour d'appel pénal / Strafappellationshof	0	0
Autres / Andere	24	22

Modes de liquidation / Erledigungsart	2018	2017
Admis / <i>Gutheissung</i>	16	8
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	35	39
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	0	0
Rejet / <i>Abweisung</i>	69	54
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	17	11
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	48	28
Retrait / <i>Rückzug</i>	22	39
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	1	3
AJ (avec avocat) accordée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	3	4
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	0	3
AJ (avec avocat) partiellement accordée / <i>URP (mit Anwalt) teilweise gewährt</i>	0	0
Désignation / <i>Bezeichnung</i>	0	0
Changement du défenseur d'office / <i>Wechsel des amtlichen Verteidigers</i>	3	0
Dépens fixés / <i>Parteikosten festgesetzt</i>	1	-
Détention confirmée / <i>Genehmigung der Haft</i>	1	0
Transmission à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	0	0
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	1	1
Total	217	190

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2018	2017
Appels / <i>Berufungen</i>	186	162
Récusation / <i>Ausstand</i>	5	7
Détention provisoire ou des motifs de sûretés / <i>Untersuchungs- oder Sicherheitshaft</i>	1	0
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	1	-
Assistance judiciaire et défense d'office / <i>Unentgeltliche Rechtspflege und amtliche Verteidigung</i>	8	12
Assistance judiciaire (recours) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Beschwerde)</i>	0	1
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité en matière pénale / <i>Unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung in Strafsachen</i>	1	-
Révision / <i>Revision</i>	13	6
Indemnités et réparation du tort moral / <i>Entschädigung und Genugtuung</i>	0	1
Attribution des frais / <i>Auferlegung der Prozesskosten</i>	1	-
Montant des dépens / <i>Höhe der Parteikosten</i>	1	-
Sursis et remise de frais / <i>Stundung und Erlass der Verfahrenskosten</i>	0	0
Consultation dossier / <i>Akteneinsicht</i>	0	0
Restitution de délai / <i>Fristwiederherstellung</i>	0	1
Total	217	190

Chambre pénale / Strafkammer

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2018	2017
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	59	69
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	309	330
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	301	340
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	67	59

Provenance / Herkunft

Tribunal pénal d'arrondissement / Bezirksstrafgericht

	2018	2017
Sarine / Saane	8	6
Singine / Sense	1	0
Gruyère / Greyerz	2	0
Lac / See	1	2
Glâne / Glane	0	1
Broye / Broye	2	1
Veveyse / Vivisbach	0	1
Total	14	11

Juge de police / Polizeirichter

	2018	2017
Sarine / Saane	9	18
Singine / Sense	1	1
Gruyère / Greyerz	6	5
Lac / See	3	4
Glâne / Glane	3	1
Broye / Broye	0	1
Veveyse / Vivisbach	2	1
Total	24	31

	2018	2017
Ministère public / Staatsanwaltschaft	168	183
Tribunal des mesures de contrainte / Zwangsmassnahmengericht	21	38
Tribunal des mineurs / Jugendgericht	5	3
Tribunal pénal économique / Wirtschaftsstrafgericht	1	0
Autres / Andere	68	74

Modes de liquidation / Erledigungsart	2018	2017
Admis / <i>Gutheissung</i>	24	20
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	17	23
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	25	19
Rejetés / <i>Abweisung</i>	105	122
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	75	90
Retirés / <i>Rückzug</i>	7	8
Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	0	1
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	19	19
Désignation (récusation) / <i>Bezeichnung (Ausstand)</i>	0	3
Décharge / <i>Entlastung</i>	1	-
Détention confirmée / <i>Genehmigung der Haft</i>	1	-
AJ (avec avocat) accordée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	6	5
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	5	7
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	16	12
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	0	0
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	0	11
Total	301	340

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2018	2017
Recours / <i>Beschwerden</i>	186	223
Indemnité et réparation du tort moral / <i>Entschädigung und Genugtuung</i>	5	15
Récusation / <i>Ausstand</i>	23	14
Assistance judiciaire et défense d'office / <i>unentgeltliche Rechtspflege und amtliche Verteidigung</i>	55	45
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité / <i>Höhe der Entschädigung</i>	0	3
Consultation du dossier / <i>Akteneinsicht</i>	1	3
Déni de justice / <i>Rechtsverweigerung</i>	1	-
Sursis et remise de frais / <i>Stundung und Erlass der Verfahrenskosten</i>	10	3
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	9	17
Séquestre / <i>Arrest</i>	10	17
Divers / <i>Verschiedenes</i>	1	0
Total	301	340

Président de la Chambre pénale / Präsident der Strafkammer

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2018	2017
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	0	0
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	8	19
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	8	19
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dez. hängige Angelegenheiten	0	0

Modes de liquidation / Erledigungsart	2018	2017
Admis / Gutheissung	8	18
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	0	0
Irrecevable / Nichteintreten	0	1
Total	8	19

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2018	2017
Mesures de surveillance (localisation d'une personne disparue; art. 31c LPol) / <i>Überwachungsmassnahmen (Ortung einer vermissten Person; Art. 31c PolG)</i>	8	18
Divers / Verschiedenes	0	1

2.1.3.3 Cours administratives / verwaltungsrechtliche Höfe

I^e Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2018	2017
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	176	135
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	328	284
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	338	243
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dez. hängige Angelegenheiten	166	176

Modes de liquidation / Erledigungsart

	2018	2017
Admission / Gutheissung	24	26
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	7	10
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	13	8
Rejet / Abweisung	104	94
Irrecevabilité / Nichteintreten	3	4
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	16	12
Retrait / Rückzug	8	13
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	25	6
Sans objet autres motifs / Abschreibung aus anderen Gründen	90	33
Rayé du rôle / Abschreibung (Abwesenheit)	0	1
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	0	1
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)	11	12
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)	21	11
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)	8	6
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)	5	5
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG	3	1
Total	338	243

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1./Hängig per 1.1.	Entrées/ Neuein- gänge	Total	Liquidé/ Erledigt	Pendant au 31.12./ Hängig per 31.12.
Etablissement et séjour / <i>Niederlassung und Aufenthalt</i>	74	99	173	99	74
Agents des collectivités publiques / <i>Amtsträger der Gemeinwesen</i>	16	18	34	23	11
Affaires communales / <i>Gemeindeangelegenheiten</i>	1	3	4	3	1
Responsabilité des collectivités publiques / <i>Haftung der Gemeinwesen und ihrer Amtsträger</i>	8	7	15	8	7
Ecole et formation / <i>Schule und Bildung</i>	1	15	16	13	3
Exécution des peines et mesures / <i>Straf- und Massnahmenvollzug</i>	5	27	32	31	1
Avocats, notaires / <i>Anwälte, Notare</i>	1	1	2	1	1
Droit des personnes et famille / <i>Personen- und Familienrecht</i>	0	1	1	0	1
Réclamation (frais) / <i>Einsprache (Kosten)</i>	0	1	1	1	0
Recours contre décision du Tribunal des mesures de contrainte / <i>Rekurs gegen Entscheid des Zwangsmassnahmengerichts</i>	0	2	2	2	0
Loi sur l'information et l'accès aux documents / <i>Gesetz über die Information und den Zugang zu Dokumenten</i>	0	6	6	3	3
Décision sur frais et dépens après TF / <i>Entscheid über Kosten u. Entschädigungen nach BG</i>	0	4	4	3	1
Récusation/ <i>Ausstand</i>	2	3	5	3	2
Révision / <i>Revision</i>	0	2	2	1	1
Recours contre décision incidente / <i>Beschwerde gegen Zwischenentscheide</i>	1	3	4	2	2
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	23	35	58	41	17
Mesures provisionnelles urgentes / <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	0	18	18	15	3
Recours sur mesures provisionnelles / <i>Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	1	1	2	2	0
Assistance judiciaire (principe) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	42	80	122	84	38
Recours sur assistance judiciaire / <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	1	2	3	3	0
Total	176	328	504	338	166

II^e Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2018	2017
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	110	97
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	164	157
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	180	144
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dez. hängige Angelegenheiten	94	110

Mode de liquidation / Erledigungsart	2018	2017
Admission / Gutheissung	36	32
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	9	8
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	4	4
Rejet / Abweisung	50	32
Irrecevabilité / Nichteintreten	3	7
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	11	10
Retrait / Rückzug	19	19
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	3	3
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	41	26
Rayé du rôle (défaut) / Abschreibung (Abwesenheit)	0	1
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	3	0
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	0	1
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)	1	0
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG	0	1
Total	180	144

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1./ Hängig per 1.1.	Entrées/ Neuein- gänge	Total	Liquidé/ Erledigt	Pendant au 31.12./ Hängig per 31.12.
Aménagement du territoire et constructions / <i>Raumplanung und Bauwesen</i>	72	82	154	91	63
Protection de la nature et du paysage / <i>Natur- und Heimatschutz</i>	1	0	1	0	1
Protection de l'environnement / <i>Umweltschutz</i>	2	1	3	1	2
Expropriation / <i>Enteignung</i>	2	2	4	3	1
Forêts / <i>Forstwesen</i>	0	1	1	1	0
Marchés publics / <i>Beschaffungswesen</i>	3	5	8	7	1
Protection contre les incendies et les éléments naturels / <i>Schutz gegen Feuer- und Elementarschäden</i>	0	1	1	0	1
Domaine public / <i>Öffentliche Sachen</i>	1	2	3	1	2
Récusation / <i>Ausstand</i>	0	2	2	1	1
Requête de sûretés / <i>Begehren auf Sicherstellung</i>	0	3	3	3	0
Réclamation (frais) / <i>Einsprache (Kosten)</i>	0	1	1	1	0
Révision / <i>Revision</i>	0	1	1	0	1
Remise de frais / <i>Erlass der Gerichtskosten</i>	0	1	1	1	0
Réclamation (dépens, art. 148 CPJA) / <i>Einsprache (Entschädigung, Art. 148 VRG)</i>	0	1	1	1	0
Recours contre décision incidente / <i>Beschwerde gegen Zwischenentscheide</i>	0	6	6	5	1
Procédure autres / <i>Verfahren andere</i>	0	1	1	0	1
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	29	26	55	38	17
Mesures provisionnelles urgentes / <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	0	23	23	23	0
Recours sur mesures provisionnelles / <i>Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	0	3	3	2	1
Assistance judiciaire (principe) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	0	2	2	1	1
Total	110	164	274	180	94

III^e Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2018	2017
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	77	83
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	191	205
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	216	211
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	52	77

Mode de liquidation / Erledigungsart

	2018	2017
Admission / Gutheissung	14	9
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	2	3
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	5	9
Rejet / Abweisung	84	70
Irrecevabilité / Nichteintreten	4	0
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	37	49
Retrait / Rückzug	26	37
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	12	6
Transaction / ratification / Vergleich / Genehmigung	1	1
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	26	16
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	3	3
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)	1	1
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)	1	2
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)	0	5
Total	216	211

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1./ Hängig per 1.1.	Entrées/ Neuein- gänge	Total	Liquidé/ Erledigt	Pendant au 31.12./ Hängig per 31.12.
Circulation routière et transports / <i>Strassenverkehr und Transportwesen</i>	46	118	164	139	25
Droit social / <i>Sozialrecht</i>	5	4	9	4	5
Agriculture / <i>Landwirtschaft</i>	3	6	9	6	3
Commerces et établissements publics / <i>Handel und Gastgewerbe</i>	2	5	7	5	2
Animaux / <i>Tiere</i>	3	3	6	4	2
Santé publique / <i>Öffentliche Gesundheit</i>	5	2	7	5	2
Registre du commerce / <i>Handelsregister</i>	1	0	1	1	0
Réclamation (frais) / <i>Einsprache (Kosten)</i>	0	1	1	1	0
Remise de frais / <i>Erläss der Gerichtskosten</i>	0	1	1	1	0
Révision / <i>Revision</i>	1	1	2	2	0
Procédure autres / <i>Verfahren andere</i>	0	1	1	1	0
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	4	21	25	18	7
Mesures provisionnelles urgentes / <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	0	12	12	11	1
Recours sur mesures provisionnelles / <i>Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	2	12	14	13	1
Assistance judiciaire (principe) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	4	4	8	4	4
Recours sur assistance judiciaire / <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	1	0	1	1	0
Total	77	191	268	216	52

Cour fiscale / Steuergerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2018	2017
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	79	139
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	140	166
compétence de la Cour / <i>Zuständigkeit des Hofes</i>	140	122
compétence présidentielle en fonction de la valeur litigieuse / <i>Zuständigkeit des Präsidenten aufgrund des Streitwertes</i>	0**	44
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	155	226
compétence de la Cour / <i>Zuständigkeit des Hofes</i>	144	160
compétence présidentielle en fonction de la valeur litigieuse / <i>Zuständigkeit des Präsidenten aufgrund des Streitwertes</i>	11	66
Affaires pendantes au 31 décembre / <i>am 31. Dez. hängige Angelegenheiten</i>	64	79

** L'Instance "Président de la Cour fiscale" a été supprimée au 31.12.2017 / *Die Instanz "Präsident des Steuergerichtshofs" wurde per 31.12.2017 aufgehoben*

Mode de liquidation / Erledigungsart

	2018	2017
Admission / <i>Gutheissung</i>	18	20
Admission partielle / <i>Teilweise Gutheissung</i>	14	18
Admission avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	4	5
Rejet / <i>Abweisung</i>	48	78
Irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i>	2	2
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	18	6
Retrait / <i>Rückzug</i>	19	40
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	11	26
Transaction/Ratification / <i>Vergleich/Genehmigung</i>	4	4
Sans objet autres motifs / <i>Abschreibung andere Gründe</i>	13	11
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	0	2
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	3	8
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>	0	2
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)</i>	0	3
Décision sur frais et dépens après TF / <i>Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG</i>	1	1
Total	155	226

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1./ Hängig per 1.1.	Entrées/ Neuein- gänge	Total	Liquidé/ Erledigt	Pendant au 31.12/ Hängig per 31.12
Impôt sur revenu et fortune personnes physiques / <i>Einkommens- und Vermögenssteuer der natürlichen Personen</i>	45	96	141	100	41
Impôt sur bénéfice et capital personnes morales / <i>Gewinn- u. Kapitalsteuer der juristischen Pers.</i>	21	13	34	26	8
Impôt sur les gains immobiliers / <i>Grundstückgewinnsteuer</i>	0	1	1	0	1
Droits de mutation et gages immobiliers / <i>Handänderungs- und Grundpfandrechtsabgabe</i>	1	0	1	1	0
Impôts communaux / <i>Gemeindesteuern</i>	1	0	1	1	0
Impôts paroissiaux / <i>Pfarresteuern</i>	1	0	1	1	0
Contribution immobilière / <i>Liegenschaftssteuer</i>	1	1	2	1	1
Amendes d'ordre / <i>Ordnungsbussen</i>	1	0	1	1	0
Impôt destiné à compenser la dim. aire agricole / <i>Steuer zum Ausgleich der Verminderung Kulturland</i>	0	3	3	1	2
Impôt (cantonal) sur les chiens / <i>(Kantonale) Hundesteuer</i>	1	0	1	1	0
Taxe de séjour / <i>Aufenthaltstaxe</i>	1	7	8	7	1
Contributions publiques communales / <i>Öffentliche kommunale Abgaben</i>	2	10	12	3	9
Emoluments administratifs / <i>Verwaltungsgebühren</i>	1	3	4	4	0
Soustraction fiscale et rappel d'impôts / <i>Steuerhinterziehung und Nachsteuer</i>	2	2	4	4	0
Décision sur frais et dépens après TF / <i>Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG</i>	0	1	1	1	0
Remise de frais / <i>Erläss der Gerichtskosten</i>	0	2	2	2	0
Assistance judiciaire (principe) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	1	1	2	1	1
Total	79	140	219	155	64

1^o Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2018	2017
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	232	300
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	329	302
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	286	370
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dez. hängige Angelegenheiten	275	232

Mode de liquidation / Erledigungsart

	2018	2017
Admission / Gutheissung	16	41
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	14	17
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	25	19
Rejet / Abweisung	133	186
Irrecevabilité / Nichteintreten	2	0
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	12	20
Retrait / Rückzug	8	11
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	9	6
Transaction/Ratification / Vergleich/Genehmigung	0	1
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	21	30
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	3	2
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)	16	22
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)	16	8
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)	2	1
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege entzogen (ohne Anwalt)	3	2
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG	6	4
Total	286	370

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1./ Hängig per 1.1.	Entrées/ Neuein- gänge	Total	Liquidé/ Erledigt	Pendant au 31.12./ Hängig per 31.12.
Assurance-invalidité / <i>Invalidenversicherung</i>	65	96	161	77	84
Assurance-accident / <i>Unfallversicherung</i>	75	73	148	74	74
Assurance-chômage / <i>Arbeitslosenversicherung</i>	29	59	88	40	48
Assurance militaire / <i>Militärversicherung</i>	0	2	2	2	0
Allocations familiales / <i>Familienzulagen</i>	2	3	5	2	3
Allocations familiales dans l'agriculture / <i>Landwirtschaftliche Familienzulagen</i>	0	1	1	1	0
Aide sociale / <i>Sozialhilfe</i>	12	16	28	15	13
Décision sur frais et dépens après TF / <i>Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG</i>	0	7	7	6	1
Récusation / <i>Ausstand</i>	0	1	1	1	0
Révision / <i>Revision</i>	4	2	6	4	2
Recours contre décision incidente / <i>Beschwerde gegen Zwischenentscheide</i>	3	1	4	4	0
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	1	8	9	6	3
Mesures provisionnelles urgentes / <i>Dringliche Vorsorgliche Massnahmen</i>	1	3	4	3	1
Recours sur mesures provisionnelles / <i>Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	0	1	1	1	0
Assistance judiciaire (principe) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	39	56	95	49	46
Recours sur assistance judiciaire / <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	1	0	1	1	0
Total	232	329	561	286	275

II^e Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2018	2017
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	216	232
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	347	305
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	326	321
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dez. hängige Angelegenheiten	237	216

Mode de liquidation / Erledigungsart

	2018	2017
Admission / Gutheissung	21	18
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	17	9
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	39	34
Rejet / Abweisung	122	145
Irrecevabilité / Nichteintreten	2	0
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	16	25
Retrait / Rückzug	14	12
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	9	7
Transaction/Ratification / Vergleich/Genehmigung	4	6
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	37	21
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	1	6
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	1	1
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)	13	8
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)	11	11
Assistance judiciaire partiellement octroyée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege teilweise gewährt (mit Anwalt)	0	1
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)	9	8
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege entzogen (ohne Anwalt)	3	2
Partage de la prestation de sortie en cas de divorce / Teilung der Austrittsleistung bei Ehescheidung	7	5
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BG	0	2
Total	326	321

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1./ Hängig per 1.1.	Entrées/ Neuein- gänge	Total	Liquidé/ Erledigt	Pendant au 31.12./ Hängig per 31.12.
Assurance-vieillesse et survivants / <i>Alters- und Hinterlassenenversicherung</i>	11	11	22	15	7
Assurance-invalidité / <i>Invalidenversicherung</i>	111	168	279	160	119
Prestations complémentaires / <i>Ergänzungsleistungen</i>	12	13	25	16	9
Assurance-maladie / <i>Krankenversicherung</i>	11	17	28	19	9
Prévoyance professionnelle / <i>Berufliche Vorsorge</i>	17	23	40	19	21
Assurance-maternité / <i>Mutterschaftsversicherung</i>	1	1	2	1	1
Allocations pour perte de gain / <i>Erwerbsersatz</i>	0	1	1	0	1
Assurance-maladie complémentaire LCA / <i>Zusatzkrankenversicherung VVG</i>	5	11	16	9	7
Récusation / <i>Ausstand</i>	0	1	1	1	0
Remise de frais / <i>Erläss der Gerichtskosten</i>	0	1	1	1	0
Révision / <i>Revision</i>	0	2	2	0	2
Recours contre décision incidente / <i>Beschwerde gegen Zwischenentscheide</i>	1	3	4	4	0
Procédure autres / <i>Verfahren andere</i>	0	1	1	1	0
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	2	10	12	10	2
Mesures provisionnelles urgentes / <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	0	2	2	2	0
Assistance judiciaire (principe) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	44	81	125	66	59
Recours sur assistance judiciaire / <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	1	1	2	2	0
Total	216	347	563	326	237

2.1.3.4 Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht

Recours déposés / Eingereichte Beschwerden

	2018	2017
I ^e Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof	15	23
II ^e Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof	48	52
Chambre des poursuites et des faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	22	19
Cour de protection de l'enfant et de l'adulte/ Kindes- und Erwachsenenschutzhof	5	9
Cour d'appel pénal / Strafappellationshof	30	27
Chambre pénale / Strafkammer	39	30
I ^e Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof	49	32
II ^e Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof	12	11
III ^e Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof	7	17
Cour fiscale / Steuergerichtshof	18	21
I ^e Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof	37	36
II ^e Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof	34	26
Total	316	303

Recours traités / Erledigte Beschwerden / Modes de liquidation / Erledigungsarten

I^e Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof

	2018	2017
Admis / Gutheissung	2	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	2
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	1	0
Rejetés / Abweisung	11	15
Irrecevables / Nichteintreten	7	9
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	0	0

II^e Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof

	2018	2017
Admis / Gutheissung	0	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	1	0
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	4	2
Rejetés / Abweisung	12	4
Irrecevables / Nichteintreten	34	43
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	1	0

Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

	2018	2017
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	0	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	0	4
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	17	17
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0

Cour de protection de l'enfant et de l'adulte/ *Kindes- und Erwachsenenschutzhof*

	2018	2017
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	1	3
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	4	5
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	2
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0

Cour d'appel pénal / *Strafappellationshof*

	2018	2017
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	2
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	7	2
Rejetés / <i>Abweisung</i>	24	10
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	6	9
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	1

Chambre pénale / *Strafkammer*

	2018	2017
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	1	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	2	2
Rejetés / <i>Abweisung</i>	16	9
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	22	23
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	2	2

I^e Cour administrative / *I. Verwaltungsgerichtshof*

	2018	2017
Admis / <i>Gutheissung</i>	5	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	1	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	2	1
Rejetés / <i>Abweisung</i>	29	21
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	3	3
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	10	6
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0

II^e Cour administrative / *II. Verwaltungsgerichtshof*

	2018	2017
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	3
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	1	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	6	4
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	1	1
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	0	3
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0

III^e Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof

	2018	2017
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	0	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	6	7
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	2	1
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	2	5
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	1

Cour fiscale / *Steuergerichtshof*

	2018	2017
Admis / <i>Gutheissung</i>	2	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	2	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	0	3
Rejetés / <i>Abweisung</i>	9	16
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	2	0
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	4	3
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0

I^e Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof

	2018	2017
Admis / <i>Gutheissung</i>	6	2
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	4
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung und Rückweisung</i>	4	2
Rejetés / <i>Abweisung</i>	18	19
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	1	0
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	5	7
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	4

II^e Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof

	2018	2017
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	3
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	4	1
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung und Rückweisung</i>	1	2
Rejetés / <i>Abweisung</i>	13	10
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	1	2
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	12	2
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	2
Total	327	304

2.2 Le Ministère public

2.2.1 Partie générale

2.2.1.1 Remarques générales

En 2018, la charge globale du Ministère public a été lourde ; elle est toutefois demeurée relativement stable et supportable compte tenu des effectifs.

En termes de chiffres, la situation se distingue peu de l'année précédente. Le Ministère public a connu une augmentation du nombre des procédures enregistrées (+ 955 unités) et par voie de conséquence du nombre de dossiers pendants au 31 décembre 2018 (+ 275 unités). Ses ordonnances pénales définitives ont aussi subi une augmentation (+ 591 unités), alors que la proportion du nombre des dossiers liquidés dans les trois mois depuis leur enregistrement reste stable à environ 64%. Les renvois aux Tribunaux d'arrondissement ont également augmenté (+ 73 unités). Le recours à la détention avant jugement demeure toujours élevé, malgré une diminution à 204 personnes détenues en 2018 (- 61 personnes). Enfin, le nombre de désignation d'un défenseur a diminué (- 75 défenseurs). Ces résultats sont le fruit des efforts soutenus et permanents de l'ensemble des procureurs¹ et de leurs collaborateurs, qui sont chaleureusement remerciés pour leur engagement.

En 2018 est entré en vigueur le nouveau droit des sanctions qui a entraîné des adaptations entre le Ministère public et le Service de l'exécution des sanctions pénales et de la probation² respectivement une diminution des cas du juge d'application des peines³. Par ailleurs, dans le cadre des contrôles postérieurs du procureur général, les cas d'expulsions et de recours à la clause de rigueur ont fait l'objet d'une attention particulière. Toujours sur le plan légal, l'avant-projet de modification du code de procédure pénale a donné lieu à une prise de position détaillée du Ministère public, dans le but notamment de rendre compte des effets de certaines modifications proposées. Sur le plan informatique, de nouvelles étapes ont été franchies en vue de la gestion électronique des dossiers. Enfin, sur le plan personnel, un nouveau concept de mini-formations a été mis sur pied.

2.2.1.2 Les activités générales

2.2.1.2.1 En général

	2018	2017
Procédures enregistrées ⁴ en	15'048	14'093
Procédures pendantes au 31.12.	4'399	4'124
dont anciennes procédures sous la compétence du procureur ⁵	492	436

2.2.1.2.2 Procédures enregistrées et pendantes

2.2.1.2.2.1 Procédures enregistrés

Répartition des procédures enregistrées	2018	2017
Procédures ordinaires contre des prévenus majeurs	14'889	13'853
Procédures du Tribunal pénal des mineurs avec participation des procureurs des mineurs	10	12
Procédures civiles avec participation de la procureure en charge de ces affaires	0	1

¹ Les termes masculins du présent rapport désignent indistinctement les deux genres.

² Ci-après SESPP.

³ Ci-après JAP.

⁴ Dans toutes les statistiques présentées ci-après, une unité correspond à une personne prévenue ; il est cependant possible qu'un même dossier physique concerne plusieurs prévenus.

⁵ Soit ouvertes depuis plus de 12 mois.

Répartition des procédures enregistrées	2018	2017
Procédures du JAP	149	227
Total	15'048	14'093

	2018	2017
Procédures enregistrées contre auteurs connus	13'612	12'821
Procédures enregistrées contre auteurs inconnus	1'436	1'272

	2018	2017
Procédures enregistrées en français	12'738 (84.65%)	11'985 (85.04%)
Procédures enregistrées en allemand	2'310 (15.35%)	2'108 (14.96%)

2.2.1.2.2.2 Procédures pendantes

	2018	2017
en instruction (sous la compétence du procureur)	4'241	3'973
suspendues (art. 314 al. 1 let. b à d CPP)	158	151
Total	4'399	4'124

2.2.1.2.2.3 Anciennes procédures pendantes

	2018	2017
Anciennes procédures pendantes devant le procureur, soit enregistrées depuis plus de 12 mois	492 (dont 65 procédures suspendues)	436 (dont 68 procédures suspendues)

Procédures pendantes devant les procureurs, ouvertes au 31.12.2018, de l'année :

2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Total
0	3	11	11	12	39	77	339	492

2.2.1.2.3 Procédures renvoyées devant une autre instance ou liquidées

2.2.1.2.3.1 En général

	2018	2017
Ordonnances de non entrée en matière	1'892	1'739
dont les cas de levée de corps	139	133
Ordonnances de suspension	1'023	871
Ordonnances de classement	853	931
Ordonnances pénales	9'188	8'611
Actes d'accusation	418	345
Confiscations indépendantes	0	1
Décisions ultérieures au jugement (JAP)	149	245
Décisions de dessaisissement	582	481
Décisions de renvoi au préfet (sauf pour tentative légale de conciliation)	7	8
Décisions de renvoi à la police cantonale	257	197
Ordonnances de conversion (peine pécuniaire ou amende)	3'188	3'225
Commissions rogatoires nationales	25	21
Commissions rogatoires internationales	78	104
Classements sans suite	94	97

2.2.1.2.3.2 Ordonnances pénales

Ordonnances pénales et de conversion	2018	2017
Ordonnances pénales définitives	8'773	8'182
Ordonnances pénales frappées d'opposition et renvoyées au juge de police	415	429
Total	9'188	8'611

2.2.1.2.3.3 Actes d'accusation

	2018	2017
Actes d'accusation avec renvoi au juge de police	235	169
Actes d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal d'arrondissement	100	92
Actes d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal économique	0	9
Actes d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal des mineurs	15	8
Actes d'accusation selon procédure simplifiée avec renvoi au Tribunal pénal économique	67	67
	1	0
Total	418	345

2.2.1.2.3.4 Décisions ultérieures au jugement

	2018	2017
Ordonnances du JAP		
Ordonnances de suspension de la peine privative de liberté	31	96
Ordonnances de refus de suspension de la peine privative de liberté	3	17
Ordonnances de conversion du travail d'intérêt général	110	131
Oppositions aux ordonnances du JAP	1	0
Autres ordonnances du JAP	4	1

2.2.1.2.3.5 Durée de la procédure jusqu'à sa liquidation

	2018	2017
Ordonnances de non entrée en matière, de suspension, de classement et pénales définitives		
0 à 1 mois	23.38%	22%
1 à 2 mois	21.95%	22.25%
2 à 3 mois	18.82%	20.14%
3 à 6 mois	22.77%	21.22%
6 à 12 mois	9.79%	9.59%
12 à 18 mois	1.85%	2.82%
18 à 24 mois	0.62%	0.82%
24 à 36 mois	0.41%	0.6%
Plus de 36 mois	0.41%	0.56%

2.2.1.2.3.6 Ordonnances par type d'infractions⁶

	2018	2017
Ordonnances de non entrée en matière, de suspension, de classement et pénales définitives		
Infractions contre la vie (art. 111ss CP)	10	9
dont les cas d'homicide par négligence (art. 117 CP)	10	9
Infractions contre l'intégrité corporelle (art. 122ss CP)	834	733
dont les cas retenant notamment des infractions violentes (art. 122, 133 et 134 CP)	82	80
Infractions contre le patrimoine (art. 137ssCP)	1'882	1'965
Infractions contre l'intégrité sexuelle (art. 187ssCP)	106	125
dont les cas retenant notamment l'infraction de pornographie (art. 197 CP)	31	18
Autres infractions du code pénal	2'822	2'483
Infractions à la loi fédérale sur la circulation routière	4'141	4'050
Infractions à la loi fédérale sur les stupéfiants	1'656	1'582
dont les cas retenant notamment la consommation de stupéfiants (art. 19a LStup)	1'479	1'246
Infractions à la loi fédérale sur le transport des voyageurs	2'954	2'407
Autres infractions à d'autres lois spéciales ⁷	2'958	2'845

⁶ Compte tenu du cumul d'infractions, une même ordonnance peut être comptabilisée plusieurs fois.

⁷ Loi d'application du code pénal, loi fédérale sur les étrangers, loi fédérale sur les armes, etc.

2.2.1.2.4 Détention provisoire

	2018	2017
Nombre de personnes en détention provisoire	204	265
Nombre de jours de détention	20'999	24'927

2.2.1.2.5 Recours

	2018	2017
Recours interjetés par les procureurs		
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal cantonal (Chambre pénale et Cour d'appel pénal)	22	24
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal fédéral	4	0

2.2.1.2.6 Défenseurs

	2018	2017
Nombre de désignations d'un défenseur d'office ou d'un mandataire gratuit, dont selon le tournus	208 73	283 100

Le défenseur nécessaire choisi par la personne prévenue n'est pas inclus dans le tournus (cf. Directive n° 1.7 du procureur général du 12 janvier 2011 relative à la désignation des avocats, chiffre 5) ; cette règle justifie qu'il soit établi une distinction entre le nombre total de désignation et celui selon le tournus.

2.2.1.2.7 Contrôle du procureur général

	2018	2017
Contrôles préalables et postérieurs des ordonnances rendues par les procureurs, les préfets et les présidents du Tribunal pénal des mineurs		
Nombre de refus d'approbation aux ordonnances de non entrée en matière, de suspension et de classement	8	1
Nombre d'oppositions aux ordonnances pénales	5	16

2.2.1.3 Le personnel

2.2.1.3.1 En général

Au 31 décembre 2018, le Ministère public compte 58.7 (EPT⁸) procureurs et collaborateurs. Il comprend ainsi 15 cellules judiciaires, pour 14.5 (EPT) procureurs. A leurs côtés, on trouve les greffiers (14.7 EPT) et les collaborateurs administratifs des procureurs (14.7 EPT) ainsi qu'une (0.9 EPT) conseillère économique ; s'y ajoutent les collaborateurs de la réception (4.4 EPT), le personnel de la comptabilité (3.5 EPT), les greffiers-stagiaires (4 EPT) et les apprentis (2 EPT). Au total, ce sont 78 personnes qui travaillent au Ministère public

2.2.1.3.2 La Direction du Ministère public

Se fondant sur les rapports des groupes de travail conduits par les procureurs spécialistes, lesquels s'étaient entourés de collaborateurs de la Police cantonale et d'autres services travaillant de manière étroite avec le Ministère public, le

⁸ Equivalent plein temps.

procureur général a défini, avec le Conseil d'Etat, les axes de la politique de lutte contre la criminalité pour la période 2018 à 2021 (arrêté du Conseil d'Etat du 8 mai 2018). Ont ainsi été retenus le renforcement de la gestion des risques et des menaces avec la création d'une cellule de *case management* auprès de la Police cantonale en charge de la récolte et de l'échange de données sur les personnes dites à risque, la lutte contre la violence incluant les violences domestiques et l'intensification du travail de prévention auprès des mineurs, la lutte contre les stupéfiants, la lutte contre la cybercriminalité, la lutte contre la criminalité organisée, la lutte contre le travail au noir et la lutte contre les incivilités. Ces axes ont été présentés dans le cadre d'une conférence de presse organisée par la Direction de la sécurité et de la justice⁹ le 27 juin 2018. Un organe de pilotage, réunissant le procureur général, le commandant de la Police cantonale et le secrétaire général adjoint de la DSJ, a ensuite été mis en place et il a institué des groupes de travail qui ont reçu pour mission de préparer la mise en œuvre de ces axes ; leurs rapports sont attendus pour la prochaine séance de l'organe de pilotage agendée au début mars 2019.

En 2018, le Ministère public a répondu à douze consultations concernant des avant-projets ou des modifications de lois fédérales ainsi que des questions de députés. Il a aussi renoncé à répondre à cinq consultations fédérales, ne s'estimant pas impacté par les nouvelles dispositions ou les modifications proposées. Parmi les consultations auxquelles le Ministère public a répondu, il convient de relever sa prise de position détaillée sur l'avant-projet de modification du code de procédure pénale ; puisque le nouveau projet propose de l'avis du Ministère public des dispositions qui ont pour effet de ralentir les procédures ou de les compliquer sans améliorer sensiblement les attentes des parties, l'ensemble des procureurs ont été sollicités pour affirmer la position du Ministère public au regard de leurs connaissances et de leurs expériences. Le Ministère public demeure désormais dans l'attente du Message du Conseil fédéral aux Chambres.

L'année 2018 a été marquée par le lancement des travaux tendant à analyser le Pouvoir judiciaire, travaux conduits par le Service de la justice et auxquels participent le procureur général et la greffière-chef. Le Ministère public s'est aussi proposé comme service pilote dans le cadre des projets e-justice par la mise sur pied d'un groupe de travail regroupant tous les corps de métier internes et ayant pour mission d'analyser ses processus sous la conduite de l'analyste métier Thierry Declercq (Service de l'informatique et des télécommunications¹⁰). En outre, sous l'égide de l'archiviste judiciaire Charles-Edouard Thiébaud, le Ministère public a entrepris de définir son plan de classement qui vise également à réduire le volume de ses archives. Le Ministère public s'est enfin doté au 1^{er} juin 2018 du système de nouvelle gestion du temps¹¹ mis en place par le Service du personnel et d'organisation.

Sensible aux questions de formation et de communication, le Ministère public a d'une part proposé en 2018 trois journées de formation à l'attention de ses procureurs et collaborateurs, à savoir une visite du service AFIS (service de l'Office fédéral de la police-fedpol dédié à l'identification des empreintes digitales) avec la collaboration du commissariat d'identification judiciaire de la Police de sûreté (à l'attention des procureurs et greffiers), une visite du Centre universitaire romand de médecine légale à Lausanne (à l'attention des collaborateurs administratifs), une journée de formation axée avant tout sur les cyberrisques et la cybercriminalité (à l'attention des procureurs et greffiers), et enfin une journée de formation sur les techniques d'audition (à l'attention des greffiers). Adoptant par ailleurs un nouveau concept de mini-formations auxquelles peuvent librement prendre part l'ensemble de ses procureurs et collaborateurs, le Ministère public a mis sur pied en 2018 trois présentations qui portaient sur les médias, la loi sur le personnel (notamment la GTA) et la loi fédérale sur les étrangers ; ces brefs exposés ayant remporté un succès certain, le concept sera reconduit en 2019.

Par ailleurs, outre des séances de formation spécifique organisées pour les greffiers et les collaborateurs administratifs, deux collaboratrices ont suivi les cours de droit dispensés par le Centre de formation des aspirants de la Police cantonale fribourgeoise¹², respectivement quatre greffiers la formation CAS en magistrature.

D'autre part, en 2018, le procureur général a conduit un rapport sur l'année 2017 et deux séances plénières des procureurs ; il a également convoqué 35 séances de direction et une information interne a été assurée

⁹ Ci-après DSJ.

¹⁰ Ci-après SITel.

¹¹ Ci-après GTA.

¹² Centre interrégional de formation de police, ci-après CIFPol.

hebdomadairement au travers des *news* du site intranet du Ministère public. Au 31 décembre 2018, le Ministère public compte 31 directives (dont 21 publiées sur son site internet¹³) et 28 marches à suivre.

Le procureur général a été réélu en novembre 2018 à la présidence de la Conférence des procureurs de Suisse¹⁴. Il est membre de la commission des affaires juridiques de la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police et des groupes de travail « cyber allianz » - présidé par le procureur général de la Confédération - ainsi que « financement surveillance téléphonique », ce dernier étant conduit par le secrétaire général du Département fédéral de justice et police. Sur le plan cantonal, le procureur général est président de l'association fribourgeoise des magistrats de l'ordre judiciaire, ainsi que membre de la commission informatique des autorités judiciaires¹⁵, des comités de pilotage relatifs à l'analyse du Pouvoir judiciaire et e-justice, et de la séance de coordination des acteurs de la chaîne pénale (avec les procureurs généraux adjoints). Il est intervenu en 2018 comme conférencier à trois reprises : le 20 janvier dans le cadre de journée de la médecine pénitentiaire, le 31 octobre pour la Conférence des Tribunaux de mesures de contrainte et le 10 décembre aux Assises vaudoises de la chaîne pénale. Finalement, le 27 novembre 2018, à Berne, le procureur général s'est exprimé sur le code de procédure pénale devant le groupe interparlementaire « sécurité et police ».

La procureure générale adjointe Alessia Chocomeli-Lisibach est déléguée CPS et membre de la commission criminalité économique (WIKRI, anciennement COMECO) de la CPS. Avec le greffier-chef, elle représente le canton de Fribourg au sein du groupe de travail romand dédié à la formation des interprètes. Sur le plan cantonal, la procureure générale adjointe est membre du Conseil cantonal de prévention et de sécurité, de la Commission consultative de libération conditionnelle et d'examen de la dangerosité, du groupe de travail « dialogue santé-justice », et du groupe de travail « déménagement de la Prison centrale ». Enfin, elle fonctionne comme enseignante auprès du CIFPol et elle dispense des cours aux avocats-stagiaires.

Le procureur général adjoint Raphaël Bourquin est membre du Conseil de la magistrature, du comité de l'association fribourgeoise des magistrats de l'ordre judiciaire, du bureau de la Conférence latine des procureurs¹⁶ ainsi que de groupes de travail avec la Police cantonale (Police de sûreté et Gendarmerie), notamment en lien avec les questions de circulation routière (groupe auquel participe aussi la Commission des mesures administratives en matière de circulation routière et les Préfectures) et en matière de lutte contre la criminalité organisée. Il est aussi l'interlocuteur du Ministère public auprès de la Police cantonale fribourgeoise et de l'Ecole romande de la magistrature pénale. Enfin, il est enseignant auprès du CIFPol et il participe aux procès fictifs mis sur pied par le CIFPol.

En charge principalement de la gestion du personnel, de l'uniformisation des pratiques et de l'administration générale, les greffiers-chefs Isabelle Chablais et Raphaël Brenta ainsi que le chef de chancellerie Mathieu Chappuis ont continué de soutenir le procureur général et les procureurs généraux adjoints dans leurs tâches. La greffière-chef est membre du comité de projet relatif à l'analyse du Pouvoir judiciaire, le greffier-chef du comité de la Conférence suisse des chargés de communication des Ministères publics (CCCMP) et de son groupe de travail « lobbying – code de procédure pénale », et le chef de chancellerie du bureau informatique des autorités judiciaires¹⁷ ainsi que de la commission immobilière de l'Etat.

En leur qualité de porte-parole du Ministère public, le greffier-chef et la greffière Murielle Decurtins ont répondu aux sollicitations des médias (environ 145 demandes en 2018), rédigé et diffusé trois communiqués de presse, et organisé 57 consultations de classeurs d'ordonnances par des journalistes. Enfin, le Ministère public a tenu une conférence de presse qui portait principalement sur la présentation de son rapport de l'année précédente.

Par la greffière Gabriella Musumeci, le Ministère public continue de participer aux travaux actuels de révision de la loi sur la protection des données.

Finalement, le Ministère public a collaboré en 2018 à la journée « futur en tous genres – nouvelles perspectives pour filles et garçons » organisée par la Police cantonale et à laquelle ont participé 44 enfants.

¹³ www.fr.ch/mp.

¹⁴ Ci-après CPS.

¹⁵ Ci-après CIAJ.

¹⁶ Ci-après CLP.

¹⁷ Ci-après BIAJ.

2.2.1.3.3 Les procureurs

En remplacement de la Procureure Catherine Christinaz, en congé maternité dès septembre, le Conseil de la magistrature a nommé sur proposition du Ministère public la greffière Stéphanie Amara en qualité de Procureure ad hoc, jusqu'à fin janvier 2019.

Les procureurs ont continué à occuper dans le courant de l'année 2018 les fonctions d'enseignant :

- > auprès du CIFPol : Philippe Barboni, Christiana Dieu-Bach et Liliane Hauser ;
- > auprès du Département de pédagogie spécialisée de l'Université de Fribourg, comme chargé de cours : Marc Bugnon ;
- > auprès de l'Association des avocats-stagiaires fribourgeois (préparation à l'examen de droit pénal et de procédure pénale) : Jean-Luc Mooser ;

respectivement de membre :

- > du Groupe de travail avec les hôpitaux pour définir l'intervention de la justice en matière d'erreurs médicales : Philippe Barboni ;
- > de la Commission d'examen des candidats au barreau : Christiana Dieu-Bach et Jean-Luc Mooser ;
- > de la Cellule romande de lutte contre le dopage : Laurent Moschini ;
- > du Tribunal cantonal : Jean-Luc Mooser (juge suppléant) ;
- > de Commissions de la CPS et de la CLP : Philippe Barboni (Groupe de travail psychiatrie forensique et droit médical), Marc Bugnon (Groupe de travail déontologie), Frédéric Chassot (COMINTEL), Christiana Dieu-Bach (COMAMAL et Groupe de travail crime organisé), Yvonne Gendre (COMAMAL), Patrick Genoud (Commission transports), Catherine Christinaz (Groupes de travail crime organisé et sécurité des magistrats), Jean-Frédéric Schmutz et Philippe BARBONI (COMASTUP) ;
- > du Bureau de la Direction du Service de coordination contre la traite d'êtres humains et le trafic des migrants (SCOTT) : Yvonne Gendre ;
- > de la Commission cantonale contre la violence domestique : Yvonne Gendre ;
- > de la Commission cantonale consultative dans le domaine de la prostitution : Yvonne Gendre ;
- > du Groupe de travail en matière de hooliganisme : Laurent Moschini ;
- > de la Commission cantonale des addictions : Philippe Barboni ;
- > de la Fondation latine « Projets pilotes-addictions » : Philippe Barboni ;
- > du Groupe de travail en matière de travail au noir : Patrick Genoud ;
- > de la Commission de recours de l'Université : Markus Julmy (président) ;
- > du Groupe de travail « FMÜ Architekturboard » : Frédéric Chassot ;
- > et du Groupe de travail RH dans le cadre du projet « Politique du personnel » : Marc Bugnon.

2.2.1.3.4 Les collaborateurs

En 2018, le Ministère public a fait engager comme secrétaire Anthony Bouquet, respectivement comme greffiers Sacha Khomutov, Marina Bonnet Bärffuss, Tiffany Currat et David Kaelin (ce dernier, pour un remplacement d'une durée de 4 mois). Il a aussi fait engager une nouvelle conseillère économique en la personne de Christina Leipner. Toujours dans le courant de l'année, le Ministère public a accueilli dix juristes post-master pour effectuer un stage de greffier d'une durée de six mois, deux étudiants en droit de l'Université de Fribourg pour un stage de deux mois dans le cadre de leur travail de séminaire et dix aspirants CIFPol de la Police de sûreté, à chaque fois pour un stage d'un jour.

Toujours en 2018, le Ministère public et le Greffé civil du Tribunal de l'arrondissement de la Sarine ont procédé à un échange temporaire de deux de leurs greffières ; Gaëlle Egger a ainsi travaillé à son taux d'activité de 50% d'octobre à décembre pour le compte de la Présidente Ariane Guye alors que la greffière de cette dernière, Céline Brunod, a rejoint le Procureur Philippe Barboni durant la même période et au même taux d'activité. Même bref, ce premier échange, qui ouvre non seulement des perspectives nouvelles aux intéressées mais a aussi permis aux deux entités de

compter avec un regard extérieur et expérimenté sur leurs processus, s'est révélé très concluant ; le Ministère public appelle de ses vœux une répétition de cette exercice, dans l'idéal avec une autre autorité du Pouvoir judiciaire et d'autres corps de métier.

2.2.1.3.5 Le service comptable

En 2018, le service comptable du Ministère public a accordé 2'057 (2'055 en 2017)¹⁸ paiements par acomptes, il a effectué 4'920 (4'938) rappels et 978 (985) rappels de solde, il a requis 336 (365) poursuites et il a traité 3'188 (3'225) conversions d'amende en peine privative de liberté.

Le montant des amendes facturées s'élève pour l'année 2018 à CHF 6'491'018.57 (CHF 6'908'286.30), alors qu'il avait été budgétisé à CHF 6'800'000.00 (CHF 6'100'000.00). Ainsi, le montant encaissé par les conversions d'amende s'est établi à CHF 1'362'661.02 (CHF 1'818'725.15). Le service comptable est en outre parvenu à obtenir le remboursement du montant de CHF 39'717.40 (CHF 129'042.05) des assurances-maladies, s'agissant des frais médicaux engagés en lien avec les détentions. Enfin, il a comptabilisé durant l'année 2018 97'661 (99'497) écritures.

2.2.1.4 Divers

Comme en 2017, l'informatique et la sécurité continuent de figurer au nombre des priorités du Ministère public. Il tire d'ailleurs profit de son importante implication, par l'intermédiaire du procureur général et du chef de chancellerie, dans les projets informatiques conduits par la CIAJ et le BIAJ ainsi que dans le projet e-justice.

Dans le courant de l'année 2018, le Ministère public s'est doté d'un portique de sécurité qui assure la détection d'armes. Cette installation a nécessité la réalisation de travaux à la réception, l'engagement via une société privé d'un agent de sécurité et l'établissement d'une directive (n° 2.6.) relative aux contrôles de sécurité qui est aussi le résultat de discussions constructives avec les représentants de l'Ordre des avocats fribourgeois. Il a aussi remplacé sa centrale d'alarme incendie/effraction/agression.

A l'instar des autres autorités du Pouvoir judiciaire et en prévision de la gestion électronique du dossier judiciaire, le Ministère public a également renouvelé son parc informatique, notamment en proposant à ses procureurs et collaborateurs un double écran ou un grand écran incurvé et il a supprimé sur demande du SITel ses lignes de fax pour privilégier l'envoi et la réception de courriers électroniques. La prochaine étape consistera en le renouvellement de son parc des imprimantes.

¹⁸ Le chiffre entre parenthèse renvoie toujours à l'année 2017 dans ce chapitre.

Le Ministère public a acquis des accès dans l'application IVZ-WEBGUI qui a remplacé ADMAS et permet de disposer des données du registre informatisé des décisions administratives en matière de circulation routière. Il suit aussi les travaux en cours auprès du Service SCPT (Service de la Confédération en charge de la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication), qui mettra en service dans le courant de l'année 2019 des applications qui permettront à la Police cantonale et au Ministère public de déposer leurs demandes actuelles de contrôle téléphonique via des solutions en ligne. Enfin, il participe à la réalisation de la version Tribuna V4, notamment de son volet comptable.

2.2.1.5 Défis et perspectives 2019

Le Ministère public suit avec attention les discussions qui portent sur la réalisation d'un nouveau bâtiment pénal. Il a pris note que le SESPP s'est installé à Granges-Paccot et que la Police de sûreté devrait aussi s'établir à proximité du Commandement de la Police cantonale dans cette même commune. L'idée d'un regroupement entre les deux services précités et le Ministère public, envisagée un temps, doit dès lors être considérée comme enterrée. De même, les solutions envisagées actuellement pour la construction d'un nouvel établissement de détention en remplacement de la Prison centrale s'écartent des besoins du Ministère public, qui doit demeurer en ville notamment pour des motifs de visibilité et d'accessibilité, excluant dès lors un éventuel regroupement sous un même toit d'une nouvelle prison et du Ministère public. Celui-ci poursuivra en 2019 ses réflexions en vue de parvenir à définir où et avec quel regroupement de services un nouveau bâtiment pénal pourrait voir le jour à Fribourg.

Déjà évoqué ci-avant, après seulement 8 ans d'existence l'actuel code de procédure pénale pourrait déjà faire l'objet d'innovations importantes, dont toutes ne sont pas nécessairement souhaitées par le Ministère public. Ces modifications que proposera le Conseil fédéral sont attendues avec impatience, en principe dans le courant du premier semestre 2019.

Sous l'égide du Service de la justice et avec une implication soutenue du procureur général et de la greffière-chef, l'analyse du Pouvoir judiciaire est en marche. Le mandataire Ecoplan sera d'ailleurs reçu par deux délégations du Ministère public à brève échéance. Le Ministère public fonde de grands espoirs dans les conclusions de ces travaux qui assurément amèneront à une meilleure efficacité dans l'organisation et dans les processus des autorités du Pouvoir judiciaire.

L'intensification des projets e-justice, auxquels le Ministère public est partie prenante, est aussi saluée. Ces projets sont complémentaires aux travaux d'analyse du Pouvoir judiciaire et ils participent à l'amélioration des processus et à la mise en place du télétravail.

Finalement, le Ministère public demeure favorable à la reprise des compétences préfectorales en matière de contravention. Il estime que cette reprise s'inscrit dans les perspectives exposées dans le présent chapitre et dotera le canton de Fribourg d'une organisation judiciaire plus efficace.

Annexe

2.2.2 Tableaux statistiques

Procédures enregistrées	15'048
Procédures enregistrées contre auteurs connus	13'612
Procédures enregistrées contre auteurs inconnus	1'436
Procédures enregistrées en français	12'738
Procédures enregistrées en allemand	2'310
Procédures enregistrées et ordinaires	14'889
Procédures enregistrées et impliquant la participation des procureurs des mineurs devant le Tribunal des mineurs	10
Procédures enregistrées et impliquant la participation des procureurs en charge des affaires civiles devant les Tribunaux civils	0
Procédures enregistrées du juge d'application des peines	149
Procédures pendantes	4'241
Procédures pendantes qui sont suspendues (art. 314 al. 1 let. b à d CPP)	158
Ordonnances de non entrée en matière	1'892
Ordonnances de classement	853
Ordonnances de suspension	1'023
Confiscations indépendantes	0
Décisions de dessaisissement, y compris envers les Préfectures	589
Commissions rogatoires nationales	25
Commissions rogatoires internationales	78
Ordonnances pénales définitives	8'773
Ordonnances pénales frappées d'opposition et renvoyées au juge de police	415
Ordonnances de conversion de peines pécuniaires ou d'amendes	3'188
Acte d'accusation avec renvoi au juge de police	235
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal d'arrondissement	100
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal économique	0
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal des mineurs	15
Acte d'accusation, procédure simplifiée	68

Ordonnances définitives du juge d'application des peines	148
Ordonnances frappées d'opposition du juge d'application des peines	1
Nombre de personnes en détention provisoire	204
Nombre de jours de détention	20'999
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal cantonal (Chambre pénale et Cour d'appel pénal)	22
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal fédéral	4
Nombre de refus d'approbation du procureur général aux ordonnances de non entrée en matière, de suspension et de classement	8
Nombre d'opposition du procureur général aux ordonnances pénales	5

Fribourg, le 21 janvier 2019

Fabien Gasser
Procureur général

Raphaël Brenta
Greffier-chef

2.2 Dier Staatsanwaltschaft

2.2.1 Allgemeines

2.2.1.1 Allgemeine Bemerkungen

Die allgemeine Arbeitsbelastung der Staatsanwaltschaft im Jahr 2018 war gross. Sie blieb jedoch einigermaßen stabil und aufgrund ausreichender Mitarbeiter¹⁹ auch tragbar.

Zahlenmässig unterscheidet sich die Situation nur wenig von derjenigen im Jahr 2017. Die Anzahl der registrierten Verfahren hat zugenommen (+ 955 Einheiten) und als Folge davon auch die Anzahl der am 31. Dezember 2018 hängigen Verfahren (+ 275 Einheiten). Ebenfalls zugenommen haben die rechtskräftigen Strafbefehle der Staatsanwaltschaft (+ 591 Einheiten), wohingegen der Anteil der in den ersten drei Monaten nach ihrer Registrierung erledigten Verfahren bei 64% stabil bleibt. Die Überweisungen an die Bezirksgerichte haben ebenfalls zugenommen (+ 73 Einheiten). Die Anzahl der sich in Untersuchungs- und Sicherheitshaft befindenden Personen ist nach wie vor hoch, auch wenn sie sich auf 204 inhaftierte Personen reduziert hat (- 61 Personen). Schliesslich hat die Anzahl der von Amtes wegen bestellten Verteidiger abgenommen (- 75 Verteidiger). Die Staatsanwaltschaft begrüsst diese ausgezeichneten Ergebnisse, welche dem intensiven Arbeitsrhythmus und den stetigen Bemühungen der Gesamtheit der Staatsanwälte und Mitarbeiter der Staatsanwaltschaft zu verdanken sind.

Im Jahr 2018 ist das neue Sanktionsrecht in Kraft getreten, was zu Anpassungen zwischen der Staatsanwaltschaft und dem Amt für Justizvollzug und Bewährungshilfe²⁰ beziehungsweise zu einer Reduzierung der Fälle vor dem Strafvollzugsrichter geführt hat. Des Weiteren wurde Ausschaffungs- und Härtefallklauselfällen im Rahmen nachträglicher Kontrollen durch den Generalstaatsanwalt besondere Aufmerksamkeit geschenkt. Ebenfalls auf gesetzlicher Ebene hat der Vorentwurf zur Änderung der StPO zu einer detaillierten Stellungnahme durch die Staatsanwaltschaft Anlass gegeben, namentlich um auf die Auswirkungen gewisser Änderungsvorschläge aufmerksam zu machen. Im Bereich der Informatik wurden neue Schritte auf dem Weg zur elektronischen Verwaltung der Akten getätigt. Schliesslich wurde auf Personalebene das neue Konzept der Mini-Ausbildungen entwickelt.

2.2.1.2 Die Tätigkeiten

2.2.1.2.1 Im Allgemeinen

	2018	2017
eingetragene Verfahren ²¹	15'048	14'093
hängige Verfahren am 31.12.	4'399	4'124
davon alte Verfahren unter der Zuständigkeit des Staatsanwalts ²²	492	436

¹⁹ Aus Gründen der besseren Lesbarkeit wird im vorliegenden Bericht nur die männliche Form verwendet. Gemeint ist stets sowohl die männliche als auch die weibliche Form.

²⁰ Nachfolgend JVBHA.

²¹ In allen nachfolgenden statistischen Zahlen entspricht eine Einheit einer beschuldigten Person. Es ist indessen möglich, dass sich in einem physischen Strafdossier mehrere Beschuldigte zusammengefasst wiederfinden.

²² d.h. offen seit mehr als 12 Monaten.

2.2.1.2.2 Eingetragene und hängige Verfahren

2.2.1.2.2.1 Eingetragene Verfahren

	2018	2017
Verteilung der eingetragenen Verfahren		
Verfahren gegen erwachsene Beschuldigte	14'889	13'853
Verfahren vor dem Jugendstrafgericht mit Teilnahme des Jugendstaatsanwaltes	10	12
Zivilverfahren mit Teilnahme der für diese Verfahren zuständigen Staatsanwältin	0	1
Verfahren des Strafvollzugsrichters	149	227
Total	15'048	14'093

	2018	2017
Verfahren gegen bekannte Täter	13'612	12'821
Verfahren gegen unbekannte Täter	1'436	1'272

	2018	2017
französischsprachige Verfahren	12'738 (84.65%)	11'985 (85.04%)
deutschsprachige Verfahren	2'310 (15.35%)	2'108 (14.96%)

2.2.1.2.2.2 Hängige Verfahren

	2018	2017
in Untersuchung (unter der Zuständigkeit des Staatsanwaltes), davon sistiert (Art. 314 Abs. 1 Bst. b bis d StPO)	4'241 158	3'973 151
Total	4'339	4'124

2.2.1.2.2.3 Ältere hängige Verfahren

	2018	2017
Verfahren unter der Zuständigkeit des Staatsanwalts, die vor mehr als 12 Monaten eröffnet wurden	492 (davon 65 suspendierte Verfahren)	436 (davon 68 suspendierte Verfahren)

Am 31.12.2018 offene Verfahren unter der Zuständigkeit des Staatsanwalts, nach Jahr der Verfahrenseröffnung:

2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Total
0	3	11	11	12	39	77	339	492

2.2.1.2.3 Einer anderen Instanz überwiesene oder erledigte Verfahren

2.2.1.2.3.1 Im Allgemeinen

	2018	2017
Nichtanhandnahmeverfügungen	1'892	1'739
davon Fälle von Leichenhebungen	139	133
Sistierungsverfügungen	1'023	871
Einstellungsverfügungen	853	931
Strafbefehle	9'188	8'611
Anklageschriften	418	345
selbständige Einziehungsverfahren	0	1
selbständige nachträgliche Entscheidungen	149	245
Unzuständigkeitsentscheide	582	481
Übermittlungen an den Oberamtmann (ohne gesetzliche Versöhnungsversuche)	7	8
Übermittlungen an die Kantonspolizei	257	197
Verfügungen betreffend Umwandlung von Geldstrafen und Bussen	3'188	3'225
Nationale Rechtshilfegesuche	25	21
Internationale Rechtshilfegesuche	78	104
Klassierungen ohne Folge	94	97

2.2.1.2.3.2 Strafbefehle

Strafbefehle und Umwandlungsverfügungen

	2018	2017
rechtskräftige Strafbefehle	8'773	8'182
Einsprachen gegen Strafbefehle mit Überweisung an den Polizeirichter	415	429
Total	9'188	8'611

2.2.1.2.3.3 Anklageschriften

	2018	2017
Anklageschriften mit Überweisung an den Polizeirichter	235	169
Anklageschriften mit Überweisung an das Bezirksstrafgericht	100	92
Anklageschriften mit Überweisung an das Wirtschaftsstrafgericht	0	9
Anklageschriften mit Überweisung an das Jugendstrafgericht	15	8
Anklageschriften, abgekürztes Verfahren mit Überweisung an das Wirtschaftsstrafgericht	67	67
	1	0
Total	418	345

2.2.1.2.3.4 Selbständige nachträgliche Entscheidungen

Verfügungen des Strafvollzugsrichters

	2018	2017
Verfügungen betreffend Suspendierung der Freiheitsstrafe	31	96
Verfügungen betreffend die Verweigerung der Suspendierung der Freiheitsstrafe	3	17
Verfügungen betreffend die Umwandlung von gemeinnütziger Arbeit	110	131
Einsprachen gegen Verfügungen des Strafvollzugsrichters	1	0
andere Verfügungen des Strafvollzugsrichters	4	1

2.2.1.2.3.5 Verfahrensdauer

Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen sowie rechtskräftige Strafbefehle	2018	2017
0 bis 1 Monat	23.38%	22%
1 bis 2 Monate	21.95%	22.25%
2 bis 3 Monate	18.82%	20.14%
3 bis 6 Monate	22.77%	21.22%
6 bis 12 Monate	9.79%	9.59%
12 bis 18 Monate	1.85%	2.82%
18 bis 24 Monate	0.62%	0.82%
24 bis 36 Monate	0.41%	0.6%
mehr als 36 Monate	0.41%	0.56%

2.2.1.2.3.6 Verfügungen nach Deliktsart²³

Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen sowie rechtskräftige Strafbefehle	2018	2017
Strafbare Handlungen gegen Leib und Leben (Art. 111 ff. StGB)	10	9
davon Fälle von fahrlässiger Tötung (Art. 117 StGB)	10	9
Strafbare Handlungen gegen die körperliche Integrität (Art. 122 ff. StGB)	834	733
davon Fälle mit Gewaltdelikten (Art. 122, 133 und 134 StGB)	82	80
Strafbare Handlungen gegen das Vermögen (Art. 137 ff. StGB)	1'882	1'965
Strafbare Handlungen gegen die sexuelle Integrität (Art. 187 ff. StGB)	106	125
davon Fälle mit dem Straftatbestand der Pornografie (Art. 197 StGB)	31	18
Andere Widerhandlungen gegen das Strafgesetzbuch	2'822	2'483
Widerhandlungen gegen das Strassenverkehrsgesetz	4'141	4'050
Widerhandlungen gegen das Bundesgesetz über die Betäubungsmittel	1'656	1'582
davon Fälle, welche namentlich den Konsum von Betäubungsmitteln betreffen (Art. 19a BetmG)	1'479	1'246
Widerhandlungen gegen das Bundesgesetz über die Personenbeförderung	2'954	2'407
Widerhandlungen gegen andere Spezialgesetze ²⁴	2'958	2'845

²³ Angesichts der Kumulation der strafbaren Handlungen kann dieselbe Verfügung mehrmals erfasst sein.

²⁴ Einführungsgesetz zum Strafgesetzbuch, Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer, Bundesgesetz über Waffen, Waffenzubehör und Munition.

2.2.1.2.4 Untersuchungshaft

	2018	2017
Anzahl Personen in Untersuchungshaft	204	265
Anzahl Hafttage	20'999	24'927

2.2.1.2.5 Beschwerden

Von den Staatsanwälten eingereichte Beschwerden	2018	2017
Anzahl Beschwerden bzw. Berufung, die von den Staatsanwälten beim Kantonsgericht eingereicht wurden (Strafkammer bzw. Strafappellationshof)	22	24
Anzahl Beschwerden der Staatsanwälte an das Bundesgericht	4	0

2.2.1.2.6 Verteidiger

	2018	2017
Anzahl Bestellungen als amtlicher oder unentgeltlicher Verteidiger, davon nach Turnusliste	208 73	283 100

Der von der beschuldigten Person gewählte notwendige Verteidiger wird in der Turnusliste nicht berücksichtigt (vgl. Richtlinie 1.7 des Generalstaatsanwalts vom 12. Januar 2011 betreffend die Bestellung der Verteidiger, Ziffer 5); diese Regel erklärt den Unterschied zwischen der Gesamtzahl der amtlichen Verteidiger und jener gemäss Turnusliste.

2.2.1.2.7 Kontrolle durch den Generalstaatsanwalt

Vor- und Nachkontrolle der Verfügungen der Staatsanwälte, der Oberämter und des Jugendstrafgerichts	2018	2017
Verweigerung der Genehmigung von Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen	8	1
Einsprachen gegen Strafbefehle	5	16

2.2.1.3 Das Personal

2.2.1.3.1 Im Allgemeinen

Am 31. Dezember 2018 zählte die Staatsanwaltschaft insgesamt 58.7 (VZÄ²⁵) Staatsanwälte und Mitarbeiter. Das Personal umfasst 15 Einheiten für 14.5 (VZÄ) Staatsanwälte. Mit ihnen arbeiten Gerichtsschreiber (14.7 VZÄ), die administrativen Mitarbeiter der Staatsanwälte (14.7 VZÄ) sowie eine Wirtschaftsberaterin (0.9 VZÄ). Im Weiteren gehören das Personal des Empfangs (4.4 VZÄ), das Personal der Buchhaltung (3.5 VZÄ), die Gerichtsschreiberpraktikanten (4 VZÄ) sowie die Lehrlinge (2 VZÄ) dazu. Insgesamt arbeiten bei der Staatsanwaltschaft 78 Personen.

²⁵ Vollzeitäquivalente.

2.2.1.3.2 Die Direktion der Staatsanwaltschaft

Der Generalstaatsanwalt hat zusammen mit dem Staatsrat die Leitlinien der Politik bezüglich Kriminalitätsbekämpfung für die Periode 2018 bis 2021 definiert (Erlass des Staatsrates vom 8. Mai 2018). Hierzu haben sie sich auf die Berichte der von den spezialisierten Staatsanwälten geleiteten Arbeitsgruppen gestützt. Die Arbeitsgruppen haben eng mit Mitarbeitern der Kantonspolizei sowie anderer Dienststellen, die in regem Kontakt zur Staatsanwaltschaft stehen, zusammengearbeitet. Die Leitlinien beinhalten die Verstärkung der Bedrohungs- und Risikoverwaltung mit der Schaffung einer Zelle für *case management* bei der Kantonspolizei, welche für die Datenbeschaffung über Risikopersonen zuständig ist; die Gewaltbekämpfung, was auch häusliche Gewalt und eine Intensivierung der Präventionsarbeit bei Minderjährigen umfasst; die Bekämpfung des Betäubungsmittelhandels die Bekämpfung von organisierter Kriminalität; die Bekämpfung von Schwarzarbeit und die Bekämpfung von ungesittetem Verhalten. Diese Leitlinien sind anlässlich einer von der Sicherheits- und Justizdirektion²⁶ organisierten Pressekonferenz am 27. Juni 2018 vorgestellt worden. Anschliessend wurde ein Lenkungsausschuss bestehend aus Generalstaatsanwalt, Kommandant der Kantonspolizei und stellvertretendem Generalsekretär des SJD gegründet. Dieser hat sodann Arbeitsgruppen zusammengestellt, welche mit der Aufgabe betraut wurden, die Umsetzung der verschiedenen Leitlinien vorzubereiten. Die Berichte der Arbeitsgruppen werden für die nächste Sitzung des Lenkungsausschusses Anfang März 2019 erwartet.

Im Jahr 2018 hat die Staatsanwaltschaft im Rahmen von 12 Vernehmlassungsverfahren zu Vor- oder Änderungsentwürfen für unterschiedliche Bundesgesetze sowie zu Fragen von Abgeordneten Stellung bezogen. Im Übrigen hat die Staatsanwaltschaft im Rahmen von fünf Vernehmlassungsverfahren darauf verzichtet Stellung zu nehmen, da sie der Meinung war, von den neuen Bestimmungen oder den vorgeschlagenen Änderungen nicht betroffen zu sein. Hervorzuheben gilt es die detaillierte Stellungnahme der Staatsanwaltschaft bezüglich des Vorentwurfes zur Änderung der Strafprozessordnung; da das neue Projekt nach Ansicht der Staatsanwaltschaft Bestimmungen enthält, welche die Verfahren verlangsamen oder verkomplizieren, ohne die Ansprüche der Parteien spürbar zu verbessern, wurden alle Staatsanwälte dazu aufgefordert, den Standpunkt der Staatsanwaltschaft mit ihrem Wissen und ihren Erfahrungen zu untermauern. Die Staatsanwaltschaft erwartet jetzt die Botschaft des Bundesrates an die Bundesversammlung.

Zu Beginn des Jahres 2018 wurden die Arbeiten begonnen, welche zum Ziel haben, die Justizbehörden zu analysieren. Diese Arbeiten werden durch das Amt für Justiz geleitet und erfolgen unter Mitarbeit des Generalstaatsanwaltes und der Chefgerichtsschreiberin. Die Staatsanwaltschaft hat sich auch als Pilotdienst im Rahmen des Projektes e-justice zur Verfügung gestellt. Hierzu wurde eine Arbeitsgruppe, in welcher alle internen Berufsstände vertreten sind, auf die Beine gestellt und mit der Aufgabe betraut, unter der Führung des Experten Thierry Declercq (Amt für Informatik und Telekommunikation²⁷) die eigenen Prozesse zu analysieren. Des Weiteren hat die Staatsanwaltschaft, unter anderem mit dem Ziel das Volumen der Archive zu reduzieren, unter der Führung des Archivars der Gerichtsarchive Charles-Edouard Thiébaud begonnen, ihr Klassifizierungssystem zu definieren. Schliesslich hat sich die Staatsanwaltschaft am 1. Juni 2018 mit Hilfe des Amtes für Personal und Organisation mit dem neuen Zeiterfassungssystem ausgerüstet.

Der Staatsanwaltschaft sind Weiterbildung und Kommunikation wichtig, weshalb sie im Jahr 2018 drei Weiterbildungstage für die Staatsanwälte und ihre Mitarbeiter angeboten hat. Dies waren im Einzelnen: ein Besuch bei der Dienststelle AFIS (Dienststelle des Bundesamtes für Polizei – Fedpol für die Identifikation digitaler Fingerabdrücke) in Zusammenarbeit mit dem Erkennungsdienst der Kriminalpolizei (Staatsanwälte und Gerichtsschreiber), ein Besuch beim Universitätszentrum für Rechtsmedizin in Lausanne (administrative Mitarbeiter), eine Weiterbildung bezüglich Cyberrisiken und Cyberkriminalität (Staatsanwälte und Gerichtsschreiber) und schliesslich eine Weiterbildung über Befragungstechniken (Gerichtsschreiber). Im Rahmen des neuen Konzepts der Mini-Ausbildungen, an welchen alle Mitarbeiter frei teilnehmen dürfen, hat die Staatsanwaltschaft drei Vorträge, welche die Medien, das Gesetzes über das Staatspersonal (insbesondere das neue Zeiterfassungssystem) und das

²⁶ Nachfolgend SJD.

²⁷ Nachfolgend ITA.

Bundesgesetz über die Ausländer behandeln, organisiert. Da diese kurzen Vorträge viel Zuspruch fanden, wird das Konzept auch im Jahr 2019 fortgeführt.

Ansonsten haben neben den spezifischen Ausbildungen für Gerichtsschreiber und administrative Mitarbeiter zwei Mitarbeiterinnen den Rechtsunterricht des Ausbildungszentrums der Aspiranten der Kantonspolizei Freiburg²⁸ besucht und vier Gerichtsschreiber die Ausbildung «CAS en magistrature» abgeschlossen.

Im Jahre 2018 hat der Generalstaatsanwalt einen Rapport über das Jahr 2017 und zwei Plenarsitzungen der Staatsanwälte geleitet und 35 Direktionssitzungen einberufen. Überdies wurde der interne Informationsaustausch über die wöchentlich im Intranet aufgeschalteten *News* garantiert. Am 31. Dezember 2018 verfügte die Staatsanwaltschaft über 31 Richtlinien (wovon 21 auf ihrer Internetseite veröffentlicht sind²⁹) und 28 Anleitungen zur Arbeitsweise.

Der Generalstaatsanwalt wurde im November 2018 als Präsident der Schweizerischen Staatsanwälte-Konferenz³⁰ wiedergewählt. Er ist Mitglied der Konferenz der kantonalen Justiz- und Polizeidirektorinnen und -direktoren sowie der Arbeitsgruppen «cyber allianz», präsiert durch den Bundesanwalt, und „Finanzierung telefonischer Überwachungen“ unter der Leitung des Generalsekretärs des Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartements. Auf kantonaler Ebene ist er Präsident der Freiburger Vereinigung der Richter und Richterinnen sowie Mitglied der Informatikkommission der Gerichtsbehörden, der Lenkungsausschüsse für die Analyse der Gerichtsbehörden und für das e-justice-Projekt und der Koordinationssitzung der Akteure der Verfahrenskette der Strafverfolgung (mit den stellvertretenden Generalstaatsanwälten). Im Jahr 2018 ist der Generalstaatsanwalt zudem viermal als Redner aufgetreten: am 20. Januar 2018 im Rahmen der Jahrestagung der schweizerischen Gefängnisärzte, am 31. Oktober 2018 für die Konferenz der Zwangsmassnahmengerichte, am 10. Dezember 2018 anlässlich der „Assises vaudoises de la chaîne pénale“ und schliesslich am 27. November 2018 vor der interparlamentarischen Gruppe „Sicherheit und Polizei“, wo er sich bezüglich der Strafprozessordnung geäussert hat.

Die stellvertretende Generalstaatsanwältin Alessia Chocomeli-Lisibach ist Delegierte der SSK und Mitglied der Kommission Wirtschaftskriminalität der SSK (WIKRI, ehemals COMECO). Zusammen mit dem Chefgerichtsschreiber vertritt sie den Kanton Freiburg in der französischsprachigen Arbeitsgruppe für die Ausbildung von Übersetzern. Auf kantonaler Ebene ist die stellvertretende Generalstaatsanwältin Mitglied des kantonalen Rats für Prävention und Sicherheit, der Kommission für die bedingte Straferlassung und die Abklärung der Gemeingefährlichkeit, der Arbeitsgruppe „Dialog Gesundheit-Justiz“ sowie der Arbeitsgruppe „Umzug des Zentralgefängnisses“. Schliesslich unterrichtet sie an der IPAZ und erteilt Kurse für Anwaltspraktikanten.

Der stellvertretende Generalstaatsanwalt Raphaël Bourquin ist Mitglied des Justizrates, des Vorstands der Freiburger Vereinigung der Richter und Richterinnen, der «Conférence latine des procureurs³¹» und unterschiedlicher Arbeitsgruppen der Kantonspolizei (Kriminalpolizei und Gendarmerie), insbesondere jener für Strassenverkehr, welcher auch die Kommission für Administrativverfahren im Strassenverkehr sowie die Oberämter angehören, und jener für den Kampf gegen organisierte Kriminalität. Er ist ausserdem Ansprechpartner der Staatsanwaltschaft bei der Kantonspolizei Freiburg und bei der „Ecole romande de la magistrature pénale“. Schliesslich unterrichtet er an der IPAZ und nimmt an deren fiktiven Prozessen teil.

Die hauptsächlich für die Personalverwaltung, die Vereinheitlichung der Abläufe und die allgemeine Verwaltung zuständigen Chefgerichtsschreiber Isabelle Chablais und Raphaël Brenta unterstützen zusammen mit dem Kanzleichef Mathieu Chappuis den Generalstaatsanwalt sowie die stellvertretenden Generalstaatsanwälte in ihren Aufgaben. Die Chefgerichtsschreiberin ist Mitglied des Lenkungsausschusses für die Analyse der Gerichtsbehörden. Der Chefgerichtsschreiber gehört dem Vorstand der Schweizerischen Konferenz der Informationsbeauftragten der Staatsanwaltschaften (SKIS) und seiner Arbeitsgruppe „Lobbying – Strafprozessordnung“ an und Mathieu Chappuis demjenigen des Informatikbüros der Gerichtsbehörden sowie der Immobilienkommission des Staates.

²⁸ Interregionales Polizei-Ausbildungszentrum, nachstehend IPAZ.

²⁹ www.fr.ch/mp.

³⁰ Nachfolgend SSK.

³¹ Nachfolgend CLP.

Als Sprecher der Staatsanwaltschaft haben Raphaël Brenta und die Gerichtsschreiberin Murielle Decurtins die Anfragen der Medien beantwortet, drei Pressemitteilungen verfasst und verbreitet und 57 Einsichtnahmen in die Sammlungen der Verfügungen für die Journalisten gewährt. Zudem hat die Staatsanwaltschaft eine Pressekonferenz abgehalten, welche sich im Wesentlichen mit dem Jahresbericht 2017 befasste.

Mit der Gerichtsschreiberin Gabriella Musumeci nimmt die Staatsanwaltschaft ausserdem nach wie vor an den aktuellen Arbeiten zur Revision des Gesetzes über den Datenschutz teil.

Schliesslich hat die Staatsanwaltschaft im Jahre 2017 zusammen mit der Kantonspolizei den «Nationalen Zukunftstag-Seitenwechsel für Mädchen und Jungs» organisiert, an welchem 44 Kinder teilgenommen haben.

2.2.1.3.3 Die Staatsanwältinnen und Staatsanwälte

Als Vertretung für die sich ab September im Mutterschaftsurlaub befindende Staatsanwältin Catherine Christinaz, hat der Justizrat auf Empfehlung der Staatsanwaltschaft Stéphanie Amara als Staatsanwältin ad hoc bis Ende Januar 2019 ernannt.

Die Staatsanwälte haben 2018 ebenfalls als Lehrer, Lehrbeauftragte oder Referenten gewirkt:

- > bei der IPAZ, als Lehrer: Philippe Barboni, Christiana Dieu-Bach und Liliane Hauser;
- > beim Departement für Sonderpädagogik der Universität Freiburg, als Lehrbeauftragter: Marc Bugnon;
- > bei der Vereinigung der Freiburger Anwaltspraktikanten (Vorbereitung auf die Prüfung des Strafrechts und des Strafprozessrechts): Jean-Luc Mooser ;

beziehungsweise als Mitglied:

- > der Arbeitsgruppe mit den Spitälern zur Bestimmung der Intervention der Justiz bei ärztlichem Fehlverhalten: Philippe Barboni;
- > der Anwaltsprüfungskommission: Christiana Dieu-Bach und Jean-Luc Mooser;
- > der Westschweizer Arbeitsgruppe für die Bekämpfung des Dopings: Laurent Moschini;
- > des Kantonsgerichts: Jean-Luc Mooser (Ersatzrichter);
- > der Kommission der SSK und der CLP: Philippe Barboni (Arbeitsgruppe «Forensische Psychiatrie und Medizinrecht»), Marc Bugnon (Arbeitsgruppe „Deontologie“), Frédéric Chassot (COMINTEL), Christiana Dieu-Bach (COMAMAL und Arbeitsgruppe „Organisierte Kriminalität“), Yvonne Gendre (COMAMAL), Patrick Genoud (Transportkommission), Catherine Christinaz (Arbeitsgruppen „Organisierte Kriminalität“ und «Sicherheit der Magistratspersonen»), Philippe Barboni und Jean-Frédéric Schmutz (COMASTUP);
- > des Direktionsbüros der Koordinationsstelle gegen Menschenhandel und Menschenschmuggel (KSMM): Yvonne Gendre;
- > der kantonalen Kommission gegen häusliche Gewalt: Yvonne Gendre;
- > der kantonalen beratenden Kommission im Bereich der Prostitution: Yvonne Gendre;
- > der Arbeitsgruppe Hooliganismus: Laurent Moschini;
- > der kantonalen Kommission für Suchtfragen: Philippe Barboni;
- > der Stiftung der lateinischen Schweiz „Pilotprojekte – Sucht“: Philippe Barboni;
- > der Arbeitsgruppe Schwarzarbeit: Patrick Genoud;
- > der Rekurskommission der Universität: Markus Julmy (Präsident) ;
- > der Arbeitsgruppe « FMÜ Architekturboard »: Frédéric Chassot;
- > der Arbeitsgruppe „Human Resources“ im Rahmen des Projekts „Personalpolitik“: Marc Bugnon.

2.2.1.3.4 Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter

Im Jahre 2018 stellte die Staatsanwaltschaft Anthony Bouquet als Sekretär und Sacha Khomutov, Marina Bonnet Bärffuss, Tiffany Currat sowie David Kaelin (Letzterer für eine Vertretung von 4 Monaten) als Gerichtsschreiber ein. Sie stellte zudem eine wirtschaftliche Beraterin in der Person von Christina Leipner ein. Schliesslich hat die Staatsanwaltschaft zehn Juristen nach Erwerb ihres Masterdiploms die Möglichkeit geboten, ein

Gerichtsschreiberpraktikum für die Dauer von sechs Monaten zu absolvieren, zwei Studenten der Rechtswissenschaftlichen Fakultät der Universität Freiburg im Rahmen ihrer Seminararbeit ein Praktikum von zwei Monaten gewährt und zehn IPAZ-Aspiranten der Kriminalpolizei für ein jeweils eintägiges Praktikum empfangen.

Im Verlauf des Jahres 2018 haben die Staatsanwaltschaft und das Zivilgericht des Saanebezirks zudem einen vorübergehenden Austausch zweier ihrer Gerichtsschreiberinnen vorgenommen; so hat Gaëlle Egger im 50%-Pensum von Oktober bis Dezember für die Gerichtspräsidentin Ariane Guye gearbeitet und deren Gerichtsschreiberin Céline Brunod hat in der gleichen Periode und mit dem gleichen Beschäftigungsgrad für den Staatsanwalt Philippe Barboni gearbeitet. Dieser Austausch hat nicht nur den Beteiligten neue Perspektiven eröffnet, sondern überdies beiden Entitäten erlaubt, einen geschulten Blick von Aussen auf ihre Abläufe zu erhalten und war deshalb - auch wenn von kurzer Dauer - sehr aufschlussreich. Die Staatsanwaltschaft würde sich eine Wiederholung eines solchen Austausches wünschen, und zwar idealerweise unter der Beteiligung einer anderen Justizbehörde und eines anderen Berufsstandes.

2.2.1.3.5 Die Buchhaltungsabteilung

Die Buchhaltungsabteilung der Staatsanwaltschaft gewährte im Jahre 2018 2'057 (2'055)³² Ratenzahlungen, versandte in 4'920 (4'938) Fällen Mahnungen, in 978 (985) weiteren Fällen Mahnungen bezüglich Saldobeträgen, leitete 336 (365) Betreibungen ein und behandelte 3'188 (3'225) Umwandlungen von Bussen in Freiheitsstrafen.

Der Betrag der in Rechnung gestellten Bussen beträgt für das Jahr 2018 CHF 6'491'018.57 (CHF 6'908'286.30), wobei das Budget einen Betrag von CHF 6'800'000.00 (CHF 6'100'000.00) vorsah. So wurden durch die Umwandlung von Bussen CHF 1'362'661.02 (CHF 1'818'725.15) einkassiert. Zudem hat die Buchhaltungsabteilung von den Krankenkassen im Zusammenhang mit Häftlingen entstandene Krankheitskosten in der Höhe von CHF 39'717.40 (CHF 129'042.05) zurückerhalten. Schliesslich nahm die Buchhaltungsabteilung im Jahre 2018 insgesamt 97'661 (99'497) Buchungen vor.

2.2.1.4 Diverses

Wie im Jahr 2018 gehören die Informatik und die Sicherheit zu den Prioritäten der Staatsanwaltschaft. Sie profitiert zudem von der Teilnahme des Generalstaatsanwaltes und des Kanzleichefs an den Informatikprojekten der Informatikkommission der Gerichtsbehörden und des Informatikbüros der Gerichtsbehörden, und dem Projekt e-justice.

Im Verlauf des Jahres 2018 hat sich die Staatsanwaltschaft mit einem Sicherheitsportal zur Detektion von Waffen ausgerüstet. Im Zusammenhang mit der Installation des Sicherheitsportals wurden Bauarbeiten im Bereich der Rezeption getätigt, ein privater Sicherheitsbeamter eingestellt und – nach konstruktiven Diskussionen mit Vertretern des Freiburger Anwaltsverbandes - eine Richtlinie (Nr. 2.6) betreffend Sicherheitskontrollen verfasst. Die Staatsanwaltschaft hat dieses Jahr zudem auch ihre Zentrale für Feuer-, Einbruch- und Gewaltalarm erneuert.

In Vorbereitung auf die elektronische Verwaltung der Akten hat die Staatsanwaltschaft wie auch die anderen Justizbehörden ihren Informatikbestand erneuert, namentlich indem den Staatsanwälten und ihren Mitarbeitern ein Doppelbildschirm oder ein grosser gewölbter Bildschirm zur Verfügung gestellt wurde. Auf Anweisung des ITA hat die Staatsanwaltschaft ausserdem ihre Faxlinien abgeschafft, um den Versand und Empfang elektronischer Post zu fördern. Die nächste Etappe wird in der Erneuerung des Druckerbestandes bestehen.

Die Staatsanwaltschaft hat Zugang zur Webanwendung IVZ-WEBGUI erhalten. Diese ersetzt ADMAS und ermöglicht den Zugang zu Daten des informatisierten Registers für Administrativentscheide betreffend Strassenverkehr. Die Staatsanwaltschaft verfolgt auch die laufenden Arbeiten des Dienstes DÜPF (Dienst des Bundes zur Überwachung der Post und des Fernmeldeverkehrs). Dieser wird im Verlauf des Jahres 2019 Webanwendungen

³² Die Zahl innerhalb der Klammern bezieht sich in diesem Kapitel jeweils auf das Jahr 2017.

in Betrieb nehmen, welche es der Kantonspolizei und der Staatsanwaltschaft erlauben werden, ihre Anträge auf telefonische Überwachung online zu stellen. Schliesslich beteiligt sich die Staatsanwaltschaft an der Realisierung der Tribuna-Version V4, und zwar insbesondere für jene Komponenten, welche die Buchhaltung betreffen.

2.2.1.5 Herausforderungen und Perspektiven 2019

Die Staatsanwaltschaft verfolgt die Diskussionen bezüglich eines neuen Strafgebäudes aufmerksam. Sie hat zur Kenntnis genommen, dass sich das JVBHA in Granges-Paccot niedergelassen hat und sich die Kriminalpolizei in der Nähe des Kommandos der Kantonspolizei in derselben Gemeinde einrichten wird. Die Idee eines Zusammenschlusses der beiden vorgenannten Dienste und der Staatsanwaltschaft, wie sie eine Zeit lang erwogen wurde, wird deshalb nicht mehr weiter verfolgt. Auch eine eventuelle Zusammenlegung der Staatsanwaltschaft und der zum Ersatz des Zentralgefängnisses geplanten neuen Haftanstalt muss nun ausgeschlossen werden, da die Staatsanwaltschaft aus Gründen der Sichtbarkeit und Erreichbarkeit in der Stadt Freiburg verbleiben muss und die aktuellen Lösungsvorschläge bezüglich Standort der neuen Haftanstalt diesem Bedürfnis widersprechen. Die Staatsanwaltschaft wird somit weiterhin der Frage nachgehen, wo und im Zusammenschluss mit welchen Dienststellen in Freiburg ein neues Strafgebäude entstehen könnte.

Wie bereits zuvor erwähnt, könnte die Strafprozessordnung nur 8 Jahre nach ihrem Inkrafttreten bereits Gegenstand wichtiger, von der Staatsanwaltschaft nicht unbedingt gewünschter, Neuerungen werden. Die diesbezügliche Botschaft des Bundesrates wird im ersten Semester 2019 erwartet.

Die Analyse der Justizbehörden ist unter der Führung des Amtes für Justiz und der tatkräftigen Beteiligung des Generalstaatsanwaltes und der Chefgerichtsschreiberin in vollem Gang. Die hiermit beauftragte Firma Ecoplan wird im Übrigen in Kürze von zwei Delegationen der Staatsanwaltschaft empfangen werden. Die Staatsanwaltschaft setzt grosse Hoffnungen in diese Arbeiten, welche zu grösserer Effizienz in der Organisation und den Abläufen der Justizbehörden führen werden.

Die Staatsanwaltschaft begrüsst die Intensivierung der e-justice-Projekte, an welchen sie auch beteiligt ist. Diese Projekte ergänzen die Arbeiten bezüglich der Analyse der Justizbehörden und wirken bei der Verbesserung der Abläufe und der Umsetzung der Telearbeit mit.

Schliesslich befürwortet die Staatsanwaltschaft die Rücknahme der oberamtlichen Kompetenzen im Bereich der Übertretungen. Sie ist der Ansicht, dass dies dem Kanton Freiburg zu einer effizienteren Organisation seiner Gerichtsbehörden verhelfen wird und somit im Sinne der in diesem Kapitel dargelegten Perspektiven steht.

Beilage

2.2.2 Statistische Tabelle

Eingetragene Verfahren	15'048
Eingetragene Verfahren gegen bekannte Täter	13'612
Eingetragene Verfahren gegen unbekannte Täter	1'436
Eingetragene französischsprachige Verfahren	12'738
Eingetragene deutschsprachige Verfahren	2'310
Eingetragene ordentliche Verfahren gegen erwachsene Beschuldigte	14'889
Eingetragene Verfahren vor dem Jugendgericht mit Teilnahme des Jugendstaatsanwaltes	10
Zivilverfahren mit Teilnahme der für diese Verfahren zuständigen Staatsanwältin	0
Eingetragene Verfahren des Strafvollzugsrichters	149
Hängige Verfahren	4'241
Hängige sistierte Verfahren (Art. 314 Abs. 1 Bst. b bis d StPO)	158
Nichtanhandnahmeverfügungen	1'892
Einstellungsverfügungen	853
Sistierungsverfügungen	1'023
Selbständige Einziehungsverfahren	0
Unzuständigkeitsentscheidungen (einschliesslich solche gegenüber den Oberämtern)	589
Nationale Rechtshilfeersuche	25
Internationale Rechtshilfeersuche	78
Rechtskräftige Strafbefehle	8773
Einsprachen gegen Strafbefehle und Überweisung an den Polizeirichter	415
Umwandlungsverfügungen betreffend Geldstrafen und Bussen	3'188
Anklageschriften mit Überweisung an den Polizeirichter	235
Anklageschriften mit Überweisung an das Bezirksstrafgericht	100
Anklageschriften mit Überweisung an das Wirtschaftsstrafgericht	0
Anklageschriften mit Überweisung an das Jugendstrafgericht	15
Anklageschriften, abgekürztes Verfahren	68

Verfügungen des Strafvollzugsrichters	148
Einsprachen gegen Verfügungen des Strafvollzugsrichters	1
Anzahl Personen in Untersuchungshaft	204
Anzahl Hafftage	20'999
Anzahl Beschwerden bzw. Berufungen, die von den Staatsanwälten beim Kantonsgericht eingereicht wurden (Strafkammer bzw. Strafappellationshof)	22
Anzahl Beschwerden der Staatsanwälte an das Bundesgericht	4
Verweigerung der Genehmigung von Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen durch den Generalstaatsanwalt	8
Einsprachen des Generalstaatsanwaltes gegen Strafbefehle	5

Freiburg, den 21. Januar 2019

Fabien Gasser
Generalstaatsanwalt

Raphaël Brenta
Chefgerichtsschreiber

2.3 Tribunal pénal économique

2.3.1 Partie générale

2.3.1.1 Composition et locaux

2.3.1.1.1 Composition du Tribunal (uniquement juges, y compris les juges-asseesseurs)

Juges professionnels (au 31.12.2018)

Nom/prénom	Fonction	EPT
Alain Gautschi	Président du Tribunal pénal économique	1
Total équivalents plein-temps EPT		1

Juges-asseesseurs à titre accessoire (au 31.12.2018)

Nom/prénom	Nom/prénom
Julien Baechler	Bernard Loup
Eric Charrière	Cédric Margueron
Dominique Corminboeuf	Gisela Marty
Joseph Denervaud	Nicole Moret
Marie-Madeleine Descloux	Thierry Schmid
Marie-Christine Dorand	Oswald Udry
Alexandre Dumas	Daniel Unternährer
Stéphane Gmünder	Thierry Vial
Per (Armin) Imesch	Andreas Zbinden
Laurent Jacot	

Suite à la démission du Président suppléant, ce poste est resté vacant depuis septembre 2015 jusqu'au 12 novembre 2018, date à laquelle les Présidents Jean-Marc Sallin, Benoît Chassot et José Rodriguez ont été nommés suppléants du Président du TPE (art. 22 LJ).

Suite à la saisine du Tribunal pénal économique le 28 août 2017 d'une affaire très volumineuse (plus de 80 classeurs fédéraux), le Président Michel Morel a été nommé Président suppléant ad hoc du TPE pour trois affaires inscrites au rôle de ce Tribunal.

2.3.1.1.1.1 Composition du greffe et du secrétariat

Équivalents plein temps (au 31.12.2018)	EPT
Total EPT des collaborateurs avec formation juridique	1.5
Total EPT des collaborateurs sans formation juridique	1

-
- > Mme Fabienne Cajoux, greffière, à 100 %.
 - > M. Jonas Kühni, greffier, à 50 %.
 - > Mme Danièle Creteigny, secrétaire, à 100 %.

Depuis le 1er avril 2014, un greffier-stagiaire germanophone est à disposition pour les causes alémaniques du Tribunal pénal économique, du Tribunal de la Sarine et celles du Tribunal des prud'hommes.

2.3.1.1.1.2 Locaux

Le Tribunal pénal économique étant rattaché administrativement au Tribunal de l'arrondissement de la Sarine, ses locaux se situent donc au siège du Tribunal de la Sarine, rte des Arsenaux 17, à Fribourg. Il y a lieu de relever que ceux-ci sont adéquats et correspondent aux activités et aux besoins du Tribunal pénal économique.

2.3.1.1.2 Activité juridictionnelle

2.3.1.1.2.1 En général (charge de travail globale etc.)

Suite à l'engagement de l'ensemble des membres du Tribunal pénal économique ainsi que du concours du Président suppléant ad hoc Michel Morel, les affaires inscrites au rôle ont pu être réduites à deux affaires qui ont déjà été assignées pour mars/avril 2019.

En 2018, le Tribunal pénal économique a siégé de la façon suivante :

- > 1 affaire en février / mars 2018 (M. Gautschi)
- > 1 affaire en avril 2018 (M. Morel)
- > 1 affaire en novembre 2018 (M. Gautschi)
- > 1 affaire en novembre 2018 (M. Morel)
- > 1 affaire en décembre 2018 (M. Gautschi)

2.3.1.1.2.2 Affaires du Tribunal pénal économique

A ce jour, 2 affaires sont inscrites au rôle ; elles seront jugées en mars/avril 2019.

2.3.1.1.2.3 Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants

Rien de particulier à relever.

2.3.1.1.3 Formation

Le soussigné a suivi 5 jours de cours auprès de la Stiftung für die Weiterbildung schweizerischer Richter à Gerzensee, auprès de la Société suisse de droit pénal (SSDP) à Flims, ainsi qu'auprès de l'UNI Fribourg.

2.3.1.1.4 Divers (propositions de modification législatives, informatiques etc.)

Le Président du Tribunal pénal économique, ainsi que le personnel sous ch. 1.1.1.1.2. assurent également les affaires pénales ordinaires de l'arrondissement de la Sarine, tant pour la section alémanique que francophone, ainsi que les affaires alémaniques du Tribunal civil de la Sarine. Il faut dès lors relever qu'en sus du rôle du Tribunal pénal économique, 4 personnes ont été jugées en Tribunal pénal d'arrondissement (dont 1 en allemand), ainsi que 35 personnes renvoyées devant le Juge de police (dont 26 en allemand). Enfin, 74 jugements ont été rendus dans les causes alémaniques du Tribunal civil de la Sarine.

2.3 Wirtschaftsstrafgericht

2.3.1 Allgemeiner Teil

2.3.1.1.1 Zusammensetzung und Räumlichkeiten

2.3.1.1.1.1 Zusammensetzung des Gerichts (nur Richter/innen und Richter/innen-Beisitzer/innen)

Berufsrichter/innen (am 31.12.2018)

Name / Vorname	Funktion	VZÄ
Alain Gautschi	Präsident des Wirtschaftsstrafgerichts	1
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		1

Richter/innen-Beisitzer/innen – nebenberuflich (am 31.12.2018)

Name / Vorname	Name / Vorname
Julien Baechler	Bernard Loup
Eric Charrière	Cédric Margueron
Dominique Corminboeuf	Gisela Marty
Joseph Denervaud	Nicole Moret
Marie-Madeleine Descloux	Thierry Schmid
Marie-Christine Dorand	Oswald Udry
Alexandre Dumas	Daniel Unternährer
Stéphane Gmünder	Thierry Vial
Per (Armin) Imesch	Andreas Zbinden
Laurent Jacot	

Nach dem Rücktritt des stellvertretenden Präsidenten blieb die Stelle von September 2015 bis 12. November 2018 offen; am zuletzt genannten Datum wurden die Präsidenten Jean-Marc Sallin, Benoît Chassot und José Rodriguez zu Stellvertretern des Präsidenten des Wirtschaftsstrafgerichts ernannt (Art. 22 JG).

Nachdem das Wirtschaftsstrafgericht am 28. August 2017 mit einer sehr umfangreichen Angelegenheit (über 80 Bundesordner) befasst worden war, wurde Präsident Michel Morel zum stellvertretenden Präsidenten ad hoc des Wirtschaftsstrafgerichts für 3 beim Gericht eingetragene Angelegenheiten ernannt.

2.3.1.1.1.2 Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Vollzeitäquivalente VZÄ (am 31.12.2018)	VZÄ
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung	1,5
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen ohne juristische Ausbildung	1

-
- > Fabienne Cajoux, Gerichtsschreiberin zu 100 %.
 - > Jonas Kühni, Gerichtsschreiber zu 50 %.
 - > Danièle Cretegny, Sekretärin zu 100 %.

Seit 1. April 2014 steht ein deutschsprachiger Gerichtsschreiber-Praktikant für die deutschsprachigen Prozesse des Wirtschaftsstrafgerichts, des Bezirksgerichts Saane und des Arbeitsgerichts zur Verfügung.

2.3.1.1.1.3 Räumlichkeiten

Da das Wirtschaftsstrafgericht administrativ dem Bezirksgericht Saane zugewiesen ist, befinden sich seine Räumlichkeiten am Sitz des Bezirksgerichts Saane, Route des Arsenaux 17, in Freiburg. Es sei darauf hingewiesen, dass die Räumlichkeiten angemessen sind und der Tätigkeit und den Bedürfnissen des Wirtschaftsstrafgerichts entsprechen.

2.3.1.1.2 Gerichtstätigkeit

2.3.1.1.2.1 Im Allgemeinen (Arbeitslast usw.)

Mit dem Einsatz aller Mitglieder des Wirtschaftsstrafgerichts und der Hilfe des stellvertretenden Präsidenten ad hoc Michel Morel konnte die Zahl der eingetragenen Angelegenheiten auf 2 verringert werden; zu den beiden Angelegenheiten wird für März/April 2019 vorgeladen.

2018 tagte das Wirtschaftsgericht wie folgt:

- > 1 Angelegenheit im Februar / März 2018 (Hr. Gautschi)
- > 1 Angelegenheit im April 2018 (Hr. Morel)
- > 1 Angelegenheit im November 2018 (Hr. Gautschi)
- > 1 Angelegenheit im November 2018 (Hr. Morel)
- > 1 Angelegenheit im Dezember 2018 (Hr. Gautschi)

2.3.1.1.2.2 Angelegenheiten des Wirtschaftsstrafgerichts

Bis heute sind 2 Angelegenheiten eingetragen: Sie werden im März/April 2019 beurteilt.

2.3.1.1.2.3 Beziehungen zu den Behörden, Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten und anderen Beteiligten

Keine besonderen Bemerkungen.

2.3.1.1.3 Weiterbildung

Der Unterzeichnende hat 5 Kurstage bei der Stiftung für die Weiterbildung schweizerischer Richter in Gerzensee, bei der Schweizerischen Kriminalistischen Gesellschaft (SKG) in Flims und bei der UNI Freiburg besucht.

2.3.1.1.4 Verschiedenes (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Der Präsident des Wirtschaftsstrafgerichts und das Personal unter Ziff. 1.1.1.1.2 stellen ebenfalls die Behandlung der ordentlichen Strafsachen des Saanebezirks (sowohl in der deutsch- als auch in der französischsprachigen Abteilung) und der deutschsprachigen Angelegenheiten des Zivilgerichts des Saanebezirks sicher. Deshalb sei darauf hingewiesen, dass das Gericht neben seiner Rolle als Wirtschaftsstrafgericht 4 Personen (davon 1 deutschsprachige) als Bezirksstrafgericht verurteilt und 35 Personen vor den Polizeirichter gebracht hat (davon 26 deutschsprachige). Schliesslich ergingen 74 Urteile in deutschsprachigen Prozessen des Zivilgerichts des Saanebezirks.

2.3.2 Partie statistique / Statistischer Teil

2.3.2.1 Nombre de personnes jugées / Anzahl abgeurteilte Personen

Nombre de personnes jugées: 9 (2017 : 6, 2016 : 4, 2015 : 3 ; 2014 : 2 ; 2013: 1 ; 2012: 4 ; 2011: 9). Le Tribunal a condamné 2 personnes à une peine privative de liberté. 1 peine a été assortie du sursis et 7 personnes ont été acquittées.

Anzahl abgeurteilter Personen: 9 (2017 :6, 2016 : 4, 2015 : 3; 2014 : 2 ; 2013: 1; 2012: 4; 2011: 9). Das Gericht hat 2 Personen zu einer Freiheitsstrafe verurteilt. Es wurde 1 bedingte Strafe ausgesprochen. 7 Personen wurden freigesprochen.

Tribunal pénal économique / Wirtschaftsstrafgericht	Nationalité Nationalität		Sexe Geschlecht		Etat civil Zivilstand		
	Personnes jugées / Abgeurteilte Personen	Suisses / Schweizer	Etrangers / Ausländer	Hommes / Männer	Femmes / Frauen	Mariés / Verheiratet	Non-mariés / Nicht verheiratet
Total	9	9	0	6	3	5	4

Nombre d'infractions Anzahl strafbarer Handlungen	Total
1. Infractions contre le patrimoine / Strafbare Handlungen gegen das Vermögen (Art. 137-172^{ter} CP/StGB)	8
Abus de confiance / Veruntreuung	2
Vol / Diebstahl	--
Escroquerie / Betrug	--
Utilisation frauduleuse d'un ordinateur / Betrügerischer Missbrauch einer Datenverarbeitungsanlage	--
Abus de cartes-chèques et de cartes de crédit / Check- und Kreditkartenmissbrauch	--
Extorsion et chantage / Erpressung	--
Gestion déloyale / Ungetreue Geschäftsbesorgung	--
Recel / Hehlerei	--
Crimes ou délits dans la faillite et la poursuite pour dettes / Konkurs- und Betreibungsverbrechen oder- Vergehen	--
Divers / Verschiedenes	5
2. Faux dans les titres / Urkundenfälschung (Art. 251-257 CP/StGB)	1

Nature du jugement / Art des Urteils	Total
Personnes acquittées / <i>Freisprüche</i>	7
Personnes condamnées à des peines privatives de liberté / <i>Verurteilungen zu Freiheitsstrafen</i>	2
Personnes condamnées à des TIG / <i>Verurteilungen zu gemeinnützigen Arbeiten</i>	0
Personnes condamnées à des peines pécuniaires / <i>Verurteilungen zu Geldstrafen</i>	0
à l'amende / <i>zur Busse</i>	0
sursis / <i>bedingte Strafen</i>	1
sursis partiel / <i>teilbedingte Strafen</i>	1
Retrait de plainte ou d'opposition / <i>Rückzug des Strafantrags oder der Einsprache</i>	0
Décisions concernant la révocation ou la prolongation du sursis / <i>Entscheide betreffend den Widerruf oder die Verlängerung des bedingten Strafvollzugs</i>	1
Réintégration / <i>Rückversetzung</i> (89 CP / StGB)	0
Nombre de personnes en détention préventive au moment du jugement / <i>Anzahl der Beschuldigten in Untersuchungshaft zum Zeitpunkt des Urteils</i>	0
Nombre de désignations d'un défenseur d'office/d'un mandataire gratuit / <i>Anzahl Bezeichnungen amtlicher/unengeltlicher Verteidiger</i>	0
Demandes d'indemnité par des personnes acquittées/ <i>Entschädigungsbegehren freigesprochener Personen</i>	6

Tableaux comparatifs cf. point 2.4.2.2 ci-après.

Vergleichstabellen vgl. Punkt 2.4.2.2 hiernach.

2.4 Les Tribunaux d'arrondissement

2.4.1 Partie générale

2.4.1.1 En général

En 2018, le nombre d'affaires civiles enregistrées au rôle des tribunaux a légèrement fléchi (-6,5% ; 2018 : 472 ; 2017 : 505 ; 2016 : 480 ; 2015 : 436 ; 2014 : 452). Le nombre des affaires ressortant de la compétence des présidents continue quant à lui d'augmenter (+ 2% ; 2018 : 9'304 ; 2017 : 9120 ; 2016 : 8766 ; 2015 : 8847 ; 2014 : 9301).

En matière prud'homale, les nouvelles affaires relevant de la compétence des présidents retrouvent le niveau enregistré en 2016 (2018 : 375 ; 2017 : 391 ; 2016 : 375 ; 2015 : 402 ; 2014 : 363) tandis que celles de la compétence des tribunaux continuent de baisser (2018 : 62 ; 2017 : 65 ; 2016 : 79 ; 2015 : 80 ; 2014 : 60).

En matière de bail enfin, la hausse des nouvelles affaires des présidents observée l'an dernier ne se confirme pas (2018 : 310 ; 2017 : 325 ; 2016 : 306 ; 2015 : 349 ; 2014 : 289). Par contre, le nombre des affaires ressortant de la compétence des tribunaux des baux, qui avait fortement baissé en 2017, remonte (2018 : 82 ; 2017 : 59 ; 2016 : 94 ; 2015 : 108 ; 2014 : 83).

En matière pénale, 1045 personnes ont occupé les tribunaux pénaux du canton (dont 9 pour le Tribunal pénal économique), soit 14 % de moins par rapport à l'exercice précédent (2017 : 1212 ; 2016 : 991).

Dans le district du Lac, l'augmentation du nombre de nouvelles affaires en français relevée en 2017 se confirme tous domaines confondus. Elle s'accroît même en matière de bail avec 94% des nouvelles affaires de la compétence du président et 89% de celles de la compétence du tribunal en français.

2.4.1.2 Temps moyen écoulé entre l'enregistrement des causes et le prononcé du jugement

Juge de répression / *Strafrichter*

	1 – 30 jours/Tage	1 – 3 mois/Mte	3 – 6 mois/Mte	6 – 12 mois/Mte	1 – 2 ans/Jahre	Plus de 2 ans/ Mehr als 2 Jahre	Total
Tribunal pénal / Strafgericht	9	35	61	20	3	2	130
Juge de police / Polizeirichter	113	324	313	120	36	9	915

Tribunal civil / *Zivilgericht*

	1 – 30 jours/Tage	1 – 3 mois/Mte	3 – 6 mois/Mte	6 – 12 mois/Mte	1 – 2 ans/Jahre	Plus de 2 ans/ Mehr als 2 Jahre	Total
Droit de la famille / <i>Familienrecht</i>	21	53	83	88	101	55	401
Actions résultant des contrats / <i>Klagen aus Vertrag</i>	1	1	1	4	9	11	27

Président tribunal civil / *Präsident Zivilgericht*

	1 – 30 jours/Tage	1 – 3 mois/Mte	3 – 6 mois/Mte	6 – 12 mois/Mte	1 – 2 ans/Jahre	Plus de 2 ans/ Mehr als 2 Jahre	Total
Divorce sur requête commune avec accord complet / <i>Scheidung auf gemeinsames Begehren mit umfassender Einigung</i>	34	232	111	28	9	0	414
Mesures protectrices de l'union conjugale et leur modification / <i>Eheschutzmassnahmen und deren Abänderung</i>	50	175	120	71	19	5	440
Affaires pécuniaires (art. 51 al. 1 let. a LJ/JG) / <i>Vermögensrechtliche Streitigkeiten</i>	20	55	58	50	40	16	239
Mainlevée / <i>Rechtsöffnung</i>	569	2156	245	20	11	0	3001

Juridiction des prud'hommes / *Arbeitsgericht*

	1 – 30 jours/Tage	1 – 3 mois/Mte	3 – 6 mois/Mte	6 – 12 mois/Mte	1 – 2 ans/Jahre	Plus de 2 ans/ Mehr als 2 Jahre	Total
Président / Präsident	78	178	88	38	16	2	400
Tribunal / Gericht	0	7	2	19	16	17	61

Jurisdiction des baux / Mietgerichtsbarkeit

	1 – 30 jours/Tage	1 – 3 mois/Mte	3 – 6 mois/Mte	6 – 12 mois/Mte	1 – 2 ans/Jahre	Plus de 2 ans/ Mehr als 2 Jahre	Total
Président / Präsident	104	163	29	9	4	1	310
Tribunal / Gericht	1	7	22	24	15	9	78

Il ressort notamment de ce tableau que 95% des affaires du juge de police et 96% des affaires du tribunal pénal sont jugées dans l'année à compter de leur enregistrement (2017 : 94% et 87%, 2016 : 80% et 86%, 2015 : 81% et 82%, 2014 : 86% et 85%). En matière civile, 61% des affaires en droit de la famille de la compétence du tribunal, 94% des mesures protectrices de l'union conjugale et 76% des affaires pécuniaires de la compétence du président de tribunal, sont jugées dans l'année (2017 : 63%, 93%, 84%, 2016 : 57%, 91%, 79%, 2015 : 64%, 91%, 92%, 2014 : 63%, 94%, 93%)

Aus der Tabelle geht insbesondere hervor, dass 95% der in die Zuständigkeit des Polizeirichters und 96% der in die Zuständigkeit des Strafgerichts fallenden Angelegenheiten innerhalb eines Jahres nach ihrer Erfassung abgeschlossen wurden (2017: 94% und 87%; 2016: 80% und 86%; 2015: 81% und 82%, 2014: 86% und 85%). Mit Blick auf die Zivilsachen sind 61% der Angelegenheiten aus dem Gebiet des Familienrechts, die in die Zuständigkeit des Gerichts fallen, sowie 94% Eheschutzmassnahmen und 76% der vermögensrechtlichen Streitigkeiten, die in die Zuständigkeit des Gerichtspräsidenten fallen, innerhalb eines Jahres erledigt worden (2017: 63%, 93%, 84%, 2016: 57%, 91%, 79%; 2015: 64%, 91%, 92%, 2014: 63%, 94%, 93%).

2.4.1.3 Tribunal d'arrondissement de la Sarine

2.4.1.3.1 Composition et locaux

2.4.1.3.1.1 Composition du Tribunal (uniquement juges, y compris les juges-asseesseurs)

Juges professionnels (au 31.12.2018)

Nom/prénom	Fonction	EPT
Audergon François-Xavier	Président du Tribunal civil	1
Raemy Stéphane	Président du Tribunal civil	1
Schneuwly Laurent	Président du Tribunal civil et en plus de sa charge Président du Tribunal des prud'hommes	1
Rossi Carré Alexandra	Présidente du Tribunal civil et en plus de sa charge Présidente suppléante du Tribunal des baux	1
Guye Ariane	Présidente du Tribunal civil, du Tribunal des baux et du Tribunal des prud'hommes	1
Gautschi Alain	Président du Tribunal civil, du Tribunal pénal et du Tribunal pénal économique	1
Sallin Jean-Marc	Président du Tribunal pénal	1
Chassot Benoît	Président du Tribunal pénal	1
Rodriguez José	Président du Tribunal pénal et du Tribunal des prud'hommes	1
Total équivalents plein-temps EPT		9

Juges-asseesseurs – à titre accessoire (au 31.12.2018)

Nom/prénom	Nom/prénom
Tribunal civil et pénal :	Tribunal civil et pénal :
Ackermann-Clerc Béatrice	Jochem Anne
Bapst Mary-Lise	King-Perroulaz Christiane
Baraké Raymond	Lauper Bernard
Berger Judith	Lepori Damiano
Cudré-Mauroux Hélène	Moigno Barbara
De Buman Caroline	Python Guy
Défago Colette	Quartenoud Paul
Dénervaud Caroline	Rar Samuel
Dey-Raemy Marianne	Roch Sébastien
Droz Jean-Pierre	Schmutz-Schaller Anne-Colette
Duffour Pierre	Schorderet Gilles
Flury-Morard Yolande	Singy Louis Charles
Frehner Christine	Steinauer Brigitte
Haller Sobritz Dominique	Tissot Pierre-André
Hayoz Agnès	Tritten Sophie
Hayoz Catherine	Uldry José
Iliescu Renato	Weidling Annegret

Juges-asseesseurs – à titre accessoire (au 31.12.2018)

Tribunal des prud'hommes :

Brugger David (employeurs)
Charrière Pierre-André (employés)
Clément-Hayoz Chantal (employés)
Fischer Marc (employés)
Gendre Patrick (employeurs)
Marti Jean-Jacques (employeurs)
Rudaz Karin (employeurs)

Tribunal des baux :

Aebischer Christian (propriétaires)
Casazza Roxane (locataires)
Rossier Annick (locataires)
Wicht Pierre (propriétaires)
Wiman Caroline (locataires)
Hayoz Catherine (propriétaires)

En 2018, le Tribunal plénier a été présidé par Laurent Schneuwly et la vice-présidence a été assurée par José Rodriguez.

Le 1^{er} janvier 2018, Mme Ariane Guye a succédé à M. Pascal Terrapon en tant que Présidente du Tribunal civil, du Tribunal des baux et du Tribunal des prud'hommes.

La greffière, Adeline Corpataux, a été nommée Présidente ad hoc du 1^{er} mars au 31 août 2018, afin de reprendre le rôle du Président Stéphane Raemy, qui a dû se consacrer pleinement à un dossier particulièrement complexe, durant cette période.

Elu Juge cantonal dès le 1^{er} janvier 2019, le Président Laurent Schneuwly a démissionné avec effet au 31 décembre 2018 de son poste de Président à 100% du Tribunal civil et du Tribunal des prud'hommes. Le Tribunal lui exprime toute sa gratitude pour son dévouement ainsi que pour le travail accompli tout au long de ces huit années et lui présente ses meilleurs vœux dans sa nouvelle fonction.

Il n'y a pas eu de changements au sein des Présidents du Tribunal pénal de la Sarine en 2018.

La Présidente Caroline Gauch a démissionné avec effet au 30 juin 2017 de son poste de Présidente à 10% du Tribunal des prud'hommes. Si elle a été remplacée par le Président Peter Rentsch pour les affaires prud'homales en langue allemande durant l'année 2018, en revanche, elle ne l'a toujours pas été pour celles, plus nombreuses, en langue française. Cette charge supplémentaire a été reportée sur les trois magistrats en charge des prud'hommes.

En 2019, la présidence du Tribunal plénier sera assurée par José Rodriguez et la vice-présidence par Alexandra Rossi Carré.

En mars 2018, le Grand Conseil a élu le juge assesseur Patrick Gendre en remplacement du juge assesseur Patrick Dénervaud, qui avait démissionné pour le 31 décembre 2017. Pour le 31 décembre 2018, les juges assesseurs Marianne Dey-Raemy et Annick Rossier ont mis fin à leur fonction. Le Tribunal leur adresse ses vifs remerciements pour leur activité exercée au service de la justice. Pour les remplacer, les juges assesseurs Cécile Thiémarc et Matthieu Loup ont été élus par le Grand Conseil. Le Tribunal leur souhaite la bienvenue et plein succès dans leur nouvelle fonction.

2.4.1.3.1.2 Composition du greffe et du secrétariat

Équivalents plein temps au budget (au 31.12.2018)	EPT
Total EPT des collaborateurs avec formation juridique	11.25
Total EPT des collaborateurs sans formation juridique	17.30
Total des apprentis	3.00

Les mutations suivantes sont intervenues au sein des greffier-ères.

Mme Mireille Meissner, greffière du Tribunal des prud'hommes à 50%, a démissionné avec effet au 14 janvier 2018. Elle a été remplacée, le 1^{er} mars 2018, par M. Özgür Imrak, greffier du Président Stéphane Raemy à 50%. Ce dernier a ainsi augmenté son taux d'activité à 100%.

Mme Malory Fagone, greffière de la Présidente Alexandra Rossi Carré à 50% et du Président José Rodriguez à 50%, a quitté le Tribunal le 31 janvier 2018. Elle a été remplacée par Mme Julia Giallombardo au sein du greffe de la Présidente Rossi Carré et par Mme Mélanie Eggertswyler au sein du greffe du Président José Rodriguez.

Du 1^{er} mars au 31 août 2018, Mme Adeline Corpataux, greffière à 50% pour le Président Laurent Schneuwly et à 50% pour le Président Jean-Marc Sallin, a été nommée Présidente ad hoc à 100%. Elle a été remplacée à son poste de greffière par Mme Nathalie Tschudi. Durant cette même période, Mme Sophie Allred a été engagée à 50% comme greffière de la Présidente ad hoc Adeline Corpataux.

Mme Nadège Héritier, greffière du Président Jean-Marc Sallin à 25% et du Président Benoît Chassot à 60%, a bénéficié d'un congé maternité prolongé par des vacances du 19 juin au 31 octobre 2018. Pour pallier à cette absence, Mme Marie Brodard a été engagée à 85% du 1^{er} juin au 31 août 2018, puis à 60% du 1^{er} au 30 septembre 2018. Mme Nadège Héritier souhaitant réduire son taux d'activité de 85% à 60%, Mme Karine Devaud, greffière du Président Chassot à 60%, a ainsi augmenté son taux d'activité à 85% dès le 1^{er} septembre 2018.

Mme Francine Pittet, greffière du Président Laurent Schneuwly à 50% et de la Présidente Alexandra Rossi Carré à 50%, a bénéficié d'un congé maternité prolongé par des vacances du 21 juin au 31 décembre 2018. Pour pallier à son absence au sein du greffe du Président Laurent Schneuwly, Mme Thalia Durand a été engagée du 1^{er} juin au 31 décembre 2018 en tant que greffière à 50%. Mme Francine Pittet a fait part de son souhait de réduire son taux d'activité à 50% à partir du 1^{er} novembre 2018. Afin de pallier à son absence au sein du greffe de la Présidente Rossi Carré, Mme Céline Gaillard, greffière volante, a rejoint de manière ponctuelle ledit greffe du 1^{er} juin au 31 août 2018. A partir du 1^{er} septembre 2018, ont rejoint comme greffières le greffe de la Présidente Alexandra Rossi Carré, Mme Nathalie Tschudi dont le contrat a été prolongé jusqu'au 14 septembre 2018 à 100% et Mme Sophie Allred dont le contrat a été prolongé jusqu'au 31 octobre 2018 à 50%. Puis, à partir du 1^{er} novembre 2018, Mme Marie Brodard a remplacé définitivement Mme Francine Pittet en tant que greffière de la Présidente Alexandra Rossi Carré à 50%.

Du 1^{er} octobre au 31 décembre 2018, un échange de greffières a eu lieu entre le Ministère Public et le Tribunal civil. Mme Céline Brunod, greffière de la Présidente Ariane Guye, et Mme Gaëlle Egger, greffière du Procureur Philippe Barboni, ont échangé leurs places de travail pendant trois mois. Au vu du bon déroulement de cet échange, il est probable que d'autres futurs échanges comme celui-ci aient lieu.

Du 1^{er} novembre au 31 décembre 2018, Mme Sophie Allred a vu son contrat prolongé en tant que greffière volante à 50% en compensation de l'engagement de Mme Céline Gaillard, greffière volante, au sein du greffe de la Présidente Alexandra Rossi Carré durant la période du 1^{er} juin au 31 août 2018.

Les mutations suivantes sont intervenues au sein des secrétaires.

Dès le 1^{er} janvier 2018, Mme Nathalie Cuennet a été engagée à 80 % en tant que secrétaire pour la Présidente Ariane Guye et le 20% restant de ce poste a été attribué à Mme Inès Garcia, secrétaire à 50% pour le Président François-Xavier Audergon.

Mme Charlotte Buergy, qui assure le 40% du secrétariat du Président Jean-Marc Sallin, a bénéficié d'un congé maternité prolongé par des vacances du 25 décembre 2017 au 1^{er} juin 2018. En son absence, elle a été remplacée par Mme Leonora Curri et le 60% du secrétariat a toujours été géré par Mme Sophie Magnin.

Mme Dagmar Decker, secrétaire-réceptionniste à 50%, bénéficie d'un congé maternité prolongé depuis le 10 juin 2018. Elle est remplacée par Mme Leonora Curri.

Depuis le 1^{er} septembre 2018, Mme Ludivine Spini, secrétaire volante à 50%, et Mme Martine Gachet, secrétaire de la Présidente Rossi Carré à 50%, ont interverti leurs fonctions pour une durée initialement prévue de 6 mois.

2.4.1.3.1.3 Locaux

De nombreuses interventions ont été nécessaires, dans nos locaux, afin de réparer les installations de chauffage et de ventilation ainsi que leurs installations de contrôle. Des travaux complémentaires sur le système de ventilation seront encore nécessaires, en 2019, pour assurer le bon fonctionnement de celui-ci. En outre, suite de nombreuses fuites d'eau au niveau de la toiture et, au vu de son état général, une réfection totale du toit, incluant les réparations liées aux dégâts d'eau, s'avère nécessaire. Ces travaux impliquant un coût conséquent, le Service des bâtiments a soumis au Conseil d'Etat un plan d'investissement urgent afin de pouvoir effectuer ces travaux au plus vite.

En matière de taux d'occupation des locaux, le Tribunal se trouve à l'étroit dans ses murs, plus aucun bureau n'étant libre.

Au début du mois de novembre 2018, l'ensemble du matériel informatique a été modifié. Les collaborateurs en sont très satisfaits.

2.4.1.3.2 Activité juridictionnelle

2.4.1.3.2.1 En général (charge de travail globale etc.)

En 2018, les affaires inscrites, tant au rôle du Tribunal civil de l'arrondissement de la Sarine qu'à ce celui des Présidents, se sont élevées à 3'943.

La charge de travail de chacun des Présidents est considérable. En effet, en tenant compte du fait que la Présidente Ariane Guye consacre environ 33% de son rôle aux pures causes civiles, le solde étant pour les causes prud'homales et des baux à loyer et le Président Alain Gautschi 20% de son rôle aux causes civiles allemandes, le solde étant pour les causes pénales allemandes et les causes du Tribunal pénal économique, les affaires inscrites au rôle de chacun des Présidents du Tribunal civil de l'arrondissement de la Sarine pour l'année 2018 ont été en moyenne d'environ 870 dossiers (3'943 : 4.53 EPT), ce qui atteint la limite raisonnable d'un rôle présidentiel, voire la dépasse.

Pour la même période, le nombre des décisions rendues, tant par le Tribunal civil de l'arrondissement de la Sarine que par ses Présidents, s'est élevé à 3'961, soit plus que le nombre de dossiers entrés, ce qui fait une moyenne de 874 dossiers par magistrat (3'961 : 4.53 EPT). Les magistrats, pour soutenir un tel rythme, dépassent régulièrement les heures de travail légales.

Les affaires en cours sont au nombre de 932, soit 205 par magistrat (932 : 4,53 EPT).

Il est important de relever l'accroissement constant du nombre de dossiers entrants et de la difficulté des causes qui relève, non seulement du droit de la construction, mais également du droit des sociétés, du droit bancaire et du droit successoral.

Il est aussi nécessaire de rappeler que, depuis plus de 25 ans, la section civile du Tribunal de l'arrondissement de la Sarine n'a pas bénéficié d'une équipe complète à 100% (président ; greffier ; secrétaire) alors que le nombre des habitants du district n'a eu de cesse de croître et, par voie de conséquence, les litiges en matière civile.

Comme il a déjà été indiqué lors des années précédentes, la charge de travail par magistrat est considérable, de sorte que des jugements sont en attente d'être rédigés dans des causes particulièrement complexes, voire sensibles d'un point de vue humain.

Pour que le traitement des dossiers puisse se faire dans des délais plus courts, dans l'intérêt des justiciables et pour que de saines conditions de travail puissent exister, un renfort de force rédactionnelle est urgent et indispensable. Ce renfort de force rédactionnelle doit se faire par l'allocation, par Président, d'un greffier supplémentaire à 50% au minimum.

Le Tribunal de la Sarine remercie le Conseil de la Magistrature pour la création d'un nouveau poste de magistrat à 50% en 2019. Toutefois, l'octroi de ce poste n'a pas été accompagné de l'allocation d'un greffier supplémentaire attribué à ce Président, ce qui justifie encore plus le renfort de force rédactionnelle mentionné au paragraphe précédent.

En 2018, la charge de travail des Présidents du Tribunal pénal de la Sarine est demeurée élevée et a été soutenue, afin de liquider le plus grand nombre d'affaires dans des délais raisonnables. Les dossiers de la compétence du Juge de

police ont notablement augmenté (25% environ), principalement dès le 2ème semestre de l'année. Les affaires de la compétence du Tribunal pénal sont plus ou moins stables.

2.4.1.3.2.2 Affaires civiles (président, tribunal, tutelles, prud'hommes, baux, poursuites et faillites)

Les Présidents du Tribunal civil de l'arrondissement de la Sarine se réfèrent aux statistiques remises en annexe. S'agissant de la charge globale tant des affaires inscrites au rôle qu'à celle liquidées, il y a lieu de se référer à ce qui est rapporté ci-devant.

Quant à la juridiction des prud'hommes, 199 dossiers de la compétence du Président (184 en 2017) et 29 dossiers de la compétence du Tribunal (37 en 2017) ont été liquidés durant l'année 2018. Dans les dossiers liquidés par les Présidents, on dénombre 26 jugements, 48 conciliations, 60 autorisations de procéder délivrées et 65 dossiers liquidés pour d'autres raisons (retrait de la requête, irrecevabilité, décisions d'assistance judiciaire...).

Le Tribunal des prud'hommes se réjouit d'apprendre qu'une solution a été trouvée pour le remplacement de la suppléance vacante.

La juridiction des baux a été saisie de 216 nouvelles affaires en 2018 (172 pour le Président et 44 pour le Tribunal). De manière globale, le stock des affaires pendantes au 31 décembre 2018 est resté stable par rapport à celles pendantes au 31 décembre 2017 (moins 1 unité). Cela étant, la juridiction des baux constate une augmentation importante des affaires du Tribunal en 2018 (44 unités en 2018 sont entrées contre 28 unités en 2017).

Cette juridiction reste surchargée, sachant que le rôle de la Présidente Ariane Guye est composé, en sus des causes de bail, de 33% de causes prud'homales et de 33% civiles ordinaires.

A noter encore que la suppléance du Tribunal des baux a été assumée en 2018 uniquement par la Présidente Alexandra Rossi Carré.

2.4.1.3.2.3 Affaires pénales (juge de police, tribunal pénal)

En 2018, le Tribunal pénal de la Sarine a reçu 80 nouveaux dossiers à juger (79 en français ; 1 en allemand). Il en a liquidé 69. Au 1^{er} janvier 2019, il reste ainsi 25 dossiers à juger.

En 2018, les Juges de police de la Sarine ont reçu 441 nouveaux dossiers (415 en français ; 26 en allemand). Ils en ont liquidé 340. Au 1^{er} janvier 2019, il reste ainsi 222 dossiers à juger.

2.4.1.3.2.4 Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants

Le rapport avec les autres autorités est généralement bon, voire très bon.

Il n'y a aucune remarque particulière s'agissant des rapports avec les avocats et autres intervenants.

2.4.1.3.3 Formation

Les Présidentes et Présidents du Tribunal d'arrondissement de la Sarine ont pris part à diverses formations durant le courant de l'année 2018.

Le personnel du Greffe a également pu bénéficier de cours et de séminaires de formation.

2.4.1.3.4 Divers (propositions de modification législatives, informatiques etc.)

Le Tribunal n'a aucune remarque particulière à formuler à ce sujet.

2.4.1.4 Tribunal d'arrondissement de la Singine

2.4.1.4.1 Composition et locaux

2.4.1.4.1.1 Composition du tribunal (uniquement les juges et les assesseur-e-s)

Juges professionnel-le-s (état au 31.12.2018)

Nom/prénom	Fonction	EPT
Dr Raemy Reinold	Président du tribunal	100
Rentsch Peter	Président du tribunal	100
Vaucher Mauron Pascale	Présidente Tribunal des baux à loyer	10
Rohner Stulz Seraina	Présidente Tribunal des prud'hommes	10
Total équivalents plein-temps EPT		220

Assesseur-e-s - à titre accessoire (au 31.12.2018)

Nom/prénom	Nom/prénom
Tribunal pénal et civil:	Tribunal des prud'hommes
Aeberhard Robert	Vonlanthen Norbert
Aebischer Gabriel	Marguet-Brügger Irène
Bürgisser Martha	Rappo Pascal
Chappuis Waeber Dominique	Ruffieux Anton
Fasel Aldo	Maurer Urs
Grossrieder Monika	Chappuis Waeber Dominique
Jungo Guido	Tribunal des baux à loyer
Portmann Marianne	Schneider Erika
Reidy Thomas	Jungo Jean-Louis
Schwaller Bruno	Schär Gilberte
Sturny Myriam	Loembe Verena
Waeber-Hayoz Ruth	Hubmann Ivo
	Genner Susanne

2.4.1.4.1.2 Composition du Greffe et du Secrétariat

Equivalents plein-temps au 31.12.2018	EPT
Total EPT collaborateur-trice-s de formation juridique	405
Total EPT collaborateur-trice-s sans formation juridique	350

S'agissant des greffiers, aucun changement n'est à signaler. Nicholas Bürgy a suivi une formation continue à partir du 1er mars 2018 et, avec l'accord du Service de la justice, sa charge de travail a été ramenée à 80% pendant un an. Il travaillera à nouveau à 100% dès le 1er mars 2019.

Ont occupé en 2018 les postes de stagiaires Raphael Casanova (1er octobre 2017 au 31 mars 2018), Corinne Wüthrich-Harte (1er janvier 2018 au 30 juin 2018), Alicia Loosli (1er avril 2018 au 30 septembre 2018), Carole Schraner (1er juillet 2018 au 31 décembre 2018) et Anne-Sophie Krattinger (1er octobre 2018 au 31 mars 2019). Les stagiaires ont également été pris en compte parmi les collaborateurs-trice-s de formation juridique.

Simon Zurkinden a achevé son apprentissage en date du 31 juillet 2017. Dès lors, il a travaillé à temps partiel, d'abord comme stagiaire, puis dans le cadre d'un programme d'intégration AI, au secrétariat. Le 1er août 2018, Almedina Ajeti a commencé son apprentissage de deux ans en tant qu'assistante de bureau.

2.4.1.4.1.3 Locaux

Il n'y a pas eu de changement à cet égard en 2018.

2.4.1.4.2 Activité juridictionnelle

2.4.1.4.2.1 En général (charge de travail, etc.)

Le Président du tribunal Peter Rentsch a assumé en 2018 la direction des affaires administratives (art. 21 LJ). En sus du fait que Peter Rentsch et Seraina Rohner Stulz sont en charge du Tribunal des prud'hommes et Reinold Raemy et Pascale Vaucher Mauron du Tribunal des baux à loyer, les présidents des tribunaux ont continué à se répartir le travail selon des aspects pratiques, c'est-à-dire qu'ils ne divisent pas leur travail par matière, mais chaque juge est en principe actif dans tous les domaines. Les dossiers sont répartis aléatoirement, le greffe adoptant une clé de répartition de 50:50.

La charge de travail est demeurée élevée mais, pour l'essentiel, il a été possible de la maîtriser. Au Tribunal d'arrondissement de la Gruyère (pour les cas en langue allemande), Peter Rentsch a réglé deux affaires en qualité de Président du Tribunal civil, et deux en tant que Juge de police. Au Tribunal d'arrondissement de la Sarine, Seraina Rohner Stulz a réglé trois affaires en qualité de Présidente du Tribunal des prud'hommes, Peter Rentsch dans un cas à titre de Président du Tribunal civil, deux en qualité de Président du Tribunal des prud'hommes et deux affaires relevant de la compétence du Tribunal administratif. Pendant l'année sous rapport, Reinold Raemy a été mis à contribution une fois au titre de suppléant du Président du Tribunal des mesures de contrainte et a traité un cas au Tribunal d'arrondissement du Lac

2.4.1.4.2.2 Matière civile (Président, Tribunal, Chambre des tutelles, Tribunal des prud'hommes et Tribunal des baux, Poursuites et faillites)

En 2018 ont été enregistrées au total 827 affaires civiles (2013: 819, 2014: 899, 2015: 852, 2016: 915, 2017: 936), dont 20 affaires de droit du bail à Morat. Il a été possible de clore 848 procédures (2012: 895, 2013: 939; 2014: 907; 2015: 816, 2016: 861 2017: 907), 23 affaires de droit du bail ayant été réglées à Morat. Ce chiffre de 848 porte sur les décisions mettant fin à une procédure; toutes les autres décisions, comme par exemple les suspensions, celles relatives aux expertises et autres décisions intermédiaires, ne sont pas prises en considération.

En principe, les affaires du Tribunal des baux ont été réparties comme auparavant, selon le lieu de l'objet loué, soit entre Tavel et Morat. Les dossiers sont traités administrativement par le greffe respectif (inscription au rôle, archivage).

Il y a lieu d'ajouter ici qu'en 2018, 73 jugements de divorce (2011: 95, 2012: 98, 2013: 78, 2014: 69; 2015: 72, 2016: 62, 2017: 70) ont été rendus. Les listes de frais des affaires civiles n'ont pas été établies séparément, mais les indemnités de partie et celles allouées aux défenseurs d'office sont généralement fixées dans le jugement rendu sur le fond. Il y a eu 29 auditions d'enfants (2011: 28, 2012: 26, 2013: 28, 2014: 41; 2015: 22, 2016: 35, 2017: 29) menées par la greffière Vaucher Mauron, étant précisé que, souvent, plusieurs enfants ont été auditionnés simultanément.

S'agissant des données figurant dans la statistique, les explications complémentaires suivantes peuvent être apportées:

Les présidents du Tribunal des prud'hommes ont réglé 17 affaires en tout, dont 16 en procédure de conciliation.

Il faut noter dans la statistique de la juridiction en matière de bail que, depuis le 1er janvier 2013, seul le tribunal qui a également traité le cas au fond recense administrativement les affaires en ce domaine. Les affaires entrées avant cette date et traitées à Morat étaient à chaque fois enregistrées dans les systèmes des deux tribunaux. Jusqu'à la clôture de tous ces cas - il y a encore actuellement à Morat une affaire pendante devant le Tribunal des baux qui est également enregistrée administrativement à Tavel - il y aura des recoupements dans les statistiques Tribuna.

78 procédures de conciliation ont été ouvertes, qui ont été réglées de la manière suivante: décisions selon art. 212 CPC: 9, transaction/réconciliation: 31, autorisations d'introduire action: 22, proposition de décision acceptée: 2, sans objet ou autres motifs: 14. Ces chiffres englobent aussi les procédures de conciliation en droit du travail, qui ne sont pas inscrites dans la statistique (Président du Tribunal civil, formulaire 2).

2.4.1.4.2.3 Matière pénale (Juge de police, Tribunal pénal)

Au total, ce sont 75 affaires pénales qui ont été enregistrées (2012: 98, 2013: 84, 2014: 86; 2015: 81, 2016: 104, 2017: 83), 69 affaires ont été réglées (2012: 102, 2013: 99, 2014: 83; 2015: 82, 2016: 86, 2017: 93). Ont également été prises en compte dans ces chiffres deux affaires traitées par le Président du Tribunal pénal (instance 60). Aucune liste de frais n'a été fixée séparément dans les affaires pénales, car les indemnités sont également fixées dans les jugements sur le fond, en procédure pénale.

2.4.1.4.2.4 Relations avec les autorités, avocats et avocates, autres intéressé-e-s

Les relations avec les autorités et les avocats sont bonnes.

Le Conseil de la magistrature a inspecté le Tribunal d'arrondissement en date du 10 septembre 2018.

2.4.1.4.3 Formation continue

Les présidents de tribunal et les greffier-ère-s ont pris part à des sessions de formation continue.

2.4.1.4.4 Divers (propositions de modifications de loi, informatique, etc.)

Pas de remarques.

2.4.1.5 Tribunal d'arrondissement de la Gruyère

2.4.1.5.1 Composition et locaux

2.4.1.5.1.1 Composition du Tribunal (uniquement juges, y compris les juges-asseesseurs)

Juges professionnels (au 31.12.2018)

Nom/prénom	Fonction	EPT
Bütikofer Repond Frédérique	Présidente	0.5
Dey Gremaud Claudia	Présidente	1
Perroud Sugnaux Camille	Présidente	0.5
Vallet Philippe	Président	1
Oberson Nicolas	Président du Tribunal des Prud'hommes	0.1
Total équivalents plein-temps EPT		3.1

Juges-asseesseurs (au 31.12.2018)

Nom/prénom	Nom/prénom
Tribunal civil et pénal :	Tribunal des prud'hommes :
Barras Philippe	Clément Philippe (employeurs)
Brodard Jacqueline	Magnin Daniel (employés)
Brülhart Maguy	Progin Yolande (employeurs)
Castella Michel	Remy Annick (employeurs)
Aebischer Jacques	Remy Raymond (employés)
Dupasquier Colette	Rouiller Pierre (employés)
Fragnière-Morard Nicole	Tribunal des baux :
Galley Josiane	Delabays Marc (propriétaires)
Geinoz Joseph	Dumas Justine (locataires)
Giller Stéphane	Magne André (propriétaires)
Morand Anne	Martins Sandra (locataires)
Morand Patrice	Perroud Noëlle (propriétaires)
Repond Jean-Pierre	Scazzari Valentina (locataires)
Romanens Claudia	

En 2018, Monsieur le Président Philippe Vallet a fonctionné en qualité de Président en charge des questions administratives et Madame la Présidente Camille Perroud Sugnaux en qualité de Vice-Présidente. La présidence sera assumée pour l'année 2019 par cette dernière et la vice-présidence par Madame la Présidente Claudia Dey Gremaud.

2.4.1.5.1.2 Composition du greffe et du secrétariat

Équivalents plein temps (au 31.12.2018)	EPT
Total EPT des collaborateurs avec formation juridique	4.4
Total EPT des collaborateurs sans formation juridique	5.6

Pour l'année 2018, en termes d'EPT, il n'y a eu aucune modification en matière d'EPT au sein du personnel. Notre secrétaire huissier M. Jean-Luc Antoniotti a pris sa retraite au 1^{er} juillet 2018, remplacé dans son poste par Mme Noémie Gigon. Nous relevons également la présence, entre les mois de mai et de juillet 2018, du Président Michel Morel, fonctionnant comme Juge ad hoc au taux de 60% pour notre Autorité. Il était accompagné d'un greffier à temps plein.

Le Tribunal a pu également compter sur le soutien de greffiers stagiaires qui travaillent en principe pour une période de 6 mois au sein de notre greffe. Ils sont en permanence au nombre de deux.

Enfin, deux greffiers ad hoc ont assuré la rédaction d'un très volumineux jugement dans un dossier pénal, respectivement le remplacement d'une greffière arrêtée durant 2 mois.

2.4.1.5.1.3 Locaux

Nous sommes satisfaits de nos locaux au niveau de leur fonctionnalité et de l'espace à disposition. Cependant, malgré des demandes réitérées, des problèmes au niveau du chauffage et du taux d'humidité demeurent et engendrent de forts désagréments, se présentant sous la forme de soucis de santé pour certains collaborateurs du Tribunal. Les problèmes ont été annoncés à nouveau, mais aucune solution claire ne semble pouvoir être trouvée.

2.4.1.5.2 Activité juridictionnelle

2.4.1.5.2.1 En général (charge de travail globale etc.)

Depuis de nombreuses années, la charge de travail est extrêmement soutenue pour l'ensemble du personnel du Tribunal. La situation s'est quelque peu améliorée, en ce sens que le nombre de nouvelles affaires s'est stabilisée par rapport à 2017. De plus, nous avons bénéficié de la présence du Président ad hoc Michel Morel et de son greffier durant quelques semaines, ce qui a permis de diminuer la charge de chaque Président en place. Cette charge de travail demeure toutefois préoccupante. La santé du personnel du Tribunal demeure ainsi une inquiétude constante en raison du point soulevé dans le précédent paragraphe, mais également du stress chronique que le rythme de travail induit.

La présence du Président ad hoc Michel Morel, au cours de cette année 2017, a démontré que, pour assurer le respect des principes de procédure, tant civils que pénaux, tel le principe de célérité, et permettre aux magistrats en place d'avoir une charge de travail supportable, le Tribunal de la Gruyère doit se voir doter de postes de travail supplémentaires, à savoir une cellule complète, (magistrat, greffier et secrétaire). A toute le moins, un poste de secrétariat supplémentaire à 100% permettant de mettre en place un secrétariat général, serait extrêmement bénéfique et permettrait de soulager la charge tant du secrétariat que des greffiers. Sur la base de ce constat, les magistrats de la Gruyère avaient proposé l'augmentation des taux d'activité des Présidentes pénalistes à hauteur de 60% pour la Présidente Camille Perroud Sugnaux et à hauteur de 60% jusqu'à 80% pour la Présidente Frédérique Buetikofer Repond, au niveau civil la création d'un poste de président supplémentaire d'au moins 50%, ainsi que la création d'un poste de réceptionniste à temps plein au niveau du secrétariat, l'augmentation de taux d'activité des Présidentes en place et la création d'un nouveau poste de président à temps partiel devant être accompagnées de son équivalent greffier et secrétaire. En dépit de toute attente, aucun engagement n'est intervenu depuis lors.

2.4.1.5.2.2 Affaires civiles (président, tribunal, tutelles, prud'hommes, baux, poursuites et faillites)

Pour ces autorités, nous constatons, dans notre district, une tendance à la stagnation en matière de causes nouvelles entées en 2018. En revanche, leur complexité ne montre aucune tendance à la diminution.

Comparé à 2017, l'absence du Président ad hoc Michel Morel secondé par sa greffière ad hoc, bien que présent quelques semaines entre les mois de mai et juillet, s'est clairement faite ressentir. Cela représentait en effet une décharge non négligeable des Présidents civils en place. En 2018, seules les procédures en matière de bail ont connu une augmentation nette.

La Cellule judiciaire itinérante a liquidé 3 affaires en matière civile, dont une de la compétence du Tribunal civil.

Pour le surplus, cf. statistiques.

2.4.1.5.2.3 Affaires pénales (juge de police, tribunal pénal)

Pour ces autorités, nous constatons, dans notre district, une tendance à la diminution du nombre de causes liquidées en 2018. En effet, durant cette année, les Présidentes pénalistes n'ont pu compter sur la présence du Président ad hoc Michel Morel et de sa greffière ad hoc que très brièvement, l'absence de cet appui se faisant ressentir. Les autorités pénales de notre Tribunal ont également sollicité le soutien de la Cellule judiciaire itinérante, laquelle a liquidé 16 dossiers, 2 causes demeurant pendantes au 31 décembre 2018. Nous devons relever que les parties (parties plaignantes/prévenu(e)s) étant le plus souvent représentées par un avocat, cela a pour conséquence de prolonger non seulement les délais d'assignation, mais également la durée des audiences/séances.

Pour le surplus, cf. statistiques.

2.4.1.5.2.4 Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants

D'une manière générale, les rapports avec les avocats, ainsi que les autres autorités, sont bons. En outre, la Cellule judiciaire itinérante s'avère être d'une grande aide et d'un précieux soutien, et nos rapports avec cette entité sont excellents.

2.4.1.5.3 Formation

Les magistrats du Tribunal de la Gruyère ont suivi les formations suivantes :

Bütikofer Repond Frédérique :

- > Congrès GSC, à Interlaken
- > Forum Droit de procédure - La Preuve, à Fribourg
- > Colloque GEMME - La Conciliation, à Fribourg
- > Journée de l'OAF, à Fribourg

Dey Gremaud Claudia :

- > Journée de la LP, à Lausanne
- > Colloque GEMME - La Conciliation, à Fribourg
- > Frais et assistance judiciaire en procédures civile et pénale, à Neuchâtel
- > Journée de l'OAN, à Neuchâtel

Perroud Sugnaux Camille :

- > Le Juge face à l'accusation, à Gerzensee

Vallet Phillippe :

- > Journée du droit successoral, à Fribourg
- > PPE 2018 (4^{ème} symposium en droit immobilier), à Fribourg
- > Droit du travail CERT, à Neuchâtel
- > Journée de l'OAF, à Fribourg

Oberson Nicolas :

- > Droit du travail CERT, à Neuchâtel
- > Congrès GSC, à Interlaken
- > Journée de l'OAF, à Fribourg.

2.4.1.5.4 Divers (propositions de modification législatives, informatiques etc.)

Proposition de modification législative :

Au sens de l'art. 34 LJ, le Tribunal des baux pour les districts de la Gruyère, de la Glâne, de la Broye et de la Veveyse a son siège à Bulle. Dans les faits, le Conseil de la magistrature a procédé à un partage des tâches pour cette autorité dans ces districts comme suit :

Chacun de ces quatre tribunaux conserve les procédures ayant trait aux expulsions en matière de bail. Pour toutes les autres procédures au fond en la matière, c'est le Tribunal de la Veveyse qui se charge des affaires relevant des districts de la Veveyse et de la Gruyère, et le Tribunal de la Glâne en fait de même avec les affaires de bail pour les districts de la Glâne et de la Broye.

Partant, pour la bonne compréhension des justiciables, il serait nécessaire d'introduire cette répartition tant *ratione loci* que *ratione materiae* dans la Loi sur la justice, en modifiant l'art. 34 LJ en ce sens.

2.4.1.6 Tribunal d'arrondissement du Lac

2.4.1.6.1 Composition et locaux

2.4.1.6.1.1 Composition du Tribunal (uniquement juges, y compris les juges-asseesseurs)

Juges professionnels (au 31.12.2018)

Nom/prénom	Fonction	EPT
Markus Ducret	Président	1
Sandrine Schaller Walker	Présidente	0.6
Peter Stoller	Président Tribunal des prud'hommes	0.1
Total équivalents plein-temps EPT		1.7

Juges-asseesseurs – à titre accessoire (au 31.12.2018)

Nom/prénom	Nom/prénom
Tribunal civil et pénal :	Tribunal des baux :
Daniel Baechler	Susanne Genner
Brigitte Bauer	Ivo Hubmann
Nicole Chuard	Jean-Louis Jungo
Eric Delley	Verena Loembe
Miriam Deuble	Gilberte Schär-Demont
Roger Folly	Erika Schneider
Andreas von Kaenel	Tribunal des prud'hommes :
Anne Kleinewefers Lehner	Anne-Marie Coopt
Cilette Marchand	Manfred Meyer
Nicole Piano	Christian Pillonel
Frédéric Plancherel	Bruno Schwander
Thomas Schick	Eliane Weber
Patrick Zehnder	Philipp Wieland

2.4.1.6.1.2 Composition du greffe et du secrétariat

Équivalents plein temps (au 31.12.2018)	EPT
Total EPT des collaborateurs avec formation juridique	1.7
Total EPT des collaborateurs sans formation juridique	2.9

Durant l'année 2018, six greffiers-stagiaires ont terminé, accompli ou débuté un stage pour une période de six mois.

2.4.1.6.1.3 Locaux

Pas de remarque.

2.4.1.6.2 Activité juridictionnelle

2.4.1.6.2.1 En général (charge de travail globale etc.)

Durant l'année 2018, le Tribunal du Lac a conservé une charge de travail très intense, le nombre de dossiers enregistrés ayant encore augmenté par rapport à l'année 2017. Comme déjà relevé dans le rapport 2017, la proportion de cas francophones est importante (environ 40%, voire 50% en pénal), et aucune amélioration n'est à prévoir. Pour cette raison, un renforcement du personnel francophone est nécessaire et l'attribution renouvelée du poste de stagiaire francophone est indispensable. La transmission de dossiers à la cellule itinérante constitue également un soutien précieux.

2.4.1.6.2.2 Affaires civiles (président, tribunal, tutelles, prud'hommes, baux, poursuites et faillites)

Président du Tribunal civil :

En 2018 (*en comparaison de 2017*), 892 affaires (*2017 = 805*) ont été inscrites au rôle du Président du Tribunal civil avant le 31 décembre 2018, dont 554 en allemand, soit 62% (*2017= 507*). Durant l'année 2018, 911 affaires (*2017 = 758*), dont 554 en allemand ont été liquidées. 192 affaires demeurent inscrites au rôle, dont 114 en allemand.

Sur les procédures liquidées en 2018, 519 relèvent de la loi sur les poursuites et faillites. Il y a eu notamment 339 procédures de mainlevées d'opposition et 113 ouvertures de faillite.

Tribunal civil :

En 2018, le Tribunal civil a enregistré 41 nouvelles affaires (*2017 = 43*), dont 28 en allemand (*2017 = 17*). Durant l'année, 36 affaires (*2017= 50*), dont 26 en allemand, ont été liquidées.

Au 31 décembre 2018, 61 affaires (*2017= 55*) sont encore en cours devant le Tribunal civil, dont la moitié en allemand. 16 affaires étaient inscrites au rôle avant le 31 décembre 2016.

Conciliation :

86 procédures de conciliation ont été liquidées en 2018, pour lesquelles 32 autorisations de procéder ont été rendues, 3 propositions de jugement et 12 jugements ont été prononcés. 20 procédures se sont soldées par une transaction et 19 ont été liquidées d'une autre manière (notamment retrait de la requête).

Tribunal des prud'hommes :

Devant le Président du Tribunal des prud'hommes, 44 nouvelles affaires (*2017=32*) ont été inscrites au rôle, dont 26 en allemand. Les Présidents ont traité 44 affaires (dont 10 affaires liquidées par conciliation). Au 31 décembre 2018, il demeure 9 affaires pendantes (*2017= 9*).

Devant le Tribunal des prud'hommes, 9 nouvelles affaires (*2017=5*) ont été introduites, dont 4 en allemand. 7 affaires (*2017=4*) ont été liquidées. Il reste 6 procédures pendantes au 31 décembre 2018.

Tribunal des baux :

Devant le Président du Tribunal des baux, 15 nouvelles affaires ont été inscrites au rôle (2017 = 18), dont 13 en allemand. 16 jugements ont été rendus, et il reste 1 affaire pendante au 31 décembre 2018.

Durant l'année 2018, 5 nouvelles affaires (2017 = 3), dont 4 en allemand, ont été inscrites au rôle du Tribunal des baux qui a rendu 7 jugements. Au 31 décembre 2018, il demeure 4 affaires pendantes.

Pour le surplus, il est renvoyé au rapport du Tribunal de la Singine concernant les affaires relevant du Tribunal des baux de la Singine et du Lac.

2.4.1.6.2.3 Affaires pénales (juge de police, tribunal pénal)

Juge de police :

En 2018, 106 nouvelles affaires (2017 = 137) ont été enregistrées, dont 51 en allemand. Les juges de police ont liquidé 121 cas (2017 = 125). Au 31 décembre 2018, 39 affaires restent inscrites au rôle.

Tribunal pénal :

9 nouvelles affaires ont été enregistrées (2017= 10), dont 4 en allemand. Durant cette année, le Tribunal pénal a jugé 11 personnes. Au 31 décembre 2018, il reste 5 affaires à juger

2.4.1.6.2.4 Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants

Pas de remarque.

2.4.1.6.3 Formation

Les Présidents ainsi que les greffiers ont suivi chacun plusieurs journées de formation continue.

2.4.1.6.4 Divers (propositions de modification législatives, informatiques etc.)

Pas de remarque.

2.4.1.7 Tribunal d'arrondissement de la Glâne

2.4.1.7.1 Composition et locaux

2.4.1.7.1.1 Composition du Tribunal (uniquement juges, y compris les juges-asseesseurs)

Juges professionnels (au 31.12.2018)

Nom/prénom	Fonction	EPT
Bovet Grégoire	Président	1
Menoud Jacques	Président du Tribunal des Prud'hommes	0.1
Total équivalents plein-temps EPT		1.1

Juges-asseesseurs – à titre accessoire (au 31.12.2018)

Nom/prénom	Nom/prénom
Tribunal civil et pénal :	Tribunal des baux :
Fontaine Maja	Magne André (propriétaires)
Girard Christophe	Delabays Marc (propriétaires)
Joye Muriel	Morand Baptiste (propriétaires)
Favre Guillaume	Martins Sandra (locataires)
Pache Philippe	Chollet Justine (locataires)
Bard Jean-François	Scazzari Valentina (locataires)
Cornu Marlène	
Matthey Claudine	
Bichsel-Zeindl Astrid	
Tribunal des prud'hommes :	
Deillon Christian (employeurs)	
Jaquier Sébastien (employeurs)	
Terrapon Jacques (employeurs)	
Ropraz Bernard (employeurs)	
Lüthi Danie (employés)	
Vuagniaux Jean-François (employés)	
Brodard Vincent (employés)	

2.4.1.7.1.2 Composition du greffe et du secrétariat

Équivalents plein temps (au 31.12.2018)	EPT
Total EPT des collaborateurs avec formation juridique	1.2
Total EPT des collaborateurs sans formation juridique	1.5

Le greffe du Tribunal est composé d'un président, d'un greffier-chef à 90 %, d'une greffière adjointe à 30 %, d'un greffier-stagiaire, d'une secrétaire à 90 %, d'une collaboratrice en gestion comptable à 60 % et d'une apprentie.

2.4.1.7.1.3 Locaux

Les locaux donnent entière satisfaction.

2.4.1.7.2 Activité juridictionnelle

2.4.1.7.2.1 En général (charge de travail globale etc.)

La charge de travail en 2018 est encore plus élevée qu'en 2017. Pour mémoire, le nombre de dossiers ouverts au 31 décembre 2017 s'élevait à 804. Il est passé à la fin de l'année 2018 à 866. Malgré de nombreuses heures supplémentaires effectuées par le Président du Tribunal, qui ont notamment permis de liquider en 2018 plus de dossiers qu'en 2017, le nombre de dossiers ouverts au 31 décembre 2018 s'élève à 240, contre 185 au 31 décembre 2017.

2.4.1.7.2.2 Affaires civiles (président, tribunal, tutelles, prud'hommes, baux, poursuites et faillites)

Le Président du Tribunal civil a procédé à 75 tentatives de conciliation en 2018. Le sort réservé à celles-ci est le suivant :

Conciliations	25
Délivrances d'une autorisation de procéder	28
Propositions de jugement acceptées	5
Autres	17

Le Président du Tribunal des prud'hommes a procédé à 20 tentatives de conciliation en 2018. Le sort réservé à celles-ci est le suivant :

Conciliations	11
Délivrances d'une autorisation de procéder	4
Propositions de jugement acceptées	0
Autres	5

2.4.1.7.2.3 Affaires pénales (juge de police, tribunal pénal)

Les affaires pénales peuvent être traitées dans des délais raisonnables. Pour le surplus, cf. statistiques

2.4.1.7.2.4 Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants

De façon générale, les rapports avec les avocats sont bons.

2.4.1.7.3 Formation

Le Président a assisté aux formations suivantes :

- > Frais et assistance judiciaire en procédure pénale et civile, Neuchâtel
- > Journée CEDIDAC Séminaire du droit des poursuites, Lausanne
- > 20^e séminaire sur le droit du bail, Neuchâtel
- > Procédure simplifiée et procès civil social, Neuchâtel
- > Journée OAF, Fribourg

2.4.1.7.4 Divers (propositions de modification législatives, informatiques etc.)

Néant.

2.4.1.8 Tribunal d'arrondissement de la Broye

2.4.1.8.1 Composition et locaux

2.4.1.8.1.1 Composition du Tribunal (uniquement juges, y compris les juges-asseesseurs)

Juges professionnels (au 31.12.2018)

Nom/prénom	Fonction	EPT
Meuwly Jean-Benoît	Président	1
Bulliard Grosset Sonia	Présidente	0.5
Sonney Virginie	Présidente	0.5
Esseiva Christian	Président	0.1
Total équivalents plein-temps EPT		2.1

Juges-asseesseurs – à titre accessoire (au 31.12.2018)

Nom/prénom	Nom/prénom
Bourqui Maurice	Renevey Jennifer
Corminboeuf Martine	Rüssi Irène
Dougoud Gabriel	Sudan Claire-Lise
Duruz Francis	Berchier François (prud'hommes, employeurs)
Guerry Micheline	Gross Frédéric (prud'hommes, employeurs)
Haenni Carine	Michel Francis (prud'hommes, employeurs)
Jabornigg Claude	Corminboeuf Yvan (prud'hommes, employés)
Marchand Francis	Krebs Hans (prud'hommes, employés)
Moser Annelise	Müller Christian (prud'hommes, employés)
Pedroli Monique	

En 2018, la Présidente Virginie Sonney a été remplacée durant son congé maternité, du mois de mars à fin juillet 2018, par le Juge itinérant ad hoc Ludovic Farine (pour les affaires civiles à raison de 20% environ) et par le Président ad hoc Michel Morel (pour les affaires pénales principalement à raison de 20% également environ). Durant cette période, les Présidents Jean-Benoît Meuwly et Sonia Bulliard Grosset ont également assuré une partie du suivi du courrier de la Présidente Sonney. Ce mode de remplacement a donné entière satisfaction.

Dès le 1^{er} janvier 2018, deux nouvelles juges-asseesseures ont pris leur fonction, à savoir Mesdames Irène Rüssi et Jennifer Renevey, élues en remplacement de Monsieur Nicolas Emery, démissionnaire au 31 décembre 2017 pour cause d'âge. Ce dernier a servi le Tribunal de la Broye durant de très nombreuses années, également en tant que Vice-Président. Les Présidents du Tribunal de la Broye le remercient chaleureusement pour son engagement et sa grande disponibilité.

2.4.1.8.1.2 Composition du greffe et du secrétariat

Équivalents plein temps (au 31.12.2018)	EPT
Total EPT des collaborateurs avec formation juridique	2.9
Total EPT des collaborateurs sans formation juridique	2.8

Depuis l'année 2017, le greffe totalise 2.9 EPT, répartis comme suit: un greffier à 100%, deux greffières à 50% et le greffier-chef à 90%. De plus, le Tribunal bénéficie de manière continue d'un/e greffier/ière-stagiaire, engagé/e pour une période de 6 mois dans le cadre de la formation d'avocat/e.

Le secrétariat et la comptabilité représentent 2.8 EPT, répartis comme suit: deux secrétaires à 80%, une secrétaire à 50% et un collaborateur en gestion comptable à 70%. Une apprentie vient également compléter l'équipe.

Durant son congé maternité qui a pris fin en juillet 2018, la secrétaire à 50% a été remplacée par une ancienne apprentie du greffe. La collaboratrice en gestion comptable a donné son congé pour le 31 octobre 2018. Son poste a été repourvu dès le 1^{er} janvier 2019. Dans l'intervalle, le greffier-chef et les secrétaires ont effectué les tâches afférentes à la comptabilité.

2.4.1.8.1.3 Locaux

Comme relevé dans la cadre du rapport 2017, les locaux du tribunal sont utilisés à leur capacité maximale. Les quatre Présidents se partagent la grande salle du tribunal à raison de jours fixes réservés pour chacun et utilisent la petite salle autrefois destinée aux délibérations pour des petites séances (sans assesseurs et sans public). Toutefois, avec une seule véritable salle de Tribunal et quatre Présidents, il est parfois ardu d'organiser des séances de Tribunal pénal sur deux ou trois jours consécutifs.

Un projet de construction de nouveaux bâtiments proches de la gare d'Estavayer-le-Lac a été évoqué, avec une possibilité pour le Tribunal de la Broye de s'y installer, toutefois à moyen terme (3-4 ans). Les Présidents restent dans l'attente de l'évolution de ce dossier.

2.4.1.8.2 Activité juridictionnelle

2.4.1.8.2.1 En général (charge de travail globale etc.)

Comme en 2017, **1'167 nouvelles affaires** ont été enregistrées en 2018, contre 1'264 en 2016 et 1'319 en 2015. Malgré l'absence de la Présidente Sonney pour cause de congé maternité et grâce au travail soutenu de ses remplaçants et de l'ensemble du personnel du tribunal, **1'142 affaires** ont été **liquidées** en 2018.

2.4.1.8.2.2 Affaires civiles (président, tribunal, tutelles, prud'hommes, baux, poursuites et faillites)

Globalement

1'051 nouvelles affaires civiles ont été introduites (pour le détail: voir infra) contre 1'055 en 2017, 1'131 en 2016 et 1'224 en 2015. Au total, 1'022 décisions ont été rendues (contre 1'124 en 2017, 1'176 en 2016 et 1'211 en 2015).

Tribunal civil

Affaires enregistrées : 50 (contre 42 en 2017, 46 en 2016 et 71 en 2015)

Affaires liquidées : 48 (contre 58 en 2017, 55 en 2016 et 68 en 2015)

Cette statistique ne comprend pas les affaires de bail, ni de prud'hommes.

Président du Tribunal civil

Affaires enregistrées : 958 dont 499 relevant de la LP (contre 969 en 2017)

Affaires liquidées : 929 dont 499 relevant de la LP (contre 1'021 en 2017)

Cette statistique ne comprend pas les affaires prud'homales, ni de bail (expulsion).

S'agissant des **procédures de conciliation**, au nombre de 75, 16 ont fait l'objet d'une transaction, 8 d'une décision, 22 d'une autre décision (irrecevabilité, retrait, etc.) et 29 d'une autorisation de procéder. Ainsi, un tiers environ des affaires seulement s'est poursuivi au-delà de la procédure de conciliation.

Juridiction des Prud'hommes

En 2018, 33 nouvelles affaires ont été enregistrées (30 devant le Président et 3 devant le Tribunal), soit 10 de plus qu'en 2017. 33 causes ont été liquidées durant la même période.

Suppléance du Président du Tribunal des baux à loyer

Le nombre de requêtes d'expulsion enregistrées en 2018 a été de 10 (contre 21 en 2017, 27 en 2016 et 25 en 2015). 12 causes ont été liquidées.

2.4.1.8.2.3 Affaires pénales (juge de police, tribunal pénal)

En 2018, 116 nouvelles affaires ont été enregistrées (soit 104 en Juge de police, 11 en Tribunal pénal et 1 en Président du Tribunal pénal), dans la moyenne des années précédentes (112 en 2017, 133 en 2016, 95 en 2015 et 122 en 2014). 120 affaires ont été liquidées.

2.4.1.8.2.4 Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants

Nous n'avons rien de particulier à signaler à ce sujet, si ce n'est que nous entretenons de bons rapports avec les précités.

2.4.1.8.3 Formation

Comme les années précédentes, le Président Jean-Benoît Meuwly a donné le 4 juin 2018 une conférence sur le thème « L'entretien de l'enfant du couple marié et non marié », organisée par le Service de la formation continue de l'Université de Fribourg dans le cadre de la journée consacrée au thème « Le sort de l'enfant dans le droit du divorce » (1/2 jour). Il a également assisté le 7 décembre 2018 à la Journée de formation de l'Ordre des avocats fribourgeois (1 jour).

La Présidente Sonia Bulliard Grosset a assisté à la Journée de formation de l'Ordre des avocats neuchâtelois le 16 novembre 2018 et à celle de l'Ordre des avocats fribourgeois le 7 décembre 2018.

La Présidente Virginie Sonney a obtenu le CAS en magistrature le 7 décembre 2018 après 2 ans de formation et a assisté à la Journée de formation de l'Ordre des avocats neuchâtelois le 16 novembre 2018.

2.4.1.8.4 Divers (propositions de modification législatives, informatiques etc.)

En 2018, l'ensemble du matériel informatique a été renouvelé, à satisfaction de l'ensemble du personnel du tribunal.

La Présidente Sonia Bulliard Grosset a participé à plusieurs séances, dans le cadre de l'analyse du pouvoir judiciaire, en sa qualité de membre du COPRO, qu'elle doit comptabiliser sur son temps de travail.

En 2018, la Présidente Sonia Bulliard Grosset a fonctionné en qualité de répondante administrative pour le Tribunal de la Broye, charge qui sera reprise en 2019 par la Présidente Virginie Sonney.

2.4.1.9 Tribunal d'arrondissement de la Veveyse

2.4.1.9.1 Composition et locaux

2.4.1.9.1.1 Composition du Tribunal (uniquement juges, y compris les juges-asseesseurs)

Juges professionnels (au 31.12.2018)

Nom/prénom	Fonction	EPT
L'Homme Pascal	Président	1
Lang Romain	Président du tribunal des prud'homems	0.1
Total équivalents plein-temps EPT		1.1

Juges-asseesseurs – à titre accessoire (au 31.12.2018)

Nom/prénom	Nom/prénom
Pilloud François	Magne André
Savoy Michel	Martins Sandra
Cardinaux Jeannick	Dumas Justine
Aebischer Claudine	Perroud Noëlle
Dumoulin Roland	Delabays Marc
Broillet Stéphane	Scazzari Valentina
Ducrot Guy-Pierre	Emonet Pascal
Mossier Catherine	Tâche Fabienne
Perroud Caroline	Maillard Eric
Genoud Anita	Gabriel Laurent
Jaquet Jean-Bernard	Soares Antonio-Elviro
Dewarrat Valérie	Jamain Daniel

Mme Noëlle Perroud a démissionné de ses fonctions d'assesseure/propriétaires du tribunal des baux pour le 31 décembre. Son successeur a été élu en la personne de Baptiste Morand.

2.4.1.9.1.2 Composition du greffe et du secrétariat

Équivalents plein temps (au 31.12.2018)	EPT
Total EPT des collaborateurs avec formation juridique	1.4
Total EPT des collaborateurs sans formation juridique	1.5

Il n'y a pas eu de changement dans la composition du personnel qui donne toujours entière satisfaction.

2.4.1.9.1.3 Locaux

Les locaux du Tribunal de la Veveyse sont exigües, en particulier le bureau des secrétaires et celui de la greffière-adjointe qui fait également office de bibliothèque et de salle de délibération. Il est par conséquent impossible de former des stagiaires et des apprentis par manque de place. Le Service de la Justice a été abordé par la commune de Châtel-St-Denis, la construction d'un nouveau bâtiment administratif étant envisagée, l'actuel étant voué à la démolition. D'emblée, le Tribunal de la Veveyse s'est montré intéressé et a communiqué au-dit service ses besoins en locaux au mois de mai 2017. Une première rencontre avec M. l'architecte cantonal a eu lieu dans le courant de l'année 2018.

2.4.1.9.2 Activité juridictionnelle

2.4.1.9.2.1 En général (charge de travail globale etc.)

La charge de travail augmente constamment (un peu plus de 9% en 2018). Malgré tout, grâce à l'engagement constant d'un personnel compétent et dévoué, le nombre d'affaires liquidées a également augmenté, si bien que le Tribunal n'accuse pas de retard significatif dans le traitement des dossiers. Il n'est en revanche plus possible au Président d'apporter son aide aux autres tribunaux, à l'exception de quelques affaires du Tribunal de la Glâne dans lesquelles M. le Président Bovet avait été le mandataire de l'une des parties.

2.4.1.9.2.2 Affaires civiles (président, tribunal, tutelles, prud'hommes, baux, poursuites et faillites)

On se permet de renvoyer aux statistiques envoyées simultanément.

2.4.1.9.2.3 Affaires pénales (juge de police, tribunal pénal)

On se permet de renvoyer aux statistiques envoyées simultanément.

2.4.1.9.2.4 Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants

Les rapports sont globalement bons. Il faut noter la surcharge importante et chronique du Service de l'Enfance et de Jeunesse auquel il est de plus en plus difficile de confier des enquêtes sociales et des curatelles. Le temps d'attente avant le début des enquêtes est de plus en plus long et devient réellement problématique.

2.4.1.9.3 Formation

Certificat de travail (Président Prud'hommes) - Frais et assistance judiciaire (Président) - Droit du bail (Président) - Formation OAF (Président - Greffier)

2.4.1.9.4 Divers (propositions de modification législatives, informatiques etc.)

Pas de remarque particulière

2.4 Bezirksgerichte

2.4.1 Allgemeiner Teil

2.4.1.1 Allgemeines

Die Zahl der bei den Zivilgerichten erfassten Angelegenheiten ist 2018 leicht zurückgegangen (-6,5%; 2018 : 472; 2017 : 505; 2016 : 480; 2015 : 436; 2014 : 452), während die Zahl der Angelegenheiten, die in die Zuständigkeit der Gerichtspräsidenten fallen, weiter zugenommen hat (+ 2%; 2018 : 9'304; 2017 : 9120; 2016 : 8766; 2015 : 8847; 2014 : 9301).

Die Zahl der in die Zuständigkeit der Präsidenten der Arbeitsgerichte fallenden neuen Angelegenheiten bewegt sich wieder auf dem Stand von 2016 (2018 : 375; 2017 : 391; 2016 : 375 ; 2015 : 402 ; 2014 : 363). Hingegen ist die Zahl der Angelegenheiten der Arbeitsgerichte wiederum rückläufig (2018 : 62; 2017 : 65; 2016 : 79; 2015 : 80; 2014 : 60).

Der im letzten Jahr festgestellte Anstieg der Zahl der in der Zuständigkeit der Präsidenten der Mietgerichte liegenden neuen Angelegenheiten bestätigt sich in diesem Jahr nicht (2018 : 310; 2017 : 325; 2016 : 306; 2015 : 349; 2014 : 289). Die Zahl der neuen Angelegenheiten der Mietgerichte, die im Vorjahr deutlich abgenommen hat, ist wieder angestiegen (2018 : 82; 2017 : 59; 2016 : 94 ; 2015 : 108 ; 2014 : 83).

In Strafsachen haben die Strafgerichte 1'045 Personen abgeurteilt (davon 9 durch das Wirtschaftsstrafgericht), was im Vergleich zum Vorjahr eine Abnahme um 14 % ergibt (2017 : 1212; 2016 : 991).

Die 2017 im Seebezirk festgestellte Zunahme der Neueingänge in französischer Sprache bestätigt sich auch in diesem Jahr. Die Zunahme zeichnet sich auch in Mietsachen ab : 94 % der Neueingänge, die in die Zuständigkeit des Präsidenten des Mietgerichts fallen; 89 % der Neueingänge des Mietgerichts.

2.4.1.2 Zwischen der Erfassung der Angelegenheiten und der Urteilsfällung durchschnittlich verstrichene Zeit

vgl. Tabellen Seite 123/124.

2.4.1.3 Bezirksgericht Saane

2.4.1.3.1 Zusammensetzung und Räumlichkeiten

2.4.1.3.1.1 Zusammensetzung des Gerichts (nur Richter/innen und Richter/innen-Beisitzer/innen)

Berufsrichter/innen (am 31.12.2018)

Name / Vorname	Funktion	VZÄ
Audergon François-Xavier	Präsident des Zivilgerichts	1
Raemy Stéphane	Präsident des Zivilgerichts	1
Schneuwly Laurent	Präsident des Zivilgerichts und zusätzlich Präsident des Arbeitsgerichts	1
Rossi Carré Alexandra	Präsidentin des Zivilgerichts und zusätzlich stellvertretende Präsidentin des Mietgerichts	1
Guye Ariane	Präsidentin des Zivilgerichts, des Mietgerichts und des Arbeitsgerichts	1
Gautschi Alain	Präsident des Zivilgerichts, des Strafgerichts und des Wirtschaftstrafgerichts	1
Sallin Jean-Marc	Präsident des Strafgerichts	1
Chassot Benoît	Präsident des Strafgerichts	1
Rodriguez José	Präsident des Strafgerichts und des Arbeitsgerichts	1
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		9

Richter/innen-Beisitzer/innen – nebenberuflich (am 31.12.2018)

Name / Vorname	Name / Vorname
Zivil- und Strafgericht:	Zivil- und Strafgericht:
Ackermann-Clerc Béatrice	Jochem Anne
Bapst Mary-Lise	King-Perroulaz Christiane
Baraké Raymond	Lauper Bernard
Berger Judith	Lepori Damiano
Cudré-Mauroux Hélène	Moigno Barbara
De Buman Caroline	Python Guy
Défago Colette	Quartenoud Paul
Dénervaud Caroline	Rar Samuel
Dey-Raemy Marianne	Roch Sébastien
Droz Jean-Pierre	Schmutz-Schaller Anne-Colette
Duffour Pierre	Schorderet Gilles
Flury-Morard Yolande	Singy Louis Charles
Frehner Christine	Steinauer Brigitte
Haller Sobritz Dominique	Tissot Pierre-André
Hayoz Agnès	Tritten Sophie
Hayoz Catherine	Uldry José
Iliescu Renato	Weidling Annegret

Richter/innen-Beisitzer/innen – nebenberuflich (am 31.12.2018)

Arbeitsgericht:

Brugger David (Arbeitgeber/innen)
Charrière Pierre-André (Arbeitnehmer/innen)
Clément-Hayoz Chantal (Arbeitnehmer/innen)
Fischer Marc (Arbeitnehmer/innen)
Gendre Patrick (Arbeitgeber/innen)
Marti Jean-Jacques (Arbeitgeber/innen)
Rudaz Karin (Arbeitgeber/innen)

Mietgericht:

Aebischer Christian (Eigentümer/innen)
Casazza Roxane (Mieter/innen)
Rossier Annick (Mieter/innen)
Wicht Pierre (Eigentümer/innen)
Wiman Caroline (Mieter/innen)
Hayoz Catherine (Eigentümer/innen)

2018 wurde das Gesamtgericht von Laurent Schneuwly präsiert; Vizepräsident war José Rodriguez.

Am 1. Januar 2018 übernahm Ariane Guye die Präsidentschaft des Zivilgerichts, des Mietgerichts und des Arbeitsgerichts von Pascal Terrapon.

Die Gerichtsschreiberin Adeline Corpataux wurde vom 1. März bis 31. August 2018 zur Ad-hoc-Präsidentin ernannt, um die Arbeit des Präsidenten Stéphane Raemy zu übernehmen, der sich während dieses Zeitraums vollständig einem besonders komplexen Dossier widmen musste.

Präsident Laurent Schneuwly trat auf den 31. Dezember 2018 von seiner Stelle als Präsident zu 100 % des Zivilgerichts und Arbeitsgerichts zurück, da er auf den 1. Januar 2019 zum Kantonsrichter gewählt wurde. Das Gericht drückt ihm seinen aufrichtigen Dank für seinen Einsatz und die Arbeit während acht Jahren aus und wünscht ihm für seine neue Funktion alles Gute.

Bei den Präsidenteninnen und Präsidenten des Strafgerichts des Saanebezirks gab es 2018 keine Änderungen.

Die Präsidentin Caroline Gauch trat auf den 30. Juni 2017 von ihrer Stelle als Präsidentin zu 10 % des Arbeitsgerichts zurück. Sie wurde zwar für die deutschsprachigen arbeitsrechtlichen Fälle des Jahres 2018 durch den Präsidenten Peter Rentsch ersetzt, aber für die noch zahlreicheren französischsprachigen Fälle wurde noch immer keine Nachfolge gefunden. Diese zusätzliche Aufgabe wurde an die drei Präsidenten des Arbeitsgerichts übertragen.

2019 werden José Rodriguez und Alexandra Rossi Carré Präsident und Vizepräsidentin des Gesamtgerichts sein.

Im März 2018 wählte der Grosse Rat Richter-Beisitzer Patrick Gendre als Ersatz für Richter-Beisitzer Patrick Dénervaud, der auf den 31. Dezember 2017 zurückgetreten war. Auf den 31. Dezember 2018 traten die Richterinnen-Beisitzerinnen Marianne Dey-Raemy und Annick Rossier zurück. Das Gericht entbietet ihnen seinen aufrichtigen Dank für ihre Arbeit im Dienst der Freiburger Gerichtsbarkeit. Der Grosse Rat wählte die Richterin-Beisitzerin Cécile Thiémar und den Richter-Beisitzer Matthieu Loup zu ihren Nachfolgern. Das Gericht heisst sie herzlich willkommen und wünscht ihnen viel Erfolg in ihrer neuen Tätigkeit.

2.4.1.3.1.2 Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Vollzeitäquivalente im Voranschlag (am 31.12.2018)	VZÄ
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung	11.25
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen ohne juristische Ausbildung	17.30
Total Lernende	3.00

Bei den Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreibern gab es folgende Änderungen:

Mireille Meissner, Gerichtsschreiberin des Arbeitsgerichts zu 50 %, kündigte auf den 14. Januar 2018. Sie wurde am 1. März 2018 durch Özgür Imrak, Gerichtsschreiber zu 50 % des Präsidenten Stéphane Raemy, ersetzt. Er hat so seinen Beschäftigungsgrad auf 100 % erhöht.

Malory Fagone, Gerichtsschreiberin zu 50 % der Präsidentin Alexandra Rossi Carré und zu 50 % des Präsidenten José Rodriguez, verliess das Gericht auf den 31. Januar 2018. Sie wurde ersetzt durch Julia Giallombardo in der Gerichtsschreiberei von Präsidentin Alexandra Rossi Carré und durch Mélanie Eggertswyler in der Gerichtsschreiberei von Präsident José Rodriguez.

Vom 1. März bis 31. August 2018 war Adeline Corpataux, Gerichtsschreiberin zu 50 % des Präsidenten Laurent Schneuwly und zu 50 % des Präsidenten Jean-Marc Sallin, Ad-hoc-Präsidentin zu 100 %. Nathalie Tschudi ersetzte sie in ihrer Funktion als Gerichtsschreiberin. Während dieser Zeitspanne wurde Sophie Allred als Gerichtsschreiberin zu 50 % für die Ad-hoc-Präsidentin Adeline Corpataux angestellt.

Nadège Héritier, Gerichtsschreiberin des Präsidenten Jean-Marc Sallin zu 25 % und des Präsidenten Benoît Chassot zu 60 %, nahm ihren Mutterschaftsurlaub mit anschliessenden Ferien vom 19. Juni bis 31. Oktober 2018. Um diese Abwesenheit auszugleichen, wurde Marie Brodard vom 1. Juni bis 31. August 2018 zu 85 % angestellt und anschliessend bis 30. September 2018 zu 60 %. Nadège Héritier reduzierte anschliessend ihren Beschäftigungsgrad von 85 % auf 60 %, und Karine Devaud, Gerichtsschreiberin des Präsidenten Chassot zu 60 %, erhöhte ab 1. September 2018 ihren Beschäftigungsgrad auf 85 %.

Francine Pittet, Gerichtsschreiberin des Präsidenten Laurent Schneuwly zu 50 % und der Präsidentin Alexandra Rossi Carré zu 50 %, nahm ihren Mutterschaftsurlaub mit anschliessenden Ferien vom 21. Juni bis 31. Dezember 2018. Um die Abwesenheit in der Gerichtsschreiberei des Präsidenten Laurent Schneuwly auszugleichen, wurde Thalia Durand vom 1. Juni bis 31. Dezember 2018 als Gerichtsschreiberin zu 50 % eingestellt. Francine Pittet hat auf eigenen Wunsch ihren Beschäftigungsgrad ab 1. November 2018 auf 50 % reduziert. Um die Abwesenheit in der Gerichtsschreiberei der Präsidentin Alexandra Rossi Carré auszugleichen, hat Céline Gaillard, frei zuteilbare Gerichtsschreiberin, die Gerichtsschreiberei vom 1. Juni bis 31. August 2018 zeitweise unterstützt. Ab 1. September 2018 wurden in der Gerichtsschreiberei der Präsidentin Alexandra Rossi Carré Nathalie Tschudi, Gerichtsschreiberin zu 100 % bis 14. November 2018, und Sophie Allred, Gerichtsschreiberin zu 50 % bis 31. Oktober, eingestellt. Schliesslich übernahm Marie Brodard ab 1. November 2018 definitiv den Platz von Francine Pittet als Gerichtsschreiberin der Präsidentin Alexandra Rossi Carré zu 50 %.

Vom 1. Oktober bis 31. Dezember 2018 fand zwischen der Staatsanwaltschaft und dem Zivilgericht ein Austausch an Gerichtsschreiberinnen statt. Céline Brunod, Gerichtsschreiberin der Präsidentin Ariane Guye, und Gaëlle Egger, Gerichtsschreiberin des Staatsanwalts Philippe Barboni, haben während dieser drei Monate ihren Arbeitsplatz getauscht. Da dieser Tausch gut abgelaufen ist, ist es wahrscheinlich, dass es in Zukunft weitere solche Projekte geben wird.

Vom 1. November bis 31. Dezember 2018 wurde der Vertrag von Sophie Allred als frei zuteilbare Gerichtsschreiberin zu 50 % verlängert, um den Einsatz von Céline Gaillard als frei zuteilbare Gerichtsschreiberin in der Gerichtsschreiberei der Präsidentin Alexandra Rossi Carré vom 1. Juni bis 31. August 2018 zu kompensieren.

Bei den Sekretärinnen gab es folgende Änderungen:

Ab 1. Januar 2018 ist Nathalie Cuennet zu 80 % als Sekretärin der Präsidentin Ariane Guye angestellt, und die verbleibenden 20 % dieser Stelle wurden Inès Garcia, Sekretärin zu 50 % für den Präsidenten François-Xavier Audergon, zugewiesen.

Charlotte Buegy, die 40 % des Sekretariats des Präsidenten Jean-Marc Sallin sicherstellt, bezog ihren Mutterschaftsurlaub mit anschliessenden Ferien vom 25. Dezember 2017 bis 1. Juni 2018. Während ihrer Abwesenheit wurde sie durch Leonora Curri ersetzt, und die verbleibenden 60 % des Sekretariats wurden weiterhin von Sophie Magnin sichergestellt.

Dagmar Decker, Sekretärin und Empfang zu 50 %, ist seit 10. Juni 2018 im verlängerten Mutterschaftsurlaub. Sie wird durch Leonora Curri ersetzt.

Am 1. September 2018 haben Ludivine Spini, frei zuteilbare Sekretärin zu 50 %, und Martine Gachet, Sekretärin der Präsidentin Rossi Carré zu 50 %, ihre Stellen für voraussichtlich 6 Monate getauscht.

2.4.1.3.1.3 Räumlichkeiten

Zahlreiche Eingriffe waren in unseren Räumlichkeiten nötig, um die Heizungs- und Lüftungsanlagen sowie deren Kontrollanlagen reparieren zu können. Weitere Arbeiten am Lüftungssystem werden 2019 notwendig sein, damit dieses reibungslos funktioniert. Zudem erweist sich eine Gesamtanierung des Daches, inklusive Reparaturen aufgrund von Wasserschäden, als notwendig, da es zahlreiche undichte Stellen im Dachbelag gibt und der allgemeine Zustand des Daches es verlangt. Da diese Arbeiten entsprechende Kosten bedeuten, hat das Hochbauamt dem Staatsrat einen dringenden Investitionsplan unterbreitet, um diese Reparaturen so schnell wie möglich bewerkstelligen zu können.

Was den Belegungsgrad der Räumlichkeiten anbelangt, ist es im Gericht eng. Es sind keine Büros mehr frei.

Anfang November 2018 wurde die gesamte Computerhardware ausgewechselt. Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter sind sehr zufrieden damit.

2.4.1.3.2 Gerichtstätigkeit

2.4.1.3.2.1 Im Allgemeinen (Arbeitslast usw.)

2018 betrug die Zahl der eingereichten Angelegenheiten, sowohl beim Zivilgericht des Bezirks Saane als auch bei den Präsidentinnen und Präsidenten, 3943.

Die Arbeitslast jeder Präsidentin und jedes Präsidenten ist beträchtlich. Berücksichtigt man, dass etwa 33 % des Arbeitspensums der Präsidentin Ariane Guye Zivilfällen gewidmet ist und der Rest arbeitsrechtliche und mietrechtliche Fälle betrifft und dass der Präsident Alain Gautschi 20 % seines Arbeitspensums für deutschsprachige Zivilfälle einsetzt und der Rest deutschsprachige strafrechtliche Fälle und Fälle des Wirtschaftsstrafgerichts betrifft, so waren im Jahr 2018 pro Zivilgerichtspräsident des Saanebezirks durchschnittlich 870 Angelegenheiten eingereicht worden (3943 : 4,53 VZÄ), was die angemessene Grenze für ein präsidentielles Arbeitspensum erreicht oder gar überschreitet.

In derselben Zeit belief sich die Zahl der Entscheide, die das Zivilgericht des Saanebezirks sowie seine Präsidentinnen und Präsidenten gefällt haben, auf 3961, also mehr als Dossiers eingegangen sind; das ergibt einen Durchschnitt von 874 Dossiers pro Magistratsperson (3961 : 4,53 VZÄ). Die Magistratspersonen überschreiten regelmässig die Anzahl gesetzlich erlaubter Arbeitsstunden, um diesen Arbeitsrhythmus aufrecht zu erhalten.

Die Anzahl hängiger Angelegenheiten beträgt 932, also 205 pro Magistratsperson (932 : 4,53 VZÄ).

Es ist wichtig zu erwähnen, dass die Zahl der eingehenden Dossiers konstant steigt und dass diese nicht nur im Baurecht, sondern auch im Gesellschafts-, Banken- und Erbrecht immer schwieriger werden.

Zudem muss daran erinnert werden, dass die Zivilrechtliche Abteilung des Bezirksgerichts Saane seit mehr als 25 Jahren kein vollbesetztes Team zu 100 % mehr hat (Präsident/in; Gerichtsschreiber/in; Sekretär/in), während die Bevölkerung des Bezirks stetig ansteigt und dadurch auch die Zahl der zivilrechtlichen Streitigkeiten.

Wie in den vergangenen Jahren bereits erwähnt, ist die Arbeitslast pro Magistratsperson erheblich, so dass auch Urteile in besonders komplexen oder aus menschlicher Sicht heiklen Angelegenheiten auf ihre Redaktion warten.

Damit die Behandlung der Dossiers in annehmbarer Frist erfolgen kann – was im Interesse der Rechtsuchenden ist und für gesündere Arbeitsbedingungen sorgt –, ist eine redaktionelle Verstärkung dringend und unabdingbar. Diese redaktionelle Verstärkung muss durch die Einstellung einer zusätzlichen Gerichtsschreiberin oder eines zusätzlichen Gerichtsschreibers zu mindestens 50 % pro Präsident/in erreicht werden.

Das Bezirksgericht Saane bedankt sich beim Justizrat für die Schaffung einer neuen Magistratsstelle zu 50 % im Jahr 2019. Jedoch wurde die Bewilligung dieser Stelle nicht von der Zuteilung einer zusätzlichen Gerichtsschreiberin oder eines zusätzlichen Gerichtsschreibers für diese Magistratsperson begleitet, was die im vorangehenden Absatz erwähnte redaktionelle Verstärkung noch stärker rechtfertigt.

2018 blieb die Arbeitslast der Präsidentinnen und Präsidenten des Strafgerichtes des Saanebezirks hoch, damit die grösstmögliche Zahl an Angelegenheiten in einem vernünftigen Zeitraum erledigt werden konnten. Die Zahl der Dossiers, die in die Zuständigkeit des Polizeirichters fallen, hat merklich zugenommen (rund 25 %), insbesondere während des zweiten Halbjahres. Die Zahl der Angelegenheiten, für die das Strafgericht zuständig ist, ist mehr oder weniger stabil geblieben.

2.4.1.3.2.2 Zivilverfahren (Präsident, Gericht, Vormundschaft, Arbeits- und Mietgericht, Betreibungen und Konkurse)

Die Präsidentinnen und Präsidenten des Zivilgerichts des Saanebezirks beziehen sich auf die beiliegende Statistik. Da es um die Gesamtlast sowohl der eingetragenen als auch der erledigten Fälle geht, ist es angezeigt, sich auf das zu beziehen, was weiter oben berichtet wurde.

Bei der Arbeitsgerichtsbarkeit wurden im Jahr 2018 199 Dossiers, die in die Zuständigkeit des Präsidenten fielen (184 im Jahr 2017), und 29 Dossiers, für die das Gericht zuständig war (37 im Jahr 2017), erledigt. Unter den Dossiers, die von der Präsidentin und von den Präsidenten erledigt wurden, zählen wir 26 Urteile, 48 Vergleiche, 60 Klagebewilligungen und 65 Fälle, die aus anderen Gründen erledigt wurden (Rückzug des Begehrens, Unzulässigkeit, Verfügung über unentgeltliche Rechtspflege ...).

Das Arbeitsgericht freut sich, dass eine Lösung für die Besetzung der freien Stelle gefunden wurde.

2018 gingen beim Mietgericht 216 neue Fälle ein (172 für die Präsidentin, 44 für das Gericht). Allgemein betrachtet ist die Anzahl hängiger Angelegenheiten am 31. Dezember 2018 im Vergleich mit denjenigen vom 31. Dezember 2017 (1 Einheit weniger) stabil geblieben. Davon abgesehen hat das Mietsgericht im Jahr 2018 einen beachtlichen Anstieg an Gerichtsfällen erfahren (44 Einheiten sind 2018 eingegangen, 28 Einheiten 2017).

Die Gerichtsbarkeit bleibt überlastet, da das Arbeitspensum der Präsidentin Ariane Guye neben den Mietrechtsfällen zu 33 % aus Arbeitsrechtfällen und zu 33 % aus ordentlichen Zivilprozessen besteht.

Ausserdem wurde die Stellvertretung des Arbeitsgerichts 2018 nur von der Präsidentin Alexandra Rossi Carré übernommen.

2.4.1.3.2.3 Strafsachen (Polizeirichter, Strafgericht)

2018 gingen beim Strafgericht des Saanebezirks 80 neue Dossiers zur Beurteilung ein (79 auf Französisch; 1 auf Deutsch). Das Gericht hat 69 Angelegenheiten erledigt. Ab 1. Januar 2019 müssen also noch 25 Dossiers beurteilt werden.

2018 gingen bei den Polizeirichtern des Saanebezirks 441 neue Dossiers ein (415 auf Französisch; 26 auf Deutsch). Sie erledigten 340. Am 1. Januar 2019 müssen also noch 222 Dossiers beurteilt werden.

2.4.1.3.2.4 Beziehungen zu den Behörden, Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten und anderen Beteiligten

Die Beziehungen zu den übrigen Behörden ist allgemein gut, ja sogar sehr gut.

Zu den Beziehungen zu den Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten und anderen Beteiligten gibt es keine besondere Bemerkung.

2.4.1.3.3 Weiterbildung

Die Präsidentinnen und Präsidenten des Bezirksgerichts Saane haben 2018 an verschiedenen Weiterbildungen teilgenommen.

Das Personal der Gerichtsschreiberei kam ebenfalls in den Genuss von Weiterbildungskursen und -seminaren.

2.4.1.3.4 Verschiedenes (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Das Gericht hat keine besonderen Bemerkungen.

2.4.1.4 Bezirksgericht Sense

2.4.1.4.1 Zusammensetzung und Räumlichkeiten

2.4.1.4.1.1 Zusammensetzung des Gerichts (nur Richter/innen und Beisitzer/innen)

Berufsrichter/innen (am 31.12.2018)

Name/Vorname	Funktion	VZÄ
Dr. Raemy Reinold	Gerichtspräsident	1.00
Rentsch Peter	Gerichtspräsident	1.00
Vaucher Mauron Pascale	Präsidentin Mietgericht	0.10
Rohner Stulz Seraina	Präsidentin Arbeitsgericht	0.10
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		2.20

Beisitzer/innen - nebenberuflich (am 31.12.2018)

Name/ Vorname	Name/ Vorname
Straf- und Zivilgericht :	Arbeitsgericht :
Aeberhard Robert	Vonlanthen Norbert
Aebischer Gabriel	Marguet-Brügger Irène
Bürgisser Martha	Rappo Pascal
Chappuis Waeber Dominique	Ruffieux Anton
Fasel Aldo	Maurer Urs
Grossrieder Monika	Chappuis Waeber Dominique
Jungo Guido	Mietgericht :
Portmann Marianne	Schneider Erika
Reidy Thomas	Jungo Jean-Louis
Schwaller Bruno	Schär Gilberte
Sturny Myriam	Loembe Verena
Waeber-Hayoz Ruth	Hubmann Ivo
	Genner Susanne

2.4.1.4.1.2 Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Vollzeitäquivalente am 31.12.2018	VZÄ
Total VZÄ Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung	4.05
Total VZÄ Mitarbeiter/innen ohne juristische Ausbildung	3.50

Bei den Gerichtsschreiber/innen hat sich nichts geändert. Nicholas Bürgy absolvierte ab dem 1. März 2018 eine Weiterbildung und sein Arbeitspensum wurde mit dem Einverständnis des Amtes für Justiz für ein Jahr auf 80% reduziert. Ab dem 1. März 2019 wird Nicholas Bürgy wiederum zu 100% arbeiten.

Die Praktikanten/innen-Stellen hatten im Jahr 2018 Raphael Casanova (1. Oktober 2017 bis 31. März 2018), Corinne Wüthrich-Harte (1. Januar 2018 bis 30. Juni 2018), Alicia Loosli (1. April 2018 bis 30. September 2018), Carole Schraner (1. Juli 2018 bis 31. Dezember 2018) und Anne-Sophie Krattinger (1. Oktober 2018 bis 31. März 2019) inne. Bei den Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung wurden auch die Praktikanten/innen berücksichtigt.

Simon Zurkinden beendete seine Lehre am 31. Juli 2017. Ab diesem Zeitpunkt arbeitete er teilzeitlich zunächst als Praktikant und anschliessend im Rahmen eines IV-Integrationsprogrammes im Sekretariat. Almedina Ajeti begann am 1. August 2018 die zweijährige Büroassistentinnen-Lehre.

2.4.1.4.1.3 Räumlichkeiten

Diesbezüglich gab es im Jahr 2018 keine Änderungen.

2.4.1.4.2 Gerichtstätigkeit

2.4.1.4.2.1 Im Allgemeinen (Arbeitslast usw.)

Gerichtspräsident Peter Rentsch führte 2018 in administrativen Angelegenheiten den Vorsitz (Art. 21 JG). Die Gerichtspräsidenten teilten die Arbeit – abgesehen davon, dass Peter Rentsch zusammen mit Seraina Rohner Stulz das Arbeits- und Reinold Raemy zusammen mit Pascale Vaucher Mauron das Mietgericht betreuen – weiterhin nach praktischen Gesichtspunkten auf, d.h. sie teilen ihre Tätigkeit nicht nach Sachgebieten auf, sondern jeder Richter ist grundsätzlich in allen Bereichen tätig. Die Dossiers werden nach dem Zufallsprinzip aufgeteilt, wobei der Kanzlei der Schlüssel 50:50 vorgegeben wird.

Die Arbeitslast blieb hoch, konnte indessen im Wesentlichen bewältigt werden. Peter Rentsch hat am Gericht des Greyerzbezirks (deutschsprachige Fälle) insgesamt vier Fälle, wovon zwei als Präsident Zivilgericht und zwei als Polizeirichter erledigt. Am Gericht des Saanebezirks hat Seraina Rohner Stulz drei Fälle als Präsidentin des Arbeitsgerichts, Peter Rentsch hat einen Fall als Präsident Zivilgericht, zwei Fälle als Präsident Arbeitsgericht sowie in zwei Wirtschaftsgerichtsfällen das Verfahren eingestellt. Reinold Raemy wurde im Berichtsjahr ein Mal als Stellvertreter der Präsidenten des Zwangsmassnahmengerichts beigezogen und ist mit einem Fall am Bezirksgericht See befasst.

2.4.1.4.2.2 Zivilsachen (Präsident, Gericht, Vormundschaft, Arbeits- und Mietgericht, Betreibungen und Konkurse)

Im Jahr 2018 gingen insgesamt 827 Zivilangelegenheiten ein (2013: 819, 2014: 899, 2015: 852, 2016: 915, 2017: 936), davon 20 Mietangelegenheiten in Murten. 848 Verfahren konnten abgeschlossen werden (2012: 895, 2013: 939; 2014: 907; 2015: 816, 2016: 861, 2017: 907), wobei 23 in Murten erledigte Mietsachen berücksichtigt sind. Die Zahl 848 bezieht sich auf die ein Verfahren abschliessenden Entscheide; alle übrigen Entscheide, wie zum Beispiel Sistierungen, Entscheide betreffend Expertisen und andere Zwischenentscheide, werden nicht erfasst.

Die Mietgerichtsangelegenheiten wurden weiterhin grundsätzlich nach dem Ort des Mietgegenstandes zwischen Tifers und Murten aufgeteilt. Die Dossiers werden von der jeweiligen Gerichtsschreiberei administrativ behandelt (Eintragung im Rodel, Archivierung).

Beizufügen ist, dass im Jahr 2018 73 Scheidungsentscheide (2011: 95, 2012: 98, 2013: 78, 2014: 69; 2015: 72, 2016: 62; 2017: 70) gefällt wurden. Kostenlisten in Zivilsachen wurden nicht separat festgesetzt, sondern die Festsetzung der Parteientschädigungen und der Entschädigungen der amtlichen Rechtsbeistände erfolgt grundsätzlich im Sachentscheid. Es fanden 29 Kinderanhörungen (2011: 28, 2012: 26, 2013: 28, 2014: 41; 2015: 22, 2016: 35; 2017: 29) statt, die von Gerichtsschreiberin Vaucher Mauron durchgeführt wurden, wobei oftmals mehrere Kinder zusammen angehört wurden.

Zu den Angaben in der Statistik können folgende ergänzenden Erklärungen abgegeben werden:

Die Präsidenten des Arbeitsgerichts erledigten insgesamt 17 Angelegenheiten, wovon 16 im Schlichtungsverfahren.

Bei der Statistik zur Mietgerichtsbarkeit ist zu beachten, dass die Mietgerichtsangelegenheiten seit dem 1. Januar 2013 nur noch von demjenigen Gericht administrativ erfasst werden, welches den Fall auch behandelt. Die vor diesem Zeitpunkt eingegangenen und in Murten behandelten Fälle wurden jeweils in den Systemen beider Gerichte erfasst. Bis zum Abschluss all dieser Fälle – zurzeit ist in Murten noch eine Angelegenheit vor dem Mietgericht hängig, welche auch in Tafers administrativ erfasst ist – wird es zu Überschneidungen in den Tribuna-Statistiken kommen.

Es wurden 78 Schlichtungsverhandlungen durchgeführt, wobei diese wie folgt erledigt wurden: Entscheide gemäss Art. 212 ZPO: 9, Vergleich/Versöhnung: 31, Klagebewilligungen: 22, Urteilsvorschlag angenommen: 2, Gegenstandslos oder andere Gründe: 14. Diese Zahlen umfassen auch die Schlichtungsverfahren im Arbeitsrecht, welche in der Statistik (Präsident Zivilgericht, Formular 2) nicht erfasst sind.

2.4.1.4.2.3 Strafsachen (Polizeirichter/in, Strafgericht)

Insgesamt gingen 75 Strafsachen ein (2012: 98, 2013: 84, 2014: 86; 2015:81, 2016: 104, 2017:83), 69 Angelegenheiten wurden erledigt (2012: 102, 2013: 99, 2014: 83; 2015: 82, 2016: 86; 2017: 93). In diesen Zahlen sind auch zwei Angelegenheiten berücksichtigt, welche durch den Präsidenten des Strafgerichts (Instanz 60) behandelt wurden.. Es wurde keine Kostenliste in Strafsachen separat festgesetzt, da die Entschädigungen auch in den Strafverfahren im Sachentscheid festgesetzt werden.

2.4.1.4.2.4 Verhältnis zu den Behörden, Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten und anderen Beteiligten

Die Beziehungen zu den Behörden und den Anwälten sind gut.

Der Justizrat inspizierte das Bezirksgericht am 10. September 2018.

2.4.1.4.3 Weiterbildung

Die Gerichtspräsidenten und Gerichtsschreiber/innen nahmen an Weiterbildungsveranstaltungen teil.

2.4.1.4.4 Verschiedenes (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Keine Bemerkungen.

2.4.1.5 Bezirksgericht Greyerz

2.4.1.5.1 Zusammensetzung und Räumlichkeiten

2.4.1.5.1.1 Zusammensetzung des Gerichts (nur Richter/innen und Richter/innen-Beisitzer/innen)

Berufsrichter/innen (am 31.12.2018)

Name / Vorname	Funktion	VZÄ
Bütikofer Repond Frédérique :	Präsidentin	0.5
Dey Gremaud Claudia	Präsidentin	1
Perroud Sugnaux Camille	Präsidentin	0.5
Vallet Philippe	Präsident	1
Oberson Nicolas	Präsident des Arbeitsgerichts	0.1
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		3.1

Richter/innen-Beisitzer/innen (am 31.12.2018)

Name / Vorname	Name / Vorname
Zivil- und Strafgericht:	Arbeitsgericht:
Barras Philippe	Clément Philippe (Arbeitgeber/innen)
Brodard Jacqueline	Magnin Daniel (Arbeitnehmer/innen)
Brühlhart Maguy	Progin Yolande (Arbeitgeber/innen)
Castella Michel	Remy Annick (Arbeitgeber/innen)
Aebischer Jacques	Remy Raymond (Arbeitnehmer/innen)
Dupasquier Colette	Rouiller Pierre (Arbeitnehmer/innen)
Fragnière-Morard Nicole	Mietgericht:
Galley Josiane	Delabays Marc (Eigentümer/innen)
Geinoz Joseph	Dumas Justine (Mieter/innen)
Giller Stéphane	Magne André (Eigentümer/innen)
Morand Anne	Martins Sandra (Mieter/innen)
Morand Patrice	Perroud Noëlle (Eigentümer/innen)
Repond Jean-Pierre	Scazzari Valentina (Mieter/innen)
Romanens Claudia	

2018 amtete Präsident Philippe Vallet als Präsident für Verwaltungsangelegenheiten und Präsidentin Camille Perroud Sugnaux als Vizepräsidentin. Das Präsidium wird 2019 von Frau Perroud Sugnaux und das Vizepräsidium von Präsidentin Claudia Dey Gremaud wahrgenommen.

2.4.1.5.1.2 Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Vollzeitäquivalente VZÄ (am 31.12.2018)	VZÄ
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung	4.4
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen ohne juristische Ausbildung	5.6

Für das Jahr 2018 gibt es beim Personal keine Änderungen, was die VZÄ anbelangt. Unser Sekretär-Weibel Jean-Luc Antoniotti ist am 1. Juli 2018 in den Ruhestand getreten, und seine Stelle übernahm Noémie Gigon. Wir weisen ebenfalls darauf hin, dass Präsident Michel Morel von Mai bis Juli 2018 für unsere Behörde als Ad-hoc-Richter zu 60 % amtierte. Er wurde von einem vollzeitlich angestellten Gerichtsschreiber begleitet.

Das Gericht wurde zudem immer von Gerichtsschreiber-Praktikanten unterstützt, die grundsätzlich für 6 Monate bei unserer Gerichtsschreiberei angestellt werden. Sie sind immer zu zweit.

Schliesslich haben 2 Ad-hoc-Gerichtsschreiber sichergestellt, dass ein sehr umfangreiches Urteil in einer Strafsache verfasst wurde und eine Gerichtsschreiberin, die zwei Monate abwesend war, vertreten wurde.

2.4.1.5.1.3 Räumlichkeiten

Wir sind zufrieden mit unseren Räumlichkeiten, was die Funktionalität und den zur Verfügung stehenden Platz anbelangt. Trotz wiederholten Vorstössen bleiben die Probleme bei der Heizung und beim Feuchtigkeitsgrad bestehen und verursachen weiterhin Unannehmlichkeiten, die sich bei einigen Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern des Gerichts in Form von gesundheitlichen Problemen zeigen. Die Probleme wurden erneut gemeldet, aber es scheint, dass keine klare Lösung gefunden werden kann.

2.4.1.5.2 Gerichtstätigkeit

2.4.1.5.2.1 Im Allgemeinen (Arbeitslast usw.)

Seit vielen Jahren ist die Arbeitsbelastung des gesamten Gerichtspersonals äusserst hoch. Die Situation hat sich insofern leicht gebessert, als sich die Zahl der neuen Angelegenheiten gegenüber 2017 stabilisiert hat. Ausserdem profitierten wir einige Wochen von der Anwesenheit des Ad-hoc-Präsidenten Michel Morel und seines Gerichtsschreibers, mit der die Belastung aller amtierenden Präsidentinnen und Präsidenten verringert werden konnte. Die Arbeitsbelastung bleibt aber trotzdem besorgniserregend. Aufgrund des Punktes, der im vorhergehenden Abschnitt erwähnt wurde, aber auch des Stresses, der durch den Arbeitsrhythmus verursacht wird, bleibt die Gesundheit des Gerichtspersonals eine ständige Sorge.

Die Tätigkeit von Ad-hoc-Präsident Michel Morel im Verlauf des Jahres 2017 zeigte, dass das Bezirksgericht Greyerz zusätzliche Stellen, nämlich eine vollständige Einheit (Magistratsperson, Gerichtsschreiber/in, Sekretär/in), braucht, damit die zivil- und die strafrechtlichen Verfahrensgrundsätze wie das Beschleunigungsgebot eingehalten werden können und die Arbeitslast der amtierenden Magistratspersonen erträglich bleibt. Zumindest eine Sekretariatsstelle zu 100 %, mit der ein Generalsekretariat geschaffen werden könnte, wäre äusserst hilfreich und würde ermöglichen, die Arbeitsbelastung sowohl des Sekretariats als auch der Gerichtsschreiber zu senken. Aufgrund dieser Feststellung hatten die amtierenden Magistratspersonen beantragt, dass der Tätigkeitsgrad der Präsidentinnen des Strafgerichts auf 60 % für die Präsidentin Camille Perroud Sugnaux und auf 60 % bis 80 % für die Präsidentin Frédérique Buetikofer Repond erhöht wird und beim Zivilgericht die Stelle eines zusätzlichen Präsidenten zu mindestens 50 % und beim Sekretariat eine Vollzeitstelle am Empfang geschaffen werden, der Tätigkeitsgrad der amtierenden Präsidentinnen erhöht wird und eine neue Stelle einer Präsidentin oder eines Präsidenten in Teilzeit geschaffen wird, zu der ein/e Gerichtsschreiber/in und ein/e Sekretär/in mit dem gleichen Prozentsatz gehören. Entgegen aller Erwartungen wurde seither niemand angestellt.

2.4.1.5.2.2 Zivilverfahren (Präsident, Gericht, Vormundschaft, Arbeits- und Mietgericht, Betreibungen und Konkurse)

Für diese Behörden stellen wir in unserem Bezirk eine Tendenz zur Stagnation bei den 2018 eingegangenen neuen Angelegenheiten fest. Im Gegensatz dazu vermindert sich die Komplexität der Fälle nicht.

Im Vergleich zum Jahr 2017 hat sich das Fehlen des Ad-hoc-Präsidenten Michel Morel, der von seiner Ad-hoc-Gerichtsschreiberin unterstützt wurde, obwohl er in den Monaten Mai bis Juli einige Wochen anwesend war, klar bemerkbar gemacht. Das stellte in der Tat eine nicht zu vernachlässigende Entlastung der aktuell amtierenden Zivilgerichtspräsidenten dar. Im Jahr 2018 haben nur die Mietangelegenheiten deutlich zugenommen.

Die gerichtsunabhängige Einheit hat 3 zivilrechtliche Angelegenheiten abgeschlossen, davon 1, für die das Zivilgericht zuständig war.

Alles Übrige s. Statistik.

2.4.1.5.2.3 Strafsachen (Polizeirichter, Strafgericht)

Für diese Gerichtsbehörden stellen wir in unserem Bezirk eine Tendenz zur Verringerung der Zahl der im Jahr 2018 abgeschlossenen Angelegenheiten fest. Die Strafgerichtspräsidentinnen und Strafgerichtspräsidenten konnten im abgelaufenen Jahr nur kurz auf die Anwesenheit des Ad-hoc-Präsidenten Michel Morel und seiner Ad-hoc-Gerichtsschreiberin zählen, das Fehlen dieser Unterstützung war deutlich spürbar. Die Strafgerichtsbehörden unseres Gerichts haben ebenfalls um Unterstützung durch die gerichtsunabhängige Einheit gebeten, die denn auch 16 Dossiers abschliessen konnte. Am 31. Dezember 2018 waren zwei Prozesse hängig. Wir müssen hervorheben, dass die Parteien (klagende Parteien / Angeklagte) meistens von einer Rechtsanwältin oder einem Rechtsanwalt vertreten werden, was nicht nur die Vorladungsfristen, sondern auch die Dauer der Verhandlungen / Sitzungen verlängert.

Alles Übrige s. Statistik.

2.4.1.5.2.4 Beziehungen zu den Behörden, Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten und anderen Beteiligten

Im Allgemeinen ist das Verhältnis zu den Anwältinnen und Anwälten und zu den übrigen Behörden gut. Zudem erweist sich die gerichtsunabhängige Einheit als grosse Unterstützung, und unser Verhältnis zu dieser Einheit ist ausgezeichnet.

2.4.1.5.3 Weiterbildung

Die Magistratspersonen des Bezirksgerichts Greyerz haben folgende Weiterbildungen besucht:

Bütikofer Repond Frédérique:

- > Kongress der Schweizerischen Arbeitsgruppe für Kriminologie in Interlaken
- > Forum Verfahrensrecht – Der Beweis in Freiburg
- > Kolloquium GEMME (Schweizerische Richtervereinigung für Mediation und Schlichtung) - La Conciliation in Freiburg
- > Tagung des FAV in Freiburg

Dey Gremaud Claudia:

- > Tagung zum SchKG in Lausanne
- > Kolloquium GEMME (Schweizerische Richtervereinigung für Mediation und Schlichtung) - La Conciliation in Freiburg
- > Kosten und unentgeltliche Rechtspflege in Zivil- und in Strafverfahren in Neuenburg
- > Tagung des Neuenburger Anwaltsverbands (OAN) in Neuenburg

Perroud Sugnaux Camille:

> Der Richter und die Anklage in Gerzensee

Vallet Phillipe:

- > Journée du droit successoral in Freiburg
- > PPE 2018 (4. Symposium Immobilienrecht) in Freiburg
- > Droit du travail CERT in Neuenburg
- > Tagung des FAV in Freiburg

Oberson Nicolas:

- > Droit du travail CERT in Neuenburg
- > Kongress der Schweizerischen Arbeitsgruppe für Kriminologie in Interlaken
- > Tagung des FAV in Freiburg

2.4.1.5.4 Verschiedenes (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Vorschlag für eine Gesetzesänderung:

Im Sinne von Artikel 34 JG hat das Mietgericht für den Greyerz-, den Glane-, den Broye- und den Vivisbachbezirk seinen Sitz in Bulle. Tatsächlich hat aber der Justizrat für diese Behörde in den Bezirken folgende Aufgabenteilung eingeführt:

Jedes der vier Gerichte behält die Verfahren zu den Ausweisungen im Mietrecht. Für alle übrigen Entscheidverfahren übernimmt das Bezirksgericht Vivisbach die Angelegenheiten aus dem Vivisbach- und dem Greyerzbezirk, und das Bezirksgericht Glane macht dasselbe für die Mietangelegenheiten aus dem Glane- und dem Broyebezirk.

Damit die Rechtsuchenden diese Teilung verstehen, wäre es nötig, sie sowohl *ratione loci* als *ratione materiae* in das Justizgesetz einzuführen und den Artikel 34 JG in diesem Sinn zu ändern.

2.4.1.6 Bezirksgericht See

2.4.1.6.1 Zusammensetzung und Räumlichkeiten

2.4.1.6.1.1 Zusammensetzung des Gerichts (nur Richter/innen und Richter/innen-Beisitzer/innen)

Berufsrichter/innen (am 31.12.2018)

Name / Vorname	Funktion	VZÄ
Markus Ducret	Präsident	1
Sandrine Schaller Walker	Präsidentin	0.6
Peter Stoller	Präsident des Arbeitsgerichts	0.1
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		1.7

Richter/innen-Beisitzer/innen – nebenberuflich (am 31.12.2018)

Name / Vorname	Name / Vorname
Zivil- und Strafgericht:	Mietgericht:
Daniel Baechler	Susanne Genner
Brigitte Bauer	Ivo Hubmann
Nicole Chuard	Jean-Louis Jungo
Eric Delley	Verena Loembe
Miriam Deuble	Gilberte Schär-Demont
Roger Folly	Erika Schneider
Andreas von Kaenel	Arbeitsgericht:
Anne Kleinewefers Lehner	Anne-Marie Coopt
Cilette Marchand	Manfred Meyer
Nicole Piano	Christian Pillonel
Frédéric Plancherel	Bruno Schwander
Thomas Schick	Eliane Weber
Patrick Zehnder	Philipp Wieland

2.4.1.6.1.2 Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Vollzeitäquivalente (am 31.12.2018)	VZÄ
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung	1.7
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen ohne juristische Ausbildung	2.9

Während des Jahres 2018 haben sechs Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber ein Praktikum von sechs Monaten begonnen, absolviert oder abgeschlossen.

2.4.1.6.1.3 Räumlichkeiten

Keine Bemerkung.

2.4.1.6.2 Gerichtstätigkeit

2.4.1.6.2.1 Im Allgemeinen (Arbeitslast usw.)

Im Jahr 2018 war das Gericht des Seebezirks weiterhin einer sehr hohen Arbeitsbelastung unterworfen. Die Anzahl eingegangener Dossiers ist im Vergleich zum Jahr 2017 weiter gestiegen. Wie bereits im Bericht 2017 erwähnt, ist der Anteil französischsprachiger Fälle bedeutend (ungefähr 40 %, und sogar 50 % im Bereich der Strafsachen) und ist keine Besserung in Sicht. Aus diesem Grund ist eine Aufstockung des französischsprachigen Personals erforderlich, ebenso ist die Stelle der französischsprachigen Praktikantin zwingend wieder zu besetzen. Die Übertragung von Dossiers an gerichtsunabhängige Richterinnen und Richter stellt dabei eine wertvolle Unterstützung dar.

2.4.1.6.2.2 Zivilverfahren (Präsident, Gericht, Vormundschaft, Arbeits- und Mietgericht, Betreibungen und Konkurse)

Präsident des Zivilgerichts

2018 (*im Vergleich zum Jahr 2017*) wurden bis 31. Dezember 2018 bei der Präsidentin und beim Präsidenten des Zivilgerichts 892 Angelegenheiten (*2017 = 805*) registriert, davon waren 554 Angelegenheiten deutschsprachig, d.h. 62% (*2017 = 507*). Während des Jahres 2018 wurden 911 Angelegenheiten (*2017 = 758*) abgeschlossen, davon 554 in deutscher Sprache. 192 Angelegenheiten sind weiterhin im Verzeichnis eingetragen, 114 davon auf Deutsch.

Von den im Jahr 2018 abgeschlossenen Angelegenheiten entfallen 519 auf das Schuldbetreibungs- und Konkursrecht. Es gab namentlich 339 Rechtsöffnungsverfahren und 113 Konkurse.

Zivilgericht

Das Zivilgericht hat 2018 41 neue Angelegenheiten registriert (*2017 = 43*), davon waren 28 deutschsprachig (*2017 = 17*). Im Verlauf des Jahres wurden 36 Angelegenheiten erledigt (*2017 = 50*), davon 26 in deutscher Sprache.

Am 31. Dezember 2018 waren beim Zivilgericht noch 61 Angelegenheiten hängig (*2017 = 55*), davon die Hälfte in deutscher Sprache. 16 Angelegenheiten wurden vor dem 31. Dezember 2016 registriert.

Schlichtungen

Im Jahre 2018 wurden 86 Schlichtungsverfahren abgeschlossen, daraus resultierten 32 Klagebewilligungen und 3 Urteilsvorschläge. 12 Urteile wurden gefällt. 20 Angelegenheiten wurden mit einem gerichtlichen Vergleich abgeschlossen und 19 Angelegenheiten wurden auf eine andere Art abgeschlossen (insbesondere durch Rückzug der Klage).

Arbeitsgericht

Beim Arbeitsgerichtspräsidenten wurden 44 neue Angelegenheiten (*2017 = 32*) eingetragen, davon 26 in deutscher Sprache. Die Präsidenten haben 44 Angelegenheiten behandelt (10 Angelegenheiten wurden mit einer Schlichtung abgeschlossen). Am 31. Dezember waren 9 Angelegenheiten hängig (*2017 = 9*).

Beim Arbeitsgericht wurden im Jahr 2018 9 neue Angelegenheiten eingereicht (2017 = 5), davon 4 in deutscher Sprache. 7 Angelegenheiten (2017 = 4) wurden abgeschlossen. Am 31. Dezember 2018 waren 6 Angelegenheiten hängig.

Mietgericht

Beim Präsidenten des Mietgerichts wurden 15 neue Angelegenheiten eingetragen (2017 = 18), davon 13 in deutscher Sprache. 16 Urteile wurden gefällt. 1 Angelegenheit war am 31. Dezember 2018 hängig.

Während des Jahres 2018 wurden im Sitzungsjournal des Mietgerichts 5 neue Angelegenheiten eingetragen (2017 = 3), davon 4 in deutscher Sprache. Das Arbeitsgericht hat 7 Urteile gefällt. Am 31. Dezember 2018 waren 4 Angelegenheiten hängig.

Ausserdem wird auf den Bericht des Bezirksgerichts Sense, das für die Angelegenheiten des Mietgerichts des Sense- und Seebezirks zuständig ist, verwiesen.

2.4.1.6.2.3 Strafsachen (Polizeirichter/innen, Strafgericht)

Polizeirichter/innen

2018 gingen 106 neue Angelegenheiten ein (2017 = 137), davon 51 in deutscher Sprache. Die Polizeirichter/innen erledigten 121 Fälle (2017 = 125). Am 31. Dezember 2018 waren noch 39 Angelegenheiten im Verzeichnis eingetragen.

Strafgericht

9 neue Angelegenheiten wurden registriert (2017 = 10), davon 4 in deutscher Sprache. Während der Berichtsperiode verurteilte das Strafgericht 11 Personen. Am 31. Dezember waren 5 Angelegenheiten hängig.

2.4.1.6.2.4 Beziehungen zu den Behörden, Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten und anderen Beteiligten

Keine Bemerkung.

2.4.1.6.3 Weiterbildung

Die Präsidentinnen und Präsidenten sowie die Gerichtsschreiberinnen und -schreiber haben alle mehrere Weiterbildungstage absolviert.

2.4.1.6.4 Verschiedenes (Vorschläge von Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Keine Bemerkung.

2.4.1.7 Bezirksgericht Glane

2.4.1.7.1 Zusammensetzung und Räumlichkeiten

2.4.1.7.1.1 Zusammensetzung des Gerichts (nur Richter/innen und Richter/innen-Beisitzer/innen)

Berufsrichter/innen (am 31.12.2018)

Name / Vorname	Funktion	VZÄ
Bovet Grégoire	Präsident	1
Menoud Jacques	Präsident des Arbeitsgerichts	0.1
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		1.1

Richter/innen-Beisitzer/innen – nebenberuflich (am 31.12.2018)

Name / Vorname	Name / Vorname
Zivil- und Strafgericht:	Mietgericht:
Fontaine Maja	Magne André (Eigentümer/innen)
Girard Christophe	Delabays Marc (Eigentümer/innen)
Joye Muriel	Morand Baptiste (Eigentümer/innen)
Favre Guillaume	Martins Sandra (Mieter/innen)
Pache Philippe	Chollet Justine (Mieter/innen)
Bard Jean-François	Scazzari Valentina (Mieter/innen)
Cornu Marlène	
Matthey Claudine	
Bichsel-Zeindl Astrid	
Arbeitsgericht:	
Deillon Christian (Arbeitgeber/innen)	
Jaquier Sébastien (Arbeitgeber/innen)	
Terrapon Jacques (Arbeitgeber/innen)	
Ropraz Bernard (Arbeitgeber/innen)	
Lüthi Danie (Arbeitnehmer/innen)	
Vuagniaux Jean-François (Arbeitnehmer/innen)	
Brodard Vincent (Arbeitnehmer/innen)	

2.4.1.7.1.2 Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Vollzeitäquivalente (am 31.12.2018)	VZÄ
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung	1.2
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen ohne juristische Ausbildung	1.5

Die Gerichtsschreiberei des Gerichts setzt sich wie folgt zusammen: ein Präsident, ein Chefgerichtsschreiber zu 90 %, eine Gerichtsschreiberin-Adjunktin zu 30 %, ein Gerichtsschreiber-Praktikant, eine Sekretärin zu 90 %, eine Sachbearbeiterin Buchhaltung zu 60 % und eine Lernende.

2.4.1.7.1.3 Räumlichkeiten

Die Räumlichkeiten geben zu keinerlei Beanstandung Anlass.

2.4.1.7.2 Gerichtstätigkeit

2.4.1.7.2.1 Im Allgemeinen (Arbeitslast usw.)

Die Arbeitslast war im Jahr 2018 noch höher als im Jahr 2017. Zur Erinnerung: Die Anzahl offener Dossiers per 31. Dezember 2017 betrug 804. Sie stieg am Ende des Jahres 2018 auf 866. Trotz zahlreicher Überstunden des Präsidenten des Gerichts, die dazu führten, dass im Jahr 2018 insgesamt mehr Angelegenheiten abgeschlossen werden konnten als noch 2017, ist die Anzahl der am 31. Dezember 2018 offenen Angelegenheiten auf 240 gestiegen, gegenüber 185 am 31. Dezember 2017.

2.4.1.7.2.2 Zivilverfahren (Präsident, Gericht, Vormundschaft, Arbeits- und Mietgericht, Betreibungen und Konkurse)

2018 hat der Zivilgerichtspräsident 75 Schlichtungsversuche unternommen. Mit folgendem Erfolg:

Einigungen	25
Klagebewilligungen	28
Angenommene Urteilsvorschläge	5
Andere	17

2018 hat der Arbeitsgerichtspräsident 20 Schlichtungsversuche unternommen. Mit folgendem Erfolg:

Einigungen	11
Klagebewilligungen	4
Angenommene Urteilsvorschläge	0
Andere	5

2.4.1.7.2.3 Strafsachen (Polizeirichter, Strafgericht)

Die Strafsachen können innerhalb nützlicher Frist erledigt werden. Für Weiteres, vgl. Statistik

2.4.1.7.2.4 Beziehungen zu den Behörden, Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten und anderen Beteiligten

Die Beziehungen zu den Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten sind generell gut.

2.4.1.7.3 Weiterbildung

Der Präsident nahm an folgenden Weiterbildungen teil:

- > Kosten und Rechtsbeistand in Straf- und Zivilverfahren, Neuenburg
- > CEDIDAC-Seminar zum Betreibungsrecht, Lausanne
- > Zwanzigstes Seminar Mietrecht, Neuenburg
- > Vereinfachtes Verfahren und Zivilprozess, Neuenburg
- > Tagung des Freiburgischen Anwaltsverbands FAV, Freiburg

2.4.1.7.4 Verschiedenes (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Nichts zu verzeichnen.

2.4.1.8 Bezirksgericht Broye

2.4.1.8.1 Zusammensetzung und Räumlichkeiten

2.4.1.8.1.1 Zusammensetzung des Gerichts (nur Richter/innen und Richter/innen-Beisitzer/innen)

Berufsrichter/innen (am 31.12.2018)

Name / Vorname	Funktion	VZÄ
Meuwly Jean-Benoît	Präsident	1
Bulliard Grosset Sonia	Präsidentin	0.5
Sonney Virginie	Präsidentin	0.5
Esseiva Christian	Präsident	0.1
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		2.1

Richter/innen-Beisitzer/innen – nebenberuflich (am 31.12.2018)

Name / Vorname	Name / Vorname
Bourqui Maurice	Renevey Jennifer
Corminboeuf Martine	Rüssi Irène
Dougoud Gabriel	Sudan Claire-Lise
Duruz Francis	Berchier François (Arbeitsgericht, Arbeitgeber/innen)
Guerry Micheline	Gross Frédéric (Arbeitsgericht, Arbeitgeber/innen)
Haenni Carine	Michel Francis (Arbeitsgericht, Arbeitgeber/innen)
Jabornigg Claude	Corminboeuf Yvan (Arbeitsgericht, Arbeitnehmer/innen)
Marchand Francis	Krebs Hans (Arbeitsgericht, Arbeitnehmer/innen)
Moser Annelise	Müller Christian (Arbeitsgericht, Arbeitnehmer/innen)
Pedroli Monique	

Im Jahr 2018 wurde die Gerichtspräsidentin Virginie Sonney während ihres Mutterschaftsurlaubs von März bis Ende Juli 2018 durch den gerichtsunabhängigen Richter ad hoc Ludovic Farine (für die zivilrechtlichen Angelegenheiten mit einem Pensum von ungefähr 20 %) und durch den Ad-hoc-Präsidenten Michel Morel (für die strafrechtlichen Angelegenheiten mit einem Pensum von ungefähr 20 %) vertreten. Während dieser Periode haben auch der Präsident Jean-Benoît Meuwly und die Präsidentin Sonia Bulliard Grosset ebenfalls Teile der laufenden Geschäfte der Präsidentin Sonney übernommen. Diese Art der Stellvertretungen hat zur vollsten Zufriedenheit funktioniert.

Ab 1. Januar 2018 haben zwei neue Beisitzerinnen ihr Amt angetreten, es sind dies Irène Rüssi und Jennifer Renevey, die für Nicolas Emery gewählt wurden, der aus Altersgründen per 31. Dezember 2017 ausgeschieden ist. Letzterer hat dem Bezirksgericht Broye während vieler Jahre gedient, auch als Vize-Präsident. Die Präsidentinnen und Präsidenten des Bezirksgerichts Broye danken Nicolas Emery sehr herzlich für seinen Einsatz und seine grosse Verfügbarkeit.

2.4.1.8.1.2 Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Vollzeitäquivalente (am 31.12.2018)	VZÄ
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung	2,9
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen ohne juristische Ausbildung	2,8

Seit dem Jahr 2017 besteht die Gerichtsschreiberei aus insgesamt 2,9 VZÄ und setzt sich wie folgt zusammen: ein Gerichtsschreiber zu 100 %, zwei Gerichtsschreiberinnen zu 50 % und ein Chefgerichtsschreiber zu 90 %. Im Weiteren beschäftigt das Gericht im Rahmen ihrer Anwalts-Ausbildung laufend für jeweils sechs Monate eine Gerichtsschreiberin-Praktikantin oder einen Gerichtsschreiber-Praktikanten

Das Gerichtssekretariat und die Buchhaltung bestehen aus 2,8 VZÄ, die sich wie folgt zusammensetzen: zwei Sekretärinnen zu 80 %, eine Sekretärin zu 50 % und ein Sachbearbeiter Buchhaltung zu 70 %. Im Weiteren ist eine Lernende zum Team gestossen.

Während ihres Ende Juli 2018 zu Ende gegangenen Mutterschaftsurlaubs wurde die Sekretärin, die zu 50 % beschäftigt war, durch eine ehemalige Lernende der Gerichtsschreiberei ersetzt. Die Sachbearbeiterin Buchhaltung hat auf den 31. Oktober 2018 gekündigt. Ihre Stelle wurde auf den 1. Januar 2019 wiederbesetzt. In der Zwischenzeit haben der Chefgerichtsschreiber und die Sekretärinnen die Buchhaltungsaufgaben übernommen.

2.4.1.8.1.3 Räumlichkeiten

Wie bereits im Jahresbericht 2017 erwähnt wurde, sind die Räumlichkeiten des Bezirksgerichts maximal ausgelastet. Die vier Präsidentinnen und Präsidenten teilen sich den grossen Gerichtssaal, der für jede/jeden an fixen Tagen reserviert ist. Sie nutzen den kleinen Saal, der früher für Besprechungen genutzt wurde, für kleinere Sitzungen (ohne Beisitzerinnen und Beisitzer sowie ohne Publikum). Und so ist es mit einem einzigen Gerichtssaal und vier Präsidentinnen und Präsidenten manchmal schwierig, für Strafgerichtsverfahren den Saal für zwei oder auch drei aufeinanderfolgende Tage freizuhalten.

Ein Projekt zum Bau von neuen Gebäuden in der Nähe des Bahnhofs von Estavayer-le-Lac wurde angestossen, mit der Möglichkeit für das Bezirksgericht Broye sich darin einzurichten; dies soll mittelfristig, d.h. in 3 bis 4 Jahren, erfolgen. Die Präsidentinnen und Präsidenten hoffen auf die zügige Weiterentwicklung dieser Angelegenheit.

2.4.1.8.2 Gerichtstätigkeit

2.4.1.8.2.1 Im Allgemeinen (Arbeitslast usw.)

Wie 2017 sind 2018 **1167 neue Angelegenheiten** registriert worden, gegenüber 1264 im Jahr 2016 und 1319 im Jahr 2015. Trotz des Mutterschaftsurlaubs von Präsidentin Sonney, dank der guten Arbeit ihrer Stellvertreterinnen und Stellvertreter und der Unterstützung durch das gesamte Personal des Bezirksgerichts konnten 2018 **1142 Angelegenheiten abgeschlossen** werden.

2.4.1.8.2.2 Zivilverfahren (Präsident, Gericht, Vormundschaft, Arbeits- und Mietgericht, Betreibungen und Konkurse)

Allgemein

1051 neue zivilrechtliche Angelegenheiten wurden eröffnet (für die Details siehe unten) gegenüber 1055 im Jahr 2017, 1131 im Jahr 2016 und 1224 im Jahr 2015. Gesamthaft wurden 1022 Entscheide gefällt (gegenüber 1124 im Jahr 2017, 1176 im Jahr 2016 und 1211 im Jahr 2015).

Zivilgericht

Eingetragene Angelegenheiten: 50 (2017: 42; 2016: 46 und 2015: 71).

Erledigte Angelegenheiten: 48 (2017: 58; 2016: 55 und 2015: 68).

Diese Statistik enthält weder Angelegenheiten des Miet- noch des Arbeitsgerichts.

Präsident des Zivilgerichts

Eingetragene Angelegenheiten: 958, davon betreffen 499 das SchKG (gegenüber 969 im Jahr 2017)

Erledigte Angelegenheiten: 929, davon betreffen 499 das SchKG (gegenüber 1021 im Jahr 2017)

Diese Statistik umfasst keine arbeitsrechtlichen und mietrechtlichen Angelegenheiten (Zwangsräumung).

Von den 75 **Schlichtungsverfahren** führten 16 zu einem Vergleich, 8 zu einem Entscheid, 22 zu einem anderen Entscheid (Unzulässigkeit, Rückzug usw.) und 29 zu einer Klagebewilligung. Es wurde nur etwa ein Drittel der Angelegenheiten über das Schlichtungsverfahren hinaus fortgesetzt.

Arbeitsgericht

Im Jahr 2018 wurden 33 neue Angelegenheiten registriert (30 vor dem Präsidenten und 3 vor dem Gericht), d.h. 10 mehr als im Jahr 2017. 33 Fälle wurden in der Berichtsperiode abgeschlossen.

Ersatz des Mietgerichtspräsidenten

Die Zahl der Zwangsräumungsforderungen, die im Jahr 2018 erreicht wurde, beträgt 10 (gegenüber 21 im Jahr 2017, 27 im Jahr 2016 und 25 im Jahr 2015). 12 Fälle wurden abgeschlossen.

2.4.1.8.2.3 Strafsachen (Polizeirichter, Strafgericht)

Im Jahr 2018 wurden 116 neue Angelegenheiten registriert (104 beim Polizeirichter, 11 am Strafgericht und 1 beim Präsidenten des Strafgerichts), was dem Mittel des Vorjahres entspricht (112 im Jahr 2017, 133 im Jahr 2016, 95 im Jahr 2015 und 122 im Jahr 2014). 120 Angelegenheiten konnten abgeschlossen werden.

2.4.1.8.2.4 Beziehungen zu den Behörden, Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten und anderen Beteiligten

Hierzu gibt es keine Bemerkungen, es sei denn, dass gute Beziehungen zu den oben genannten Akteuren bestehen.

2.4.1.8.3 Weiterbildung

Wie in den Vorjahren hielt der Präsident Jean-Benoît Meuwly am 4. Juni 2018 einen Vortrag zum Thema «Der Unterhalt des Kindes verheirateter und unverheirateter Paare». Organisiert wurde der Vortrag vom Weiterbildungsbereich der Universität Freiburg im Rahmen der Tagung zum Thema «Das Schicksal des Kindes im Scheidungsrecht» (halbtägig). Der Präsident hat zudem am 7. Dezember 2018 an der Weiterbildungstagung des Freiburgischen Anwaltsverbandes teilgenommen (1 Tag).

Die Präsidentin Sonia Bulliard Grosset hat an der Weiterbildungstagung des Neuenburgischen Anwaltsverbandes vom 16. November 2018 und derjenigen des Freiburgischen Anwaltsverbandes vom 7. Dezember 2018 teilgenommen.

Die Präsidentin Virginie Sonney hat mit Erfolg ein CAS in Rechtsprechung absolviert und das Zertifikat am 7. Dezember 2018 nach zwei Jahren Studium erhalten. Sie hat überdies an der Tagung des Neuenburgischen Anwaltsverbands vom 16. November 2018 teilgenommen.

2.4.1.8.4 Verschiedenes (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Im Jahr 2018 wurde die gesamte Informatikinfrastruktur erneuert, was vom Personal des Gerichts sehr gut aufgenommen wurde.

Die Präsidentin Sonia Bulliard Grosset nahm im Rahmen der Analyse der Justiz als Vertreterin des Projektausschusses an verschiedenen Sitzungen teil, die sie als Arbeitszeit abrechnen kann.

Im Jahr 2018 hat die Präsidentin Sonia Bulliard Grosset überdies als administrative Ansprechperson für das Bezirksgericht Broye fungiert, eine Aufgabe, die ab 2019 wieder zurückgeht an die Präsidentin Virginie Sonney.

2.4.1.9 Bezirksgericht Vivisbach

2.4.1.9.1 Zusammensetzung und Räumlichkeiten

2.4.1.9.1.1 Zusammensetzung des Gerichts (nur Richter/innen und Richter/innen-Beisitzer/innen)

Berufsrichter/innen (am 31.12.2018)

Name / Vorname	Funktion	VZÄ
L'Homme Pascal	Präsident	1
Lang Romain	Präsident des Arbeitsgerichts	0.1
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		1.1

Richter/innen-Beisitzer/innen – nebenberuflich (am 31.12.2018)

Name / Vorname	Name / Vorname
Pilloud François	Magne André
Savoy Michel	Martins Sandra
Cardinaux Jeannick	Dumas Justine
Aebischer Claudine	Perroud Noëlle
Dumoulin Roland	Delabays Marc
Broillet Stéphane	Scazzari Valentina
Ducrot Guy-Pierre	Emonet Pascal
Mossier Catherine	Tâche Fabienne
Perroud Caroline	Maillard Eric
Genoud Anita	Gabriel Laurent
Jaquet Jean-Bernard	Soares Antonio-Elviro
Dewarrat Valérie	Jamain Daniel

Noëlle Perroud hat als Beisitzerin/Eigentümerinnen am Mietgericht auf den 31. Dezember gekündigt. Als Nachfolger wurde Baptiste Morand gewählt.

2.4.1.9.1.2 Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Vollzeitäquivalente (am 31.12.2018)	VZÄ
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung	1.4
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen ohne juristische Ausbildung	1.5

Es gab in der Berichtsperiode keine Veränderungen in der Zusammensetzung des Personals, das zur vollen Zufriedenheit arbeitet.

2.4.1.9.1.3 Räumlichkeiten

Die Räumlichkeiten des Bezirksgerichts Vivisbach sind zu klein, dies betrifft insbesondere das Büro der Gerichtssekretärinnen und -sekretäre sowie das Büro der Gerichtsschreiberin-Adjunktin, das zugleich als Bibliothek und Besprechungsraum dient. Es ist aufgrund des Platzmangels nicht möglich, Praktikantinnen und Praktikanten sowie Lernende einzustellen. Das Amt für Justiz erörterte mit der Gemeinde Châtel-St-Denis den Bau eines neuen Verwaltungsgebäudes, das aktuelle Verwaltungsgebäude des Bezirksgerichts würde abgerissen. Das Bezirksgericht Vivisbach zeigte sofort Interesse und teilte dem genannten Amt im Mai 2017 seinen Bedarf an Räumlichkeiten mit. Ein erstes Treffen mit dem Kantonsarchitekten wurde hierzu im Laufe des Jahres 2018 abgehalten.

2.4.1.9.2 Gerichtstätigkeit

2.4.1.9.2.1 Im Allgemeinen (Arbeitslast usw.)

Die Arbeitslast steigt laufend an (um etwas mehr als 9 % im Jahr 2018). Trotz allem und dank dem konstanten Einsatz des kompetenten und treuen Personals konnte die Zahl der erledigten Fälle gesteigert werden, und zwar derart, dass das Bezirksgericht keine nennenswerten Verspätungen in der Behandlung seiner Dossiers vermelden muss. Dem Präsidenten des Gerichts ist es jedoch nicht mehr möglich, seine Unterstützung anderen Gerichten anzubieten, mit Ausnahme einiger Angelegenheiten des Bezirksgerichts Glane, in der Präsident Grégoire Bovet als Vertreter einer Partei agierte.

2.4.1.9.2.2 Zivilverfahren (Präsident, Gericht, Vormundschaft, Arbeits- und Mietgericht, Betreibungen und Konkurse)

Es sei auf die Statistiken verwiesen.

2.4.1.9.2.3 Strafsachen (Polizeirichter, Strafgericht)

Es sei auf die Statistiken verwiesen.

2.4.1.9.2.4 Beziehungen zu den Behörden, Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten und anderen Beteiligten

Die Beziehungen sind generell gut. Zu erwähnen ist die wesentliche und chronische Überlastung der Jugendamts, wodurch es immer schwieriger wird, der Behörde soziale Untersuchungen und Vormundschaften zu überantworten. Die Wartezeit bis zum Beginn entsprechender Untersuchungen wird zunehmend länger und wird immer problematischer.

2.4.1.9.3 Weiterbildung

Arbeitszeugnis (Präsident Arbeitsgericht) - Kosten und Rechtshilfe (Präsident) - Mietrecht (Präsident) - Ausbildung des FAV (Präsident - Gerichtsschreiber)

2.4.1.9.4 Verschiedenes (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Keine besondere Bemerkung

2.4.2 Partie statistique / Statistischer Teil

2.4.2.1 Affaires civiles / Zivilverfahren

2.4.2.1.1 Tribunaux d'arrondissement / Bezirksgerichte

Tribunaux d'arrondissement / Bezirksgerichte	Affaires inscrites au rôle/ Eingereichte Angelegenheiten	Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten	Affaires en cours / Hängige Angelegenheiten	dont inscrites au rôle jusqu'au 31.12.2016/ davon bis 31.12.2016 eingereicht
Sarine / Saane	187 ¹⁾	209 ²⁾	230 ³⁾	51
Singine / Sense	47	41	49	6
Gruyère / Greyerz	90	83	143	47
Lac / See	41 ⁴⁾	36 ⁵⁾	61 ⁶⁾	16
Glâne / Glane	35	32	50	14
Broye / Broye	50	48	55	14
Veveyse / Vivisbach	22	28	44	20
Total	472	477	632	168
En 2017	505	481	635	
En 2016	480	453	603	
En 2015	436	420	560	
En 2014	452	415	532	

(1) dont 3 en allemand / davon 3 auf Deutsch (2017 : 7)

(2) dont 1 en allemand / davon 1 auf Deutsch (2017 : 10)

(3) dont 5 en allemand / davon 5 auf Deutsch (2017 : 4)

(4) dont 28 en français / davon 28 auf Französisch (2017 : 17)

(5) dont 26 en français / davon 26 auf Französisch (2017 : 21)

(6) dont 31 en français / davon 31 auf Französisch (2017 : 28)

Objets des jugements rendus <i>Gegenstand der Entscheide</i>	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyer	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
A. Code civil / Zivilgesetzbuch								
1. Droit des personnes / <i>Personenrecht</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
2. Droit de la famille / <i>Familienrecht</i>								
a) divorce / <i>Scheidung</i>	120	27	43	18	15	23	19	265
b) modification de jugements de divorce / <i>Änderung von Scheidungsurteilen</i>	56	6	24	9	7	17	4	123
c) séparation de corps / <i>Trennung</i>	2	0	1	0	0	0	0	3
d) divers / <i>Verschiedenes</i>	6	3	0	0	0	1	0	10
3. Droit des successions / <i>Erbrecht</i>	1	0	1	0	2	1	0	5
4. Droits réels / <i>Sachenrecht</i>	3	1	4	2	0	1	2	13
B. Code des obligations / Obligationenrecht								
1. Actions résultant des contrats / <i>Klagen aus Vertrag</i>	7	3	3	5	2	4	3	27
2. Actions résultant d'actes illicites / <i>Klagen aus unerlaubter Handlung</i>	3	0	0	0	0	0	0	3
3. Droit des sociétés / <i>Gesellschaftsrecht</i>	1	0	0	1	0	0	0	2
4. Autres / <i>Andere</i>	0	0	0	1	0	1	0	2
C. Autres lois fédérales ou cantonales / Andere eidgenössische oder kantonale Gesetze								
	10	1	7	0	6	0	0	24
Total général / Gesamttotal	209	41	83	36	32	48	28	477

2.4.2.1.2 Présidents de tribunaux / Gerichtspräsidenten

Présidents de tribunaux Gerichtspräsidenten	Affaires inscrites au rôle/ Eingereichte Angelegenheiten	Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten	Affaires en cours / Hängige Angelegenheiten	dont inscrites au rôle jusqu'au 31.12.2016/ davon bis 31.12.2016 eingereicht
Sarine / Saane	3756 ¹⁾	3766 ²⁾	688 ³⁾	28
Singine / Sense	717	742	196	6
Gruyère / Greyerz	1'709	1'680	374	12
Lac / See	892 ⁴⁾	911 ⁵⁾	192 ⁶⁾	4
Glâne / Glane	715	665	153	6
Broye / Broye	958	929	194	2
Veveyse / Vivisbach	557	557	92	7
Total	9'304	9'250	1'889	65

En 2017	9120	9156	1849
En 2016	8766	8625	1901
En 2015	8847	8864	1764
En 2014	9301	9119	1835

(1) dont 91 en allemand / davon 91 auf Deutsch (2017 : 58)

(2) dont 76 en allemand / davon 76 auf Deutsch (2017 : 62)

(3) dont 22 en allemand / davon 22 auf Deutsch (2017 : 9)

(4) dont 554 en français / davon 554 auf Französisch (2017: 507)

(5) dont 554 en français / davon 554 auf Französisch 2017 : 485)

(6) dont 114 en français / davon 114 auf Französisch 2017: 116)

Objets des jugements et ordonnances rendus / Gegenstand der ergangenen Entscheide und Verfügungen	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
1. Divorce sur requête commune avec accord complet / <i>Scheidung auf gemeinsames Begehren mit umfassender Einigung</i>	167	40	78	35	26	42	30	418
2. Séparation de corps sur requête commune avec accord complet / <i>Trennung auf gemeinsames Begehren mit umfassender Einigung</i>	6	0	3	1	0	1	0	11
3. Mesures protectrices de l'union conjugale et leur modification (art. 172 CC / ZGB) / <i>Eheschutzmassnahmen und deren Abänderung</i>	184	26	64	49	36	46	34	439
4. Affaires pécuniaires (art. 51 al. 1 let. a LJ/JG) / <i>Vermögensrechtliche Streitigkeiten</i>	115	23	28	10	21	14	16	227
5. Mesures provisionnelles et leur modification / <i>Vorsorgliche Massnahmen und deren Abänderung</i>	300	41	93	48	43	83	50	658
6. Inscription provisoire des hypothèques légales des entrepreneurs et artisans / <i>Vorläufige Eintragung von Pfandrechten der Handwerker und Unternehmer</i>	7	15	31	7	8	16	1	85
7. Décisions rendues en matière d'assistance judiciaire / <i>Entscheide betreffend die unentgeltliche Rechtspflege</i>	656	107	217	122	102	104	81	1389
8. Décisions rendues en vertu de la LELP / <i>Entscheide gestützt auf das EGSchKG</i>	1855	367	942	519	321	499	277	4'780
a) Mainlevée / <i>Rechtsöffnung</i>	1145	234	546	339	204	356	177	3001
b) Annulation et suspension de la poursuite (art. 85 LP / SchKG) / <i>Richterliche Aufhebung oder Einstellung der Betreibung im summarischen Verfahren</i>	4	0	2	0	1	1	0	8
c) Action en constatation négative (art. 85a LP / SchKG) / <i>Negative Feststellungsklage</i>	8	1	0	0	1	0	1	11
d) Ouverture de la faillite / <i>Konkurseröffnung</i>	373	82	262	113	83	88	64	1'065
e) Suspension de la faillite faute d'actif / <i>Einstellung des Konkursverfahrens mangels Aktiven</i>	125	14	42	15	17	15	14	242
f) Décision relative au retour à meilleure fortune (art. 265a al. 1 et 3 LP/SchKG) / <i>Entscheid über die Feststellung neuen Vermögens</i>	82	19	16	33	3	11	2	166
g) Action en constatation du retour ou non retour à meilleure fortune (art. 265a al. 4 LP / SchKG) / <i>Klage auf Bestreitung oder Feststellung des neuen Vermögens</i>	7	1	0	0	0	0	0	8
h) Clôture de la faillite / <i>Schluss des Konkursverfahrens</i>	70	14	41	10	7	20	12	174

Objets des jugements et ordonnances rendus / Gegenstand der ergangenen Entscheide und Verfügungen	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
i) Séquestre/ Arrest	21	0	25	3	2	2	3	56
j) Procédures concordataires / Nachlassverfahren	1	1	0	2	0	1	0	5
k) Divers / Verschiedenes	19	1	8	4	3	5	4	44
9. Annulation de titres / Aufhebung von Wertpapieren	8	11	21	8	2	7	3	60
10. Commissions rogatoires / Rechtshilfebegehren	3	21	41	12	2	18	10	107
11. Exécution des jugements (art. 339 CPC/ZPO) / Urteilsvollstreckung	11	0	1	0	2	2	2	18
12. Procédures de conciliation (art. 197ss CPC/ZPO) / Schlichtungsverfahren	295	62	97	86	75	75	32	722
a) Transaction / Einigung	73	23	23	20	25	16	7	187
b) Autorisation de procéder / Klagebewilligung	100	18	28	32	28	29	14	249
c) Proposition de jugement acceptée / Urteilsvorschlag angeommen	3	2	2	3	5	2	3	20
d) Jugement / Urteil	53	8	21	12	7	6	2	109
e) Autres / andere	66	11	23	19	10	22	6	157
13. Divers / Verschiedenes	159	29	64	14	27	22	21	336
Total général / Gesamttotal	3'766	742	1'680	911	665	929	557	9'250

2.4.2.1.3 Juridiction des prud'hommes / Arbeitsgericht

Présidents des tribunaux des prud'hommes / Präsidenten der Arbeitsgerichte

Les Présidents des tribunaux des prud'hommes ont été saisis de 375 causes (2017 : 391, 2016: 375, 2015: 402, 2014: 363, 2013: 314) qui se répartissent ainsi :

Bei den Präsidenten der Arbeitsgerichte wurden 375 Angelegenheiten eingereicht (2017: 391, 2016: 375, 2015: 402, 2014: 363, 2013: 314), die sich wie folgt aufteilen:

Arrondissements Bezirke	Affaires pendantes au 01.01.2018 / per 01.01.2018 hängige Angelegenheiten	Nouvelles affaires inscrites au rôle / neu eingereichte Angelegenheiten	Jugements rendus / gefällte Urteile	Affaires liquidées par conciliation / transaction / abgeschlossene Fälle durch Vergleich	Autres affaires liquidées / andere abgeschlossene Fälle	Affaires pendantes au 31.12.2018 / per 31.12.2018 hängige Angelegenheit
Sarine / Saane	74 ¹⁾	171 ²⁾	26 ³⁾	48 ⁴⁾	125 ⁵⁾	46
Singine / Sense	6	19	1	8	8	8
Gruyère / Greyerz	18	70	2	15	57	14
Lac / See	9 ⁶⁾	44 ⁷⁾	4 ⁸⁾	10 ⁹⁾	30 ¹⁰⁾	9
Glâne / Glane	3	25	0	11	9	8
Broye / Broye	2	30	2	9	19	2
Veveyse / Vivisbach	2	16	2	7	7	2
Total	114	375	37	108	255	89

(1) dont 0 en allemand / davon 0 auf Deutsch

(2) dont 2 en allemand / davon 2 auf Deutsch

(3) dont 0 en allemand / davon 0 auf Deutsch

(4) dont 2 en allemand / davon 2 auf Deutsch

(5) dont 0 en allemand / davon 0 auf Deutsch

(6) dont 5 en français / davon 5 auf Französisch

(7) dont 26 en français / davon 26 auf Französisch

(8) dont 4 en français / davon 4 auf Französisch

(9) dont 9 en français / davon 9 auf Französisch

(10) dont 15 en français / davon 15 auf Französisch

Tribunaux des prud'hommes / Arbeitsgerichte

Elles ont été saisies de 62 causes (2017 : 65, 2016: 79, 2015: 80, 2014 : 60, 2013: 58) qui se répartissent ainsi:

Es wurden 62 Angelegenheiten eingereicht (2017: 65, 2016: 79, 2015: 80, 2014: 60, 2013: 58), die sich wie folgt aufteilen:

Arrondissements Bezirke	Affaires pendantes au 01.01.2018 / per 01.01.2018 hängige Angelegenheiten	Nouvelles affaires inscrites au rôle / neu eingereichte Angelegenheiten	Jugements rendus / gefällte Urteile	Affaires liquidées par conciliation / transaction / abgeschlossene Fälle durch Vergleich	Autres affaires liquidées / andere abgeschlossene Fälle	Affaires pendantes au 31.12.2018 / per 31.12.2018 hängige Angelegenheit
Sarine / Saane	44 ¹⁾	25 ²⁾	9 ³⁾	9 ⁴⁾	11 ⁵⁾	50
Singine / Sense	4	1	2	2	0	1
Gruyère / Greyerz	23	10	3	5	6	19
Lac / See	4 ⁶⁾	9 ⁷⁾	4 ⁸⁾	3 ⁹⁾	0 ¹⁰⁾	6
Glâne / Glane	2	0	0	0	0	2
Broye / Broye	2	3	2	0	1	2
Veveyse / Vivisbach	3	4	2	0	2	3
Total	82	62	22	19	20	83

(1) dont 3 en allemand / 3 auf Deutsch

(2) dont 0 en allemand / davon 0 auf Deutsch

(3) dont 0 en allemand / davon 0 auf Deutsch

(4) dont 3 en allemand / davon 3 auf Deutsch

(5) dont 0 en français / davon 0 auf Französisch

(6) dont 3 en français / davon 3 auf Französisch

(7) dont 4 en français / davon 4 auf Französisch

(8) dont 4 en français / davon 4 auf Französisch

(9) dont 1 en français / davon 1 auf Französisch

(10) dont 0 en français / davon 0 auf Französisch

2.4.2.1.4 Juridiction des baux / Mietgerichtsbarkeit

Présidents des tribunaux des baux / Mietgerichtspräsidenten

Les Présidents des tribunaux des baux ont été saisis de 310 causes (2017 : 325, 2016: 306, 2015: 349, 2014 : 289, 2013: 294) qui se répartissent ainsi:

Bei den Mietgerichtspräsidenten wurden 310 Angelegenheiten eingereicht (2017: 325, 2016: 306, 2015: 349, 2014: 289, 2013: 294), die sich wie folgt aufteilen:

Arrondissements Bezirke	Affaires pendantes au 01.01.2018 / per 01.01.2018 hängige Angelegenheiten	Nouvelles affaires inscrites au rôle / neu eingereichte Angelegenheiten	Jugements rendus / gefällte Urteile	Affaires pendantes au 31.12.2018 / per 31.12.2018 hängige Angelegenheit
Sarine / Saane	36	172	176	32
Singine et Lac / Sense und See	5 ¹⁾	34 ²⁾	33 ³⁾	6 ⁴⁾
Gruyère, Glâne, Broye et Veveyse Greyerz, Glane, Broye und Vivisbach	16	104	101	19
Total	57	310	310	57

(1) dont 3 en français / davon 3 auf Französisch

(2) dont 32 en français / davon 32 auf Französisch

(3) dont 29 en français / davon 29 auf Französisch

(4) dont 6 en français / davon 6 auf Französisch

Tribunaux des baux / Mietgerichte

Ils ont été saisis de 82 causes (2017 : 59, 2016: 94, 2015: 108, 2014 : 83, 2013: 121) qui se répartissent ainsi:

Es wurden 82 Angelegenheiten eingereicht (2017: 59, 2016: 94, 2015: 108, 2014: 83, 2013: 121), die sich wie folgt aufteilen:

Arrondissements Bezirke	Affaires pendantes au 01.01.2018 / per 01.01.2018 hängige Angelegenheiten	Nouvelles affaires inscrites au rôle / neu eingereichte Angelegenheiten	Jugements rendus / gefällte Urteile	Affaires pendantes au 31.12.2018 / per 31.12.2018 hängige Angelegenheit
Sarine / Saane	33	44	41	36
Singine et Lac / Sense und See	12 ¹⁾	9 ²⁾	13 ³⁾	8 ⁴⁾
Gruyère, Glâne, Broye et Veveyse Greyerz, Glane, Broye und Vivisbach	17	29	24	22
Total	62	82	78	66

(1) dont 10 en français / davon 10 auf Französisch

(2) dont 8 en français / davon 8 auf Französisch

(3) dont 10 en français / davon 10 auf Französisch

(4) dont 8 en français / davon 8 auf Französisch

2.4.2.1.5 Assistance judiciaire / Unentgeltliche Rechtspflege

En matière civile / in Zivilsachen

Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés ainsi que la désignation d'un défenseur d'office
Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten sowie die Bestellung eines amtlichen Rechtsbeistandes umfasst

Arrondissements Bezirke	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle / <i>Nicht von der Bezahlung eines monatlichen Beitrages abhängige Gewährung</i>	Octroi subordonné à un tel paiement / <i>von einer solchen Bezahlung abhängige Gewährung</i>	Refusée Abweisung	Retirée Rückzug
Sarine / Saane	466	5	32	76
Singine / Sense	68	0	10	17
Gruyère / Greyerz	173	0	2	23
Lac / See	103	0	7	6
Glâne / Glane	61	1	9	11
Broye / Broye	61	1	17	16
Veveyse / Vivisbach	65	0	9	4
Total	997	7	86	153

Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés
Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von der Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten umfasst

Arrondissements Bezirke	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle / <i>Nicht von der Bezahlung eines monatlichen Beitrages abhängige Gewährung</i>	Octroi subordonné à un tel paiement / <i>von einer solchen Bezahlung abhängige Gewährung</i>	Refusée Abweisung	Retirée Rückzug
Sarine / Saane	96	1	6	0
Singine / Sense	10	0	3	2
Gruyère / Greyerz	23	0	1	1
Lac / See	11	0	0	2
Glâne / Glane	20	0	0	2
Broye / Broye	11	0	1	0
Veveyse / Vivisbach	8	0	0	1
Total	179	1	11	8

2.4.2.2 Affaires pénales / Strafsachen

2.4.2.2.1 Tribunaux pénaux d'arrondissement / Bezirksstrafgerichte

Nombre de personnes jugées: 128 (2017 : 175, 2016 : 130, 2015 : 167, 2014 : 140 ; 2013 : 132). En 2018, le nombre de personnes jugées par les tribunaux pénaux est en recul par rapport à l'année précédente et se situe à un niveau comparable à celui de 2016. Cette baisse concerne essentiellement la Sarine (- 40%). Les tribunaux pénaux d'arrondissement ont condamné 99 personnes à une peine privative de liberté et 19 personnes à une peine pécuniaire. 37 peines ont été assorties du sursis et 35 du sursis partiel. 30 mesures ont été prononcées. Les tribunaux ont infligé 62 amendes. 4 personnes ont été acquittées et 3 d'entre elles ont demandé à être indemnisées.

Anzahl der abgeurteilten Personen: 128 (2017: 175, 2016: 130, 2015: 167, 2014: 140; 2013: 132). Im Vergleich zum Vorjahr hat die Zahl der durch die Strafgerichte abgeurteilten Personen abgenommen und bewegt sich wieder auf einem mit 2016 vergleichbaren Stand. Die Bezirksstrafgerichte haben 99 Personen zu Freiheitsstrafen und 19 Personen zu einer Geldstrafe verurteilt. In 37 Fällen wurde der bedingte und in 35 Fällen der teilbedingte Strafvollzug gewährt. 30 Massnahmen wurden angeordnet. Weiter wurden in 62 Fällen Bussen verhängt. 4 Personen wurden freigesprochen. Es gab 3 Anträge auf Entschädigung durch freigesprochene Personen.

Tribunaux / Gerichte	Personnes jugées / Abgeurteilte Personen	Nationalité Nationalität		Sexe Geschlecht		Etat civil Zivilstand	
		Suisses / Schweizer	Etrangers / Ausländer	Hommes / Männer	Femmes / Frauen	Mariés / Verheiratet	Non-mariés / Nicht verheiratet
Sarine / Saane	68 ¹⁾	34	34	61	7	13	55
Singine / Sense	6	4	2	6	0	1	5
Gruyère / Greyerz	22	12	10	21	1	5	17
Lac / See	11 ²⁾	5	6	11	0	3	8
Glâne / Glane	6	0	6	3	3	3	3
Broye / Broye	9	4	5	9	0	2	7
Veveyse / Vivisbach	6	3	3	6	0	0	6
Total	128	62	66	117	11	27	101

(1) 1 procédures a été conduite en allemand (2017: 7) / 1 Verfahren wurde auf Deutsch durchgeführt (2017: 7)

(2) 5 procédures ont été conduites en français (2017: 4) / 5 Verfahren wurden auf Französisch durchgeführt (2017: 4)

Nombre d'infractions
Anzahl strafbarer Handlungen

	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
1. Infractions contre la vie et l'intégrité corporelle / Strafbare Handlungen gegen Leib und Leben (Art. 111-136 CP/StGB)	14	2	13	3	0	3	1	36
Meurtre / <i>Vorsätzliche Tötung</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Assassinat / <i>Mord</i>	1	0	0	0	0	0	0	1
Meurtre passionnel / <i>Totschlag</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Homicides par négligence / <i>Fahrlässige Tötung</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Homicides par négligence à la suite de la violation d'une disposition de la LCR / <i>Fahrlässige Tötung als Folge einer Widerhandlung gegen das SVG</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Lésions corporelles / <i>Körperverletzungen</i>	9	1	8	2	0	1	1	22
Lésions corporelles à la suite de la violation d'une disposition de la LCR / <i>Körperverletzungen als Folge einer Widerhandlung gegen das SVG</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Rixe/Agression / <i>Raufhandel/Angriff</i>	0	0	0	1	0	0	0	1
Divers / <i>Verschiedenes</i>	4	1	5	0	0	2	0	12
2. Infractions contre le patrimoine / Strafbare Handlungen gegen das Vermögen (Art. 137-172 ^{ter} CP/StGB)	29	11	10	0	7	4	4	65
Abus de confiance / <i>Veruntreuung</i>	0	1	1	0	0	0	0	2
Vol / <i>Diebstahl</i>	7	3	1	0	4	2	2	19
Brigandage / <i>Raub</i>	2	1	0	0	0	0	0	3
Dommages à la propriété / <i>Sachbeschädigung</i>	8	1	4	0	3	1	2	19
Escroquerie / <i>Betrug</i>	3	3	2	0	0	1	0	9
Utilisation frauduleuse d'un ordinateur / <i>Betrügerischer Missbrauch einer Datenverarbeitungsanlage</i>	0	1	0	0	0	0	0	1
Abus de cartes-chèques et de cartes de crédit / <i>Check- und Kreditkartenmissbrauch</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Extorsion et chantage / <i>Erpressung</i>	1	0	0	0	0	0	0	1
Gestion déloyale / <i>Ungetreue Geschäftsbesorgung</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Recel / <i>Hehlerei</i>	4	1	1	0	0	0	0	6
Crimes ou délits dans la faillite et la poursuite pour dettes / <i>Konkurs- und Betreibungsverbrechen oder- Vergehen</i>	1	0	1	0	0	0	0	2
Divers / <i>Verschiedenes</i>	3	0	0	0	0	0	0	3
3. Infractions contre l'honneur, le domaine secret ou le domaine privé / Strafbare Handlungen gegen die Ehre und den Geheim- oder Privatbereich (Art. 173-179 ^{novies} CP/StGB)	6	2	5	1	0	0	0	14
4. Crimes ou délits contre la liberté / Verbrechen oder Vergehen gegen die Freiheit (Art. 180-186 CP / StGB)	20	4	10	0	4	4	2	44
Menaces / <i>Drohung</i>	3	2	5	0	0	1	0	11
Contrainte / <i>Nötigung</i>	6	1	2	0	0	1	0	10
Violation de domicile / <i>Hausfriedensbruch</i>	7	1	2	0	4	2	2	18
Divers / <i>Verschiedenes</i>	4	0	1	0	0	0	0	5

Nombre d'infractions
Anzahl strafbarer Handlungen

	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
5. Infractions contre l'intégrité sexuelle / Strafbare Handlungen gegen die sexuelle Integrität (Art. 187-200 CP/StGB)	10	4	12	3	0	2	0	31
Mise en danger du développement de mineurs / Gefährdung der Entwicklung von Unmündigen	1	1	2	2	0	0	0	6
Atteinte à la liberté et à l'honneur sexuels / Angriff auf die sexuelle Freiheit und Ehre	9	2	6	1	0	2	0	20
Divers / Verschiedenes	0	1	4	0	0	0	0	5
6. Délits contre la famille / Vergehen gegen die Familie (Art. 213 - 220 CP/StGB)	0	0	1	0	0	1	0	2
Violation d'une obligation d'entretien / Vernachlässigung von Unterhaltspflichten	0	0	0	0	0	1	0	1
Divers / Verschiedenes	0	0	1	0	0	0	0	1
7. Crimes ou délits créant un danger collectif / Gemeingefährliche Verbrechen oder Vergehen (Art. 221-230 CP/StGB)	3	0	2	1	0	0	0	6
Incendie intentionnel / Brandstiftung	2	0	2	1	0	0	0	5
Incendie par négligence / Fahrlässige Verursachung einer Feuerbrunst	1	0	0	0	0	0	0	1
Divers / Verschiedenes	0	0	0	0	0	0	0	0
8. Crimes ou délits contre les communications publiques Verbrechen und Vergehen gegen den öffentlichen Verkehr (Art. 237-239 CP/ StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
9. Fausse monnaie, falsification des timbres officiels de valeur, des marques officielles, des poids et mesures / Fälschung von Geld, amtlichen Wertzeichen, amtlichen Zeichen, Mass und Gewicht (Art. 240-250 CP/StGB)	2	0	0	0	0	0	0	2
10. Faux dans les titres / Urkundenfälschung (Art. 251-257 CP/StGB)	2	1	2	0	0	2	0	7
11. Crimes ou délits contre la paix publique / Verbrechen oder Vergehen gegen den öffentlichen Frieden (Art. 258-263 CP/StGB)	1	0	0	0	0	0	0	1
12. Crimes et délits contre l'Etat et la défense nationale/ Verbrechen und Vergehen gegen den Staat und die Landesverteidigung (Art. 265-278 CP/StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
13. Crimes ou délits contre l'administration de la justice / Verbrechen oder Vergehen gegen die Rechtspflege (Art. 303-311 CP/StGB)	7	2	2	0	2	0	0	13
Induction de la justice en erreur / Irreführung der Rechtspflege	0	1	1	0	0	0	0	2
Blanchissage d'argent / Geldwäscherei	7	0	0	0	2	0	0	9
Fausse déclaration d'une partie en justice / Falsche Beweisaussage der Partei	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / Verschiedenes	0	1	1	0	0	0	0	2

Nombre d'infractions Anzahl strafbarer Handlungen	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Grezerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broje	Veveyse Vivsbach	Total
14. Infractions contre les devoirs de fonction et les devoirs professionnels / Strafbare Handlungen gegen die Amts- und Berufspflicht (Art. 312-322 CP/StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
15. Corruption / Bestechung (Art. 322^{ter}-322^{octies} CP/StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
16. Contravention à des dispositions du droit fédéral / Übertretungen bundesrechtlicher Bestimmungen (Art. 323-332 CP/StGB)	0	0	1	0	0	0	0	1
17. Infractions à la LCR / Verstösse gegen das SVG	38	14	26	12	1	5	6	102
Art. 90 ch. 1 / Ziff. 1	1	1	1	0	0	1	0	4
Art. 90 ch. 2 / Ziff. 2 (faute grave / schweres Verschulden)	1	1	2	1	0	0	0	5
Art. 91 (conducteurs pris de boisson / Fahren in angetrunkenem Zustand)	8	1	5	0	0	1	0	15
Art. 94 (vol d'usage / Entwendung zum Gebrauch)	7	1	1	0	0	0	0	9
Art. 95 (circulation sans permis / Fahren ohne Ausweis)	13	3	3	1	0	2	0	22
Divers / Verschiedenes	8	7	14	10	1	1	6	47
18. Infractions à la LStup / Verstösse gegen das BetmG	87	4	19	9	3	8	6	136
19. Infractions à la LALEtr / Verstösse gegen das AGAuG	0	0	0	0	0	0	0	0
20. Infractions à la LArm / Verstösse gegen das WG	7	2	1	0	2	0	1	13
21. Infractions à d'autres lois fédérales ou cantonales / Verstösse gegen andere eidgenössische oder kantonale Gesetze	61	6	11	10	0	5	1	94
Total	287	52	115	39	19	34	21	567

2.4.2.2 Juges de police / Polizeirichter/innen

Nombre de personnes renvoyées : 864 (2017: 1031, 2016: 857, 2015 : 782, 2014 : 692, 2013: 778).

Anzahl der überwiesenen Personen : 864 (2017: 1031, 2016: 857, 2015 : 782, 2014 : 692, 2013: 778).

Arrondissements Bezirke	Personnes renvoyées Überwiesene Personen	Condamnées Verurteilte	Acquittées Freigesprochene	Retrait de plainte ou d'opposition Rückzug des Strafantrags oder der Einsprache
Sarine / Saane	331 ¹⁾	169	27	94
Singine / Sense	60	27	10	20
Gruyère / Greyerz	123	67	16	33
Lac / See	121 ²⁾	59	21	31
Glâne / Glane	57	19	6	22
Broye / Broye	110	47	4	33
Veveyse / Vivisbach	62	24	11	16
Total	864	412	95	249

(1) 26 procédures ont été conduites en allemand / 26 Verfahren wurden auf Deutsch durchgeführt (2017: 19).

(2) 63 procédures ont été conduites en français / 63 Verfahren wurden auf Französisch durchgeführt (2017: 61).

L'augmentation constatée en 2017 ne se confirme pas, le nombre de personnes renvoyées devant le juge de police retrouvant un niveau comparable à 2016. Si la situation est stable dans le Lac et en Broye et que l'on observe une hausse dans la Glâne et en Veveyse, le nombre de renvois a diminué dans les autres districts, tout particulièrement en Gruyère qui enregistre une baisse des renvois de plus de 55%.

Les juges de police ont condamné 148 personnes à des peines privatives de liberté (2017: 93), 20 personnes à un travail d'intérêt général et 180 personnes à une peine pécuniaire. 37 mesures ont été prononcées. 201 peines ont été assorties du sursis. Les juges de police ont infligé 254 amendes. 95 personnes ont été acquittées et 32 d'entre elles ont demandé à être indemnisées.

Der im Vorjahr festgestellte Anstieg bestätigt sich für dieses Jahr nicht. Die Zahl der an den Polizeirichter überwiesenen Personen bewegt sich auf einem mit 2016 vergleichbaren Stand. Während die Situation im See- und Broyebezirk stabil ist, wird im Glâne- und Vivisbachbezirks ein Anstieg festgestellt. In den übrigen Bezirken ist die Zahl der Überweisungen zurückgegangen, insbesondere im Greyerzbezirk, der eine Abnahme von über 55% verzeichnet.

Die Polizeirichter haben 148 Personen zu einer Freiheitsstrafe (2017: 93), 20 Personen zu gemeinnütziger Arbeit und 180 Personen zu einer Geldstrafe verurteilt. Es wurde 37 Massnahmen angeordnet. In 201 Fällen wurde der bedingte Strafvollzug gewährt. Weiter wurden 254 Bussen verhängt. 95 Personen wurden freigesprochen, 32 von ihnen haben eine Entschädigung beantragt.

Nombre d'infractions Anzahl strafbarer Handlungen	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
Infractions au CP / Strafbare Handlungen gemäss StGB	128	24	57	32	25	22	7	295
Atteinte à l'intégrité corporelle / <i>Körperverletzungen</i>	28	9	14	3	8	0	1	63
Infractions contre le patrimoine / <i>Strafbare Handlungen gegen das Vermögen</i>	10	1	1	7	1	0	2	22
Atteinte à l'honneur / <i>Ehrverletzungen</i>	18	1	10	1	7	4	1	42
Infractions contre l'intégrité sexuelle / <i>Sexualdelikte</i>	2	2	6	6	2	0	0	18
Insoumission à une décision de l'autorité / <i>Ungehorsam gegen amtliche Verfügungen</i>	12	0	2	3	0	3	0	20
Contravention à des dispositions du droit fédéral / <i>Übertretung von Bestimmungen des Bundesrechts</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	58	11	24	12	7	15	3	130
Infractions à la LACP / Strafbare Handlungen gemäss EGSStGB	17	0	6	1	0	3	0	27
Art. 8 LACP / <i>EGStGB</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	17	0	6	1	0	3	0	27
Infractions / Strafbare Handlungen	276	42	124	83	18	78	32	653
à la loi sur la pêche / <i>gegen das Fischereigesetz</i>	1	0	0	0	0	0	0	1
à la loi sur la chasse / <i>gegen das Jagdgesetz</i>	0	1	0	0	0	0	0	1
au code forestier / <i>gegen das Waldgesetz</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur les denrées alimentaires / <i>gegen das Lebensmittelgesetz</i>	2	0	1	0	0	0	0	3
à la loi sur la police des étrangers / <i>gegen das Fremdenpolizeigesetz</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur les étrangers / <i>gegen das Gesetz über Ausländerinnen und Ausländer</i>	39	0	21	11	3	21	0	95
à la loi sur la protection civile / <i>gegen das Zivilschutzgesetz</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur la protection des animaux / <i>gegen das Tierschutzgesetz</i>	1	0	0	0	0	0	0	1
à la loi sur la protection des eaux / <i>gegen das Gewässerschutzgesetz</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur les transports publics / <i>gegen das Verkehrsgesetz</i>	25	2	3	1	0	2	0	33
à la loi sur les établissements publics et la danse / <i>gegen das Gesetz über die öffentlichen Gaststätten und den Tanz</i>	4	0	1	0	0	1	0	6
à la loi sur le chômage / <i>gegen das Arbeitslosenversicherungsgesetz</i>	1	0	0	1	0	0	0	2
à la loi sur la navigation intérieure / <i>gegen das Binnenschiffahrtsgesetz</i>	0	0	0	0	0	2	0	2
à la loi sur la circulation routière / <i>gegen das Strassenverkehrsgesetz</i>	63	21	44	44	5	26	17	220
à la loi sur les stupéfiants / <i>gegen das Betäubungsmittelgesetz</i>	66	7	22	6	4	13	10	128
Infractions à la LArm / <i>Verstösse gegen das WG</i>	4	1	3	1	1	2	1	13
Divers / <i>Verschiedenes</i>	70	10	29	19	5	11	4	148
Total	421	66	187	116	43	103	39	975

2.4.2.2.3 Récapitulation / Zusammenfassung

En 2018, 1045 personnes ont occupé les tribunaux pénaux du canton (y compris le Tribunal pénal économique), ce qui représente une baisse de près de 14% par rapport à l'exercice précédent (2017 : 1212, 2016: 991, 2015: 952*, 2014: 834; 2013: 911).

*Une malencontreuse erreur s'est glissée dans le rapport 2015 (p. 173). Le total des affaires ressortant des juges de police se montant à 782 et non à 372, le total des personnes ayant occupé les tribunaux pénaux était de 952 en 2015.

2018 wurden 1045 Personen von den kantonalen Strafgerichten abgeurteilt (Wirtschaftsstrafgericht mit inbegriffen), was im Vergleich zum Vorjahr eine Abnahme um 14% ergibt (2017: 1212, 2016: 991, 2015: 952, 2014: 834; 2013: 911).*

** Im Jahresbericht 2015 hat sich ein Fehler eingeschlichen (S. 173). Da das Total der Fälle der Polizeirichter 782 und nicht 372 beträgt, beläuft sich die Zahl der im Jahr 2015 von den kantonalen Strafgerichten abgeurteilten Personen auf 952.*

	Tribunaux pénaux d'arrondissement Bezirksstrafgerichte	Juges de police Polizeirichter	Tribunal pénal économique Wirtschaftsstrafgericht	Total
Sarine / Saane	68	331		406
Singine / Sense	6	61		69
Gruyère / Greyerz	22	123		156
Lac / See	11	121		138
Glâne / Glane	6	57		72
Broye / Broye	9	110		124
Veveyse / Vivisbach	6	62		71
Tribunal pénal économique / Wirtschaftsstrafgericht			9	9
Total	160	876	9	1045

Nature du jugement / Art des Urteils	Tribunaux pénaux d'arrondissement Bezirksstrafgerichte	Juges de police Polizeirichter	Total
Personnes acquittées / <i>Freisprüche</i>	3	95	98
Demandes d'indemnité par des personnes acquittées/ <i>Entschädigungsbegehren freigesprochener Personen</i>	99	118	217
Personnes condamnées à des peines privatives de liberté / <i>Verurteilungen zu Freiheitsstrafen</i>	99	148	167
Personnes condamnées à des TIG / <i>Verurteilungen zu gemeinnützigen Arbeiten</i>	0	20	20
Personnes condamnées à des peines pécuniaires / <i>Verurteilungen zu Geldstrafen</i>	19	180	199
à l'amende / <i>zur Busse</i>	62	254	316
dont assorties du sursis / <i>davon unter Gewährung des bedingten Strafvollzugs</i>	37	211	248
Dont assorties du sursis partiel / <i>davon unter Gewährung der teilbedingte Strafen</i>	35	0	35
Retrait de plainte ou d'opposition / <i>Rückzug des Strafantrags oder der Einsprache</i>	0	249	249

2.4.2.2.4 Jugements concernant la révocation ou la prolongation du sursis / Urteile betreffend den Widerruf oder die Verlängerung des bedingten Strafvollzugs

	Tribunaux pénaux d'arrondissement <i>Bezirksstrafgerichte</i>	Juges de police <i>Polizeirichter</i>	Tribunal pénal économique <i>Wirtschaftsstraf- gericht</i>	Total
Sarine / Saane	33	60		93
Singine / Sense	2	5		7
Gruyère / Greyerz	8	13		21
Lac / See	3	6		9
Glâne / Glane	2	5		7
Broye / Broye	3	15		18
Veveyse / Vivisbach	3	7		10
Tribunal pénal économique / <i>Wirtschaftsstrafgericht</i>			1	1
Total	54	111	1	166

2.4.2.2.5 Détention préventive / Untersuchungshaft

	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	TPE WSG	Total
Nombre de prévenus en détention préventive au moment du jugement	20	0	0	0	0	4	0	0	24
<i>Anzahl der Beschuldigten in Untersuchungshaft zum Zeitpunkt des Urteils</i>									
Nombre de jours de détention depuis le renvoi	14414	832	4483	1248	1441	590	119	0	23127
<i>Anzahl Tage in Untersuchungshaft seit der Überweisung</i>									

2.5 Cellule judiciaire itinérante

2.5.1 Partie générale

2.5.1.1 Compétences

Fonction instituée lors de la révision de décembre 2014 de la loi sur la Justice (art. 10a LJ), la juge itinérante est appelée à pallier les manques temporaires de personnel en cas de surcharge ou d'absence dans les autorités judiciaires de première instance (Tribunaux d'arrondissement, Justices de paix ou Ministère public).

Chaque autorité qui entend solliciter l'aide de la Juge itinérante doit remplir une fiche de demande d'attribution, qu'elle lui adresse directement. La Juge itinérante préavise la demande avant de la transmettre au Tribunal cantonal, lequel prend également position avant de transmettre la demande au Conseil de la magistrature, qui décide finalement de l'attribution ou non du dossier à la Juge itinérante.

La Juge itinérante est assistée dans ses tâches par une greffière et une secrétaire.

2.5.1.1.1 Composition (juge, greffe et secrétariat)

2.5.1.1.1.1 Juge professionnel

Au 31.12.2018

Nom	Prénom	EPT
Vallet	Lorraine	1

La Juge itinérante Marlène Collaud, qui avait participé à la mise en place de la cellule judiciaire itinérante, a démissionné avec effet au 28 février 2018 pour relever un nouveau défi professionnel.

M. Ludovic Farine a été nommé en qualité de Juge itinérant ad hoc du 15 février au 15 août 2018 à un taux de 80%, sur lequel 20% étaient attribués au Tribunal de la Broye en remplacement d'une magistrate en congé-maternité.

Mme Lorraine Vallet est entrée en fonction en tant que Juge itinérante à 100% dès le 1^{er} juillet 2018.

Du 17 septembre au 30 novembre 2018, la Juge itinérante a été détachée à 50% auprès de la Justice de paix de l'arrondissement de la Veveyse en tant que Juge de paix ad intérim.

2.5.1.1.1.2 Greffe et secrétariat

Équivalents plein temps (au 31.12.2018)	2 EPT
Total EPT des collaborateurs avec formation juridique	1
Total EPT des collaborateurs sans formation juridique	1

M. Julien Pollicino, greffier à 100%, a donné sa démission au 31 juillet 2018. Après mise au concours du poste, il a été remplacé par Mme Fanny Anthonioz, entrée en fonction le 15 juillet 2018.

Le Greffe est ainsi composé d'une seule greffière, employée au taux de 100%, qui assume également des tâches confiées usuellement à une greffière-cheffe. Une secrétaire, employée au taux de 100%, assure la tenue du secrétariat de la Cellule judiciaire itinérante ; elle rédige également les projets de décisions relatives aux mises à ban et aux mainlevées confiées à la Cellule judiciaire itinérante.

2.5.1.1.1.3 Locaux

Lorsqu'il n'est pas amené à se déplacer auprès d'une autorité pour siéger, le personnel de la Cellule judiciaire itinérante occupe des locaux situés à Fribourg, Rue Frédéric-Chaillet 6. Ces locaux lui permettent de recevoir les justiciables et avocats pour la consultation des dossiers.

Les audiences assumées par la Juge itinérante ont toujours lieu au siège de l'autorité dont provient le dossier, en fonction des disponibilités de la ou des salles d'audience de ladite autorité. Au cours de l'année 2018, la Cellule judiciaire itinérante a pu compter sur la bonne collaboration des Tribunaux d'arrondissements pour assigner ses audiences.

2.5.1.1.2 Activité juridictionnelle

2.5.1.1.2.1 En général (charge de travail globale etc.)

La Cellule judiciaire itinérante exerce son activité pour diverses autorités judiciaires du canton, selon le processus exposé au chiffre 1.1.1.1. (supra). Au cours de l'année 2018, le changement de magistrat au sein de la Cellule judiciaire itinérante et les affectations temporaires à temps partiel du Juge itinérant ad hoc et de la Juge itinérante auprès d'autres autorités judiciaires ont conduit à une adaptation du nombre de dossiers attribués.

Pour l'année 2018, 34 dossiers ont été attribués à la Cellule judiciaire itinérante (Tribunal d'arrondissement de la Gruyère : 5 ; Tribunal d'arrondissement de la Broye : 6 ; Tribunal d'arrondissement du Lac : 19 ; Tribunal d'arrondissement de la Glâne : 3 ; Tribunal d'arrondissement de la Sarine : 1). S'y ajoutent 49 requêtes de mise à ban adressées à la Justice de paix de la Sarine ainsi que 46 mainlevées transmises par le Tribunal d'arrondissement de la Sarine. Un total de 129 dossiers a ainsi été confié à la Cellule judiciaire itinérante en 2018.

Au cours de l'année 2018, 130 dossiers ont été liquidés par la Cellule judiciaire itinérante pour les Tribunaux d'arrondissement de la Sarine (49), de la Gruyère (19), de la Broye (8), du Lac (5), de la Glâne, (2), ainsi que pour la Justice de paix de la Sarine (47).

Les dossiers traités directement par le Juge itinérant ad hoc auprès du Tribunal de la Broye et par la Juge itinérante auprès de la Justice de paix de la Veveyse ne figurent pas parmi ces statistiques.

2.5.1.1.2.2 Affaires civiles

La Cellule judiciaire itinérante a traité un total de 106 dossiers civils, soit 47 requêtes de mise à ban pour la Justice de paix de la Sarine, 49 dossier pour le Tribunal d'arrondissement de la Sarine, 6 dossiers pour le Tribunal d'arrondissement de la Broye, 3 dossiers pour le Tribunal d'arrondissement de la Gruyère et 1 dossier pour le Tribunal d'arrondissement du Lac.

2.5.1.1.2.3 Affaires pénales

Au cours de l'année 2018, la Cellule judiciaire itinérante a traité un total de 24 dossiers pénaux, répartis entre le Tribunal d'arrondissement de la Gruyère (16 dossiers : 15 dossiers de Juge de police et 1 dossier du Tribunal pénal), le Tribunal d'arrondissement de la Broye (2 dossiers de Juge de police), du Lac (4 dossiers de Juge de police) et de la Glâne (2 dossiers de Juge de police).

2.5.1.1.2.4 Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants

Le personnel de la Cellule judiciaire itinérante entretient de bons rapports avec l'ensemble des autorités, des avocats et des autres intervenants.

2.5.1.1.3 Formation

La Juge itinérante et la greffière de la Cellule ont participé ensemble à l'Alumni IUS Frilex Service pack 2018 le 14 septembre 2018 et à la journée de formation organisée par l'Ordre des avocats fribourgeois le 7 décembre 2018.

2.5.1.1.4 Divers (propositions de modification législatives, informatiques etc.)

Néant

2.5 Gerichtsunabhängige RichterIn

2.5.1 Allgemeiner Teil

2.5.1.1 Kompetenzen

Diese Funktion wurde bei der Revision des Justizgesetzes (Art. 10a JG) vom Dezember 2014 geschaffen. Die gerichtsunabhängige RichterIn oder der gerichtsunabhängige Richter wird beigezogen, um temporäre Personalmängel bei Überlastung oder Abwesenheiten bei den erstinstanzlichen Gerichtsbehörden (Bezirksgerichte, Friedensgerichte oder Staatsanwaltschaft) zu überbrücken.

Jede Behörde, die beabsichtigt, die Hilfe der gerichtsunabhängigen RichterIn in Anspruch zu nehmen, muss ein ausgefülltes Antragsformular für die Zuteilung direkt an die Magistratsperson senden. Die gerichtsunabhängige RichterIn nimmt Stellung zum Antrag, bevor sie ihn ans Kantonsgericht weiterleitet; dieses nimmt ebenfalls Stellung und leitet den Antrag dann an den Justizrat weiter, der schliesslich entscheidet, ob das Dossier der gerichtsunabhängigen RichterIn zugeteilt wird oder nicht.

Die gerichtsunabhängige RichterIn wird in ihren Aufgaben von einer GerichtsschreiberIn und einer SekretärIn unterstützt.

2.5.1.1.1 Zusammensetzung (RichterIn, Gerichtsschreiberei und Sekretariat)

2.5.1.1.1.1 BerufsrichterIn

Am 31.12.2018

Name	Vorname	VZÄ
Vallet	Lorraine	1

Die gerichtsunabhängige RichterIn Marlène Collaud, die an der Schaffung der gerichtsunabhängigen Einheit mitwirkte, ist auf den 28. Februar 2018 zurückgetreten, um sich einer neuen beruflichen Herausforderung zu stellen.

Ludovic Farine wurde für den Zeitraum vom 15. Februar bis 15. August 2018 zum gerichtsunabhängigen Ad-hoc-Richter zu 80 % ernannt; von seiner Arbeitslast waren 20 % für eine Mutterschaftsvertretung am Bezirksgericht Broye vorgesehen.

Lorraine Vallet trat die Stelle als gerichtsunabhängige RichterIn zu 100 % am 1. Juli 2018 an.

Vom 17. September bis 30. November 2018 wurde die gerichtsunabhängige RichterIn als Interims-FriedensrichterIn zu 50 % an das Friedensgericht des Vivisbachbezirks entsandt.

2.5.1.1.1.2 Gerichtsschreiberei und Sekretariat

Vollzeitäquivalente VZÄ (am 31.12.2018)	2 VZÄ
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung	1
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen ohne juristische Ausbildung	1

Julien Pollicino, Gerichtsschreiber zu 100 %, ist auf den 31. Juli 2018 zurückgetreten. Nach Ausschreibung der Stelle wurde er durch Fanny Anthonioz ersetzt, welche die Stelle am 15. Juli 2018 angetreten hat.

Die Gerichtsschreiberei besteht aus einer einzigen Gerichtsschreiberin zu 100 %, die auch die Tätigkeiten übernimmt, die normalerweise einer Chefgerichtsschreiberin anvertraut werden. Eine Sekretärin zu 100 % führt das Sekretariat der gerichtsunabhängigen Einheit; sie verfasst auch Entscheidungsentwürfe für richterliche Verbote und Rechtsöffnungen, die der gerichtsunabhängigen Einheit anvertraut werden.

2.5.1.1.1.3 Räumlichkeiten

Das Personal der gerichtsunabhängigen Einheit befindet sich an den Tagen, an denen es nicht an einer Sitzung bei einer anderen Behörde ist, in den Räumlichkeiten an der Rue Frédéric-Chaillet 6 in Freiburg. Die Räumlichkeiten erlauben es der gerichtsunabhängigen Einheit, Rechtssuchende und Rechtsvertreter/innen für die Einsicht in die Dossiers zu empfangen.

Die Verhandlungen, welche die gerichtsunabhängige Richterin übernimmt, finden immer am Sitz der Behörde statt, von der das Dossier stammt, allerdings abhängig davon, ob der Gerichtssaal oder die Gerichtssäle der besagten Behörde frei sind. 2018 konnte die gerichtsunabhängige Einheit auf die gute Zusammenarbeit mit den Bezirksgerichten zählen, um ihre Verhandlungen einzuberufen.

2.5.1.1.2 Gerichtstätigkeit

2.5.1.1.2.1 Im Allgemeinen (Arbeitslast usw.)

Die gerichtsunabhängige Einheit übt ihre Tätigkeit nach dem im Kapitel 1.1.1.1 erklärten Verfahren (siehe oben) für verschiedene kantonale Gerichtsbehörden aus. 2018 haben die Wechsel der Magistratspersonen in der gerichtsunabhängigen Einheit und die befristeten Teilzeiteinsätze des gerichtsunabhängigen Ad-hoc-Richters und der gerichtsunabhängigen Richterin an anderen Gerichtsbehörden zu einer Anpassung der Zahl der zugewiesenen Fälle geführt.

2018 wurden der gerichtsunabhängigen Einheit 34 Fälle zugewiesen (Bezirksgericht Greyerz: 5; Bezirksgericht Broye: 6; Bezirksgericht See: 19; Bezirksgericht Glane: 3; Bezirksgericht Saane: 1). Dazu kommen 49 an das Friedensgericht Saane gerichtete Gesuche für richterliche Verbote sowie 46 Rechtsöffnungen, die vom Bezirksgericht Saane übertragen wurden. Somit wurden der gerichtsunabhängigen Einheit 2018 insgesamt 129 Fälle zugewiesen.

2018 hat die gerichtsunabhängige Einheit 130 Fälle für die Bezirksgerichte Saane (49), Greyerz (19), Broye (8), See (5), Glane (2) und für das Friedensgericht Saane (47) erledigt.

Die Fälle, die der gerichtsunabhängige Ad-hoc-Richter am Bezirksgericht Broye und die gerichtsunabhängige Richterin am Friedensgericht Vivisbach direkt behandelt haben, sind nicht Teil dieser Statistik.

2.5.1.1.2.2 Zivilverfahren

Die gerichtsunabhängige Einheit hat insgesamt 106 zivilrechtliche Fälle behandelt, davon 47 Gesuche für richterliche Verbote für das Friedensgericht Saane, 49 Fälle für das Bezirksgericht Saane, 6 Fälle für das Bezirksgericht Broye, 3 Fälle für das Bezirksgericht Greyerz und 1 Fall für das Bezirksgericht See.

2.5.1.1.2.3 Strafverfahren

2018 hat die gerichtsunabhängige Einheit insgesamt 24 strafrechtliche Fälle behandelt, die sich auf die Bezirksgerichte Greyerz (16 Fälle: 15 Fälle des Polizeirichters und 1 Fall des Strafgerichtes), Broye (2 Fälle des Polizeirichters), See (4 Fälle des Polizeirichters) und Glane (2 Fälle des Polizeirichters) verteilen.

2.5.1.1.2.4 Verhältnis zu den Behörden, Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten und anderen Beteiligten

Das Personal der gerichtsunabhängigen Einheit unterhält ein gutes Verhältnis zu den Behörden, Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten und anderen Beteiligten.

2.5.1.1.3 Weiterbildung

Die gerichtsunabhängige Richterin und die Gerichtsschreiberin der Einheit haben gemeinsam am Alumni IUS Frilex Service Pack 2018 vom 14. September 2018 und am Weiterbildungstag, den der Freiburgische Anwaltsverband am 7. Dezember 2018 organisiert hat, teilgenommen.

2.5.1.1.4 Verschiedenes (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Nichts zu verzeichnen.

2.6 Tribunal des mesures de contrainte

2.6.1 Partie générale

2.6.1.1 Compétences

Conformément à l'art. 18 CPP, le Tribunal des mesures de contrainte ordonne la détention provisoire et la détention pour des motifs de sûreté et en contrôle la légalité. Il lui appartient également de décider, d'autoriser ou de refuser d'autres mesures de contrainte [surveillance de la correspondance par poste et télécommunication et par d'autres mesures techniques, investigation secrète (agent infiltré), prélèvement d'échantillons (ADN) lors d'enquêtes de grande envergure, recherche de personnes condamnées].

Indépendamment de ses attributions en matière de procédure pénale, il statue sur les mesures de contrainte dans le domaine du droit des étrangers si la cause doit être jugée par une autorité judiciaire, en vertu de l'art. 74 LJ.

2.6.1.2 Remarques générales

2.6.1.2.1 Juges

Au 31.12.2018

Nom	Prénom	EPT
Baumann	Felix	0.5
Pontelli-Barras	Géraldine	0.5
Maradan	Delphine	0.5
Total équivalents plein-temps EPT		1.5

Le Tribunal des mesures de contrainte se compose de trois juges ordinaires, Felix Baumann, Géraldine Pontelli-Barras et Delphine Maradan, chacun à un taux d'activité de 50 %, ainsi que de quatre juges suppléants, Laurent Schneuwly, Alexandra Rossi-Carré et Reinold Raemy, Présidents de première instance, et Peter Stoller, Greffier au Tribunal d'arrondissement.

En raison du congé maternité de Géraldine Pontelli-Barras du 1^{er} janvier au 15 mai 2018, Felix Baumann et Delphine Maradan ont tous deux augmenté leurs pourcentages à 75 %, assurant le service de piquet un week-end sur deux, durant cette période.

2.6.1.2.1.1 Greffe et secrétariat

Équivalents plein temps (au 31.12.2018)	EPT
Total EPT des collaborateurs avec formation juridique	0
Total EPT des collaborateurs sans formation juridique	0.8

La Cheffe de bureau est engagée à 50 %. Présente la première partie de la semaine, elle assure, outre le travail ordinaire de secrétariat, la tenue de la comptabilité du Tribunal. Pour la 2^e partie de la semaine, le Tribunal dispose d'une secrétaire engagée à 30 %. Le Tribunal est soulagé que ce poste de secrétaire à 30 % puisse être augmenté à 50 % dès le 1^{er} janvier 2019. Le secrétariat sera ainsi pourvu d'1 EPT.

Du 16 août 2017 au 16 août 2018, le Tribunal a pu s'assurer les services d'un stagiaire « pré-HEG ». Ce poste de stagiaire n'ayant pas pu être reconduit pour des raisons budgétaires, le Tribunal a cherché un soutien additionnel au niveau du personnel (hors budget).

Le Tribunal et la Justice de paix de la Sarine, poursuivant leur collaboration, se sont partagé les services d'un jeune demandeur d'emploi de janvier à mai 2018, puis d'un stagiaire « 3+1 », depuis août 2018, tous deux engagés par contrat auprès de la Justice de paix et travaillant auprès du Tribunal en fin de semaine. Cette collaboration fonctionne à satisfaction des deux instances.

Le soutien du Service de la justice a permis l'engagement d'une greffière stagiaire, pour un stage de 3 mois, du 1^{er} mai au 31 juillet 2018. Une greffière stagiaire été mise à disposition du Tribunal par le Ministère public, du 1^{er} octobre 2018 au 31 mars 2019.

Durant le printemps et l'été 2018, le Tribunal a pu profiter de l'appui de deux étudiants en droit qui ont effectué un stage universitaire non rémunéré au Tribunal pendant 2 mois. L'apport de ces étudiants est certes utile, mais dès lors qu'ils sont en formation, ils nécessitent un travail d'encadrement non négligeable.

Le Tribunal est soulagé qu'un poste de greffier à 50 % ait été accordé au Tribunal pour l'exercice 2019. La gestion du personnel reste toutefois complexe, en raison de la sous-dotation et du soutien additionnel en stagiaires, ce qui génère une forte rotation du personnel. Le système a atteint ses limites.

2.6.1.2.2 Locaux

Les locaux du Tribunal des mesures de contrainte sont situés Place de Notre-Dame 8, à Fribourg, dans un bâtiment qui accueille, outre le Conseil de la magistrature, six appartements privés. Il dispose actuellement de cinq pièces dont trois occupées par les trois juges ordinaires (un bureau fait également emploi de salle de conférence), la quatrième par le secrétariat/réception (deux secrétaires et un stagiaire 3+1), ainsi que d'une cuisine/bibliothèque/bureau du stagiaire (pré-HEG puis greffier stagiaire). Les locaux ne sont pas fonctionnels et présentent des déficiences au niveau de la sécurité. Le stagiaire universitaire en est réduit à devoir changer de place en fonction de l'absence des autres collaborateurs. Surtout, les locaux ne sont pas pourvus d'une salle d'audition, outil indispensable au fonctionnement du Tribunal. Le Tribunal de l'arrondissement de la Sarine met une salle d'audience à disposition, à raison de 4 jours par semaine. Le mercredi, celle-ci est occupée par l'Autorité de conciliation en matière des baux. Cependant, jusqu'à ce jour, le Tribunal de la Sarine, par ses huissiers, a toujours trouvé une salle si une audience devait avoir lieu un mercredi. Depuis 2017, le Tribunal a également la possibilité de siéger dans les locaux du Tribunal cantonal au cas où aucune salle ne serait disponible au Tribunal d'arrondissement. La solution actuelle assure le fonctionnement du Tribunal des mesures de contrainte dans des conditions conformes au droit, satisfait aux exigences de la Police (transport sécurisé, accès pour le fourgon cellulaire notamment), garantit sécurité et discrétion, et offre aux avocats la possibilité de s'entretenir avec leurs clients dans des locaux sécurisés. Si cette solution est conforme au droit, elle implique néanmoins le déplacement systématique du juge et du collaborateur prenant le PV, jusqu'au Tribunal de la Sarine, plusieurs fois par semaine, d'où une perte de temps et d'efficacité considérable. La grande accessibilité et la centralité des bureaux du Tribunal, ainsi que sa proximité avec le Ministère public, offrent l'avantage incontestable de permettre la transmission très rapide des dossiers judiciaires entre les autorités.

2.6.1.3 Activité juridictionnelle

2.6.1.3.1 Remarques générales

Pour sa 8^e année de fonction, le Tribunal des mesures de contrainte a été saisi de 672 nouvelles affaires (2017 : 897 ; 2016 : 915 ; 2015 : 759 ; 2014 : 777 ; 2013 : 797 ; 2012 : 735 ; 2011 : 574), en sus des 7 affaires pendantes au 31 décembre 2017. 7 affaires étaient pendantes au 31 décembre 2018. La nature des cas et le mode de liquidation sont illustrés en détail dans la partie statistique de ce rapport.

Sur les 672 (2017 : 900) affaires liquidées, 604 (2017 : 838) ont été traitées en français et 68 (2017 : 62) en allemand, soit 90 % (2017 : 93 %) en français et 10 % (2017 : 7 %) en allemand. 9 (2017 : 2) affaires ont été liquidées par les juges suppléants. Le Tribunal a tenu 115 audiences (2017 : 129).

Après une forte augmentation du nombre d'affaires en 2016 et 2017, ce nombre a baissé en 2018. Depuis la création du Tribunal en 2011, le nombre total des affaires enregistrées a toujours progressé, augmentant même de 56 % entre 2011 et 2017. La charge de travail a augmenté de manière continue, alors que les taux d'activité des juges sont restés les mêmes.

Ainsi, le nombre de tâches supplémentaires en 2018 attribuées au Tribunal a augmenté (nouvelles attributions en matière de surveillance secrète au 1er mars 2018 (notamment art. 269^{bis} et 269^{ter} CPP; recherche de personnes condamnées, art. 36 LSCPT).

Le Tribunal est soulagé que le Conseil d'Etat ait accordé un 20 % supplémentaire au secrétariat ainsi qu'un 50 % de greffier au 1^{er} janvier 2019. Toutefois, la charge qui pèse sur les magistrats eux-mêmes est beaucoup trop importante pour un 1.5 EPT. Compte tenu de la particularité du Tribunal, notamment de l'urgence des demandes de détention, impliquant leur traitement dans des délais légaux très courts (48 et 96 heures), les trois juges consacrent régulièrement une partie de leurs week-ends à la prise de décision et à leur rédaction, cas échéant avec tenue d'audience. Le recours aux juges suppléants n'est possible qu'à titre exceptionnel, ces magistrats étant déjà très chargés. L'élévation du taux d'activité des Juges permettra de faire face à l'accroissement considérable des tâches constatées depuis 2011.

2.6.1.3.2 Affaires pénales

Le prononcé de la détention provisoire ainsi que l'autorisation des mesures de surveillance secrètes constituent les domaines d'activité principaux du Tribunal des mesures de contrainte. Si le nombre d'ordonnances en matière de détention a baissé par rapport à l'année passée, il demeure néanmoins important (2018 : 425 ; 2017 : 573 ; 2016 : 525 ; 2015 : 442 ; 2014 : 462). Après deux années avec des fortes augmentations, le nombre d'ordonnances en matière de mesures de surveillance secrètes, notamment les surveillances téléphoniques, a diminué, mais reste important (2018 : 152 ; 2017 : 245 ; 2016 : 283 ; 2015 : 234 ; 2014 : 206 ; 2013 : 232 ; 2012 : 229 ; 2011 : 144).

En 2018, les ordonnances du Tribunal des mesures de contrainte ont fait l'objet de 19 recours auprès de la Chambre pénale du Tribunal cantonal. 1 recours a été admis et 1 recours a été admis partiellement 2 affaires ont été déférées au Tribunal fédéral, auxquelles s'ajoute une affaire pendante au 1^{er} janvier 2018. 1 recours a été partiellement admis, un rejeté et un déclaré irrecevable.

2.6.1.3.3 Mesures de contrainte en droit des étrangers

Indépendamment de ses attributions en matière de procédure pénale, le Tribunal des mesures de contrainte statue sur les mesures de contrainte dans le domaine du droit des étrangers si la cause doit être jugée par une autorité judiciaire. Principalement, il s'agit de contrôler la légalité et l'adéquation des détentions administratives ordonnées par le Service de la population et des migrants (SPoMi). Le nombre de détentions administratives contrôlées par le Tribunal a de nouveau augmenté en 2018 (2018 : 91 ; 2017 : 66 ; 2016 : 83 ; 2015 : 75, 2014 : 90, 2013 : 71, 2012 : 61). L'on note des recours contre des interdictions de pénétrer ainsi que la délivrance d'ordres de perquisition à l'intention de la police.

En 2018, 3 décisions du Tribunal des mesures de contrainte ont fait l'objet d'un recours auprès du Tribunal cantonal, section administrative. 2 recours ont été rejetés par le Tribunal cantonal et 1 recours a été déclaré sans objet.

2.6.1.4 Divers

Le juge Felix Baumann entretient un échange régulier avec ses collègues des autres cantons et est membre du comité de rédaction de la feuille d'information des tribunaux des mesures de contrainte. Il est également juge suppléant au Tribunal cantonal et traducteur pour la revue juridique online CPC-ZPO annoté.

La juge Géraldine Pontelli-Barras fonctionne comme Vice-Présidente de la Commission de recours de l'Université de Fribourg. Elle représente également le Tribunal dans un groupe de travail relatif au bracelet électronique en tant que mesure de substitution à la détention provisoire.

La juge Delphine Maradan représente le Tribunal auprès du groupe de travail Dialogue Justice-Santé.

Les trois juges prennent part à tour de rôle aux réunions des Tribunaux des mesures de contrainte romands, qui se réunissent une fois par année. Aussi, une réunion suisse de tous les Tribunaux des mesures de contrainte est organisée chaque année. A noter que ces deux rencontres ont été organisées en 2018 par le Tribunal à Fribourg.

2.6 Zwangsmassnahmengericht

2.6.1 Allgemeiner Teil

2.6.1.1 Zuständigkeit

Gemäss Art. 18 StPO ist das Zwangsmassnahmengericht zuständig für die Anordnung der Untersuchungs- und Sicherheitshaft und überprüft deren Gesetzmässigkeit. Es obliegt ihm ebenfalls, andere Zwangsmassnahmen anzuordnen, zu bewilligen oder zu verweigern (Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs sowie solche mit technischen Überwachungsgeräten, verdeckte Ermittlung, DNA-Massenuntersuchungen, Fahndung nach verurteilten Personen usw.).

Unabhängig von seinen strafprozessualen Befugnissen entscheidet das Zwangsmassnahmengericht in Anwendung von Art. 74 JG auch über Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht, soweit hierfür die richterliche Beurteilung vorgeschrieben ist.

2.6.1.2 Allgemeine Bemerkungen

2.6.1.2.1 Richter/innen

Am 31.12.2018

Name	Vorname	VZÄ
Baumann	Felix	0.5
Pontelli-Barras	Géraldine	0.5
Maradan	Delphine	0.5
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		1.5

Das Zwangsmassnahmengericht setzt sich zurzeit zusammen aus drei ordentlichen Richtern mit einem Beschäftigungsgrad von je 50 %, nämlich Felix Baumann, Géraldine Pontelli-Barras und Delphine Maradan, sowie aus vier Ersatzrichtern, nämlich den Gerichtspräsidenten Laurent Schneuwly, Alexandra Rossi-Carré und Reinold Raemy, sowie Peter Stoller, Gerichtsschreiber des Bezirksgerichts des Sees.

Aufgrund des Mutterschaftsurlaubs von Géraldine Pontelli-Barras haben Felix Baumann und Delphine Maradan ihr Arbeitspensum vom 1. Januar bis 15. Mai 2018 auf 75 % erhöht und somit während dieses Zeitraums jedes zweite Wochenende Pikettdienst geleistet.

2.6.1.2.1.1 Gerichtsschreiberei und Sekretariat

Vollzeitäquivalente (am 31.12.2018)	VZÄ
Total VZÄ Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung	0
Total VZÄ Mitarbeiter/innen ohne juristische Ausbildung	0.8

Die Bürochefin ist zu 50 % angestellt. Sie ist während der ersten Wochenhälfte anwesend. Ihr obliegt neben den üblichen Sekretariatsarbeiten auch die Führung der Buchhaltung des Gerichts. Während der zweiten Wochenhälfte verfügt das Gericht über eine zweite Sekretärin in 30%-Anstellung. Das Gericht ist erleichtert, dass diese zweite Stelle ab dem 1. Januar 2019 auf 50 % aufgestockt wird und das Sekretariat somit über ein VZÄ verfügen wird.

Für den Zeitraum vom 16. August 2017 bis 16. August 2018 verfügte das Gericht zudem über einen Praktikanten «pré-HEG». Da diese Stelle aus Budgetgründen nicht erneut besetzt werden konnte, hat das Gericht nach einer zusätzlichen personellen Unterstützung ausserhalb des Budgets gesucht.

In Fortsetzung ihrer Zusammenarbeit haben sich das Gericht und das Friedensgericht des Saanebezirks von Januar bis Mai 2018 die Dienste eines jungen Stellensuchenden sowie ab August 2018 jener eines Praktikanten des Ausbildungsganges «3+1» geteilt. Diese beiden Personen waren beim Friedensgericht angestellt und arbeiteten jeweils in der zweiten Wochenhälfte für das Zwangsmassnahmengericht. Diese Zusammenarbeit verlief zur Zufriedenheit beider Gerichte.

Mit Unterstützung des Amtes für Justiz konnte das Gericht vom 1. Mai bis zum 31. Juli 2018 eine Gerichtsschreiberpraktikantin anstellen. Ebenfalls stellte die Staatsanwaltschaft dem Gericht ab dem 1. Oktober 2018 für eine Dauer von sechs Monaten eine Gerichtsschreiber-Praktikantin zur Verfügung.

Im Frühling und im Sommer 2018 konnte das Gericht von der Unterstützung zweier Rechtsstudentinnen profitieren, die je ein unbezahltes zweimonatiges Gerichtspraktikum absolvierten. Die Unterstützung dieser Studierenden ist durchaus nützlich, aber sie befinden sich noch in Ausbildung und bedürfen einer Betreuung, die relativ aufwendig ist.

Das Gericht ist erleichtert, dass ihm ab dem 1. Januar 2019 eine Gerichtsschreiberstelle (50 %) bewilligt worden ist. Das Personalmanagement gestaltet sich indes weiterhin komplex, dies aufgrund der Unterbesetzung und der zusätzlichen Unterstützung durch Praktikanten, was zu einer hohen Fluktuation führt. Dieses System hat seine Grenzen erreicht.

2.6.1.2.2 Räumlichkeiten

Die Räumlichkeiten des Zwangsmassnahmengerichts befinden sich am Liebfrauenplatz 8 in Freiburg. Im gleichen Gebäude befinden sich überdies der Justizrat sowie sechs Privatwohnungen. Das Gericht verfügt über fünf Räume, wovon drei von den drei ordentlichen Richtern (ein Büro dient gleichzeitig als Besprechungsraum) und ein vierter vom Sekretariat/Empfang (2 Sekretärinnen und ein Praktikant «3+1») belegt sind. Dazu kommt eine Küche/Bibliothek/Büro Praktikant «pré-HEG» bzw. Gerichtsschreiberpraktikant. Die Räumlichkeiten sind wenig funktional und weisen Mängel im Bereich der Sicherheit auf. Der Rechtspraktikant ist gezwungen, seinen Arbeitsplatz je nach Anwesenheit der übrigen Mitarbeitenden zu wechseln. Insbesondere umfassen die Räumlichkeiten keinen Verhandlungssaal, welcher für das Funktionieren des Gerichts unabdingbar ist. Das Bezirksgericht der Saane stellt dem Gericht während vier Tagen pro Woche einen Verhandlungssaal zur Verfügung. Dieser ist jeweils mittwochs von der Schlichtungsbehörde für Mietsachen des Saanebezirks besetzt. Bis jetzt konnte allerdings das Bezirksgericht der Saane bzw. dessen Weibel stets einen Saal finden, wenn Sitzungen an einem Mittwoch durchzuführen waren. Seit 2017 hat das Gericht auch die Möglichkeit, die Gerichtssäle des Kantonsgerichts zu nutzen, falls im Bezirksgericht der Saane ausnahmsweise kein Verhandlungssaal verfügbar ist. Diese Lösung erlaubt ein gesetzmässiges Funktionieren des Zwangsmassnahmengerichts. Sie entspricht auch den sicherheitspolizeilichen Anforderungen bei der Zuführung der Häftlinge (Zugang für den Gefängnistransport), gewährleistet eine gewisse Diskretion und ermöglicht den Anwälten, sich mit ihren Mandanten in einem abgetrennten Raum zu besprechen. Auch wenn diese Lösung gesetzeskonform ist, weist sie den grossen Nachteil auf, dass sich Richter und Protokollführerin mehrmals pro Woche verschieben müssen, was mit einem beträchtlichen Zeitverlust verbunden ist. Andererseits ermöglicht die gute Erreichbarkeit, die zentrale Lage und die räumliche Nähe zur Staatsanwaltschaft eine sehr rasche Aktenübermittlung zwischen den Behörden, was einen unbestreitbaren Vorteil darstellt.

2.6.1.3 Gerichtstätigkeit

2.6.1.3.1 Allgemeine Bemerkungen

In seinem achten Tätigkeitsjahr wurden beim Zwangsmassnahmengericht zusätzlich zu den am 31. Dezember 2017 hängigen 7 Dossiers 672 neue Angelegenheiten registriert (2017: 897; 2016: 915; 2015: 759; 2014: 777; 2013: 797; 2012: 735; 2011: 574). Davon waren am 31. Dezember 2018 noch 7 hängig. Die Rechtsnatur dieser Angelegenheiten und deren Erledigungsart ergeben sich aus dem statistischen Teil dieses Berichts.

Von den 672 (2017: 900) erledigten Angelegenheiten waren 604 (2017: 838) in französischer und 68 (2016: 62) in deutscher Sprache zu behandeln, das heisst 90 % auf Französisch und 10 % auf Deutsch. Die Ersatzrichter haben 9 Angelegenheiten behandelt (2017: 2). Das Gericht hat 115 Verhandlungen durchgeführt (2017: 129).

Nach einer starken Zunahme der neuen Angelegenheiten in den Jahren 2016 und 2017 hat sich deren Anzahl im Jahr 2018 verringert. Allerdings hat die Anzahl einregistrierter Angelegenheiten seit der Schaffung des Gerichts im Jahr 2011 stets zugenommen und betrug diese Zunahme bis 2017 gesamthaft 56 %. Die Arbeitslast hat somit regelmässig zugenommen, während der Beschäftigungsgrad der Richterinnen und Richter unverändert geblieben ist.

So hat auch im Jahr 2018 die Anzahl der Aufgaben, die dem Gericht übertragen wurden, zugenommen (neue Aufgaben im Bereich der geheimen Überwachungsmassnahmen, insbes. Art. 269^{bis} und 269^{ter} StPO; Fahndung nach verurteilten Personen, Art. 36 BÜPF).

Das Gericht ist erleichtert, dass ihm der Staatsrat per 1. Januar 2019 eine Erhöhung des Pensums des Sekretariats um 20 % sowie neu eine halbe Gerichtsschreiberstelle in bewilligt hat. Trotzdem ist die Arbeitslast für die Richter im Vergleich zu ihrem Beschäftigungsgrad (1.5 VZÄ) nach wie vor viel zu hoch. Aufgrund der Besonderheiten des Gerichts, insbesondere der Dringlichkeit der Haftgesuche, die innert sehr kurzen gesetzlichen Fristen (48 bzw. 96 Stunden) behandelt werden müssen, sind die drei Richter regelmässig gezwungen, einen Teil der Wochenenden der Entscheidung und Urteilsredaktion sowie gegebenenfalls der Durchführung von Gerichtsverhandlungen zu widmen. Auf die Unterstützung der Ersatzrichter kann nur ausnahmsweise zurückgegriffen werden, da diese Magistraten bereits stark ausgelastet sind. Die Erhöhung des Beschäftigungsgrades der Richter würde erlauben, die beträchtliche Zunahme der Aufgaben des Gerichts seit 2011 auszugleichen.

2.6.1.3.2 Strafsachen

Die Anordnung von Untersuchungshaft sowie die Genehmigung geheimer Überwachungsmassnahmen stellen die hauptsächlichen Tätigkeitsbereiche des Zwangsmassnahmengerichts dar. Die Anzahl von Haftentscheiden hat im Vergleich zum Vorjahr abgenommen, bleibt aber hoch (2018: 425; 2017: 573; 2016: 525; 2015: 442; 2014: 462). Nach zwei Jahren starker Zunahme hat die Anzahl geheimer Überwachungsmassnahmen, insbesondere der Telefonüberwachungen, im Jahr 2018 abgenommen, bleibt aber ebenfalls hoch (2018: 152; 2017: 245; 2016: 283; 2015: 234, 2014: 206; 2013: 232, 2012: 229, 2011: 144).

Im Jahr 2018 ist gegen die Verfügungen des Zwangsmassnahmengerichts in Strafsachen in 19 Fällen Beschwerde bei der Strafkammer des Kantonsgerichts eingereicht worden. Eine Beschwerde wurde vollständig und eine teilweise gutgeheissen. Zwei Angelegenheiten wurden an das Bundesgericht weitergezogen; dazu kommt eine aus dem Vorjahr. Das Bundesgericht trat auf eine Beschwerde nicht ein und wies eine andere ab; die dritte wurde teilweise gutgeheissen.

2.6.1.3.3 Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht

Unabhängig von seinen strafprozessualen Befugnissen entscheidet das Zwangsmassnahmengericht auch über Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht, soweit hierfür die richterliche Beurteilung vorgeschrieben ist. Dabei geht es hauptsächlich darum, die Rechtmässigkeit und Angemessenheit der vom Amt für Bevölkerung und Migration (BMA) angeordneten verwaltungsrechtlichen Haft zu überprüfen. Im Jahr 2018 hat die Anzahl der vom Gericht überprüften Fälle von verwaltungsrechtlicher Haft wieder zugenommen (2018: 81; 2017: 66; 2016: 83, 2015: 75, 2014: 90, 2013: 71; 2012: 61). Unter den übrigen verwaltungsrechtlichen Zwangsmassnahmen, mit denen sich das Gericht zu befassen hatte, sind Beschwerden gegen Ausgrenzungen sowie die Ausstellung von Durchsuchungsbefehlen zuhanden der Polizei zu erwähnen.

Im Jahr 2018 ist gegen drei ausländerrechtliche Entscheide des Zwangsmassnahmengerichts Beschwerde an das Kantonsgericht erhoben worden. Zwei Beschwerden wurden abgewiesen; die dritte wurde als gegenstandslos abgeschrieben.

2.6.1.4 Verschiedenes

Der Richter Felix Baumann unterhält regelmässige Kontakte mit seinen Kollegen aus den anderen Kantonen und ist Mitglied des Redaktionskomitees des Infoblattes der Schweizer Zwangsmassnahmengerichte. Er ist zudem Ersatzrichter am Kantonsgericht und Übersetzer für die juristische Online-Zeitschrift ZPO-CPC.

Die Richterin Géraldine Pontelli-Barras ist Vizepräsidentin der Rekurskommission der Universität Freiburg. Weiter vertritt sie das Zwangsmassnahmengericht in einer Arbeitsgruppe zum Thema elektronische Fussfessel als Ersatzmassnahme zur Untersuchungshaft.

Die Richterin Delphine Maradan vertritt das Gericht in der Arbeitsgruppe « Dialogue Justice-Santé ».

Die drei Richter nehmen abwechslungsweise an den Treffen der französischsprachigen Zwangsmassnahmengerichte teil, die einmal jährlich stattfinden. Ebenfalls findet jedes Jahr ein Treffen der Schweizer Zwangsmassnahmengerichte statt. Dieses Jahr wurden beide Anlässe vom Gericht in Freiburg organisiert.

2.6.2 Partie statistique / Statistischer Teil

2.6.2.1 Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2018	2017
Affaires pendantes au 1er janvier / <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	7	10
Affaires introduites / <i>eingereichte Angelegenheiten</i>	672	897
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	672	900
ordonnance / <i>Verfügung</i>	672	900
par un autre moyen / <i>auf andere Weise</i>	0	0
Affaires pendantes au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	7	7

2.6.2.2 Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

2.6.2.2.1 Affaires pénales / Strafsachen

	2018	2017	
Matières traitées / <i>behandelte Rechtsgebiete</i>	581	824	
Détention pénale adultes / <i>strafprozessuale Haft Erwachsene</i>	402	542	
Détention pénale mineurs / <i>strafprozessuale Haft Minderjährige</i>	23	31	
Surveillance de la correspondance par poste et télécommunication / <i>Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs</i>	152	245	
Garantie de l'anonymat / <i>Zusicherung der Anonymität</i>	1	2	1
Levée des scellés / <i>Entsiegelung</i>	2	3	
Prélèvement d'échantillons ADN en masse / <i>DNA-Massenuntersuchungen</i>	0	0	
Investigation secrète / <i>verdeckte Ermittlung</i>	4	0	2
Cautionnement préventif / <i>Friedensbürgschaft</i>	0	0	0
Sort réservé aux affaires / <i>Erledigungsweise</i>	2018	2017	
Admission / <i>Gutheissung</i>	316	464	
Admission partielle / <i>teilweise Gutheissung</i>	62	57	
Rejet / <i>Abweisung</i>	29	41	
Irrecevabilité manifeste / <i>offensichtliche Unzulässigkeit</i>	4	2	
Retrait / <i>Rückzug</i>	0	1	
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / <i>aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten</i>	13	8	
Transmission à l'autorité compétente / <i>Weiterleitung an die zuständige Behörde</i>	0	0	
Classé sans suite / <i>ohne Folge klassiert</i>	1	0	
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	0	0	
Mesures de surveillance autorisées / <i>Überwachungsmassnahmen genehmigt</i>	140	240	
Mesures de surveillance pas autorisées / <i>Überwachungsmassnahmen nicht genehmigt</i>	2	1	

Sort réservé aux affaires / <i>Erledigungsweise</i>	2018	2017
Mesures de surveillance partiellement autorisées / <i>Überwachungsmassnahmen teilweise genehmigt</i>	2	0
Retrait / <i>Rückzug</i>	0	1
Mesures de surveillance devenues sans objet ou demande irrecevable / <i>Überwachungsmassnahmen gegenstandslos geworden oder Gesuch unzulässig</i>	8	3
Garantie de l'anonymat autorisée / <i>Zusicherung der Anonymität bewilligt</i>	2	1
Levée des scellés autorisée / <i>Entsiegelung bewilligt</i>	1	1
Levée des scellés partiellement autorisée / <i>Entsiegelung teilweise bewilligt</i>	0	2
Levée des scellés refusée / <i>Entsiegelung verweigert</i>	1	0
Investigation secrète autorisée / <i>verdeckte Ermittlung genehmigt</i>	0	2
Cautionnement préventif ordonné ou refusé / <i>Friedensbürgschaft angeordnet/verweigert</i>	0	0

2.6.2.2.2 Recours à la Chambre pénale du Tribunal cantonal / Beschwerden an die Strafkammer des Kantonsgerichts

	2018	2017
Pendants au 1er janvier / <i>am 1. Januar hängig</i>	0	0
Recours introduits / <i>ingereichte Beschwerden</i>	19	33
Jugements notifiés / <i>zugestellte Entscheide</i>	19	33
Pendants au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängig</i>	0	0

Sort réservé aux recours contre les ordonnances du TMC / <i>Erledigungsweise</i>	2018	2017
Admission / <i>Gutheissung</i>	1	2
Admission partielle / <i>teilweise Gutheissung</i>	1	1
Rejet / <i>Abweisung</i>	14	26
Retrait / <i>Rückzug</i>	0	0
Irrecevable / <i>Nichteintreten</i>	1	3
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / <i>aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten</i>	2	1

2.6.2.2.3 Mesures de contrainte en droit des étrangers / Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht

	2018	2017
Matières traitées / <i>behandelte Rechtsgebiete</i>	91	76
Détention administrative / <i>administrativrechtliche Haft</i>	81	66
Autres mesures de contrainte administratives / <i>andere verwaltungsrechtliche Zwangsmassnahmen</i>	3	8
Assistance judiciaire / <i>unentgeltliche Rechtspflege</i>	7	2
Réclamation / <i>Einsprache</i>	0	0
<hr/>		
Sort réservé aux affaires / <i>Erledigungsweise</i>	2018	2017
Détention administrative confirmée / <i>Genehmigung der Administrativhaft</i>	33	36
Détention administrative refusée / <i>Nichtgenehmigung der Administrativhaft</i>	0	1
Détention adm. sans procédure orale confirmée / <i>Bestätigung Administrativhaft ohne mündl. Verhandlung</i>	46	28
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / <i>aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten</i>	2	3
Autres mesures de contrainte admin. accordées ou confirmées / <i>andere verwaltungsrechtliche Zwangsmassnahmen gewährt oder bestätigt</i>	1	5
Autres mesures de contrainte admin. irrecevables ou sans objet / <i>andere verwaltungsrechtliche Zwangsmassnahmen unzulässig oder gegenstandslos</i>	2	0
Mesure partiellement admise / <i>Massnahme teilweise bestätigt</i>	0	1
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	6	2
AJ (avec avocat) refusé / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	0	0
AJ (avec avocat) sans objet / <i>URP (mit Anwalt) gegenstandslos</i>	1	0
Réclamation admise ou rejetée / <i>Einsprache gutgeheissen oder abgewiesen</i>	0	0

2.6.2.2.4 Recours au Tribunal cantonal / Beschwerden an das Kantonsgericht

	2018	2017
Pendants au 1er janvier / <i>am 1. Januar hängig</i>	0	0
Recours introduits / <i>eingereichte Beschwerden</i>	3	2
Jugements notifiés / <i>zugestellte Entscheide</i>	3	2
Pendants au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängig</i>	0	0
<hr/>		
Sort réservé aux recours contre les ordonnances du TMC / <i>Erledigungsweise</i>	2018	2017
Admission / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admission partielle / <i>teilweise Gutheissung</i>	0	0
Rejet / <i>Abweisung</i>	2	2
Retrait / <i>Rückzug</i>	0	0
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / <i>aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten</i>	1	0

2.6.2.2.5 Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht

	2018	2017
Pendants au 1er janvier / <i>am 1. Januar hängig</i>	1	1
Recours introduits / <i>eingereichte Beschwerden</i>	2	2
Jugements notifiés / <i>zugestellte Entscheide</i>	3	2
Pendants au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängig</i>	0	1

Sort réservé aux recours contre les ordonnances du TMC / <i>Erledigungsweise</i>	2018	2017
Admission / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admission partielle / <i>teilweise Gutheissung</i>	1	0
Rejet / <i>Abweisung</i>	1	1
Irrecevable ou retrait / <i>Nichteintreten oder Rückzug</i>	1	1

2.6.2.3 Langue des affaires liquidées / Verfahrenssprache

Sur les 672 (2017: 900) affaires liquidées, 604 (2017: 838) ont été traitées en français et 68 (2017: 62) en allemand, soit 90 % (2017 : 93 %) en français et 10 % (2017: 7 %) en allemand.

Von den 672 (2017: 900) erledigten Angelegenheiten wurden 604 (2017: 838) auf Französisch und 68 (2017: 62) auf Deutsch behandelt, das heisst 90 % (2017: 93 %) auf Französisch und 10 % (2017: 7 %) auf Deutsch.

2.7 Les Justices de paix

2.7.1 Partie générale

2.7.1.1 Justice de paix de la Sarine

2.7.1.1.1 Composition et locaux

2.7.1.1.1.1 Composition de la Justice de paix (Juges, y compris les juges-asseesseurs)

Juges professionnels (au 31.12.2018)

Nom/prénom	Fonction	EPT
Queloz Delphine	Juge de paix (répondante administrative)	1
Imhof Mélanie	Juge de paix (vice-répondante administrative)	0.6
Gobet Gaël	Juge de paix	0.9
Suter Wanda	Juge de paix	0.7
Monnerat Violaine	Juge de paix	0.6
Total équivalents plein-temps EPT		3.8

La Justice de paix de la Sarine est composée de cinq cellules judiciaires pour un 380% de juge de paix.

Les juges de paix exercent leur fonction à 100% pour Delphine Queloz, à 90% pour Gaël Gobet, à 70% pour Wanda Suter, à 60% pour Mélanie Imhof et 60% pour Violaine Monnerat.

La réponse administrative pour 2019 sera assurée par Mélanie Imhof et la vice-réponse par Violaine Monnerat.

Juges-asseesseurs à titre accessoire (au 31.12.2018)

Nom/prénom	Nom/prénom
Ackermann Béatrice	Jordan Marine
Allemann Michel	Marthe Roger
Bapst Fabienne	Mayer Aldana Danièle
Chocomeli Lucas	Merkle Madeleine
Eggertswyler Laurent	Nicolet Sonia
Felder Florian (fin de mandat au 31.12.2018)	Raemy Jacqueline
Frölicher-Güggi Stefanie	Roelli Claire
Griesser Nathalie	Schaefer Marie
Guillet Myriam	Seydoux Christian
Gumy Christian	Turchet Yves
Jacquat-Bondallaz Fabienne	Wattendorff Matthias

La Justice de paix dispose actuellement de 22 assesseurs dont les formations et qualifications répondent aux critères de pluridisciplinarité exigés par la loi.

2.7.1.1.1.2 Composition du Greffe et du secrétariat

Équivalents plein temps au 31.12.2018	EPT
Total EPT des collaborateurs avec formation juridique	11
Total EPT des collaborateurs sans formation juridique	8.95

Durant l'année 2018, deux greffières ont souhaité réorienter leur carrière professionnelle. Le poste qu'occupaient ces deux greffières à temps partiel a été repourvu avec l'engagement d'une personne à plein temps. Suite à la grossesse d'une greffière-cheffe, son poste à 50%, durant son congé maternité, a été repris par l'autre greffière-cheffe. Cette dernière a finalement été nommée Juge de paix ad hoc auprès d'une autre autorité à partir du 01.12.2018 et a poursuivi son activité de greffière-cheffe à hauteur de 25%. En complément, une autre greffière a dès lors repris, momentanément, le poste de greffière-cheffe à 50%. Une réorganisation interne au niveau du greffe a dès lors dû être faite.

Une secrétaire a également souhaité donner une nouvelle orientation à sa carrière professionnelle. Son poste a été repourvu à l'interne, suite à un engagement et une réattribution des pourcentages.

Nous bénéficions également du soutien d'une greffière à 50% et d'une secrétaire à 20% engagées sur le crédit des invalides, de deux apprenants, d'un stagiaire MPC (maturité professionnelle commerciale) et de trois greffiers stagiaires.

A cela s'ajoute du personnel engagé avec un statut hors budget, en contrat de durée déterminée, à savoir un greffier JDE.

Comme les années précédentes, nous avons recherché du soutien additionnel au niveau du personnel (hors budget), notamment en poursuivant notre collaboration avec le Tribunal des mesures de contraintes, l'ORP et le SPO.

Au niveau de la gestion du personnel, des changements ont dû être opérés, suite aux départs de certains collaborateurs et d'une réorganisation nécessaire à l'interne.

2.7.1.1.1.3 Locaux

La Justice de paix de l'arrondissement de la Sarine dispose actuellement de locaux adéquats et fonctionnels. Toutefois, la Commune de Fribourg, à qui la Justice de paix loue ses présents locaux, souhaite les récupérer pour ses besoins propres à l'avenir. Le Service de la Justice en est informé et de nouvelles solutions devront être trouvées.

2.7.1.1.2 Activité juridictionnelle (charge de travail globale, rapports avec les autorités et les avocats, etc.)

Nous constatons une légère augmentation au niveau des nouvelles affaires. La charge de travail continue ainsi d'être importante.

A toute fin utile, nous relevons que les juges de paix ont procédé, entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2018, à 1'565 auditions. Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018, les juges de paix ont instruit 1'698 nouveaux dossiers en protection de l'enfant et de l'adulte. Sur la même période, ils ont clos 2'592 affaires. Il en ressort qu'au 31 décembre 2018, la Justice de paix comptabilise 3'464 dossiers adultes et mineurs en cours.

Nous entretenons de bons rapports tant avec les autorités qu'avec les avocats. Nous relevons que les justiciables sont de plus en plus fréquemment assistés par un mandataire professionnel devant la Justice de paix.

2.7.1.1.3 Formation

Deux juges de paix ont achevé avec succès leur CAS en magistrature en parallèle de leur fonction. Par ailleurs, les juges et greffiers ont suivi diverses journées de formation en lien direct avec la protection de l'adulte et de l'enfant. Nous relevons que les juges sont régulièrement sollicités pour exposer leur travail ou participer à des tables rondes.

2.7.1.1.4 Divers et remarques finales (propositions de modification législative, informatique etc.)

2.7.1.1.4.1 Contrôle et approbation des comptes

Depuis la réorganisation des Justices de paix en 2008, nous accusons un important retard dans la vérification et l'approbation des comptes des personnes concernées. Cette situation n'est pas sans danger notamment au vu de la responsabilité de l'Etat. Nous avons consenti d'importants efforts pour combler ce retard en affectant régulièrement du personnel à notre service-comptable. La réflexion de fond entamée en 2015 se poursuit. Les propositions faites par le secrétaire-comptable ont pu être mises en œuvre. En concours avec le travail du secteur comptabilité, elles ont permis de juguler une bonne partie du retard pris ces dernières années. Toutefois, il apparaît que des postes supplémentaires seraient nécessaires dans le secteur de la comptabilité afin de garantir la stabilité du nombre de comptes contrôlés et approuvés.

2.7.1.1.4.2 Spécificité du district de la Sarine

Nous soulignons que sur les 1'795 requérants d'asile résidant dans le canton de Fribourg (cf. portail internet Etat de Fribourg, statistiques, état en novembre 2018), 1'026 sont logés dans le district de la Sarine, ce qui représente près de 60% de tous les demandeurs. Cette population a une influence directe sur notre activité, tant au niveau de la protection des adultes que des mineurs. Les procédures sont en effet plus complexes en raison de la difficulté de la langue et la diversité des cultures.

2.7.1.1.4.3 Informatique

Tous les collaborateurs bénéficient de nouveaux ordinateurs et en sont satisfaits. Delphine Queloz, nommée représentante des Justices de paix à la Commission informatique des Autorités judiciaires, continue d'y siéger.

2.7.1.1.4.4 Déplacements/place de parc

Les Juges de paix continuent de se déplacer toutes les semaines au Centre de soins hospitaliers de Marsens, dans les divers établissements hospitaliers du canton, dans d'autres institutions du canton, notamment les EMS, ou au domicile des personnes concernées. Ils bénéficient dorénavant d'une solution via des abonnements « Mobility » qui convient aux besoins de la Justice de paix de la Sarine.

2.7.1.1.4.5 Système de timbrage

Depuis juin 2018, nos collaborateurs utilisent un nouveau système de timbrage nommé GTA (Gestion du temps de travail et des absences). Malgré le fait que cela implique une charge de travail supplémentaire pour les Greffières-chefes et la Cheffe de bureau, ce système de badge a de nombreux avantages, notamment pour le planning des vacances et le contrôle des absences.

2.7.1.2 Justice de paix de la Singine

2.7.1.2.1 Composition et locaux

2.7.1.2.1.1 Composition de la Justice de paix (juges, y compris les assesseur-e-s)

Juges professionnels (état au 31.12.2018)

Nom/prénom	Fonction	EPT
Gerber Martina	Juge de paix	0.9
Gauch Caroline, Dr en droit	Juge de paix	0.6
Total équivalents plein-temps EPT		1.5

La Justice de paix dispose de deux juges de paix exerçant leur activité à titre principal (pour 1.5 EPT.) A fin mai 2018, la Juge de paix Béatrice Kaeser a démissionné de son poste de juge de paix à 90%. Martina Gerber a été engagée en remplacement avec effet au 1er juin 2018.

De plus, onze assesseur-e-s exercent leur fonction à la Justice de paix.

Assesseur-e-s - à titre accessoire (état au 31.12.2018)

Nom/prénom	Nom/prénom
Aerschmann Gabrielle	Imstepf Therese
Andrey Dominik	Eltschinger Michel
Riedo Yvo	Rita Raemy
Reidy Sylvia	Tinguely Bruno
Mäder Bernadette	Piller Marie-Therese
Gauch Brigitte	

Dominik Andrey quitte la Justice de paix fin 2018, à l'âge de 70 ans, après de longues années d'activité. Pour le remplacer, Therese Imstepf et Michel Eltschinger ont été choisis en qualité d'assesseurs.

2.7.1.2.1.2 Composition du Greffe et du Secrétariat

Equivalents plein-temps au 31.12.2018	EPT
Total EPT collaborateurs et collaboratrices de formation juridique (sans les juges)	2.1
Total EPT collaborateurs et collaboratrices sans formation juridique	1.4

Le Greffe se compose en principe de deux greffier-ère-s et d'un greffier-chef, qui travaillent respectivement à temps partiel. Gabriela Doleschal occupe un poste à 50%. Au 1er février 2018, Julia Jaoui, qui travaillait auparavant à la Justice de paix de la Sarine, a été recrutée comme greffière à 90%, après une longue vacance du poste. Elle réduira sa charge de travail à 80 % à compter du 1er janvier 2019. Parallèlement, Yannick Riedo, greffier-chef, augmentera son taux d'occupation de 70% en 2018 pour passer à 80% en 2019.

En sus des greffiers, la Justice de paix emploie également un greffier stagiaire au taux d'occupation de 100%, pour une période de six mois. La Justice de paix a été en mesure de pourvoir ce poste sans interruption au 1er février 2018 et au 1er août 2018.

Au second semestre 2018 et pour une période de six mois, Géraldine Gujer a été engagée en tant que greffière extraordinaire, au taux d'occupation de 50%, ce afin de décharger l'équipe.

Le secrétariat du Greffe est assuré par deux collaboratrices de longue date, Rosemarie Kröpfli et Susanne Schmutz, les deux travaillant à temps partiel (resp. à 80% et à 50%).

2.7.1.2.1.3 Locaux

La Justice de paix de l'arrondissement est installée depuis 2008 à la Préfecture de Tavel. Elle siège dans la salle du Tribunal à la Préfecture, que partagent le Tribunal d'arrondissement et la Justice de paix. Les locaux sont fonctionnels (il n'y a cependant pas de raccordement d'eau), mais la place y est très réduite. En raison du manque d'espace dans les bureaux, du travail est effectué à la cafétéria. Il manque également de l'espace aux archives, raison pour laquelle une solution à ce problème doit être urgemment trouvée.

2.7.1.2.2 Activité judiciaire (charge de travail globale, relations avec les autorités et les avocats, etc.)

Une fois de plus, la charge de travail a été très lourde en 2018. Les dossiers à traiter sont exigeants, complexes et requièrent beaucoup de temps. En particulier, les avis de mise en danger concernant les enfants et les personnes souffrant de maladies psychiques exigent beaucoup de doigté et de temps. Le nombre de cas de placement à des fins d'assistance a été exceptionnellement élevé au second semestre de l'année.

Pour faire face à une charge de travail encore élevée, il manque toujours à la Justice de paix un poste supplémentaire de greffier ordinaire (à temps partiel). Dans le même temps, pour maîtriser le flux des affaires courantes, une augmentation du taux d'occupation des femmes juges de paix devrait être examinée ou envisagée.

La Justice de paix entretient de bonnes relations avec toutes les autorités (Service des curatelles, Clinique de Marsens, Service de la jeunesse et de l'enfance, services sociaux, etc.), tout comme avec les avocats et notaires. L'excellente collaboration, en particulier avec les services des curatelles de la Basse-, Moyenne- et Haute-Singine, facilite considérablement le travail de la Justice de paix et contribue de manière significative à la décharger.

2.7.1.2.3 Formation continue

Les deux juges de paix ainsi que tous les greffiers ordinaires ont été en mesure de suivre diverses formations continues durant l'année. Les sujets principaux abordés à cette occasion furent la conduite d'un entretien, les méthodes de conciliation et la protection/entretien de l'enfant.

2.7.1.2.4 Divers et remarques finales (propositions de modifications de lois, informatique, etc.)

L'équipe de la Justice de paix a été mise à très forte contribution en 2018. La charge de travail fut aussi lourde que l'année précédente. Il a fallu également maîtriser les effets du changement de magistrat-e-s et des absences pour cause de maladie d'une des deux secrétaires du tribunal pour une durée de 2 mois. Les affaires urgentes et le travail quotidien ont été largement prioritaires, de sorte qu'il ne restait que peu ou pratiquement plus de temps pour d'autres affaires.

2.7.1.3 Justice de paix de la Gruyère

2.7.1.3.1 Composition et locaux

2.7.1.3.1.1 Composition de la Justice de paix (Juges, y compris les juges-asseesseurs)

Juges professionnels (au 31.12.2018)

Nom/prénom	Fonction	EPT
Margueron Gumy Sophie	Juge de paix	0.7
Brodard Jean-Joseph	Juge de paix	0.7
Paschoud Page Marie-Laure	Juge de paix	0.7
Collaud-Piller Laure-Marie (dès le 01.07.2018)	Juge de paix	0.5
Total équivalents plein-temps EPT		2.6

La Justice de paix a été ravie d'accueillir une nouvelle magistrate au sein de son autorité, laquelle s'est rapidement intégrée.

Juges-asseesseurs à titre accessoire (au 31.12.2018)

Nom/prénom	Nom/prénom
Barbey Mireille	Dunand Elisabeth
Bovigny Daniel (dès septembre 2018)	Genoud Noëlle
Brodard Frédérique	Glasson Véronique
Chiacchiari Helbling Liliana	Jaquet René
Christen Bloch Marie-Antoinette	Maradan Philippe
Décosterd Mick	Nordmann Maria-Elvira
Delamadeleine Sara Liliana	Oberson François

Soulignons que la présence des assesseurs est plus ou moins importante, en fonction de leurs obligations professionnelles et personnelles respectives, et que pour notre autorité il est essentiel de pouvoir compter sur des personnes ayant des disponibilités minimales et une certaine flexibilité.

2.7.1.3.1.2 Composition du Greffe et du secrétariat

Équivalents plein temps (au 31.12.2018)	EPT
Total EPT des collaborateurs avec formation juridique	5
Total EPT des collaborateurs sans formation juridique	3.15

Relevons que, sur les 5 EPT de collaborateurs juristes, 1 EPT est occupé par la greffière-chef et 2 EPT sont des greffiers-stagiaires, lesquels, une fois formés, apportent une aide significative dans la gestion du volume des affaires et sont nécessaires au bon respect des délais de traitement des dossiers.

2.7.1.3.1.3 Locaux

Depuis le mois de septembre 2014, la Justice de paix occupe de nouveaux locaux à la Rue de l'Europe 10, à Bulle. Ces locaux modernes, lumineux et fonctionnels sont appréciés de l'ensemble des collaborateurs. Nous étions d'ores et déjà à l'étroit l'année passée mais l'arrivée d'une nouvelle juge a encore accentué le problème. Des aménagements ont été réalisés au printemps 2018 afin d'aménager au mieux nos locaux mais la situation n'est de loin pas satisfaisante et ne peut durer à court et moyen terme. De nouvelles solutions doivent être trouvées, pour garantir aux collaborateurs des conditions de travail satisfaisantes (agrandissement des locaux, etc.).

2.7.1.3.2 Activité juridictionnelle (charge de travail globale, rapports avec les autorités et les avocats etc.)

La Justice de paix de la Gruyère travaille toujours à flux tendu et toute absence est immédiatement ressentie et contraint le personnel présent à effectuer des heures supplémentaires. Les Juges de paix et la greffière-cheffe demeurent surchargés et cumulent les heures supplémentaires et les vacances non prises. Il en va de même ces derniers mois s'agissant de l'ensemble des collaborateurs

Si l'arrivée d'une nouvelle juge à 50% a, dans une certaine mesure, permis aux Juges de travailler dans de meilleures conditions, il n'en est rien s'agissant du greffe et du secrétariat, qui ont vu leur charge de travail augmenter, sans pour autant disposer d'EPT supplémentaires cette année, étant souligné qu'en 2019 0.5 EPT supplémentaire a été octroyé pour le secrétariat uniquement.

Depuis le 1^{er} juillet 2018 et l'arrivée de Madame la Juge de paix Laure-Marie Collaud-Piller, notre autorité a conservé les équipes juge-secrétaire. S'agissant des greffiers, pour des questions organisationnelles, ils sont désormais attachés à des dossiers et travaillent pour tous les Juges, ce qui est très enrichissant et semble fonctionner, malgré une augmentation significative de leur charge de travail et des heures supplémentaires nécessaires.

Les quatre Juges et le personnel sont présents de manière à pouvoir utiliser les locaux et la salle d'audience de manière optimale durant la semaine, chaque Juge ayant un jour par semaine fixe pour ses séances.

2.7.1.3.3 Formation

Mesdames les Juges de paix Sophie Margueron Gummy et Marie-Laure Paschoud Page ont obtenu leur CAS en Magistrature débuté l'année passée.

Les collaborateurs de la Justice de paix sont encouragés à suivre des formations, proposées par le SPO ou diverses formations juridiques, et s'organisent entre eux afin que chacun puisse participer aux journées qui l'intéressent.

2.7.1.3.4 Divers et remarques finales (proposition de modification législatives, informatiques etc.)

La priorité pour la Justice de paix de la Gruyère reste d'accomplir ses tâches au mieux, dans les meilleurs délais et dans un bon climat de travail. La Justice de paix de la Gruyère remercie particulièrement ses collaborateurs pour leur engagement important et leur bonne humeur.

Les efforts déjà entrepris se poursuivent également s'agissant d'optimiser les processus mis en place et d'harmoniser les pratiques. En outre, la Justice de paix poursuit son engagement afin d'améliorer la collaboration avec les différents intervenants amenés à œuvrer avec elle.

Force est toutefois de relever que notre Autorité constate, d'une part, la sous-dotation en personnel du Service de l'enfance de la jeunesse liée à une rotation chronique très importante des collaborateurs et, d'autre part, que les places institutionnelles pour les jeunes sont également insuffisantes, de même que les moyens donnés au Point rencontre fribourgeois. Cette situation inquiétante nuit à une application efficace des décisions en matière de protection de l'enfant, soit le tiers des dossiers de la Justice de paix de l'arrondissement de la Gruyère. A notre sens, une concertation générale, sous bref délai, est nécessaire.

2.7.1.4 Justice de paix du Lac

2.7.1.4.1 Composition et locaux

2.7.1.4.1.1 Composition de la Justice de paix (juges, y compris les assesseur-e-s)

Juges professionnels (état au 31.12.2018)

Nom/prénom	Fonction	EPT
Lerf-Vonlanthen Claudine	Juge de paix	1
Total équivalents plein-temps EPT		1

Assesseur-e-s - à titre accessoire (état au 31.12.2018)

Nom/prénom	Nom/prénom
Achermann Claudia	Haefliger Jacqueline
Aebi Nicole	Laubscher Brigitte
Andrey Jean-Daniel	Reinhard Ryser Marianne
Bovigny Rossy Marie-Madeleine	Simonet Olivier
De Kock Els	Spring Sabine
Egger Guido	Walser Beglinger Annakatharina

La Justice de paix compte douze assesseur-e-s qui disposent tous d'une expérience de plusieurs années acquise en ces lieux et de qualifications répondant au profil d'exigences des membres des autorités de protection ainsi qu'aux critères de l'interdisciplinarité. En l'an 2018 encore, sur leur propre demande et décision, deux assesseures et un assesseur n'ont pris part ni aux audiences de tribunal, ni aux examens des comptes.

2.7.1.4.1.2 Composition du Greffe et du Secrétariat

Equivalents plein-temps au 31.12.2018	EPT
Total EPT collaborateurs et collaboratrices de formation juridique (sans la juge)	1.7
Total EPT collaborateurs et collaboratrices sans formation juridique	2.4

En 2018 encore, il n'y a pas eu de changement au sein du personnel de la Justice de paix de l'arrondissement du Lac, et les taux d'occupation du personnel de formation juridique et des collaborateur-trice-s sans formation juridique ont augmenté de 0,2 ETP chacun.

Les affaires sont réparties selon les deux langues officielles entre la greffière-cheffe et la greffière, les deux secrétaires du greffe et les deux employés de bureau. Tout le personnel a une fois de plus, en 2018, rempli les missions confiées avec beaucoup d'engagement et grande compétence technique et sociale, à la plus grande satisfaction de la Juge de paix. Malgré une lourde charge de travail assumée souvent dans des situations difficiles et sous énorme pression de temps, les collaboratrices se sont toujours montrées loyales et positives dans leur travail.

2.7.1.4.1.3 Locaux

Depuis juillet 2017, la Justice de paix se trouve dans les nouveaux locaux de la Route de Fribourg 69 à Morat. L'immeuble est situé en zone industrielle, à la périphérie de la commune de Morat, soit à quinze minutes à pied de la gare. En voiture, il est aisé de trouver et d'atteindre ce lieu. L'espace à disposition est optimal.

2.7.1.4.2 Activité judiciaire (charge de travail globale, relations avec les autorités et les avocats, etc.)

Un tournus régulier a eu lieu en 2018 entre les neuf assesseur-e-s pour les audiences de la Justice de paix et les examens des comptes ainsi que pour l'inventaire des affaires entrées des assesseur-e-s, moyennant prise en considération de la composition efficace de la Cour.

Le Greffe et le Secrétariat sont desservis en permanence pendant les heures de bureau (lu-ve 08.00-12.00 hre et 14.00-17.00 hre). Il est répondu aux appels téléphoniques entre 08.30-11.30 hre et entre 14.00-16.30 hre.

Les relations avec les autres autorités et institutions peuvent être qualifiées de bonnes.

La charge de travail est demeurée élevée en 2018 et il a fallu effectuer un certain nombre d'heures supplémentaires. S'agissant de l'activité judiciaire et des procédures, renvoi est fait à la partie statistique du présent rapport annuel.

2.7.1.4.3 Formation continue

La Juge de paix, la greffière-cheffe et la greffière ont pris part en 2018 à la "Journée de droit successoral" de l'Université de Fribourg. En outre, la Juge de paix et la greffière-cheffe ont participé à un échange intercantonal d'experts des autorités de protection, organisé par la Conférence en matière de protection des mineurs et des adultes COPMA.

2.7.1.4.4 Divers et remarques finales (propositions de modifications de lois, informatique, etc.)

En sa qualité de membre du groupe de travail Tribuna V3, la greffière-cheffe a investi, une fois encore en 2018, beaucoup de temps et d'énergie au développement et à l'amélioration du programme informatique Tribuna V3, ainsi qu'à la rédaction de projets de jugement. Il est à noter que les membres du groupe de travail Tribuna V3 ont grandement contribué, par leurs séances régulières, à la collaboration et à l'harmonisation constructives des sept justices de paix du canton de Fribourg.

2.7.1.5 Justice de paix de la Glâne

2.7.1.5.1 Composition et locaux

2.7.1.5.1.1 Composition de la Justice de paix (Juges, y compris les juges-asseesseurs)

Juges professionnels (au 31.12.2018)

Nom/prénom	Fonction	EPT
Butty Marc	Juge de paix	1
Total équivalents plein-temps EPT		1

Les affaires de protection pour adultes et mineurs occupent le Juge de paix à raison de 80% environ (50% adultes et 30% enfants), le solde de 20% étant pour l'essentiel consacré aux successions.

Juges-asseesseurs à titre accessoire (au 31.12.2018)

Nom/prénom	Nom/prénom
Claude-Alain Bürgi	Marguerite Morand-Delabays
Alexis Carrel	Mélanie Robyr Jaques
Claudine Codourey	Bernard Sansonnens
Jean-François Girard	

Cette année 2018 a vu le départ de Mme Charlotte Aeberhard, agricultrice, ancienne présidente de l'Entente sociale intercommunale de la Glâne, à Chavannes-sous-Orsonnens, après 30 ans d'activité. Qu'elle soit remerciée pour son engagement sans faille et sa loyauté au service des instances judiciaires et sociales de notre district !

2.7.1.5.1.2 Composition du Greffe et du secrétariat

Équivalents plein temps au 31.12.2018	EPT
Total EPT des collaborateurs avec formation juridique	1.2
Total EPT des collaborateurs sans formation juridique	2

Notre autorité a obtenu, pour 2019, l'augmentation de 20% de l'un de ses deux postes de greffier à 60 %, ce qu'elle demandait depuis 3 ans et qui lui avait été refusé jusque là. Ainsi, dès le 01.01.19, le total EPT de ses collaborateurs avec formation juridique passera de 1.2 à 1.4.

En remplacement de Mmes Sylvie Perroud, collaboratrice administrative depuis 2012, et Célia Ançay, greffière depuis 2016, lesquelles ont cessé leur activité au 28 février, respectivement 31 août 2018, ont été engagées, au 1^{er} février, une nouvelle secrétaire, en la personne de Mme Marielle Joye, et au 20 août 2018, une nouvelle greffière, en la personne de Mme Sonia Franz. Nos remerciements, ainsi que nos souhaits de bienvenue les accompagnent !

2.7.1.5.1.3 Locaux

Rue des Moines 58, 1680 Romont

Plutôt spacieux et adéquats, nos locaux n'ont qu'un seul inconvénient, celui d'être sur deux étages. Ils nous ont toutefois permis, cette année, et pour la première fois, d'engager un greffier-stagiaire, M. Nicola Lazazzera, pour une période de 6 mois, avec l'accord du Service de la justice.

La Justice de paix dispose de la salle du Tribunal un jour fixe par semaine, soit le lundi, pour ses séances plénières.

Dans le même bâtiment se trouvent le greffe du Tribunal, l'Office des poursuites, le Registre foncier et la Gendarmerie ; proximité qui facilite grandement les contacts et l'échange d'informations.

2.7.1.5.2 Activité juridictionnelle (charge de travail globale, rapports avec les autorités et les avocats etc.)

Au 31 décembre 2018, la Justice de paix de la Glâne comptait :

412 dossiers ou mesures d'adultes ;

146 mandats ou curatelles d'enfants (tutelles de mineurs, curatelles éducatives, en paternité et/ou alimentaires, et de surveillance des relations personnelles), sans compter les naissances hors mariage.

Dans le courant de l'année 2018, 41 dossiers de placements à des fins d'assistance (PAFA) ont été ouverts par la Justice de paix de la Glâne, la plupart prononcés en urgence par des médecins, pour 2 prolongations judiciaires ou recours (appel au juge).

De la compétence du seul juge de paix, les successions demeurent un poste important, malgré les modifications législatives apportées en ce domaine, avec plus de 155 actes et décisions rendues en 2018 : inventaires conservatoires et fiscaux, ouvertures de testament, répudiations, certificats d'héritiers, administrations d'office et bénéfices d'inventaire.

L'inspection annuelle de la Justice de paix de la Glâne a été faite par une délégation Tribunal cantonal. Un accent particulier a été mis cette année sur le contrôle des comptes (processus et état). Activité chronophage, celui-ci ne saurait se faire sans l'aide indispensable et précieuse des assesseur(e)s qui, en dehors des séances ordinaires, consacrent (chacun et chacune) en moyenne deux demies journées par semaine, sur toute l'année. Pour le Juge de paix, ceux-ci lui prennent entre 5 et 15 minutes par dossier, selon leur complexité. Il s'agit également, au moment de leur approbation, de fixer la rémunération du curateur. Sur les 430 comptes à vérifier, seule une cinquantaine prête, fort heureusement, à discussion. Sur le sujet, il a été constaté, d'une part, que le processus de contrôle mis en place était efficace et respecté ; d'autre part, qu'en ce qui concerne la Justice de paix de la Glâne, les comptes étaient contrôlés annuellement, de manière exhaustive (et non seulement par sondage), et en principe bouclés dans le délai d'un an par rapport à l'année civile de référence.

2.7.1.5.3 Formation

Chaque collaborateur/collaboratrice de la justice de paix a suivi cette année des formations et/ou participé à des groupes de travail, selon ses domaines de compétence : formations juridiques en matière de protection de l'enfant et de l'adulte, mais aussi de successions, pour les greffières et le juge de paix ; en matière de comptabilité, personnel et informatique pour les collaboratrices administratives et secrétaires (cours d'expert RH/GTA via le SPO, E-justice via le SITEL et logiciel de facturation SAP). En outre, l'une de nos deux greffières participe régulièrement au groupe de travail Tribuna V3 (logiciel informatique), dont la mission première est d'élaborer des modèles de décisions. Quant au juge de paix, outre les séances régulières de la Conférence des juges de paix, il participe à différentes commissions, dont celles cantonale de coordination du droit pénal des mineurs ou administrative (intercommunale) des curatelles du district de la Glâne, et groupes de travail, comme celui (interdisciplinaire) Qualité de Vie en Glâne, pour le mineurs ; mais aussi à des tables-rondes, comme celle organisée en septembre par Monsieur le Conseiller

d'Etat, Directeur de la sécurité et de la justice, Maurice Ropraz, consacrée à la radicalisation et l'extrémisme violent, ou à des conférences, comme celle donnée en juin, dans le cadre de l'Association Alzheimer Fribourg.

2.7.1.5.4 Divers et remarques finales (proposition de modification législatives, informatiques etc.)

Cette année a vu le changement quasi complet de notre matériel informatique : remplacement des PC et toaster par des mini-PC et installation de doubles-écrans pour chacun et chacune.

Malgré une charge de travail très soutenue, il convient de souligner, une fois encore, l'engagement et la flexibilité de l'ensemble des collaborateurs/trices (personnel et assesseurs) et la très bonne ambiance régnant au sein de la Justice de paix de la Glâne.

2.7.1.6 Justice de paix de la Broye

2.7.1.6.1 Composition et locaux

2.7.1.6.1.1 Composition de la Justice de paix (Juges, y compris les juges-asseesseurs)

Juges professionnels (au 31.12.2018)

Nom/prénom	Fonction	EPT
Sauteur Sylviane	Juge de paix	1
Total équivalents plein-temps EPT		1

Juges-asseesseurs à titre accessoire (au 31.12.2018)

Nom/prénom	Nom/prénom
Bise Sylvie	Renevey Jean-Bernard
Boffi Cristina	Rimaz Benoît
Castrovinci Bruno	Rodriguez Rose-Marie
Corminboeuf Marie-Claire	Uebelhart Sylvie
Corminboeuf Nathalie	

2.7.1.6.1.2 Composition du Greffe et du secrétariat

Équivalents plein temps au 31.12.2018	EPT
Total EPT des collaborateurs avec formation juridique	3.1
Total EPT des collaborateurs sans formation juridique	2.3

Malgré la charge de travail toujours importante, les collaborateurs de la Justice de paix remplissent leur cahier des charges à l'entière satisfaction de la Juge de paix, de façon professionnelle et avec toute l'humanité nécessitée par la difficulté des situations traitées. Qu'ils en soient ici remerciés.

2.7.1.6.1.3 Locaux

Les locaux, idéalement situés à proximité de la gare, offrent des places de parc dans les environs et bénéficient de la discrétion nécessaire quant à son accès. L'espace à disposition est totalement utilisé. Comme relevé les années précédentes, la gestion des archives est problématique. Une solution à court terme doit impérativement être trouvée.

2.7.1.6.2 Activité juridictionnelle (charge de travail globale, rapports avec les autorités et les avocats etc.)

Comme indiqué l'année dernière, la charge de travail demeure toujours globalement en augmentation, un parallèle devant être fait avec l'accroissement constant de la population résidente et la complexification des situations sociales et familiales. Il est à noter que chaque absence (vacances, maladie, formation) est toujours compliquée à absorber par les autres collaborateurs.

Concernant les mesures de protection de l'adulte ayant été transformées de par la loi au 1^{er} janvier 2013 en curatelle de portée générale, l'adaptation de celles-ci perdure afin d'être en conformité avec l'art. 14 du titre final Code civil.

Les assesseurs œuvrent activement au bon fonctionnement de la Justice de paix et siègent toujours selon leurs compétences, en conformité avec la législation, même si cela complique et alourdit la planification des séances, eu égard aux disponibilités limitées de certains assesseurs.

La Justice de paix travaille en étroite collaboration avec les deux services officiels de curatelles du district ainsi qu'avec les curateurs privés, ces derniers nécessitant toutefois un accompagnement plus soutenu sous la forme de conseils notamment. Si les rapports avec les services officiels de curatelles du district sont bons, une rotation importante dans les curateurs est à relever, compliquant de manière marquée la gestion des mandats et l'accomplissement des tâches de l'autorité de protection.

La Justice de paix entretient de bonnes relations avec les services de l'Etat, les institutions et établissements en lien avec la protection de l'enfant et de l'adulte ainsi que la santé, les autorités, les avocats et les notaires.

2.7.1.6.3 Formation

La Juge de paix et les greffier/greffières ont participé, ensemble ou de manière individuelle, à diverses journées d'étude et de formation (*3^{ème} journée d'étude en matière de droit de la protection de l'enfant et de l'adulte (UNIFR) – FALC dans le domaine de la protection des mineurs et des adultes (COPMA) – Dialogue national sur la qualité de la protection de l'enfant (Communauté d'intérêt pour la qualité de la protection de l'enfant - Séminaire de formation continue: l'enfant dans la procédure civile (UNIFR) – Journées d'études 2018: la participation, un gage de qualité (COPMA) – Protection de l'enfant: nouvelles approches? (UNIFR) – Personnes avec troubles psychiques (UNIFR)*).

2.7.1.6.4 Divers et remarques finales (proposition de modification législatives, informatiques etc.)

Mme Chantal Ding, Greffière-cheffe, membre du groupe de travail Tribuna V3, a participé à plusieurs journées de séances consacrées au développement et à l'amélioration du programme du même nom.

Dans un souci de coordination et pour le bon fonctionnement de l'autorité, les greffier et greffières participent à l'analyse des différentes procédures de consultation soumises à la Justice de paix.

2.7.1.7 Justice de paix de la Veveyse

2.7.1.7.1 Composition et locaux

2.7.1.7.1.1 Composition de la Justice de paix (Juges, y compris les juges-asseesseurs)

Juges professionnels (au 31.12.2018)

Nom/prénom	Fonction	EPT
Sylviane Périsset Gantner	Juge de paix du 01.01.2018 - 10.09.18	0.75
Lorraine Vallet	Juge de paix ad intérim du 17.09.18 – 30.11.2018	0.5
Valentine Stucky	Juge de paix ad hoc du 01.12.2018 – 31.12.2018	0.75
Total équivalents plein-temps EPT		0.75

Suite à la démission de Mme Sylviane Périsset Gantner en date du 10 septembre 2018, le poste de juge de paix a été assuré dans un premier temps par Mme Lorraine Vallet puis à partir du 1^{er} décembre 2018, par Mme Valentine Stucky. Cette dernière a été désignée pour une période maximale de 6 mois et restera en place jusqu'à l'entrée en fonction du successeur de Mme Sylviane Périsset Gantner.

Juges-asseesseurs à titre accessoire (au 31.12.2018)

Nom/prénom	Nom/prénom
Chaperon Anne-Lise	Maillard Séverine
Colliard Véronique	Mesot Roland
Cottet Simon	Paillard Nicole
Ducrot Charles	Pollet Yves
Fluri Ruchet Isabelle	Vial Jean-Daniel
Genoud Marie-Claude	Werro Maryline

En date du 16 avril 2018, Mme Christine Michel a souhaité démissionner de son poste de juge assesseur, raison pour laquelle Mme Séverine Maillard a rejoint Mme Anne-Lise Chaperon pour le contrôle des comptes de curatelle. Elle s'est acquittée de cette nouvelle tâche avec grande efficacité et diligence. Toute la Justice de paix lui adresse ses remerciements. Le 20 mars 2018, deux nouveaux juges assesseurs ont rejoint la Justice de paix, soit Mme Isabelle Fluri Ruchet (psychologue) et M. Yves Pollet (formation et/ou expérience en protection de l'enfant). Leur professionnalisme a été d'une grande aide, notamment dans les affaires d'enfant. Au demeurant, certaines auditions d'enfants ont pu être déléguées par la juge de paix à la juge assesseure psychologue.

2.7.1.7.1.2 Composition du Greffe et du secrétariat

Équivalents plein temps au 31.12.2018	EPT
Total EPT des collaborateurs avec formation juridique	1
Total EPT des collaborateurs sans formation juridique	0.8

Greffes

Le 1^{er} septembre 2018, Mme Sophie Terreaux a été confirmée dans sa fonction de greffière-cheffe. Cette dernière occupe ce poste à hauteur de 0.5 EPT, les 0.5 EPT restant étant effectués par Mme Marine Delaloye, en qualité de greffière. Bien que le greffe s'organise afin qu'il y ait chaque jour un juriste présent, la configuration actuelle n'est pas idéale, notamment en période de vacances ou d'absence. En effet, c'est le poste de stagiaire, renouvelable de 6 mois en 6 mois, qui permet aux greffières de prendre leurs vacances, sans quoi la semaine ne serait pas entièrement couverte par la présence d'un greffier. Ceci crée une forme de précarité des conditions de travail, notamment au début de l'activité du greffier-stagiaire, dans la mesure où il ne bénéficie généralement pas encore des acquis nécessaires, afin de rédiger seul des décisions urgentes ou de prendre des procès-verbaux d'audience. 0.5 EPT de greffe supplémentaire seraient bienvenus afin qu'il y ait toujours du personnel fixe pour couvrir la semaine, y compris durant les périodes de vacances ou d'absence.

Secrétariat

Dès le 1^{er} janvier 2018, comme déjà annoncé dans le rapport 2017, le poste de secrétaire a été réorganisé afin de permettre à Mme Stéphanie Camba d'entreprendre sa formation de généraliste en assurances sociales qu'elle a largement réussie en décembre 2018. La Justice de paix lui présente ses félicitations et remercie également Mme Elisa Gremaud d'avoir accepté d'augmenter son taux d'activité pendant cette période-là. S'agissant de la dotation en personnel du secrétariat, nous constatons qu'elle est inférieure à celle du greffe et insuffisante eu égard au volume des affaires, particulièrement en période de comptes. Lorsqu'une des secrétaires est en vacances ou absente, le reste du personnel doit assurer la réception téléphonique et le guichet. Ceci fragilise légèrement le bon déroulement des affaires durant ces périodes-là et ne correspond pas à une gestion appropriée des ressources.

2.7.1.7.1.3 Locaux

Courant 2018, nous avons procédé à des adaptations mineures des locaux, afin que Mme Marine Delaloye puisse bénéficier d'un espace de bureau fermé pour pouvoir travailler dans le calme. Actuellement c'est la salle réservée aux auditions de mineurs ou aux entretiens informels qui est occupée par cette dernière. Dès lors, il serait loisible de pouvoir bénéficier de la salle située au 1^{er} étage, occasionnellement utilisée par l'Etat civil, pour continuer de procéder à ce type d'auditions, afin que les parties puissent profiter d'un cadre moins formel que celui de la salle d'audience. Nous continuons à être très satisfaits de nos locaux qui sont lumineux et offrent un cadre de travail très apprécié des collaborateurs.

2.7.1.7.2 Activité juridictionnelle (charge de travail globale, rapports avec les autorités et les avocats etc.)

Nous constatons une charge de travail toujours très élevée, tout en précisant que les affaires augmentent progressivement (+7% d'affaires enregistrées) par rapport à 2017. Suite au départ de la juge de paix en septembre dernier, il y a eu une légère baisse des décisions rendues au cours de l'année. Grâce à l'efficacité et à la rapidité de traitement des dossiers par Mmes Lorraine Vallet et Valentine Stucky, le retard accumulé a pu quasi entièrement être rattrapé en fin d'année. La Justice de paix tient à les remercier très chaleureusement pour tout le travail accompli. A toutes fins utiles, nous précisons que la Justice de paix a enregistré 479 nouveaux dossiers. Elle a liquidé 425 dossiers durant l'année et comptabilisait 357 affaires pendantes au 1^{er} janvier 2018. Il en ressort qu'au 31 décembre 2018, la Justice de paix comptabilise 299 dossiers adultes et 130 dossiers mineurs en cours. Nous continuons d'entretenir de bons rapports tant avec les autorités, les avocats, les curateurs que les autres services du Château.

2.7.1.7.3 Formation

- > 05.02.2018 : journée d'étude COPMA (Mmes Sylviane Périsset Gantner, Sophie Terreaux, Marine Delaloye)
- > 01.03.2018 – 10.12.2018 : formation généraliste en assurances sociales (Mme Stéphanie Camba)

2.7.1.7.4 Divers et remarques finales (proposition de modification législatives, informatiques etc.)

Néant

2.7 Friedensgerichte

2.7.1 Allgemeiner Teil

2.7.1.1 Friedensgericht des Saanebezirks

2.7.1.1.1 Zusammensetzung und Räumlichkeiten

2.7.1.1.1.1 Zusammensetzung des Friedensgerichts (Richter/innen und Richter/innen-Beisitzer/innen)

Berufsrichter/innen (am 31.12.2018)

Name / Vorname	Funktion	VZÄ
Queloz Delphine	Friedensrichterin (administrative Vorsitzende)	1
Imhof Mélanie	Friedensrichterin (administrative Vizevorsitzende)	0,6
Gobet Gaël	Friedensrichter	0,9
Suter Wanda	Friedensrichterin	0,7
Monnerat Violaine	Friedensrichterin	0,6
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		3,8

Das Friedensgericht des Saanebezirks setzt sich aus 5 Einheiten zusammen, die über insgesamt 380 % Friedensrichterstellen verfügen.

Die Friedensrichter/innen haben folgende Stellenprozente: Delphine Queloz 100 %, Gaël Gobet 90 %, Wanda Suter 70 %, Mélanie Imhof 60 % und Violaine Monnerat 60 %.

2019 wird Mélanie Imhof die administrative Vorsitzende und Violaine Monnerat die administrative Vizevorsitzende sein.

Richter/innen-Beisitzer/innen – nebenberuflich (am 31.12.2018)

Name / Vorname	Name / Vorname
Ackermann Béatrice	Jordan Marine
Allemann Michel	Marthe Roger
Bapst Fabienne	Mayer Aldana Danièle
Chocomeli Lucas	Merkle Madeleine
Eggertswyler Laurent	Nicolet Sonia
Felder Florian (Ende des Mandats 31.12.2018)	Raemy Jacqueline
Frölicher-Güggi Stefanie	Roelli Claire
Griesser Nathalie	Schaefer Marie
Guillet Myriam	Seydoux Christian
Gumy Christian	Turchet Yves
Jacquat-Bondallaz Fabienne	Wattendorff Matthias

Das Friedensgericht verfügt zurzeit über 22 Beisitzerinnen und Beisitzer, deren Ausbildungen und Qualifikationen den Kriterien der Interdisziplinarität gemäss dem Gesetz entsprechen.

2.7.1.1.1.2 Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Vollzeitäquivalente (am 31.12.2018)	VZÄ
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung	11
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen ohne juristische Ausbildung	8,95

2018 haben zwei Gerichtsschreiberinnen entschieden, sich beruflich neu zu orientieren. Die Stelle, welche die beiden Teilzeit-Gerichtsschreiberinnen besetzten, wurde an eine Vollzeit arbeitende Person vergeben. Während des Mutterschaftsurlaubs der einen Chefgerichtsschreiberin übernahm die andere Chefgerichtsschreiberin deren Posten zu 50 %. Letztere wurde auf 1. Dezember 2018 von einer anderen Behörde zur Ad-hoc-Friedensrichterin ernannt und führte ihre Arbeit als Chefgerichtsschreiberin zu 25 % weiter. Seitdem hat eine andere Gerichtsschreiberin vorübergehend den Posten als Chefgerichtsschreiberin zu 50 % übernommen. Entsprechend erfolgte eine interne Umstellung der Gerichtsschreiberei.

Eine Sekretärin hat ebenfalls auf eigenen Wunsch eine berufliche Neuorientierung vollzogen. Ihre Stelle wurde nach einer Anstellung und einer Neuverteilung von Arbeitsprozenten intern neu besetzt.

Wir werden ausserdem von einer Gerichtsschreiberin zu 50 % und einer Sekretärin zu 20 %, die beide über den Invalidenkredit angestellt wurden, von 2 Lernenden, einem KBM-Praktikanten (kaufmännische Berufsmatura) und 3 Gerichtsschreiber-Praktikanten unterstützt.

Dazu kommt Personal, das einen ungesicherten Status ausserhalb des Budgets mit befristetem Vertrag hat, namentlich ein Gerichtsschreiber JAS.

Wie in den vorhergehenden Jahren suchten wir zusätzliche personelle Unterstützung (ausserhalb des Budgets), namentlich mit der Fortsetzung unserer Zusammenarbeit mit dem Zwangsmassnahmengericht, dem RAV und dem POA.

Nach dem Abgang von Mitarbeiter/innen und nach einer notwendigen internen Neuorganisation mussten bei der Personalverwaltung Änderungen vorgenommen werden.

2.7.1.1.1.3 Räumlichkeiten

Das Friedensgericht des Saanebezirks verfügt derzeit über angemessene und funktionale Räumlichkeiten. Jedoch möchte die Gemeinde Freiburg die Räumlichkeiten, die sie dem Friedensgericht momentan vermietet, für eigene künftige Bedürfnisse zurückhaben. Das Amt für Justiz ist darüber informiert, und neue Lösungen sollten gefunden werden.

2.7.1.1.2 Gerichtstätigkeit (gesamte Arbeitslast, Verhältnis zu den Behörden und den Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten usw.)

Wir stellen einen leichten Anstieg an neuen Fällen fest. Die Arbeitslast bleibt somit beachtlich.

Für alle Fälle weisen wir darauf hin, dass die Friedensrichterinnen und Friedensrichter vom 1. Januar bis 31. Dezember 2018 1565 Anhörungen durchführten. Vom 1. Januar bis 31. Dezember 2018 instruierten die Friedensrichterinnen und Friedensrichter 1698 neue Dossiers zum Kindes- und Erwachsenenschutzes. Im selben Zeitraum schlossen sie 2592 Angelegenheiten ab. Am 31. Dezember 2018 zählte das Friedensgericht 3464 laufende Massnahmen für Erwachsene und Kinder.

Wir unterhalten sowohl zu den Behörden als auch zu den Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten gute Beziehungen. Wir weisen darauf hin, dass die Rechtssuchenden sich vor dem Friedensgericht immer häufiger von berufsmässigen Vertreter/innen unterstützen lassen.

2.7.1.1.3 Weiterbildung

Zwei Friedensrichter haben erfolgreich den CAS Judikative abgeschlossen, parallel zu ihrer beruflichen Tätigkeit. Ausserdem haben die Richter/innen und Gerichtsschreiber/innen verschiedene Ausbildungstage mit direktem Bezug zum Kindes- und Erwachsenenschutz besucht. Wir weisen darauf hin, dass die Richterinnen und Richter regelmässig gebeten werden, ihre Arbeit zu erklären oder an Diskussionsrunden teilzunehmen.

2.7.1.1.4 Verschiedenes und Schlussbemerkungen (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

2.7.1.1.4.1 Prüfung und Genehmigung der Rechnung

Seit der Reorganisation der Friedensgerichte im Jahr 2008 beklagen wir einen beträchtlichen Rückstand bei der Überprüfung und der Genehmigung der Rechnungen der betroffenen Personen. Diese Situation birgt eine gewisse Gefahr, namentlich was die Haftung des Staats angeht. Wir haben grosse Anstrengungen zur Behebung dieses Rückstands unternommen, indem wir der Buchhaltungsabteilung regelmässig Personal zugewiesen haben. Die grundsätzliche Überlegung, die 2015 begonnen wurde, wird fortgesetzt. Die vom Sekretär-Buchhalter vorgebrachten Vorschläge konnten umgesetzt werden. Unter Mitwirkung des Sektors Buchhaltung konnte der Rückstand der vergangenen Jahre aufgeholt werden. Dennoch scheint es, dass im Buchhaltungssektor zusätzliche Stellen nötig wären, um die Zahl der überprüften und genehmigten Rechnungen stabil zu halten.

2.7.1.1.4.2 Besonderheit des Saanebezirks

Wir unterstreichen, dass von den 1795 Asylsuchenden, die sich im Kanton Freiburg aufhalten (s. Internetportal Staat Freiburg, Statistiken, Stand November 2018), 1026 im Saanebezirk untergebracht sind, was fast 60 % aller Asylsuchenden entspricht. Diese Bevölkerungsgruppe hat einen direkten Einfluss auf unsere Arbeit, sowohl beim Erwachsenenschutz als auch beim Kinderschutz. Die Verfahren sind aufgrund sprachlicher Schwierigkeiten und kultureller Unterschiede komplexer.

2.7.1.1.4.3 Informatik

Alle Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter haben neue Computer erhalten und sind zufrieden damit. Delphine Queloz ist weiterhin Vertreterin der Friedensgerichte in der Informatikkommission für die Gerichtsbehörden.

2.7.1.1.4.4 Fahrten / Parkplätze

Die Friedensrichter/innen gehen weiterhin wöchentlich ins Stationäre Behandlungszentrum Marsens, in die verschiedenen Spitäler des Kantons, in weitere Einrichtungen des Kantons, namentlich in die Pflegeheime, und zu den betroffenen Personen nach Hause. Für diese Fahrten profitieren sie künftig von «Mobility»-Abonnementen; eine Lösung, die den Bedürfnissen des Friedensgerichts entspricht.

2.7.1.1.4.5 Stempelsystem

Seit Juni 2018 verwenden unsere Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter ein neues Stempelsystem namens VAT (Verwaltung der Arbeitszeiten und Tätigkeiten). Obwohl dieses Stempelsystem zusätzliche Arbeit für die Chefgerichtsschreiber/innen und die Bürochefin bedeutet, bringt es auch zahlreiche Vorteile mit sich, namentlich für die Ferienplanung und die Kontrolle der Absenzen.

2.7.1.2 Friedensgericht des Sensebezirks

2.7.1.2.1 Zusammensetzung und Räumlichkeiten

2.7.1.2.1.1 Zusammensetzung des Friedensgerichts (Richter/innen, einschliesslich Beisitzer/innen)

Berufsrichter/innen (Stand 31.12.2018)

Name/Vorname	Funktion	VZÄ
Gerber Martina	Friedensrichterin	0.9
Dr. iur. Gauch Caroline	Friedensrichterin	0.6
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		1.5

Das Friedensgericht verfügt über zwei hauptamtliche Friedensrichterinnen (zu insgesamt 150 Stellenprozenten). Per Ende Mai 2018 kündigte die bisherige Friedensrichterin Béatrice Kaeser ihre Stelle als Friedensrichterin zu 90%. Als Ersatz konnte per 1. Juni 2018 Martina Gerber gewonnen werden.

Weiter sind elf nebenamtliche Beisitzerinnen und Beisitzer am Friedensgericht tätig.

Beisitzer/innen - nebenberuflich (am 31.12.2018)

Name/Vorname	Name/Vorname
Aerschmann Gabrielle	Imstepf Therese
Andrey Dominik	Eltschinger Michel
Riedo Yvo	Rita Raemy
Reidy Sylvia	Tinguely Bruno
Mäder Bernadette	Piller Marie-Therese
Gauch Brigitte	

Ende 2018 verlässt Dominik Andrey mit Erreichen des 70. Altersjahres – nach langjähriger Tätigkeit – das Friedensgericht. Als Ersatz wurden neu Therese Imstepf und Michel Eltschinger als Beisitzer gewählt.

2.7.1.2.1.2 Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Vollzeitäquivalente am 31.12.2018	VZÄ
Total VZÄ Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung (ohne Richterinnen)	2.1
Total VZÄ Mitarbeiter/innen ohne juristische Ausbildung	1.4

Die Gerichtsschreiberei besteht grundsätzlich aus zwei Gerichtsschreiberinnen und einem Chef-Gerichtsschreiber, die jeweils Teilzeit arbeiten. Gabriela Doleschal bekleidet ein Pensum von 50%. Per 1. Februar 2018 konnte nach längerer Vakanz Julia Jaoui als Gerichtsschreiberin zu 90% gewonnen werden, welche zuvor bereits am Friedensgericht der Saane tätig war. Sie wird ihr Pensum mit Wirkung ab dem 1. Januar 2019 auf 80% reduzieren. Gleichzeitig wird Yannick Riedo, Chef-Gerichtsschreiber, sein Pensum von 70% im Jahr 2018 auf 80% im Jahr 2019 erhöhen.

Das Friedensgericht beschäftigt neben den Gerichtsschreibern auch jeweils einen Gerichtsschreiberpraktikanten zu einem 100%-Pensum für die Dauer von sechs Monaten. Diese Stelle konnte das Friedensgericht per 1. Februar 2018 und per 1. August 2018 jeweils lückenlos besetzen.

Zur Entlastung des Teams war es möglich, in der zweiten Hälfte des Jahres 2018 und für die Dauer von sechs Monaten Géraldine Gujer mit einem Pensum von 50% als ausserordentliche Gerichtsschreiberin zu engagieren. Das Gerichtssekretariat wird geführt von zwei langjährigen Mitarbeiterinnen, Rosemarie Kröpfl und Susanne Schmutz, welche beide im Teilzeitpensum arbeiten (zu 80% resp. zu 50%).

2.7.1.2.1.3 Räumlichkeiten

Das Friedensgericht befindet sich seit 2008 im Amtshaus Tafers. Es führt seine Verhandlungen u. a. im Gerichtssaal des Amtshauses, den sich das Bezirksgericht und das Friedensgericht teilen. Die Räumlichkeiten sind funktional (aber z. B. ohne Wasseranschluss), die Platzverhältnisse jedoch sehr eng. Aufgrund der Büroknappheit muss teilweise in der Cafeteria gearbeitet werden. Ebenso fehlt es an Platz im Archiv, weswegen auch diesbezüglich dringend eine Lösung gefunden werden muss.

2.7.1.2.2 Rechtsprechung (gesamte Arbeitslast, Verhältnis zu den Behörden und den Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten usw.)

Die Arbeitslast war im Jahr 2018 wiederum sehr hoch. Die zu behandelnden Dossiers sind anspruchsvoll, komplex und zeitintensiv. Insbesondere Gefährdungsmeldungen betreffend Kinder und psychisch Kranke verlangen viel Fingerspitzengefühl und Aufwand. Ausserordentlich hoch war die Anzahl Fälle an fürsorgerischen Unterbringungen in der zweiten Jahreshälfte.

Um der nach wie vor hohen Arbeitsbelastung gerecht zu werden, fehlt es dem Friedensgericht an einer zusätzlichen ordentlichen Gerichtsschreiber-Stelle (Teilzeitpensum). Gleichzeitig müsste zwecks Bewältigung des Tagesgeschäfts eine Erhöhung der Stellenprozente der Friedensrichterinnen geprüft bzw. ins Auge gefasst werden.

Das Friedensgericht unterhält ein gutes Verhältnis zu allen Behörden (Berufsbeistandschaften, Klinik Marsens, Jugendamt, Sozialdiensten etc.) sowie zu den Rechtsanwälten und Notaren. Die ausgezeichnete Zusammenarbeit insbesondere mit den Berufsbeistandschaften des Sense-Unter-, Mittel- und Oberlandes erleichtert die Arbeit des Friedensgerichts wesentlich und trägt massgeblich zur Entlastung bei.

2.7.1.2.3 Weiterbildung

Beide Friedensrichterinnen sowie alle ordentlichen Gerichtsschreiber konnten während des Jahres verschiedene Weiterbildungen besuchen. Im Zentrum standen dabei die Themen Gesprächsführung, Schlichtungsmethoden und Kinderschutz/Kindesunterhalt.

2.7.1.2.4 Verschiedenes und Schlussbemerkungen (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Das Jahr 2018 hat das Team des Friedensgerichts ausserordentlich gefordert. Die Arbeitslast blieb wie im Vorjahr unverändert hoch. Der Magistratinnen-Wechsel und der krankheitsbedingte Ausfall einer der beiden Gerichtssekretärinnen für die Dauer von 2 Monaten galt es ebenfalls zu bewältigen. Dringende Angelegenheiten und das Tagesgeschäft bestimmten weitgehend die Prioritäten, so dass wenig bis kein Raum blieb für andere Angelegenheiten.

2.7.1.3 Friedensgericht des Greyerzbezirks

2.7.1.3.1 Zusammensetzung und Räumlichkeiten

2.7.1.3.1.1 Zusammensetzung des Friedensgerichts (Richter/innen, einschliesslich Richter/innen-Beisitzer/innen)

Berufsrichter/innen (am 31.12.2018)

Name / Vorname	Funktion	VZÄ
Margueron Gumy Sophie	Friedensrichterin	0,7
Brodard Jean-Joseph	Friedensrichter	0,7
Paschoud Page Marie-Laure	Friedensrichterin	0,7
Collaud-Piller Laure-Marie (ab 01.07.2018)	Friedensrichterin	0,5
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		2,6

Das Friedensgericht hat sich sehr darüber gefreut, eine neue Richterin willkommen zu heissen, die sich sehr schnell integriert hat.

Richter/innen-Beisitzer/innen – nebenberuflich (am 31.12.2018)

Name / Vorname	Name / Vorname
Barbey Mireille	Dunand Elisabeth
Bovigny Daniel (ab September 2018)	Genoud Noëlle
Brodard Frédérique	Glasson Véronique
Chiacchiari Helbling Liliana	Jaquet René
Christen Bloch Marie-Antoinette	Maradan Philippe
Décosterd Mick	Nordmann Maria-Elvira
Delamadeleine Sara Liliana	Oberson François

Wir unterstreichen, dass die Anwesenheit der Beisitzer/innen von den jeweiligen beruflichen und persönlichen Verpflichtungen abhängt und dass es für unsere Behörde wichtig ist, auf eine Mindestverfügbarkeit und eine gewisse Flexibilität zählen zu können.

2.7.1.3.1.2 Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Vollzeitäquivalente VZÄ (am 31.12.2018)	VZÄ
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung	5
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen ohne juristische Ausbildung	3,15

Zu erwähnen ist, dass von den 5 VZÄ der juristischen Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter 1 VZÄ von der Chefgerichtsschreiberin besetzt ist und 2 VZÄ Gerichtsschreiber-Praktikanten sind, die, sobald sie ausgebildet sind, eine bedeutende Hilfe in der Verwaltung der zu bearbeitenden Angelegenheiten darstellen und benötigt werden, um die Fristen bei der Bearbeitung der Dossiers einzuhalten.

2.7.1.3.1.3 Räumlichkeiten

Seit September 2014 befindet sich das Friedensgericht in den neuen Räumlichkeiten an der Rue de l'Europe 10 in Bulle. Die modernen, hellen und praktischen Räumlichkeiten werden von allen Mitarbeitenden geschätzt. Wir waren bereits letztes Jahr eingeengt, aber die Ankunft der neuen Richterin hat das Problem nochmals verschärft. Im Frühling 2018 wurden gewisse Umstellungen vorgenommen, damit wir unsere Räumlichkeiten besser nutzen können, aber die Situation ist alles andere als zufriedenstellend und kann kurz- und mittelfristig nicht aufrechterhalten werden. Neue Lösungen müssen gefunden werden, um unseren Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern zufriedenstellende Arbeitsbedingungen garantieren zu können (Räumlichkeiten vergrössern usw.).

2.7.1.3.2 Gerichtstätigkeit (gesamte Arbeitslast, Verhältnis zu den Behörden und den Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten usw.)

Das Friedensgericht Greyerz arbeitet immer zeitoptimal, jede Absenz macht sich sofort bemerkbar, so dass das anwesende Personal zu zahlreichen Überstunden gezwungen wird. Die Friedensrichterinnen und Friedensrichter und die Chefgerichtsschreiberin sind immer noch überlastet. Es häufen sich Überstunden und nicht bezogene Ferientage an. Das gleiche galt in den letzten Monaten auch für alle Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter.

Obwohl die Einstellung einer neuen Richterin zu 50 % in gewisser Weise bessere Arbeitsumstände für die Richterinnen und Richter bedeutet, so trifft dies nicht auf die Gerichtsschreiberei und das Sekretariat zu; in diesen Abteilungen ist die Arbeitslast gestiegen, ohne dass ihnen dieses Jahr zusätzliche VZÄ zugesprochen wurden. Es ist zu unterstreichen, dass für das Jahr 2019 einzig eine Erhöhung von 0,5 VZÄ für das Sekretariat bewilligt worden ist.

Seit der Ankunft der Friedensrichterin Laure-Marie Collaud-Piller am 1. Juli 2018 hat unsere Behörde die Richter/in-Sekretär/in-Teams beibehalten. Die Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber sind aus organisatorischen Gründen an die Dossiers gebunden und arbeiten für alle Richterinnen und Richter, was bereichernd ist und zu funktionieren scheint, trotz einer bedeutenden Erhöhung ihrer Arbeitslast und nötiger Überstunden.

Die vier Richterinnen und Richter und das Personal sind so anwesend, dass die Räumlichkeiten und der Gerichtssaal während der Woche optimal genutzt werden können; jede Richterin und jeder Richter hat einen fixen Tag pro Woche für ihre bzw. seine Sitzungen.

2.7.1.3.3 Weiterbildung

Die Friedensrichterinnen Sophie Margueron Gumy und Marie-Laure Paschoud Page haben letztes Jahr ihren CAS Judikative begonnen.

Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des Friedensgerichts werden dazu ermutigt, juristische Weiterbildungen oder solche des POA zu besuchen und sich untereinander so zu organisieren, dass jede und jeder an den gewünschten Weiterbildungen teilnehmen kann.

2.7.1.3.4 Verschiedenes und Schlussbemerkungen (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

In erster Linie will das Friedensgericht des Greyerzbezirks seine Aufgaben so gut und schnell wie möglich und in einem guten Arbeitsklima erledigen. Das Friedensgericht des Greyerzbezirks dankt ganz besonders den Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern für ihr beachtliches Engagement und ihre gute Laune.

Die bereits unternommenen Anstrengungen zur Verbesserung der geschaffenen Verfahren und zur Vereinheitlichung der Praxis werden weitergeführt. Ausserdem setzt sich das Friedensgericht weiterhin dafür ein, die Zusammenarbeit mit den verschiedenen Akteuren zu verbessern.

Trotzdem muss hervorgehoben werden, dass unsere Behörde einerseits eine Unterbesetzung beim Personal des Jugendamtes feststellt, die durch eine konstante und bedeutende Rotation der Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter bedingt ist, und andererseits, dass es nicht genug institutionelle Plätze für Jugendliche gibt und die Mittel für die Begleiteten Besuchstage Freiburg ebenfalls unzureichend sind. Diese beunruhigende Situation behindert eine effiziente Durchsetzung der Entscheide im Kinderschutz, also eines Drittels der Fälle des Friedensgerichts des Greyerzbezirks. Unserer Meinung nach ist eine baldige allgemeine Absprache hierzu erforderlich.

2.7.1.4 Friedensgericht des Seebezirks

2.7.1.4.1 Zusammensetzung und Räumlichkeiten

2.7.1.4.1.1 Zusammensetzung des Friedensgerichts (Richter/innen, einschliesslich Beisitzer/innen)

Berufsrichter/innen (Stand 31.12.2018)

Name/Vorname	Funktion	VZÄ
Lerf-Vonlanthen Claudine	Friedensrichterin	1
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		1

Beisitzer/innen - nebenberuflich (am 31.12.2018)

Name/Vorname	Name/Vorname
Achermann Claudia	Haefliger Jacqueline
Aebi Nicole	Laubscher Brigitte
Andrey Jean-Daniel	Reinhard Ryser Marianne
Bovigny Rossy Marie-Madeleine	Simonet Olivier
De Kock Els	Spring Sabine
Egger Guido	Walser Beglinger Annakatharina

Das Friedensgericht zählt zwölf Beisitzerinnen und Beisitzer, welche alle über mehrjährige Erfahrung auf dem Friedensgericht und über Qualifikationen verfügen, die dem Anforderungsprofil der Mitglieder der Schutzbehörden und den Kriterien der Interdisziplinarität entsprechen. Zwei Beisitzerinnen und ein Beisitzer haben auch im Jahr 2018 auf eigenen Wunsch und Entscheid weder an Gerichtsverhandlungen teilgenommen noch Rechnungsprüfungen vorgenommen.

2.7.1.4.1.2 Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Vollzeitäquivalente (am 31.12.2018)	VZÄ
Total VZÄ Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung (ohne Richterin)	1.7
Total VZÄ Mitarbeiter/innen ohne juristische Ausbildung	2.4

Auf dem Friedensgericht des Seebezirks ist im Jahre 2018 wiederum kein personeller Wechsel erfolgt, und die Stellenprozentage der Mitarbeiterinnen mit juristischer und diejenigen der Mitarbeiterinnen ohne juristische Ausbildung konnten um je 0,2 VZÄ erhöht werden.

Die Angelegenheiten werden nach den zwei Amtssprachen unter der Chefgerichtsschreiberin und der Gerichtsschreiberin, den zwei Gerichtssekretärinnen und den zwei Büroangestellten aufgeteilt. Das ganze Personal hat auch im Jahre 2018 mit viel Engagement sowie hoher Fach- und Sozialkompetenz die anfallenden Aufgaben zur vollsten Zufriedenheit der Friedensrichterin erfüllt. Trotz hoher Arbeitslast, oft schwierigen Situationen und häufig enormem Zeitdruck sind die Mitarbeiterinnen stets loyal und positiv ihrer Arbeit gegenüber eingestellt.

2.7.1.4.1.3 Räumlichkeiten

Seit Juli 2017 befindet sich das Friedensgericht in den neuen Räumlichkeiten an der Freiburgstrasse 69 in Murten. Die Liegenschaft ist in der Gewerbezone an der Peripherie der Gemeinde Murten, fünfzehn Gehminuten vom Bahnhof Murten entfernt. Mit dem Auto ist der Standort gut erreichbar und leicht zu finden. Die Platzverhältnisse sind optimal.

2.7.1.4.2 Rechtsprechung (gesamte Arbeitslast, Verhältnis zu den Behörden und den Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten usw.)

Neun Beisitzerinnen und Beisitzer konnten im Jahre 2018 in einem regelmässigen Turnus für die Gerichtsverhandlungen und die Prüfung der Jahresabschlüsse und Eingangsinventare der Beiständigen und Beistände aufgeboten werden, dies unter Beachtung der fachgerechten Zusammensetzung des Spruchkörpers.

Die Gerichtsschreiberei bzw. das Sekretariat ist während den Bürozeiten permanent besetzt (Mo-Fr 08.00-12.00 Uhr und 14.00-17.00 Uhr). Die Telefonanrufe werden jeweils von 08.30-11.30 Uhr und von 14.00-16.30 Uhr entgegen genommen.

Das Verhältnis zu anderen Behörden und Institutionen kann als gut bezeichnet werden.

Die Arbeitslast blieb im Jahre 2018 hoch, es mussten etliche Überstunden geleistet werden.

Betreffend Rechtsprechung und Verfahren wird auf den statistischen Teil des vorliegenden Jahresberichts verwiesen.

2.7.1.4.3 Weiterbildung

Die Friedensrichterin, die Chefgerichtsschreiberin und die Gerichtsschreiberin haben im Jahre 2018 an der Fachtagung ‚Journée de droit successoral‘ der Universität Freiburg teilgenommen. Ferner haben die Friedensrichterin und die Chefgerichtsschreiberin einen interkantonalen Fachaustausch der Schutzbehörden, organisiert durch die Konferenz für Kindes- und Erwachsenenschutz Kokes besucht.

2.7.1.4.4 Verschiedenes und Schlussbemerkungen (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Die Chefgerichtsschreiberin hat als Mitglied der Arbeitsgruppe Tribuna V3 auch im Jahre 2018 wiederum viel Energie und Zeit in die Weiterentwicklung bzw. Verbesserung des Informatikprogramms Tribuna V3 und das Verfassen von Entscheidvorlagen investiert. Zu bemerken ist, dass die Mitglieder der Arbeitsgruppe Tribuna V3 durch die regelmässig stattfindenden Sitzungen viel zur konstruktiven Zusammenarbeit und Harmonisierung der sieben Friedensgerichte des Kantons Freiburg beitragen.

2.7.1.5 Friedensgericht des Glanebezirks

2.7.1.5.1 Zusammensetzung und Räumlichkeiten

2.7.1.5.1.1 Zusammensetzung des Friedensgerichts (Richter/innen und Richter/innen-Beisitzer/innen)

Berufsrichter/innen (am 31.12.2018)

Name / Vorname	Funktion	VZÄ
Butty Marc	Friedensrichter	1
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		1

Die Angelegenheiten des Kindes- und Erwachsenenschutzes beschäftigen den Friedensrichter ungefähr zu 80 % (50 % Erwachsene und 30 % Kinder), die restlichen 20 % wurden im Wesentlichen für Erbschaftsangelegenheiten aufgewendet.

Richter/innen-Beisitzer/innen – nebenberuflich (am 31.12.2018)

Name / Vorname	Name / Vorname
Claude-Alain Bürgi	Marguerite Morand-Delabays
Alexis Carrel	Mélanie Robyr Jaques
Claudine Codourey	Bernard Sansonnens
Jean-François Girard	

2018 ist Charlotte Aeberhard, Landwirtin, von Chavannes-sous-Orsonnens, nach 30-jähriger Tätigkeit zurückgetreten. Sie war Präsidentin der interkommunalen Sozialkonferenz des Glanebezirks. Wir danken ihr für ihr tadelloses Engagement und ihre Loyalität zur Justiz- und Sozialbehörde unseres Bezirks!

2.7.1.5.1.2 Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Vollzeitäquivalente (am 31.12.2018)	VZÄ
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung	1,2
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen ohne juristische Ausbildung	2

Unserer Behörde wurde für 2019 für eine der beiden Gerichtsschreiberstellen eine Erhöhung des Arbeitspensums um 20 % auf aktuell 60 % gewährt, was wir seit 3 Jahren gefordert haben und was bis zum Jahreswechsel 2018 verweigert wurde. So wird das VZÄ der Stellen mit juristischer Ausbildung ab dem 01.01.19 von 1,2 auf 1,4 erhöht.

Als Ersatz für Sylvie Perroud, Verwaltungssachbearbeiterin seit 2012, und Célia Ançay, Gerichtsschreiberin seit 2016, die auf den 28. Februar und 31. August 2018 mit ihrer Tätigkeit aufgehört haben, wurden auf den 1. Februar eine neue Sekretärin in der Person von Marielle Joye, und auf den 20. August 2018 eine neue Gerichtsschreiberin in der Person von Sonia Franz angestellt. Unser Dank für die sich verabschiedenden und ein Willkommen für die neu hinzugekommenen Damen begleiten sie!

2.7.1.5.1.3 Räumlichkeiten

Rue des Moines 58, 1680 Romont

Das Raumangebot ist gross genug und adäquat für die Behörde, der einzige Nachteil ist, dass die Räume auf zwei Etagen verteilt sind. Dank des guten Raumangebots war es uns in der Berichtsperiode das erste Mal möglich, einen Gerichtsschreiber-Praktikanten einzustellen. Nicola Lazizzera wurde mit dem Einverständnis des Amtes für Justiz für 6 Monate angestellt.

Das Friedensgericht verfügt an einem festen Tag, nämlich montags für die Plenarsitzungen, über den Saal des Gerichts.

Im selben Gebäude befinden sich die Schreiberei des Gerichts, das Betreibungsamt, das Grundbuchamt und die Gendarmerie; eine Nähe, die Kontakte und Informationsaustausche wesentlich befördert.

2.7.1.5.2 Juristische Tätigkeiten (Globale Arbeitslast, Beziehungen zu Behörden und Anwälten etc.)

Am 31. Dezember 2018 zählte das Friedensgericht des Glanebezirks:

412 Beistandschaftsmassnahmen für Erwachsene;

146 Mandate und Beistandschaften für Kinder (Vormundschaften für Minderjährige, Erziehungsbeistandschaften, Vertretung des Kindes bei der Feststellung der Vaterschaft und/oder Geltendmachung der Unterhaltsansprüche und Beaufsichtigung des Besuchsrechts) ohne aussereheliche Geburten.

Im Verlauf des Jahres 2018 wurden vom Friedensgericht des Glanebezirks 41 Fälle von fürsorgerischer Unterbringung (FU) eröffnet, die meist notfallmässig von Ärzten ausgesprochen wurden; in 2 Fällen gab es eine Fristerstreckung oder eine Beschwerde (Anruf des Richters).

Für die Abwicklung der Nachlässe ist der Friedensrichter allein zuständig, und dieser Bereich bleibt 2018 trotz einer Gesetzesänderung in diesem Bereich mit 155 Entscheiden für Todesfälle im Bezirk bedeutend: Steuer- und Sicherungsinventare, Testamentseröffnungen, ausgeschlagene Erbschaften, Erbbescheinigungen, öffentliche Inventare und Pfandverwertungen.

Die jährliche Inspektion, die im Friedensgericht des Glanebezirks durchgeführt wurde, wurde von einer Delegation des Kantonsgerichts durchgeführt. Dabei wurde im Berichtsjahr ein spezieller Fokus auf die Prüfung der Rechnungslegung gelegt (Prozesse und Gesamttat). Diese zeitaufwändige Aktivität wäre nicht möglich gewesen ohne die notwendige und geschätzte Unterstützung durch die Beisitzerinnen und Beisitzer, die neben den ordentlichen Sitzungen alle über das ganze Jahr hinweg durchschnittlich jeweils zwei halbe Tage opfern mussten. Der Friedensrichter widmet sich diesen abhängig von der Komplexität der Dossiers jeweils zwischen 5 und 15 Minuten. Bei Genehmigungen gilt es zudem jeweils das Entgelt des Beistands oder der Beiständin zu fixieren. Von den 430 geprüften Konten geben glücklicherweise nur etwa 50 Anlass zur Diskussion. Dabei wurde festgestellt, dass einerseits der implementierte Kontrollprozess effektiv ist und respektiert wird; andererseits wurden, was das Friedensgericht des Glanebezirks betrifft, die Konten jährlich umfassend geprüft (nicht nur mit Stichproben) und grundsätzlich innerhalb eines Jahres nach dem entsprechenden Kalenderjahr abgeschlossen.

2.7.1.5.3 Weiterbildung

Alle Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des Friedensgerichts haben im Berichtsjahr in ihren Kompetenzbereichen Aus- und Weiterbildungen absolviert und/oder an Arbeitsgruppensitzungen teilgenommen: Der Friedensrichter und die Gerichtsschreiberinnen haben an juristischen Ausbildungen zum Thema Kindes- und Erwachsenenschutz, aber auch zu Nachlässen teilgenommen; Verwaltungsmitarbeiterinnen und Verwaltungsmitarbeiter sowie Gerichtssekretärinnen und -sekretäre haben an Ausbildungen zu den Themenbereichen Finanzbuchhaltung, Personal und Informatik teilgenommen (Expertenkurs RH/GTA durch das POA, E-Justice durch das ITA und SAP-Programm zur Fakturierung). Im Weiteren nimmt eine der beiden Gerichtsschreiberinnen regelmässig an der Arbeitsgruppe Tribuna V3 (Software-Lösung) teil. Das Ziel der Software ist es, die Modellierung von Entscheidungen zu ermöglichen. Der Friedensrichter hat über die regelmässigen Sitzungen der Konferenz der Friedensrichter hinaus auch an Kommissionssitzungen teilgenommen: etwa der kantonalen Kommission zur Koordination des Strafrechts für Minderjährige und der (interkommunalen) Administrativkommission der Beistandschaft des Glanebezirks, aber auch an Arbeitsgruppensitzungen, etwa derjenigen zur Lebensqualität für Minderjährige im Glanebezirk (interdisziplinär); er hat aber auch an runden Tischen teilgenommen, wie etwa demjenigen, der im September von Staatsrat Maurice Ropaz, Vorsteher der Sicherheits- und Justizdirektion, initialisiert wurde und der Entwicklung der Radikalisierung und dem gewaltsamen Extremismus gewidmet war, aber auch an Konferenzen, so etwa derjenigen, die von der Alzheimer-Vereinigung Freiburg im Juni veranstaltet wurde.

2.7.1.5.4 Verschiedenes und Schlussbemerkungen (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Im Berichtsjahr wurde faktisch die gesamte Informatik-Infrastruktur ausgewechselt: Ersetzung aller PC's durch Thin-Clients, Installation von Doppelbildschirmen für alle Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter.

Trotz einer hohen Arbeitsbelastung darf ein weiteres Mal das Engagement und die Flexibilität aller Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter (Personal und Beisitzer/innen und Beisitzer) erwähnt werden; auch die sehr gute Stimmung im Friedensgericht des Glanebezirks ist zu betonen.

2.7.1.6 Friedensgericht des Broyebezirks

2.7.1.6.1 Zusammensetzung und Räumlichkeiten

2.7.1.6.1.1 Zusammensetzung des Friedensgerichts (Richter/innen, einschliesslich Richter/innen-Beisitzer/innen)

Berufsrichter/innen (am 31.12.2018)

Name / Vorname	Funktion	VZÄ
Sauteur Sylviane	Friedensrichterin	1
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		1

Richter/innen-Beisitzer/innen – nebenberuflich (am 31.12.2018)

Name / Vorname	Name / Vorname
Bise Sylvie	Renevey Jean-Bernard
Boffi Cristina	Rimaz Benoît
Castrovinci Bruno	Rodriguez Rose-Marie
Corminboeuf Marie-Claire	Uebelhart Sylvie
Corminboeuf Nathalie	

2.7.1.6.1.2 Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Vollzeitäquivalente (am 31.12.2018)	VZÄ
Total VZÄ von Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung	3.1
Total VZÄ von Mitarbeiter/innen ohne juristische Ausbildung	2.3

Trotz der bedeutenden Arbeitslast sind die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des Friedensgerichts ihren Pflichtenheften zur vollen Zufriedenheit, mit der notwendigen Professionalität und der Menschlichkeit nachgekommen, die für die schwierigen Situationen nötig sind. Ihnen allen sei dafür herzlich gedankt.

2.7.1.6.1.3 Räumlichkeiten

Zu den Räumlichkeiten, die idealerweise in der Nähe des Bahnhofs liegen, gehören in der Nähe auch Parkplätze, zusätzlich ist der Zugang zum Gebäude bezüglich Diskretion ideal gelegen. Der verfügbare Platz wird vollständig genutzt. Wie bereits in früheren Jahren erwähnt sind die Platzverhältnisse für den Archivbetrieb problematisch. Dafür muss demnächst unbedingt eine bessere Lösung gefunden werden.

2.7.1.6.2 Rechtsprechung (generelle Arbeitslast, Beziehungen zu Behörden und Anwälten usw.)

Wie bereits im letzten Jahr erwähnt, steigt die Arbeitslast generell laufend, dies ist insbesondere auf das weitere Wachstum der Wohnbevölkerung und die zunehmende Komplizierung der sozialen und familiären Situationen zurückzuführen. Es muss festgehalten werden, dass jegliche Absenz (Ferien, Krankheit, Weiterbildung) nur schwer von anderen Mitarbeitenden aufgefangen werden kann.

Von den Erwachsenenschutzmassnahmen, die durch das Gesetz vom 1. Januar 2013 in umfassende Beistandschaften abgeändert wurden, müssen einige noch angepasst werden, damit diese mit Artikel 14 des Schlusstitels des Zivilgesetzbuches übereinstimmen.

Die Beisitzer und Beisitzerinnen tragen aktiv zur guten Funktionsweise des Friedensgerichts bei und tagen immer entsprechend ihren Kompetenzen und im Einklang mit der Gesetzgebung, auch wenn dies im Hinblick auf die beschränkten Verfügbarkeiten gewisser Beisitzerinnen und Beisitzer die Planung der Sitzungen erschwert.

Das Friedensgericht arbeitet mit den zwei öffentlichen Berufsbeistandschaften des Bezirks und den privaten Beiständen, die eine intensivere Begleitung durch Ratschläge benötigen, eng zusammen. Während die Beziehungen zu den offiziellen Beistandsdiensten des Bezirks gut sind, gibt es eine hohe Fluktuation unter den Beiständinnen und Beiständen, was die Verwaltung der Mandate und die Erfüllung der Aufgaben der Schutzbehörde erheblich erschwert.

Das Friedensgericht pflegt gute Beziehungen zu den Dienststellen des Staates, den Anstalten und Einrichtungen, die im Bereich des Kindes- und des Erwachsenenschutzes und der Gesundheit tätig sind, den Behörden, den Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten sowie den Notarinnen und Notaren.

2.7.1.6.3 Weiterbildung

Die Friedensrichterin und die Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber haben gemeinsam oder alleine an verschiedenen Studientagen sowie Aus- und Weiterbildungen teilgenommen: *am dritten Studientag im Kindes- und Erwachsenenschutz (UNIFR) – Einfach zu lesende und zu verstehende Sprache (FALC) im Bereich des Kindes- und Erwachsenen-Schutze (KOKES) – Nationaler Dialog zur Qualität des Kindsschutzes (Interessenverbund für die Qualität des Kindsschutzes - Weiterbildungsseminar: das Kind im Zivilprozess (UNIFR) – Studientage 2018: Teilnahme, Qualitätsgarantie (KOKES) – Kindsschutz: neue Herangehensweisen? (UNIFR) – Menschen mit psychischen Problemen (UNIFR).*

2.7.1.6.4 Verschiedenes und Schlussbemerkungen (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Chantal Ding, Chefgerichtsschreiberin, Mitglied der Arbeitsgruppe Tribuna V3, hat an mehreren Sitzungen teilgenommen, die der Weiterentwicklung und Verbesserung des entsprechenden Programms gewidmet waren.

Im Bestreben nach Koordination und für das gute Funktionieren der Behörde nehmen die Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber an verschiedenen Vernehmlassungsverfahren teil, die dem Friedensgericht unterbreitet werden.

2.7.1.7 Friedensgericht des Vivisbachbezirks

2.7.1.7.1 Zusammensetzung und Räumlichkeiten

2.7.1.7.1.1 Zusammensetzung des Friedensgerichts (Richter/innen und Richter/innen-Beisitzer/innen)

Berufsrichter/innen (am 31.12.2018)

Name / Vorname	Funktion	VZÄ
Sylviane Périsset Gantner	Friedensrichterin vom 01.01.2018–10.09.18	0.75
Lorraine Vallet	Interimsfriedensrichterin vom 17.09.18–30.11.2018	0.5
Valentine Stucky	Ad-hoc-Friedensrichterin vom 01.12.2018–31.12.2018	0.75
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		0.75

Nach dem Rücktritt von Sylviane Périsset Gantner auf den 10. September 2018, übernahm zunächst Lorraine Vallet die Stelle und wurde dann ab 1. Dezember 2018 durch Valentine Stucky ersetzt. Letztere wurde für einen Zeitraum von maximal 6 Monaten eingestellt und behält die Stelle, bis die Nachfolge von Sylviane Périsset Gantner die Arbeit aufnimmt.

Richter/innen-Beisitzer/innen – nebenberuflich (am 31.12.2018)

Name / Vorname	Name / Vorname
Chaperon Anne-Lise	Maillard Séverine
Colliard Véronique	Mesot Roland
Cottet Simon	Paillard Nicole
Ducrot Charles	Pollet Yves
Fluri Ruchet Isabelle	Vial Jean-Daniel
Genoud Marie-Claude	Werro Maryline

Auf den 16. April 2018 hat Christine Michel auf eigenen Wunsch ihre Stelle als Richter/innen-Beisitzer/innen gekündigt, weshalb Séverine Maillard nun Anne-Lise Chaperon bei der Kontrolle der Beistandschaftskonten unterstützt. Sie übt ihre neue Funktion sehr effizient und eifrig aus. Das gesamte Friedensgericht dankt ihr dafür. Am 20. März 2018 sind zwei neue Richter/innen-Beisitzer/innen zum Friedensgericht gestossen: Isabelle Fluri Ruchet (Psychologin) und Yves Pollet (Ausbildung und/oder Erfahrung im Kinderschutz). Ihre Professionalität war eine grosse Hilfe, insbesondere bei Fällen mit Kindern. Einige Anhörungen konnten sogar von der Friedensrichterin an die Psychologin-Beisitzer/innen delegiert werden.

2.7.1.7.1.2 Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Vollzeitäquivalente VZÄ (am 31.12.2018)	VZÄ
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung	1
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen ohne juristische Ausbildung	0,8

Gerichtsschreiberei

Am 1. September 2018 wurde Sophie Terreaux in ihrer Funktion als Chefgerichtsschreiberin bestätigt. Sie besetzt diese Stelle zu 0,5 VZÄ; die verbleibenden 0,5 VZÄ übernimmt Marine Delaloye als Gerichtsschreiberin. Obwohl sich die Gerichtsschreiberei so organisiert, dass jeden Tag eine Juristin oder ein Jurist anwesend ist, ist die jetzige Situation nicht ideal, insbesondere während Ferien oder Absenzen. Tatsächlich können die Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber nur dank der Praktikumsstelle, die alle 6 Monate neu besetzt wird, Ferien nehmen, da sonst die tägliche Anwesenheit einer Gerichtsschreiberin oder eines Gerichtsschreibers nicht gewährleistet wäre. Dadurch werden die Arbeitsbedingungen etwas prekär, insbesondere zu Beginn des Gerichtsschreiberpraktikums, wo die betreffende Person normalerweise noch nicht die nötige Erfahrung hat, um selbstständig dringende Entscheide zu verfassen oder Gerichtsprotokolle zu führen. Zusätzliche 0,5 VZÄ für die Gerichtsschreiberei wären willkommen, damit genügend festes Personal zur Abdeckung der Woche zur Verfügung steht, auch während Ferien oder Absenzen.

Sekretariat

Ab 1. Januar 2018 wurde, wie im Jahresbericht 2017 bereits angekündigt, die Sekretariatsstelle neu organisiert, damit Stéphanie Camba ihre Ausbildung als Generalistin im Bereich Sozialversicherung machen konnte, die sie im Dezember 2018 erfolgreich beendet hat. Das Friedensgericht gratuliert ihr, und bedankt sich auch bei Elisa Gremaud dafür, dass sie ihren Beschäftigungsgrad während dieser Zeit erhöht hat. Die Personalausstattung des Sekretariats ist geringer als die der Gerichtsschreiberei und ungenügend, wenn man die Menge an Arbeit betrachtet, insbesondere während der Abrechnungszeiträume. Wenn eine der Sekretärinnen in den Ferien oder abwesend ist, muss das restliche Personal den Empfang an Telefon und Schalter sicherstellen. Das schwächt etwas den Ablauf der Geschäfte und entspricht nicht einer adäquaten Nutzung der Ressourcen.

2.7.1.7.1.3 Räumlichkeiten

2018 haben wir kleinere Anpassungen an den Räumlichkeiten vorgenommen, damit Marine Delaloye ein geschlossenes Büro zur Verfügung hat, um mehr in Ruhe arbeiten zu können. Sie arbeitet momentan im Raum, der eigentlich für die Anhörungen Minderjähriger oder für informelle Gespräche gedacht ist. Somit wäre es möglich, den Raum im 1. Stock, der gelegentlich vom Zivilstandswesen verwendet wird, weiterhin für diese Art von Anhörungen zu benutzen; dadurch können die Parteien von einem weniger formellen Rahmen, als er im Gerichtssaal herrscht, profitieren. Wir sind weiterhin sehr zufrieden mit unseren hellen Räumlichkeiten, die ein von unseren Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern geschätztes Arbeitsumfeld bieten.

2.7.1.7.2 Gerichtstätigkeit (gesamte Arbeitslast, Verhältnis zu den Behörden und den Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten usw.)

Wir stellen weiterhin eine sehr hohe Arbeitslast und eine stetige Zunahme an Angelegenheiten im Vergleich zu 2017 (+7 % eingetragener Angelegenheiten) fest. Nach dem Abgang der Friedensrichterin im letzten September gab es einen leichten Rückgang bei den im Laufe des Jahres gefällten Urteilen. Dank der schnellen und effizienten Herangehensweise von Lorraine Vallet und Valentine Stucky an die Dossiers konnte der angesammelte Rückstand auf das Jahresende hin fast vollständig aufgeholt werden. Das Friedensgericht dankt beiden herzlich für die geleistete Arbeit. Für alle Fälle weisen wir darauf hin, dass das Friedensgericht 479 neue Dossiers eingetragen hat. 425 Dossiers wurden während des Jahres erledigt, und 357 Fälle waren am 1. Januar 2019 hängig. Am 31. Dezember 2018 zählte das Friedensgericht 299 laufende Massnahmen für Erwachsene und 130 für Kinder. Wir unterhalten weiterhin gute Beziehungen sowohl zu den Behörden als auch zu den Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten und Beiständinnen und Beiständen sowie zu den anderen Ämtern im Schloss.

2.7.1.7.3 Weiterbildung

- > 05.02.2018: Studententage KOKES (Sylviane Périsset Gantner, Sophie Terreaux, Marine Delaloye)
- > 01.03.2018 – 10.12.2018: Ausbildung zur Generalistin Sozialversicherungen (Stéphanie Camba)

2.7.1.7.4 Verschiedenes und Schlussbemerkungen (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Nichts zu verzeichnen.

2.7.2 Partie statistique / Statistischer Teil

2.7.2.1 Statistique générale / Allgemeine Statistik

Justices de paix Friedensgerichte	Affaires pendantes au 01.01. / Am 01.01. hängige Angelegenheiten	Dossiers enregistrés durant l'année (du 01.01. au 31.12.) / Im Verlauf des Jahres erfasste Dossiers (vom 01.01. bis 31.12.)	Dossiers liquidés durant l'année (du 01.01. au 31.12.) / Im Verlauf des Jahres erledigte Dossiers (vom 01.01. bis 31.12.)	Affaires pendantes au 31.12. Am 31.12. hängige Angelegenheiten	Décisions prises durant l'année (du 01.01. au 31.12.) / Im Verlauf des Jahres gefällte Entscheide (vom 01.01. bis 31.12.)
Sarine / Saane	3049	2888	2592	3345	5593
Singine / Sense	687	784	860	870	2157
Gruyère / Greyerz	1179	1663	1588	1565	2948
Lac / See	1032	880	862	1270	1329
Glâne / Glane	634	589	569	654	1262
Broye / Broye	786	938	869	1005	1304
Veveyse / Vivisbach	349	480	428	459	839
Total	7716	8222	7768	9168	15432

2.7.2.2 Protection des adultes / Erwachsenenschutz

Mesures de protection pour adultes / Erwachsenenschutzmassnahmen	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
1. Mesures personnelles anticipées et appliquées de plein droit (mandats pour cause d'inaptitude, directives anticipées en matière médicale, représentations légales diverses et mesures pour personnes résidant en EMS) (art. 363 al. 2, 364, 366, 368, 373, 374 al. 3, 376, 381 al. 2 et 3 et 385 CC) / <i>Die eigene Vorsorge und Massnahmen von Gesetzes wegen (Der Vorsorgeauftrag, Die Patientenverfügung, Vertretung und Aufenthalt in Wohn- oder Pflegeeinrichtungen) (Art. 363 Abs. 2, 364, 366, 368, 373, 374 Abs. 3, 376, 381 Abs. 2 und 3 und Art. 385 ZGB)</i>	10	5	4	9	0	2	3	33
2. Autorisations d'ouvrir le courrier ou de pénétrer dans un appartement (art. 391 al. 3 CC) / <i>Befugnis zur Öffnung der Post oder zum Betreten der Wohnräume (Art. 391 Abs. 3 ZGB)</i>	15	18	4	38	2	4	5	86
3. Mesures prises par l'autorité sans devoir instituer de curatelle (art. 392 CC) / <i>Massnahmen ohne Errichtung einer Beistandschaft: das Erforderliche vorkehren, insb. Zustimmung zu Rechtsgeschäft, Auftrag an Drittperson und Person/Stelle mit Einblick und Auskunft (Art. 392 ZGB)</i>	16	16	3	3	6	1	0	45
4. Curatelles d'accompagnement (art. 393 CC) / <i>Begleitbeistandschaften (Art. 393 ZGB)</i>	52	23	27	4	13	2	2	123

**Mesures de protection pour adultes /
Erwachsenenschutzmassnahmen**

	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
5. Curatelles de représentation, avec ou sans limitation de l'exercice des droits civils (art. 394 al. 1 et 2 CC) / Vertretungsbeistandschaften allgemein oder mit Einschränkung der Handlungsfähigkeit (Art. 394 Abs. 1 u. 2)	220	75	194	53	64	39	34	679
6. Curatelles de gestion (art. 395 al. 1, 3 et 4 CC) / Vertretungsbeistandschaften mit Vermögensverwaltung, Entziehung Zugriff auf einzelne oder alle Vermögenswerte/Einkommensquellen oder Entziehung der Verfügung über Grundstück (Art. 395 Abs. 1, 3 und 4)	224	69	176	43	43	38	30	623
7. Curatelles de coopération (art. 396 CC) / Mitwirkungsbeistandschaften (Art. 396 ZGB)	23	1	6	1	1	0	1	33
8. Curatelles de portée générale (art. 398 CC) / umfassende Beistandschaften (Art. 398 ZGB)	28	1	22	2	13	18	18	102
9. Nomination, changement, libération et décharge du curateur (art. 400, 403 al. 1, 422, 423 et 425 al. 4 CC) / Ernennung, Entlassung und Entlastung der Beiständin / des Beistandes (Art. 400, 403 Abs. 1, 422, 423 und 425 Abs. 4 ZGB)	1184	176	967	361	155	215	127	3185
10. Fixation des honoraires du curateur (art. 404 CC) / Festlegung der Entschädigung der Beiständin/des Beistandes (Art. 404 ZGB)	1915	452	1013	418	419	260	265	4742
11. Inventaires d'entrée (art. 405 CC) / Eingangsinventare (Art. 405 ZGB)	259	42	163	59	29	39	42	633
12. Décisions sur le placement et la préservation des biens (art. 408 CC) / Entscheide betreffend die Verwaltung der Vermögenswerte (Art. 408 ZGB)	0	0	3	93	0	0	1	97
13. Approbation des rapports et/ou des comptes (art. 415 et 425 CC) / Genehmigung der Rechnung und/oder der Berichte (Art. 415 und 425 ZGB)	2015	574	1064	443	485	262	300	5143
14. Actes nécessitant le consentement de l'autorité de protection de l'adulte (art. 416 et 417 CC) / Geschäfte, die die Zustimmung der Erwachsenenschutzbehörde erfordern (Art. 416 und 417 ZGB)	62	8	75	39	39	26	71	320
15. Décisions en matière de transfert de for (art. 442 CC) / Gesuch betreffend die Übertragung oder die Zustimmung zur Übernahme (Art. 442 ZGB)	51	9	18	20	15	5	11	129
16. Mesures superprovisionnelles et provisionnelles (art. 445 CC) / vorsorgliche Massnahmen (Art. 445 ZGB)	21	1	35	4	9	8	5	83

**Mesures de protection pour adultes /
Erwachsenenschutzmassnahmen**

	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
17. Mesures d'instructions : enquêtes, rapports et expertises (art. 446 al. 2 et 449 CC) / Ermittlungsmassnahmen : Abklärungen/Gutachten einer Sachverständigen Person und Begutachtungen in einer Einrichtung (Art. 446 Abs. 2 und 449 ZGB)	3	1	56	1	25	39	1	126
18. Mandat d'amener (art. 18 al. 2 et 21 al. 1 LPEA et 4 al. 2 LPol) / Zwangsmassnahmen unter Beizug der Polizei (Art. 21 Abs. 1 und Art. 18 Abs. 2 KESG, Art. 4 Abs. 2 PolG)	24	1	4	0	0	1	0	30
19. Attestations diverses (dont attestations de capacité civile) / verschiedene Zeugnisse unter anderem Handlungsfähigkeitszeugnis	342	58	189	144	56	90	45	924

2.7.2.3 Successions / Nachlass

Juge de paix / Friedensrichter/in

	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
1. Apposition de scellés (art. 24 LACC) / Siegelungen (Art. 24 EGZGB)	19	1	2	0	1	0	0	23
2. Consignation d'un testament oral (art. 507 CC, 14 al. 2 let. a LACC) / Entgegennahme eines mündlichen Testaments (Art. 507 ZGB, 14 Abs. 2 Bst. a EGZGB)	0	0	1	0	0	0	0	1
3. Dépôt de sûretés des absents (art. 546 CC, 14 al. 2 let b LACC) / Sicherstellung bei Verschollenheit (Art. 546 ZGB, 14 Abs. 2 Bst. b EGZGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
4. Prise d'inventaire en cas d'absence et conservatoire e (art. 546 ss CC, 23 LACC et 551 ss CC, 24 LACC) / Inventare bei Abwesenheit und als Sicherungsmassregel (Art. 546 ff. ZGB, 23 EGZGB und 551 ff. ZGB, 24 EGZGB)	0	0	2	0	4	4	0	10
5. Administration d'office de la succession ou de la part d'un héritier absent (art. 548, 554 et 556 al. 3 CC, 14 al. 1 LACC – clause générale) / Erbschaftsverwaltung (Art. 548, 554 und 556 Abs. 3 ZGB, 14 Abs. 1 EGZGB – allgemeine Klausel)	5	1	0	6	5	0	8	25
6. Décision sur revendication dans la prise d'inventaire (art. 490, 551 ss, 568 CC, 25 LACC) / Anspruchsentscheide im Verfahren der Inventaraufnahme (Art. 490, 551 ff., 568 ZGB, 25 EGZGB)	0	0	0	0	0	0	0	0

Juge de paix / Friedensrichter/in	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
7. Envoi en possession provisoire (art. 556 al. 3 CC, 14 LACC – clause générale) / <i>provisorische Besitzeinweisung</i> (Art. 556 Abs. 3 ZGB, 14 EGZGB – <i>allgemeine Klausel</i>)	0	0	0	0	0	0	0	0
8. Ouverture de testaments (art. 557 CC, 18 LACC) / <i>Testamentseröffnungen</i> (Art. 557 ZGB, 18 EGZGB)	134	44	82	61	28	32	27	408
9. Approbation de certificats d'héritiers (art. 559 CC, 14 al. 1 LACC – clause générale) / <i>Genehmigung von Erbescheinigungen</i> (Art. 559, 14 Abs. 1 EGZGB - <i>allgemeine Klausel</i>)	422	183	244	166	102	158	77	1352
10. Répudiation de la succession (art. 566 CC, 14 al. 1 LACC – clause générale) / <i>Ausschlagung einer Erbschaft</i> (Art. 566 ZGB, 14 Abs. 1 EGZGB – <i>allgemeine Klausel</i>)	104	76	167	12	10	41	37	447
11. Administration des biens de la succession (art. 581 et 585 CC, 28 LACC) / <i>Verwaltung der Erbschaftssachen</i> (Art. 581 und 585 ZGB, 28 EGZGB)	0	0	2	0	5	0	0	7
12. Désignation d'un représentant de la communauté héréditaire (art. 602 al. 3 CC, 14 al. 1 LACC – clause générale) / <i>Bezeichnung eines Vertreters der Erbengemeinschaft</i> (Art. 602 Abs. 3 ZGB, 14 Abs. 1 EGZGB – <i>allgemeine Klausel</i>)	0	0	1	1	0	0	1	3
13. Sursis au partage et mesures conservatoires pour les héritiers d'un insolvable (art. 604 al. 2 et 3 CC, 14 al. 2 let c LACC) / <i>Verschiebung der Teilung und vorsorgliche Massregeln für zahlungsunfähige Erben</i> (Art. 604 Abs. 2 und 3 ZGB, 14 Abs. 2 Bst. c EGZGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
14. Etablissement de l'inventaire fiscal (LIFD, LICD) / <i>Aufnahme eines Steuerinventars</i> (DBG, DStG)	37	35	38	20	19	14	19	182

2.7.2.4 Protection des mineurs / Kindesschutz

Mesures de protection / Kindesschutzmassnahmen	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Grejerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
1. Décisions impliquant l'attribution de l'autorité parentale conjointe (art. 52fbis al. 3 RAVS, 134 al. 3, 296 al. 3, 297 al. 2, 298a, 298b al. 2, 3 et 4, 298d al. 1 et 2, 311 al. 1 ch. 1 et 2 et 312 ch. 1 et 2 CC) / <i>Entscheide betreffend die gemeinsame elterlichen Sorge (Art. 52fbis Abs. 3 AHVV, Art. 134 Abs. 3, 296 Abs. 3, 297 Abs. 2, 298a, 298b Abs. 2, 3 und 4, 298d Abs. 1 et 2, 311 Abs. 1 lit. 1 und 2 und 312 lit. 1 und 2 ZGB)</i>	412	72	221	63	26	9	74	877
2. Décisions impliquant la fixation du droit de déterminer le lieu de résidence (art. 134 al. 3, 301a al. 2 et 5, 310 al. 1, 2 et 3) / <i>Entscheide betreffend des Aufenthaltsbestimmungsrechts (Art. 134 Abs. 3, 301 a Abs. 2 und 5, 310 Abs. 1, 2 und 3 ZGB)</i>	73	6	46	15	15	8	1	164
3. Relations personnelles (art. 134 al. 4, 273 al. 2 et 3 et 275 al. 1 CC) / <i>Persönlicher Verkehr (Art. 134 Abs. 4, 273 Abs. 2 und 3 und 275 Abs. 1 ZGB)</i>	58	1	122	25	7	21	9	243
4. Fixation des relations personnelles avec un tiers (art. 274a CC) / <i>Festlegung des persönlichen Verkehrs mit Dritten (Art. 274a ZGB)</i>	0	0	2	2	2	3	0	9
5. Contributions d'entretien (art. 287 CC) / <i>Unterhaltsverträge (Art. 287 ZGB)</i>	25	5	15	9	3	5	5	67
6. Tutelle de mineur (art. 297 al. 2, 298 al. 3, 298b al. 4 et 327a CC) / <i>Vormundschaft bei Kind ohne elterliche Sorge (Art. 297 Abs. 2, 298 Abs. 3, 298b Abs. 4 und 327a ZGB)</i>	6	1	2	0	1	1	2	13
7. Curatelle de représentation (art. 306 al. 2 CC) / <i>Vertretungsbeistandschaft (Art. 306 Abs. 2 ZGB)</i>	49	4	23	4	6	7	11	104
8. Mesures nécessaires (art. 307 al. 1 CC) / <i>nötige Massnahmen (Art. 307 Abs. 1 ZGB)</i>	12	4	36	4	3	4	3	66
9. Rappel ou instructions (art. 307 al. 3 CC) / <i>Weisung oder Ermahnung (Art. 307 Abs. 3 ZGB)</i>	47	2	80	7	5	3	22	166
10. Droit de regard et d'information (art. 307 al. 3 CC) / <i>Erziehungsaufsicht: Person/Stelle mit Einblick und Auskunft (Art. 307 Abs. 3 ZGB)</i>	26	6	10	0	3	5	5	55

Mesures de protection / Kindesschutzmassnahmen	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
11. Curatelle éducative (art. 308 al. 1 CC) / Erziehungsbeistandschaft: Beratung (Art. 308 Abs. 1 ZGB)	106	43	83	27	8	36	9	312
12. Curatelle de paternité (art. 308 al. 2 CC) / Beistandschaft mit besonderen Befugnissen - Feststellung Vaterschaft (Art. 308 Abs. 2 ZGB)	34	14	4	1	6	3	0	62
13. Curatelle alimentaire (art. 308 al. 2 CC) / Beistandschaft mit besonderen Befugnissen - Unterhalt (Art. 308 Abs. 2 ZGB)	21	3	3	1	2	0	1	31
14. Curatelle de surveillance des relations personnelles (art. 308 al. 2 CC) / Beistandschaft mit besonderen Befugnissen - persönlicher Verkehr (Art. 308 Abs. 2 ZGB)	67	17	59	20	14	23	3	203
15. Curatelle d'autres droits (art. 308 al. 2 CC) / Beistandschaft mit besonderen Befugnissen - Anderes (Art. 308 Abs. 2 ZGB)	7	8	5	0	2	1	1	24
16. Limitation de l'autorité parentale (art. 308 al. 3 CC) / Beschränkung der elterlichen Sorge (Art. 308 Abs. 3 ZGB)	2	2	5	0	0	2	0	11
17. Médiation (art. 314 al. 2 CC) / Mediationsversuch (Art. 314 Abs. 2 ZGB)	29	0	11	1	4	0	4	49
18. Modification d'un jugement matrimonial concernant les mesures de protection de l'enfant (art. 315b al. 2 CC) / Abänderung gerichtlicher Anordnungen über die Kindeszuteilung und den Kindesschutz (Art. 315b Abs. 2 ZGB)	1	0	0	11	1	3	0	16
19. Biens de l'enfant : inventaire, remise périodique de comptes et rapports, autorisation de prélèvement, instructions administration, curatelle de gestion (art. 318 al. 3, 320 al. 2, 324, 325 et 408 CC) / Kindesvermögen : Inventar, periodische Rechnungsstellung und Berichterstattung, Bewilligung einer Anzehung, Weisungen für die Verwaltung, Beistandschaft Vermögensverwaltung (Art. 318 Abs. 3, 320 Abs. 2, 324, 325 und 408 ZGB)	1	0	1	0	1	4	10	17
20. Nomination, changement, libération et décharge du curateur (art. 400, 422, 423 et 425 al. 4 CC) / Ernennung, Wechsel, Entlassung und Entlastung der Beiständin / des Beistandes (Art. 400, 422, 423 und 425 Abs. 4 ZGB)	564	61	290	147	52	112	48	1274

Mesures de protection / Kindesschutzmassnahmen	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivsbach	Total
21. Fixation des honoraires du curateur (art. 404 CC) / <i>Festlegung der Entschädigung der Beiständin/des Beistandes (Art. 404 ZGB)</i>	26	5	42	0	10	12	7	102
22. Approbation des rapports et des comptes (art. 415 et 425 CC) / <i>Genehmigung der Rechnung und der Berichte (Art. 415 und 425 ZGB)</i>	597	169	321	173	138	120	66	1584
23. Actes nécessitant le consentement de l'autorité de protection de l'enfant (art. 416 et 417 CC) / <i>Geschäfte, die die Zustimmung der Kindesschutz- behörde erfordern (Art. 416 und 417 ZGB)</i>	9	4	33	5	2	2	4	59
24. Placement à des fins d'assistance, par l'APEA (art. 426 al. 1/428 al. a CC + 18 LPEA), médecin (art. 18 LPEA), maintien (art. 427 al. 2 CC), prolongation(art 429 al. 2 CC), examens périodiques (art. 431 al. 1 CC), prise en charge à la sortie de l'institution (art. 437 al. 1 CC), mesures ambulatoires (art 437 al. 2 CC), appel au juge (art. 439 al. 2 CC), placement à des fins d'expertise (art. 449 CC) / <i>Fürsorgerische Unterbringung - Unterbringung durch KESB (Art. 426 Abs. 1, 428 Abs. 1 ZGB), Fürsorgerische Unterbringung im Notfall (Arzt) (Art. 18 KESG), Fürsorgerische Unterbringung - Zurückbehaltung freiwillig Eingetretener (Art. 427 Abs. 2 ZGB), Fürsorgerische Unterbringung - Verlängerung ärztliche Unterbringung (Art. 429 Abs. 2 ZGB), Fürsorgerische Unterbringung - periodische Überprüfung (Art. 431 Abs. 1 ZGB), Nachbetreuung beim Austritt aus einer Einrichtung (Art. 437 Abs. 1 ZGB /Art. 26 KESG), ambulante Massnahmen (Art. 437 Abs. 2 ZGB /Art. 26 KESG), Anrufung des Gerichts (Art. 439 Abs. 2 ZGB), Begutachtung in einer Einrichtung (Art. 449 ZGB)</i>	0	4	9	0	0	0	1	14
25. Décisions en matière de transfert de for (art. 442 CC) / <i>Gesuch betreffen die Übertragung oder die Zustimmung zur Übernahme (Art. 442 ZGB)</i>	44	1	6	23	19	4	1	98
26. Mesures superprovisionnelles et provisionnelles (art. 445 CC) / <i>Vorsorgliche Massnahmen (Art. 445 ZGB)</i>	91	5	129	10	28	29	7	299
27. Mesures d'instructions : enquêtes, rapports et expertises (art. 446 al. 2 et 449 CC) / <i>Ermittlungs- massnahmen : Abklärungen/Gutachten einer Sachverständigen Person und Begutachtungen in einer Einrichtung (Art. 446 Abs. 2 und 449 ZGB)</i>	34	2	50	0	23	12	8	129
28. Mandat d'amener (art. 18 al. 2 et 21 al. 1 LPEA et 4 al. 2 LPol) / <i>Zwangsmassnahmen unter Beizug der Polizei (Art. 21 Abs. 1 und Art. 18 Abs. 2 KESG, Art. 4 Abs. 2 PolG)</i>	6	0	2	0	0	0	0	8

Mesures de protection / Kindesschutzmassnahmen	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
29. Attestations diverses (dont attestations d'autorité parentale) / verschiedene Zeugnisse unter anderem Zeugnis über die elterliche Sorge	42	0	6	2	0	6	1	57

2.7.2.5 Irrecevabilité et classement sans suite, avec ou sans décision / Nichteintreten und Verfahrenseinstellung, mit oder ohne Entscheid

	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
1. Incompétences (art. 59 CPC) / Unzuständigkeit (Art. 59 ZPO)	38	1	28	55	25	78	24	249
2. Retraits d'action et affaires devenues sans objet / Unterbrechung des Verfahrens und Gegenstandslosigkeit	116	0	0	1	83	103	0	303

2.7.2.6 Placement à des fins d'assistance / Fürsorgerische Unterbringung

	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
1. Placement à des fins d'assistance par l'APEA (art. 18 LPEA, 426 al. 1 et 428 al. 1 CC) / Fürsorgerische Unterbringung - Unterbringung durch KESB (Art. 426 Abs. 1/428 Abs. 1 ZGB)	9	97	8	6	3	0	27	150
2. Libération par l'APEA (art. 426 al. 3 et 428 al. 1 CC) / Fürsorgerische Unterbringung - Entlassung durch KESB (Art. 426 Abs. 3/428 Abs. 1 ZGB)	38	2	3	9	5	0	0	57
3. Prolongation d'un placement ordonné par un médecin (art. 429 al. 2 CC) / Fürsorgerische Unterbringung - Verlängerung ärztliche Unterbringung (Art. 429 Abs. 2 ZGB)	47	14	27	5	8	6	4	111

	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
4. Examens périodiques après 6, 12, 36 mois, etc. (art. 431 al. 1 et 2 CC) / <i>Fürsorgerische Unterbringung - periodische Überprüfung nach 6, 12, 36 usw. Monate nach Unterbringung (Art. 431 Abs. 1 ZGB)</i>	3	3	2	1	1	0	1	11
5. Prise en charge à la sortie de l'institution et mesures ambulatoires en cas de non-placement (art. 437 al. 1 et 2 CC et 26 LPEA) / <i>Nachbetreuung beim Austritt aus einer Einrichtung (Art. 437 Abs. 1 ZGB / Art. 26 KESG)</i>	5	0	3	1	0	0	1	10
6. Appel au juge (art. 439 al. 2 CC et 3 al. 2 LPEA) / <i>Anrufung des Gerichts (Art. 439 Abs. 2 ZGB)</i>	9	0	27	0	0	3	0	39
7. Enquête/rapport d'expertise (art. 446 al. 2 CC) / <i>Abklärungen/Gutachten einer sachverständigen Person (Art. 446 Abs. 2 ZGB)</i>	1	2	3	0	0	3	0	9
8. Placement à des fins d'expertise (art. 449 CC) / <i>Begutachtung in einer Einrichtung Art. 449 ZGB)</i>	3	1	0	0	1	0	0	5
9. Requête et/ou mandat d'amener (art. 18 al. 2 et 21 al. 1 LPEA et 4 al. 2 Lpol) / <i>Zwangsmassnahmen unter Beizug der Polizei (Art. 21 Abs. 1 und Art. 18 Abs. 2 KESG, Art. 4 Abs. 2 PolG)</i>	3	1	8	2	0	0	1	15

2.7.2.7 Mise à ban / gerichtliches Verbot

Juge de paix / <i>Friedensrichter/in</i>	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
1. Décision de mise à ban (art. 65 LACC) / <i>Gerichtliches Verbot Entscheid (Art. 65 EGZGB)</i>	44	8	27	19	14	11	7	130
2. Décision sur opposition (art. 65 LACC) / <i>Einspracheentscheid (Art 65 EGZGB)</i>	0	1	0	0	0	0	0	1

2.7.2.8 Assistance judiciaire / unentgeltliche Rechtspflege

	Sarine Saane	Singine Sertse	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
1. Décisions d'octroi de l'assistance judiciaire (art. 117 CPC et 123 LJ) / <i>Gewährung der unentgeltlichen Rechtspflege (Art. 117 ZPO und 123 JG)</i>	86	8	50	50	11	9	8	222
2. Décisions de refus de l'assistance judiciaire (art. 117 CPC et 123 LJ) / <i>Verweigerung der unentgeltlichen Rechtspflege (Art. 117 ZPO und 123 JG)</i>	2	0	4	3	1	5	1	16
3. Décisions de fixation de liste de frais (art. 57 RJ) / <i>Festlegung der Kostenliste (Art. 57 JR)</i>	64	7	30	1	12	7	4	125

2.8 Tribunal pénal des mineurs

2.8.1 Partie générale

2.8.1.1 Personnel

2.8.1.1.1 Composition du Tribunal des mineurs

Juges professionnels (au 31.12.2018)

Nom/prénom	Fonction	EPT
Dougoud Pierre-Laurent	Juge	1
Boillat-Zaugg Sandrine	Juge	0.8
Lehmann Arthur	Juge	0.5
Total équivalents plein-temps EPT		2.3

Conformément à l'art. 21 al. 2 de la Loi sur la justice du 31 mai 2010, M. Arthur Lehmann a, en 2018, assuré la Présidence administrative du Tribunal des mineurs.

Juges-asseesseurs et Juges-asseesseurs-suppléants (au 31.12.2018)

Nom/prénom	Fonction
Pauchard Claude	Juge-asseesseur
Hämmerli Irène	Juge-asseesseure
Cotting Morf Gisèle	Juge-asseesseure
Claudine Perroud	Juge-asseesseure
Bauer Brigitte	Juge-asseesseure-suppléante
Bugnon Mario	Juge-asseesseur-suppléant
Rime Nicolas	Juge-asseesseur-suppléant
Gobet Sylvie	Juge-asseesseure-suppléante

M. Claude Rey, Juge-asseesseur, a pris sa retraite le 31 décembre 2017. Sa successeure, Mme Claudine Perroud, est entrée en fonction le 1^{er} janvier 2018.

2.8.1.1.2 Composition du Greffe et du secrétariat

Équivalents plein temps au 31.12.2018	EPT
Total EPT des collaborateurs avec formation juridique	3
Total EPT des collaborateurs sans formation juridique	5.5

2.8.1.1.2.1 Greffiers

Mme Inès Bruggisser et Mme Laure Christ ont continué à assumer les fonctions de greffière-chef et de greffière, en partage de poste, durant toute l'année 2018, à leurs taux respectifs de 60% et 90%, taux dont la charge administrative théorique représente 20% respectivement 40%.

Mme Brigitte Magnin a poursuivi son activité de greffière à 80%.

Mme Christine Bürgisser Gaiardo a poursuivi son activité de greffière à 70%.

2.8.1.1.2.2 Intervenants en protection de l'enfant (IPE)

Le service social a été renforcé par l'engagement de M. Hugo Schwaller, dès le 1^{er} mars 2018, à un taux de 50%, puis 60% dès le 1^{er} mai 2018. Il a donné sa démission pour le 31 décembre 2018.

Mme Corina Zurkinden a exercé son activité à 70% jusqu'en avril 2018, puis a diminué son taux à 60% dès le 1^{er} mai 2018. En raison d'une incapacité de travail, Mme Corina Zurkinden a dû provisoirement mettre un terme à son activité entre les mois de septembre à novembre, puis a repris à un taux réduit durant le mois de décembre 2018.

Mme Antoaneta Zadory demeure à 80%.

2.8.1.1.2.3 Cheffe de bureau

Mme Chloé Zainal exerce son activité à 100%.

2.8.1.1.2.4 Secrétaires

Mme Monique Walther et Mme Ursula Aeby, secrétaire respectivement secrétaire-comptable, exercent leur activité à 90% et 100%. Le taux de Mme Monique Walther est temporairement augmenté à 100% de novembre 2018 à avril 2019.

Mme Noémie Aerne a démissionné avec effet au 31 janvier 2018. Mme Maria Meyer a été engagée à 60% dès le 1^{er} avril 2018.

2.8.1.1.2.5 Stagiaires

Mme Margot Ouddane et M. Flavien Morard ont terminé leurs stages de greffiers respectifs les 28 février 2018 et 31 mai 2018. M. Jonas Petersen a effectué un stage de greffier du 1^{er} mars au 31 août 2018, alors que M. Laurent Margot a été engagé à ce titre du 1^{er} juin 2018 au 30 novembre 2018. Mme Camille Jendly et Mme Tania Serathiuk ont débuté leurs stages de greffières le 1^{er} septembre 2018, respectivement le 1^{er} décembre 2018.

M. Ludovic Laguna, stagiaire 3+1, a quitté le Tribunal des mineurs le 14 juillet 2018, après avoir achevé sa formation avec succès. Mme Samanta Zoleo est entrée en fonction le 16 juillet 2018, en qualité de stagiaire 3+1.

Mme Sandrine Etter a effectué un stage universitaire du 25 juin 2018 au 3 août 2018.

2.8.1.2 Commentaires de la statistique

En 2018, le Tribunal des mineurs a été saisi de 1941 nouvelles affaires (2017 : 1831), lesquelles concernaient 1095 mineurs (2017 : 1026). En résumé, il y a eu 69 mineurs impliqués de plus que l'année précédente. Le nombre de mineurs concernés est toutefois relativement stable (2016 : 1139 mineurs ; 2017 : 1026 ; 2018 : 1095).

L'augmentation des nouvelles affaires relevée durant l'année 2018, en comparaison avec celles de l'année précédente, est en lien avec la hausse de la criminalité constatée depuis 2013. Entre 2015 et 2016, il y a eu une augmentation extraordinaire de +16.7% des nouvelles affaires au Tribunal des mineurs.

A la fin décembre 2018, le nombre d'enquêtes en cours auprès du Tribunal des mineurs s'élevait encore à 1560 (2017 : 836).

Durant l'année de référence, le nombre de nouvelles affaires concernant des mineurs de langue maternelle allemande s'est une nouvelle fois avéré en baisse. Les mineurs germanophones étaient encore impliqués dans 9.4% des affaires (182 nouvelles affaires ; 2017 : 248 nouvelles affaires [13.5%]), alors que les nouvelles affaires concernant des mineurs de langue maternelle française se montaient à 1759 (90.6%).

Une comparaison directe des données statistiques entre les années 2017 et 2018 est uniquement possible à la condition que le système (Tribuna V3) ait effectivement calculé des chiffres probants. Malgré une intense collaboration entre les spécialistes en informatique de Deltalogic et du Sitel depuis 2016, cette problématique n'a pas encore été résolue de manière satisfaisante. En effet, certains chiffres indiqués dans la « partie statistique » du rapport annuel (chiffres 1.1.2 ss) ont dû être corrigés manuellement.

2.8.1.3 Remarques générales

Mesures

Le droit pénal des mineurs met au premier plan l'auteur, son éducation et sa réinsertion. Pour ces motifs, le droit pénal des mineurs prévoit en particulier des mesures éducatives et de protection parallèlement aux peines.

Comme cela a déjà été le cas durant les années 2016 et 2017, durant l'année de référence 2018, l'exécution des placements fermés en Suisse romande a été difficile, si ce n'est pratiquement impossible. Depuis la fermeture du Foyer d'éducation de Prêles/BE au cours de l'année 2016, il ne reste plus qu'un seul établissement concordataire, le Centre éducatif fermé de Pramont à Granges/VS, avec 24 places à disposition. Durant l'année 2018, de nombreux mineurs de la Suisse romande se trouvaient sur la liste d'attente de cette institution, raison pour laquelle les Juges des mineurs ont prononcé davantage de mesures ambulatoires ou de peines. Celles-ci n'offrent cependant aucune forme de comparaison pour agir de manière adéquate sur des mineurs se trouvant dans des situations personnelles difficiles et pour pouvoir les accompagner.

Pour les jeunes filles mineures, comme cela était déjà le cas auparavant, aucune institution n'a offert la possibilité d'un placement fermé, au sens de l'art. 15 al. 2 DPMIn, durant l'année de référence 2018. Le projet Time Up, lequel prévoit la mise à disposition de 4 places en milieu fermé pour la Suisse romande et le Tessin, ne prendra concrètement forme qu'au cours de l'année 2020 au plus tôt.

Des difficultés ont également été constatées en lien avec les placements ouverts en raison du taux d'occupation élevé des diverses institutions et des temps d'attente y relatifs.

Peines

En comparaison avec l'année précédente, les condamnations à des prestations personnelles ont fortement augmenté. Pour cette raison, le Service social du Tribunal des mineurs a organisé au total 978 jours de travail durant l'année 2018 (2017 : 550 jours de travail). Les difficultés liées à l'exécution des prestations personnelles déjà constatées par le passé ont été confirmées durant l'année de référence 2018. En effet, les personnes, respectivement les organisations chargées de l'exécution de ces peines (des volontaires d'œuvres d'intérêt public, des institutions sociales) ont été mises à rude épreuve à cause des absences et du comportement démotivé des mineurs.

Régulièrement, le Service social du Tribunal des mineurs a dû convoquer plusieurs fois les personnes condamnées à une prestation personnelle et a dû organiser des entretiens supplémentaires pour qu'en fin de compte la prestation personnelle puisse être exécutée. La charge administrative des trois intervenants en protection de l'enfant du Service social du Tribunal des mineurs a augmenté de manière exponentielle pour l'organisation de ces prestations personnelles. Les autres tâches définies dans leur cahier des charges, comme par exemple l'assistance personnelle des mineurs, les enquêtes sociales et l'accompagnement des mineurs, ne pouvaient dès lors être réalisées que de manière limitée. Pour le meilleur fonctionnement du Service social et afin que les personnes spécialisées puissent à nouveau davantage exercer leurs tâches principales, un soutien par des employés d'administration serait judicieux.

En raison du manque de personnel, le Tribunal des mineurs n'est, en l'état, plus en mesure d'encaisser les amendes dans un délai utile et raisonnable. La mise en oeuvre du processus d'encaissement (procédure de rappel et de poursuite) s'avère fastidieuse et nécessite le concours de plusieurs personnes.

Conclusions

Les conditions générales de travail auprès du Tribunal des mineurs ont fortement changé ces dernières années. En particulier, le nombre de nouvelles affaires et la charge de travail ont augmenté de plus de 20% depuis 2015. En outre, les tâches administratives des Juges sont conséquentes et en constante augmentation. Cette situation exige un engagement inconditionnel de la part de tous les collaborateurs du Tribunal des mineurs pour pouvoir maintenir un fonctionnement convenable. Depuis quelques années, il devient difficile pour le Tribunal des mineurs d'exercer ses tâches en cohérence également avec les principes du droit pénal des mineurs. C'est ainsi que le nombre de mineurs entendus par les Juges des mineurs, durant la période de référence 2018, a baissé à son point le plus bas, soit à 142 auditions (durant l'année précédente 2017, 167 auditions ont encore eu lieu). Cette évolution va diamétralement à l'encontre du sens et du but du droit pénal des mineurs. La qualité du travail ne peut pas être maintenue avec les ressources en personnel actuellement à disposition. En outre, l'augmentation permanente de la charge de travail est, dans certains cas, une raison du taux de fluctuation élevé des collaborateurs du Tribunal des mineurs et malheureusement également une raison de possibles problèmes de santé.

2.8 Jugendstrafgericht

2.8.1 Allgemeiner Teil

2.8.1.1 Personal

2.8.1.1.1 Zusammensetzung des Gerichts

Berufsrichter/innen (Stand 31.12.2018)

Name/Vorname	Funktion	VZÄ
Dougoud Pierre-Laurent	Richter	1
Boillat-Zaugg Sandrine	Richterin	0.8
Lehmann Arthur	Richter	0.5
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		2.3

Gemäss Art. 21 Abs. 2 des Justizgesetzes, welches seit dem 31. Mai 2010 in Kraft ist, führte Herr Arthur Lehmann im Jahre 2018 den Vorsitz des Jugendgerichts in administrativen Angelegenheiten.

Beisitzer/innen und Ersatzbeisitzer/innen- nebenberuflich (am 31.12.2018)

Name/Vorname	Funktion
Pauchard Claude	Beisitzer
Hämmerli Irène	Beisitzerin
Cotting Morf Gisèle	Beisitzerin
Claudine Perroud	Beisitzerin
Bauer Brigitte	Ersatzbeisitzerin
Bugnon Mario	Ersatzbeisitzer
Rime Nicolas	Ersatzbeisitzer
Gobet Sylvie	Ersatzbeisitzerin

Herr Claude Rey, Ersatzbeisitzer, ist am 31. Dezember 2017 in den Ruhestand getreten. Seine Nachfolgerin, Frau Claudine Perroud, hat am 1. Januar 2018 ihr Amt angetreten.

2.8.1.1.2 Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Vollzeitäquivalente am 31.12.2018	VZÄ
Total VZÄ Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung	3
Total VZÄ Mitarbeiter/innen ohne juristische Ausbildung	5.5

2.8.1.1.2.1 Gerichtsschreiberei

Frau Inès Bruggisser und Frau Laure Christ haben Arbeitspensen von 60% respektive 90% und teilen sich nach wie vor die Stelle als Chef-Gerichtsschreiberin zusätzlich zu ihrer Arbeit als Gerichtsschreiberinnen. Theoretisch galten 20% respektive 40% ihrer Pensen administrativen Angelegenheiten.

Die Arbeitspensen von Frau Brigitte Magnin und Frau Christine Bürgisser Gaiardo als Gerichtsschreiberinnen betragen nach wie vor 80% respektive 70%.

2.8.1.1.2.2 Fachpersonen für Kinderschutz (IPE)

Der Sozialdienst wurde ab dem 1. März 2018 durch die Anstellung von Herrn Hugo Schwaller um 50% aufgestockt. Ab dem 1. Mai 2018 arbeitete er zu 60%. Hugo Schwaller kündigte sein Arbeitsverhältnis per 31. Dezember 2018.

Das Arbeitspensum von Frau Corina Zurkinden betrug bis Ende April 2018 70%. Ab dem 1. Mai 2018 arbeitete sie zu 60%. Infolge Arbeitsunfähigkeit stellte Frau Corina Zurkinden ihre Tätigkeit zwischen September 2018 und November 2018 ein, respektive war im Dezember 2018 reduziert tätig.

Frau Antoaneta Zadory arbeitet nach wie vor 80%.

2.8.1.1.2.3 Bürocheffinnen

Das Arbeitspensum von Frau Chloé Zainal beträgt 100%.

2.8.1.1.2.4 Verwaltungssachbearbeiterinnen

Die Arbeitspensen von Frau Monique Walther, Verwaltungssachbearbeiterin, und Frau Ursula Aeby, Verwaltungssachbearbeiterin / Buchhaltung, betragen nach wie vor 90% respektive 100%. Für die Zeit von November 2018 bis April 2019 arbeitet Frau Monique Walther zu 100%.

Frau Noémie Aerne, Verwaltungssachbearbeiterin zu 60%, kündigte ihr Arbeitsverhältnis per 31. Januar 2018. An ihre Stelle trat am 1. April 2018 Frau Maria Meyer.

2.8.1.1.2.5 Praktikant/innen

Frau Margot Ouddane und Herr Flavien Morard haben ihr Praktikum am 28. Februar 2018 respektive am 31. Mai 2018 beendet. Herr Jonas Petersen absolvierte sein Praktikum vom 1. März 2018 bis 31. August 2018 sowie Herr Laurent Margot vom 1. Juni 2018 bis 30. November 2018. Frau Camille Jendly und Frau Tania Serathiuk haben ihr Praktikum am 1. September 2018 respektive am 1. Dezember 2018 begonnen.

Am 14. Juli 2018 verliess Herr Ludovic Laguna, Praktikant 3+1, nach erfolgreichem Abschluss seiner Ausbildung, das Jugendgericht. An seine Stelle trat am 16. Juli 2018 Frau Samanta Zoleo.

Im Rahmen ihres Rechtsstudiums absolvierte Frau Sandrine Etter zwischen dem 25. Juni 2018 und dem 3. August 2018 ein sechswöchiges Praktikum.

2.8.1.2 Kommentare zur Statistik

Im Jahre 2018 wurden beim Jugendgericht 1941 Angelegenheiten anhängig gemacht (2017: 1831), welche 1095 Minderjährige betrafen (2017: 1026). Insgesamt stellt dies im Vergleich zum Vorjahr eine Zunahme um 69 Minderjährige dar. Die Anzahl betroffener Minderjähriger bewegt sich dennoch in einer stabilen Bandbreite: (2016 : 1139 Minderjährige; 2017 : 1026; 2018 : 1095). Die im Jahre 2018 ausgewiesene Zunahme der Neueingänge im

Vergleich zum Vorjahr geht mit dem seit 2013 festgestellten Anstieg der Jugendkriminalität einher. Zwischen 2015 und 2016 wurde eine außerordentliche Zunahme von Neueingängen beim Jugendgericht von + 16.7% festgestellt.

Per Dezember 2018 waren beim Jugendgericht noch 1560 Angelegenheiten anhängig (2017: 836).

Die Anzahl der Neueingänge betreffend Minderjährige deutscher Sprache war im Berichtsjahr weiter rückläufig. Sie betrug noch 9.4% der Eingänge (182 Angelegenheiten; 2017: 248 Angelegenheiten [13.5%]) gegenüber 1759 Neueingänge betreffend Minderjährige französischer Muttersprache (90.6%).

Ein direkter Vergleich der statistischen Daten zwischen den Jahren 2017 und 2018 ist nur bedingt möglich, da das System (Tribuna V3) für 2017 und 2018 nicht aussagekräftige Zahlen berechnet hat. Trotz intensiver Zusammenarbeit mit den Informatikspezialisten von Deltalogic sowie Sitel seit 2016 konnte diese Problematik noch nicht zufrieden stellend behoben werden. Die Zahlen im statistischen Teil des Berichtsrapports (Ziff. 1.1.2 ff. mussten teilweise manuell korrigiert werden.

2.8.1.3 Allgemeine Bemerkungen

Massnahmen

Im Jugendstrafrecht steht der Täter, seine Erziehung und Wiedereingliederung im Vordergrund. Nebst den Strafen sieht das Jugendstrafrecht somit insbesondere Erziehungs- bzw. Schutzmassnahmen vor.

Wie bereits in den Jahren 2016 und 2017, so war auch im Berichtsjahr 2018 der Vollzug von geschlossenen Platzierungen in der Romandie schwierig, ja fast unmöglich. Seit der Schliessung des Erziehungsheims Prêles /BE im Jahre 2016, steht als einzige Konkordatsanstalt nur mehr die Erziehungsanstalt Pramont in Granges/VS mit 24 Plätzen zur Verfügung. Im Jahre 2018 befanden sich auf der Warteliste dieser Anstalt jeweils eine Vielzahl Minderjähriger aus der Westschweiz, weshalb die Jugendrichter vermehrt ambulante Massnahmen oder Strafen angeordnet haben. Diese bieten hingegen keine vergleichbare Form, um auf Jugendliche in schwierigen persönlichen Situationen adäquat einwirken und sie begleiten zu können.

Für minderjährige Mädchen gab es auch im Berichtsjahr 2018 nach wie vor keine Einrichtung, die die Möglichkeit einer geschlossenen Platzierung gemäss Art. 15 Abs. 2 JStG angeboten hätte. Das Projekt Time Up, welches für die Westschweiz und das Tessin 4 Plätze im geschlossenen Rahmen vorsieht, wird frühestens im Jahre 2020 konkrete Formen annehmen.

Auch bei den offenen Platzierungen wurden aufgrund der hohen Auslastung der jeweiligen Einrichtungen und der damit verbundenen langen Wartezeit Schwierigkeiten festgestellt.

Strafen

Im Vergleich zum Vorjahr haben die Verurteilungen zu persönlichen Leistungen stark zugenommen. Aus diesem Grund hat der Sozialdienst des Jugendgerichts im Jahre 2018 insgesamt den Vollzug von 978 Arbeitstagen organisiert (2017: 550 Arbeitstage). Generell kann festgehalten werden, dass die mit dem Vollzug der persönlichen Leistungen einhergehenden Schwierigkeiten sich auch im Berichtsjahr 2018 bestätigt haben. In der Tat wurden die mit dem Vollzug dieser Strafen betrauten Personen bzw. Organisationen (Freiwillige von Werken im öffentlichen Interesse, soziale Einrichtungen) durch Absenzen und das unmotivierte Verhalten der Minderjährigen auf die Probe gestellt. Regelmässig müssen die zu persönlichen Leistungen verurteilten Personen mehrmals vorgeladen werden, müssen zusätzliche Gespräche mit den Sozialarbeitern organisiert werden, damit schliesslich die Leistung vollzogen werden können. Der administrative Aufwand der drei Fachpersonen für Kinderschutz des Sozialdienstes des Jugendgerichts für die Organisation dieser persönlichen Leistungen hat exponentiell zugenommen. Andere im Pflichtenheft definierte Aufgaben, wie zum Beispiel die persönliche Betreuung von Jugendlichen, das Abklären der persönlichen Verhältnisse von Jugendlichen, die Begleitung von bedingt Entlassenen, können aus diesem Grund nur noch im eingeschränkten Rahmen ausgeführt werden. Es stellt sich die Frage, ob für das bessere Funktionieren des Sozialdienstes, damit die Fachpersonen wieder vermehrt ihre Kernaufgaben wahrnehmen können, diese nicht sinnvoller Weise von administrativen Fachpersonen unterstützt werden sollten.

Aufgrund des Personalmangels ist es dem Jugendgericht zurzeit nicht möglich, innert nützlicher und sinnvoller Frist, die unbedingt ausgesprochenen Bussen einzukassieren. Die Durchführung des Inkassoverfahrens (Mahnungs- und Betreibungsverfahren) ist langwierig und personalintensiv.

Schlussbemerkung

Die allgemeinen Arbeitsbedingungen des Jugendgerichts haben sich in den letzten Jahren stark verändert. So haben insbesondere die Zunahme der Falleingänge und die Arbeitsbelastung zugenommen (seit 2015 um mehr als 20%). Auch die administrativen Aufgaben der Richter sind beträchtlich und nehmen stetig zu. Diese Schwierigkeiten erforderten ein uneingeschränktes Engagement seitens aller Mitarbeiter des Jugendgerichts, damit der ordentliche Betrieb aufrechterhalten werden konnte. Dem Jugendgericht fällt es seit einigen Jahren schwer, seine Aufgaben auch weiterhin in Übereinstimmung mit den Grundsätzen des Jugendstrafrechts wahrzunehmen. So ist die Zahl der vom Richter einvernommenen Minderjährigen im Berichtsjahr 2018 auf den Tiefstand von 142 Anhörungen gesunken (im Vorjahr 2017 fanden noch 167 Anhörungen statt). Diese Entwicklung steht dem Sinn und Zweck des Jugendstrafrechts diametral entgegen. Mit den zurzeit zur Verfügung stehenden Personalressourcen kann in naher Zukunft die Qualität der Arbeit nicht aufrechterhalten werden. Zudem ist diese stete Zunahme der Arbeitsbelastung mitunter Grund für die hohe Fluktuationsrate der Mitarbeiter des Jugendgerichts und leider auch Grund für mögliche gesundheitliche Probleme.

2.8.2 Partie statistique / Statistischer Teil

2.8.2.1 Dénonciations et plaintes / Anzeigen und Strafanträge

	2018	2017
Entrées / Neueingänge	1941	1831
Nombre des mineurs concernés / Anzahl betroffene Minderjährige	1095	1026
Répartition par âge et par sexe / Aufteilung nach Alter und Geschlecht		
Enfants (10-15 ans révolus) / Kinder (10-15 Jahre)	321	326
Adolescents (15-18 ans révolus) / Jugendliche (15-18 Jahre)	1620	1505
Filles/ Mädchen	468	386
Garçons / Knaben	1473	1445
Répartition linguistique / Aufteilung nach Sprache		
Mineurs de langue allemande / Minderjährige deutscher Sprache	182	248
soit le en %/ d.h. in %	9.4%	13.5%
Mineurs de langue française / Minderjährige franz. Sprache	1759	1583
soit le en %/ d.h. in %	90.6%	86.6%
Répartition selon le domicile / Aufteilung nach Wohnsitz		
Fribourg-Ville / Stadt Freiburg	497	432
Sarine-Campagne / Saane-Land	400	422
Singine / Sense	85	132
Gruyère / Greyerz	250	254
Lac / See	182	156
Broye / Broye	179	201
Glâne / Glane	63	63
Veveyse / Vivisbach	81	36
Autres cantons / Andere Kantone	170	116
Etrangers sans domicile fixe en Suisse / Ausländer ohne festen Wohnsitz in der Schweiz	34	19
Total	1941	1831

2.8.2.2 Nombre de mineurs entendus par le Juge / Anzahl der vom Richter einvernommenen Minderjährigen

	2018	2017
Nombre des mineurs concernés / Anzahl betroffene Minderjährige	142	167

2.8.2.3 Mesures à titre provisionnel / Vorsorgliche Massnahmen

	2018	2017
Détention provisoire / Untersuchungshaft	33	24
Observation / Beobachtung	7	4
Placement à titre provisionnel / Vorsorgliche Unterbringung	14	16
Autres mesures de protection à titre provisionnel / Andere vorsorgliche Schutzmassnahmen	20	20

2.8.2.4 Enquêtes / Strafuntersuchungen

Les enquêtes en cours au 1er janvier 2018 et celles ouvertes durant l'année, ont connu le sort suivant:

Die Untersuchungen, die am 1. Januar 2018 hängig waren oder im Laufe des Jahres eröffnet worden sind, nahmen folgenden Ausgang:

	2018	2017
Non-entrée en matière / Nichtanhandnahme	147	110
Classement / Einstellung	113	51
Classement suite à une médiation / Einstellung nach Mediation	148	54
Classement suite à un retrait de plainte / Klagerückzug	49	71
Classement rendu à la place d'une exemption de peine (21 DPmin, 5 PPMin) <i>Einstellung anstatt einer Strafbefreiung</i>	3	11
Suspension / Sistierung	20	16
Dessaisissements / Abtretungen	197	116
Ordonnances pénales / Strafbefehle	1210	1202
Renvois devant le Juge unique ou devant le Tribunal / <i>Überweisung an den Einzelrichter oder an das Gericht</i>	9	6
Enquêtes en cours / Hängige Untersuchungen	1560	836
Total	2729	2471

2.8.2.5 Affaires déléguées au Bureau de la Médiation (du 01.01. au 31.12.2018) / An das Büro für Mediation übertragene Angelegenheiten (vom 01.01. bis 31.12.2018)

	2018	2017
Nombre d'affaires déléguées par les juges / <i>Anzahl der von den Richtern übertragenen Angelegenheiten:</i>	86	90
Nombre des mineurs concernés / <i>Anzahl betroffene Minderjährige</i>	133	158
Processus ayant conduit à un accord de médiation / <i>Verfahren, die zu einer Vereinbarung geführt haben:</i>	72	63
Nombre des mineurs concernés / <i>Anzahl betroffene Minderjährige</i>	118	89
Processus n'ayant pas abouti à un accord de médiation / <i>Verfahren, die zu keiner Vereinbarung geführt haben:</i>	23	12
Nombre des mineurs concernés / <i>Anzahl betroffene Minderjährige</i>	33	25
Processus en cours au 31 décembre 2017 / <i>per 31. Dezember 2017 hängige Verfahren:</i>	35	47
Nombre des mineurs concernés / <i>Anzahl betroffene Minderjährige</i>	57	79

2.8.2.6 Activité du Tribunal / Tätigkeit des Gerichts

	2018	2017
Nombre des réunions du Tribunal / <i>Anzahl Tagungen des Gerichts</i>	17	7
Nombre de mineurs jugés / <i>Anzahl verurteilte Minderjährige</i>	17	6

2.8.2.7 Infractions enregistrées / Strafbare Handlungen eingetragen

2.8.2.7.1 Code pénal / Strafgesetzbuch

Contre la vie et l'intégrité corporelle / gegen Leib und Leben	2018	2017
Homicide par négligence / <i>Fahrlässige Tötung</i>	0	0
Complicité de meurtre / <i>Gehilfenschaft zu vorsätzlicher Tötung</i>	0	0
Infanticide / <i>Kindestötung</i>	0	0
Lésions corporelles simples / <i>Einfache Körperverletzung</i>	38	49
objet dangereux / <i>gefährlicher Gegenstand</i>	0	0
Lésions corporelles graves / <i>Schwere Körperverletzung</i>	2	0
tentative / <i>Versuch</i>	2	0
Lésions corporelles par négligence / <i>Fahrlässige Körperverletzung</i>	0	1
Voies de fait / <i>Tätlichkeiten</i>	41	68
Mise en danger de la vie d'autrui / <i>Gefährdung des Lebens</i>	1	2
Omission de prêter secours / <i>Unterlassung der Nothilfe</i>	0	0
Fausse alerte / <i>Falscher Alarm</i>	1	4
Rixe / <i>Raufhandel</i>	19	15
Agression / <i>Angriff</i>	7	22
Remise de substances nocives / <i>Verabreichen gesundheitsgefährdender Stoffe</i>	0	0

Contre le patrimoine / gegen das Vermögen

	2018	2017
Appropriation illégitime / <i>Unrechtmässige Aneignung</i>	17	40
Abus de confiance / <i>Veruntreuung</i>	0	0
Vol / <i>Diebstahl</i>	100	199
<i>simple / einfacher</i>	95	167
<i>en bande / bandenmässiger</i>	5	2
<i>par métier / gewerbsmässiger</i>	0	14
<i>au préjudice des proches / zum Nachteil eines Angehörigen</i>	0	18
Tentative de vol / <i>Diebstahlversuch</i>	8	1
<i>simple/ einfacher</i>	8	1
<i>en bande / bandenmässiger</i>	0	0
<i>par métier/ gewerbsmässiger</i>	0	0
Complicité de vol / <i>Gehilfenschaft zum Diebstahl</i>	3	0
Vol d'importance mineure / <i>Geringfügiger Diebstahl</i>	11	29
Brigandage / <i>Raub</i>	13	9
<i>avec arme / bewaffnet</i>	1	1
<i>en bande / bandenmässiger</i>	1	0
Domages à la propriété / <i>Sachbeschädigung</i>	127	189
Escroquerie / <i>Betrug</i>	1	0
Utilisation frauduleuse d'un ordinateur / <i>Betrügerischer Missbrauch einer Datenverarbeitungsanlage</i>	1	2
Filouterie d'auberge / <i>Zechprellerei</i>	0	0
Obtention frauduleuse d'une prestation / <i>Erschleichen einer Leistung</i>	6	3
Extorsion / <i>Erpressung</i>	0	4
<i>avec violence ou menace d'un danger imminent / mit Gewalt oder Bedrohung mit einer gegenwärtigen Gefahr</i>	0	0
Extorsion – tentative / <i>Erpressung – Versuch</i>	13	4
Recel / <i>Hehlerei</i>	9	10

**Contre l'honneur et le domaine secret ou privé /
gegen die Ehre und den Geheim- oder Privatbereich**

	2018	2017
Diffamation / <i>Üble Nachrede</i>	9	5
Calomnie / <i>Verleumdung</i>	6	4
Injure / <i>Beschimpfung</i>	40	43
Utilisation abusive d'une installation de télécommunication / <i>Missbrauch einer Fernmeldeanlage</i>	12	3
Violation du domaine secret / <i>Verletzung des Geheimbereichs</i>	0	2

Contre la liberté / gegen die Freiheit

	2018	2017
Menaces / <i>Drohung</i>	36	32
Contrainte / <i>Nötigung</i>	4	10
dont tentative / <i>Versuch</i>	0	1
Séquestration / <i>Freiheitsberaubung</i>	4	1
Violation de domicile / <i>Hausfriedensbruch</i>	68	95
tentative / <i>Versuch</i>	0	0

Contre l'intégrité sexuelle / gegen die sexuelle Integrität

	2018	2017
Actes d'ordre sexuel avec des enfants / <i>sexuelle Handlungen mit Kindern</i>	7	10
Actes d'ordre sexuel commis sur une personne incapable de discernement ou de résistance / <i>Schändung</i>	2	0
Contrainte sexuelle / <i>Sexuelle Nötigung</i>	6	7
Viol / <i>Vergewaltigung</i>	4	1
Exhibitionnisme / <i>Exhibitionismus</i>	0	0
Pornographie / <i>Pornographie</i>	5	6
Désagrément causés par la confrontation à un acte d'ordre sexuel / <i>Unzüchtige Belästigung</i>	3	2
Inceste / <i>Inzest</i>	0	0

**Créant un danger collectif /
*Gemeingefährliche Verbrechen und Vergehen***

	2018	2017
Incendie intentionnel / <i>Brandstiftung</i>	6	4
tentative / <i>Versuch</i>	0	0
complicité / <i>Gehilfenschaft</i>	0	0
Incendie par négligence / <i>Fahrlässige Verursachung einer Feuerbrunst</i>	7	2
Explosion / <i>Verursachung einer Explosion</i>	0	2
Emploi sans dessein délictueux ou par négligence / <i>Gefährdung ohne verbrecherische Absicht oder Fahrlässige Gefährdung</i>	0	0

Fausse monnaie, falsification des timbres officiels de valeur, des marques officielles, des poids et mesures / Fälschung von Geld, amtlichen Wertzeichen, amtlichen Zeichen, Mass und Gewicht

	2018	2017
Fabrication de fausse monnaie / <i>Geldfälschung</i>	1	2
Mise en circulation de fausse monnaie / <i>In Umlaufsetzen falschen Geldes</i>	0	3
Imitation de billets de banque sans dessein de faux / <i>Nachmachen von Banknoten ohne Fälschungsabsicht</i>	0	0

Faux dans les titres / Urkundenfälschung

	2018	2017
Faux dans les titres / <i>Urkundenfälschung</i>	3	2
Faux dans les certificats / <i>Fälschung von Ausweisen</i>	4	9

Contre les communications et la paix publiques / gegen den öffentlichen Verkehr und Frieden

	2018	2017
Entrave à la circulation publique / <i>Störung des öffentlichen Verkehrs</i>	0	0
Entrave au service des chemins de fer / <i>Störung des Eisenbahnverkehrs</i>	0	1
Entrave aux services d'intérêt général / <i>Störung von Betrieben, die der Allgemeinheit dienen</i>	0	0
Actes préparatoires délictueux / <i>Strafbare Vorbereitungshandlungen</i>	0	0
Emeute / <i>Aufruhr</i>	0	0
Atteinte à la liberté de croyance et des cultes / <i>Störung der Glaubens- und Kultusfreiheit</i>	0	0
Discrimination raciale / <i>Rassendiskriminierung</i>	0	0
Atteinte à la paix des morts / <i>Störung des Totenfriedens</i>	0	5

Contre l'autorité publique / gegen die öffentliche Gewalt

	2018	2017
Violence ou menace contre les autorités et les fonctionnaires / <i>Gewalt oder Drohung gegen Behörden und Beamte</i>	12	14
Empêchement d'accomplir un acte officiel / <i>Hinderung einer Amtshandlung</i>	44	46
Insoumission à une décision de l'autorité / <i>Ungehorsam gegen amtliche Verfügungen</i>	0	0
Soustraction d'objets mis sous main de l'autorité / <i>Bruch amtlicher Beschlagnahme</i>	0	0

Contre l'administration de la justice / gegen die Rechtspflege

	2018	2017
Dénonciation calomnieuse / <i>Falsche Anschuldigung</i>	1	1
Induction de la justice en erreur / <i>Irreführung der Rechtspflege</i>	2	4
Entrave à l'action pénale / <i>Begünstigung</i>	0	0
Faux témoignage / <i>Falsches Zeugnis</i>	0	1
Faire évader des détenus / <i>Befreiung von Gefangenen</i>	0	0

2.8.2.7.2 Autres lois fédérales / Andere Bundesgesetze

Sur les stupéfiants / *Betäubungsmittel*

	2018	2017
Crimes et délits / <i>Verbrechen und Vergehen</i>	53	94
Contraventions / <i>Übertretungen</i>	158	529
Cas bénins / <i>Leichter Fall</i>	1	5
Total	208	611

Sur la circulation routière / *Strassenverkehr*

	2018	2017
Vol d'usage / <i>Entwendung zum Gebrauch</i>	15	39
dont tentative / <i>Versuch</i>	1	0
Conduite sans permis / <i>Fahren ohne Führerausweis</i>	19	65
Conduite en état d'incapacité / <i>Fahren in fahruntfähigem Zustand</i>	5	22
Violation des devoirs en cas d'accident / <i>Pflichtwidriges Verhalten bei Unfall</i>	1	6
Contraventions diverses / <i>Verschiedene Übertretungen</i>	89	153
sur les étrangers / <i>Ausländerinnen und Ausländer</i>	37	39
sur les armes / <i>Waffen</i>	30	70
sur le transport des voyageurs / <i>Gesetz über die Personenbeförderung</i>	261	465
sur la police des chemins de fer / <i>Eisenbahnpolizei</i>	4	0
sur la navigation intérieure / <i>Binnenschiffahrt</i>	1	1
sur la protection des animaux / <i>Tierschutz</i>	0	0
sur la protection des eaux / <i>Gewässerschutzgesetz</i>	0	0
sur les autres lois fédérales / <i>andere Bundesgesetze</i>	2	9

Lois cantonales / kantonale Gesetze

	2018	2017
sur les établissements publics et la danse / <i>öffentliche Gaststätten und Tanz</i>	1	11
sur la pêche et la chasse / <i>Fischerei und Jagd</i>	0	0
d'application du CP / <i>EGStGB</i>	41	109
d'application du CC / <i>EGZGB</i>	0	0
sur les appareils et les salons de jeu / <i>Spielapparate und Spielsalons</i>	0	0
autres lois cantonales / <i>andere kantonale Gesetze</i>	62	31

2.8.2.8 Décisions rendues par le Tribunal et par le Juge des mineurs / Durch das Gericht und den Jugendrichter gefällte Entscheide**2.8.2.8.1 Jugements / Urteile**

Mesures de protection / Schutzmassnahmen

	2018	2017
Surveillance / <i>Aufsicht</i>	0	0
Assistance personnelle / <i>Persönliche Betreuung</i>	2	5
Maintien de l'assistance personnelle / <i>Beibehaltung der persönlichen Betreuung</i>	2	4
Placement familial / <i>Unterbringung in einer geeigneten Familie</i>	0	0
Placement dans un établissement d'éducation ouvert / <i>Unterbringung in einer offenen Einrichtung</i>	8	7
Placement dans un établissement d'éducation fermé / <i>Unterbringung in einer geschlossenen Einrichtung</i>	7	1
Maintien dans une maison d'éducation / <i>Beibehaltung in einem Erziehungsheim</i>	2	7
Changement de mesure / <i>Änderung der Massnahme</i>	1	4
Traitement ambulatoire / <i>Ambulante Behandlung</i>	7	3
Accompagnement / <i>Begleitung</i>	2	1

Peines / Strafen

	2018	2017
Réprimande / <i>Verweis</i>	0	0
Réprimande avec délai d'épreuve / <i>Bedingter Verweis</i>	0	0
Prestation personnelle (travail) / <i>Persönliche Leistung (Arbeit)</i>	0	0
Prestation personnelle avec sursis / <i>Bedingte persönliche Leistung</i>	0	0
Prestation personnelle avec sursis partiel / <i>Teilweise bedingte persönliche Leistung</i>	0	0
Amende avec sursis / <i>Bedingte Busse</i>	0	0
Amende avec sursis partiel / <i>Teilweise bedingte Busse</i>	0	0
Amende sans sursis / <i>Unbedingte Busse</i>	0	0
Privation de liberté avec sursis / <i>Bedingter Freiheitsentzug</i>	0	0
Privation de liberté avec sursis partiel / <i>Teilweise bedingter Freiheitsentzug</i>	0	1
Privation de liberté sans sursis / <i>Unbedingter Freiheitsentzug</i>	0	24
Prestation personnelle (cours d'éducation routière) / <i>Persönliche Leistung (Verkehrserziehungskurs)</i>	0	0
Prestation personnelle (cours sur la drogue) / <i>Persönliche Leistung (Präventionskurs)</i>	0	0

Cumuls / Verbindung

	2018	2017
Peine + peine / <i>Strafe + Strafe</i>	15	0
Peine + mesure de protection / <i>Strafe + Schutzmassnahme</i>	87	56
Mesure + mesure / <i>Massnahme + Massnahme</i>	0	0
Exemption de peine / <i>Strafbefreiung</i>	0	0
Acquittement / <i>Freispruch</i>	51	24

2.8.2.8.2 Décisions administratives et d'exécution / Administrativ- und Ausführungsentscheide

	2018	2017
Inscription au casier judiciaire / <i>Eintragung ins Strafregister</i>	18	19
Radiation du casier judiciaire / <i>Löschung im Strafregister</i>	0	0
Révocation du sursis / <i>Widerruf des bedingten Strafvollzugs</i>	2	4
Renonciation à révoquer le sursis / <i>Verzicht auf Widerruf des bedingten Strafvollzugs</i>	1	2
Prolongation du délai d'épreuve / <i>Verlängerung der Probezeit</i>	0	0
Refus de radiation du casier judiciaire / <i>Verweigerung der Löschung im Strafregister</i>	0	0
Libération conditionnelle accordée / <i>Bedingte Freilassung gewährt</i>	0	1
Libération conditionnelle refusée ou révoquée / <i>Bedingte Freilassung verweigert oder widerrufen</i>	0	2
Fin de mesure / <i>Beendigung der Massnahme</i>	1	3
Fin d'accompagnement / <i>Beendigung der Begleitung</i>	0	2

Conversions / *Umwandlungen*

	2018	2017
Conversion d'amende en privation de liberté / <i>Umwandlung der Busse in Freiheitsentzug</i>	1	0
Conversion prestation personnelle en amende / <i>Umwandlung der persönlichen Leistung in Busse</i>	20	5
Conversion prestation personnelle en privation de liberté / <i>Umwandlung der persönlichen Leistung in Freiheitsentzug</i>	1	1
Demande conversion privation de liberté en prestation personnelle / <i>Gesuch Umwandlung des Freiheitsentzuges in persönlicher Leistung</i>	0	
Demande conversion amende en prestation personnelle / <i>Gesuch um Umwandlung der Busse in persönliche Leistung</i>	9	2

2.8.2.8.3 Ordonnances pénales / Strafbefehle

Mesures de protection / Schutzmassnahmen

	2018	2017
Surveillance / Aufsicht	0	0
Assistance personnelle / Persönliche Betreuung	2	3
Maintien de l'assistance personnelle / Beibehaltung der Persönlichen Betreuung	2	0
Maintien en maison d'éducation	0	0
Changement de mesure / Massnahmenwechsel	1	0
Traitement ambulatoire / Ambulante Behandlung	1	0
Accompagnement / Begleitung	5	5

Peines / Strafen

	2018	2017
Réprimande / Verweis	141	186
Amende avec sursis / Bedingte Busse	22	31
Amende avec sursis partiel / Teilweise bedingte Busse	9	6
Amende sans sursis / Unbedingte Busse	269	305
Prestation personnelle (travail) / Persönliche Leistung (Arbeit)	289	206
Prestation personnelle avec sursis / Bedingte persönliche Leistung	49	71
Prestation personnelle avec sursis partiel / Teilweise bedingte persönliche Leistung	100	104
Prestation personnelle (cours d'éducation routière) / Persönliche Leistung (Verkehrserziehungskurs)	44	37
Prestation personnelle (cours sur la drogue) / Persönliche Leistung (Präventionskurs)	112	159
Prestation personnelle (rendez-vous en bibliothèque) / Persönliche Leistung (Rendez-vous in der Bibliothek)	2	1
Privation de liberté avec sursis / Bedingter Freiheitsentzug	26	34
Privation de liberté avec sursis partiel / Teilweise bedingter Freiheitsentzug	7	11
Privation de liberté sans sursis / Unbedingter Freiheitsentzug	108	4

Cumuls / Verbindung

	2018	2017
Peine + peine / Strafe + Strafe	33	30
Peine + mesure de protection / Strafe + Schutzmassnahme	24	17
Mesure + mesure / Massnahme + Massnahme	1	0

2.9 Commissions et autres autorités / Kommissionen und andere Behörden

2.9.1 Préfectures

2.9.1.1 Partie générale

2.9.1.1.1 Préfecture de la Sarine

2.9.1.1.1.1 Personnel et organisation

Le nombre de collaborateurs affecté au secteur pénal n'a pas évolué par rapport aux années précédentes ; outre le Lieutenant de Préfet, qui s'occupe exclusivement de ce domaine, secondé par une secrétaire à 60 %, il y a deux collaborateurs à plein temps épaulés par une personne placée par le Service public de l'emploi (100 %).

2.9.1.1.1.2 Statistiques et généralités

Même si l'on enregistre une très légère diminution par rapport à l'année 2017, le volume des affaires pénales reste important. Concernant le nombre et le détail des affaires traitées, nous renvoyons au tableau annexé.

Plaintes

Durant l'année 2018, les affaires transmises par le Ministère public en vue d'une tentative de conciliation (délits poursuivables sur plainte uniquement) ont été au nombre de 268 ; sur ce dernier chiffre, 182 affaires (67.9 %) ont été liquidées par une convention, voire par un retrait de plainte pur et simple. Comme par le passé, les infractions les plus souvent invoquées dans le cadre des diverses plaintes étaient essentiellement les suivantes : voies de fait, lésions corporelles simples, menaces, injures, appropriation illégitime, abus de confiance au préjudice des proches, filouterie d'auberge, dommages à la propriété, violation de domicile, atteinte à l'honneur, vols à l'étalage et violation d'une obligation d'entretien.

Dans la plupart des cas, le dossier est transmis à la suite d'une enquête préliminaire menée par la police avec audition des parties, voire de personnes appelées à donner des renseignements ; dans les affaires simples d'atteinte à l'honneur, le Procureur général transmet directement la plainte au Préfet sans mesures d'instruction. Les affaires sont en principe traitées dans un délai de trois mois à compter de leur réception par la Préfecture.

Dénonciations

Le nombre total de 6'929 ordonnances pénales (OP) se décompose de la manière suivante :

- > 1'919 OP ordinaires ;
- > 4'075 OP pour violation d'une mise à ban ;
- > 592 OP sanctionnant des stationnements illicites sur le domaine privé des CFF ;
- > 216 OP en matière d'accident de la circulation ;
- > 127 OP de classement prononcées après opposition à une première ordonnance pénale.

La majorité des OP ordinaires concerne le domaine de la circulation routière ; de nombreuses enquêtes ont été ouvertes afin de déterminer les auteurs de ces infractions. En matière d'excès de vitesse et d'accidents notamment, ces procédures sont sensibles dans la mesure où la sanction pénale entraîne en principe une mesure administrative (avertissement ou retrait du permis) prononcée par la Commission des mesures administratives en matière de circulation routière (CMA). Les autres affaires relèvent essentiellement de la loi sur les établissements publics, la loi scolaire, la loi sur le contrôle des habitants et la loi sur les constructions.

En matière de violation des obligations scolaires, le nombre de dénonciations reste important et demande parfois l'ouverture d'une enquête au vu des arguments avancés par les parents pour justifier telle ou telle absence (motifs d'ordre médical notamment). En application de la nouvelle loi scolaire, une copie de chaque OP, définitive et exécutoire, est transmise à la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport (DICS).

Concernant les violations de mises à ban, ces dénonciations entraînent un important travail administratif de vérification et de recherche ainsi qu'une correspondance nourrie entre la Préfecture et les propriétaires privés. Le nombre de véhicules automobiles étant en augmentation et le nombre de places de parc sur le domaine public étant forcément restreint, surtout en ville, la situation est relativement tendue dans ce domaine ; ainsi, nombre de propriétaires de nouvelles places de parc demandent à la Justice de paix la mise à ban de leur fonds.

Sur l'ensemble de ces affaires, 30 dossiers (0.43 %) ont été transmis au Juge de police en vue d'un débat contradictoire à la suite de l'opposition de la personne condamnée ; sur ce nombre, environ la moitié des procédures aboutissent à un retrait d'opposition.

Enfin, comme à l'accoutumée, les dossiers classés (erreurs dans le rapport de dénonciation, prescription, peines subies) ont été soumis au Procureur général pour visa en juin et en décembre ; ils représentent une dizaine de classeurs fédéraux.

2.9.1.1.1.3 Divers

Le 18 septembre 2018, une délégation du Tribunal cantonal a inspecté le secteur pénal de la Préfecture.

2.9.1.1.2 Préfecture de la Singine

2.9.1.1.2.1 Personnel et organisation

La responsabilité première en matière de plaintes et de dénonciations pénales incombe Madame la lieutenant de préfet Sarah Hagi Göksu. En 2018, l'avocate Clarissa Frankfurt a assumé le traitement des plaintes et dénonciations pénales.

2.9.1.1.2.2 Statistiques et généralités

Toutes les affaires pénales sont enregistrées dès leur réception. Le nombre des cas enregistrés (2'168) a augmenté de plus de 30% par rapport à l'année précédente. Ceci concerne essentiellement les rubriques "Infractions LCR (interdiction de parcage, dépassement, surcharge du véhicule, conduite en état d'ébriété, etc.)" et "Non-paiement des amendes d'ordre". Par contre, la rubrique "Accident de la circulation" a légèrement baissé.

Code statistique	Nature du délit
1	Accident de la circulation
2	Vitesse LCR
3	Infractions LCR (interdiction de parcage, dépassement, surcharge du véhicule, conduite en
4	Infractions à l'OTR
5	Non-paiement d'amendes d'ordre
6	Infractions chemins alpestres et forestiers / cueillette de champignons / contravention à la
7	Police des constructions
8	Plainte pénale / audience de conciliation fructueuse ou retrait de la plainte pénale
9	Plainte pénale / échec de l'audience de conciliation, transmission du dossier au MP
10	Placement à des fins d'assistance PAFA / envoi chez un médecin ordonné par le Préfet
11	Enregistrement sans suites (personne en difficulté, accident de travail, conflit familial,
12	A l'attn du MP ou de la Chambre pénale des mineurs en raison de la compétence
13	Police du feu
14	Divers sans attribution
15	Violation de la scolarité obligatoire
16	Esclandre dans une auberge / non-respect des heures d'ouverture / service de boissons
17	Audition de conciliation fixée / cas toujours en suspens au 31.12.
18	Ordonnance de classement / décision de non-entrée en matière
19	Médiation
20	Ordonnances de suspension / auteur inconnu

- > Nombre de dossiers sous statut "ouvert": 39
- > Nombre de dossiers sous statut "en cours de traitement": 2
- > Nombre de dossiers sous statut "réglé": 2155

Statistique 2018

Code	Nombre de cas enregistrés	Montant total des amendes	Total des émoluments	Total des coûts de la Préfecture
1	87	22'376.00	3'300.00	819.00
2	725	205'430.00	29'490.00	5'813.00
3	182	24'351.70	4'880.00	1'925.00
4	0	-	-	-
5	1'096	115'030.00	25'300.00	11'466.00
6	12	800.00	240.00	104.00
7	0	-	-	-
8	17	-	-	-
9	26	-	-	-
10	1	-	-	-
11	19	-	-	-
12	0	-	-	-
13	0	-	-	-
14	0	-	-	-
15	18	1'100.00	220.00	104.00
16	4	300.00	60.00	26.00
17	1	-	-	-
18	1	-	-	-
19	0	-	-	-
20	7	-	-	-
Total	2'196	369'387.70	63'520.00	20'257.00

Les codes 10 et 11, 14 et 18 et 20 ne sont pas pris en considération dans la statistique annuelle officielle qui est également adressée au Conseil de la magistrature, car il ne s'agit pas là d'audiences de conciliation, ni d'ordonnances et décisions pénales, ni de transmissions du cas au juge compétent.

Plaintes pénales

La lieutenant de préfet Sarah Hagi Göksu est responsable de l'exécution des séances de conciliation prévues par la loi. Le nombre des plaintes pénales a quelque peu diminué par rapport à l'année précédente, autrement dit 44 plaintes en 2018 contre 46 en 2017. Il y a toujours lieu de constater que les tentatives de conciliation deviennent manifestement plus compliquées. Sur demande du/de la prévenu/-e, la présence d'un représentant légal est également autorisée lors des auditions.

Dénonciations pénales

En comparaison de l'année précédente, le nombre des dénonciations enregistrées a augmenté de 34%, soit une hausse de 549 dénonciations. Au total, 2'124 ordonnances pénales ont été rendues. Dont 10 ont fait l'objet d'une contestation par voie d'opposition.

L'envoi et l'encaissement des ordonnances pénales aux conducteur-trice-s domicilié-e-s à l'étranger deviennent manifestement plus difficiles et laborieux. La plupart des excès de vitesse ont été mesurés au poste de radar de Fillistorf sur l'A12, commune de Bösinggen, et concernent très souvent des conducteurs domiciliés à l'étranger. Adresses imprécises, départs, envois sans succès dans des régions en guerre, excès de vitesse commis par des membres des troupes de l'ONU, etc., rendent le travail plus difficile et exigent souvent des avis de recherche dans Ripol.

L'on constate que toujours plus nombreuses sont les personnes à demander un paiement par tranches. Le cas échéant, le montant minimum de la tranche mensuelle est fixé à 50.00 Fr.

L'encaissement des amendes prononcées a lieu exclusivement par l'intermédiaire du Service des finances du canton de Fribourg. Après une tentative d'encaissement restée vaine, l'ordonnance pénale est transformée en peine et transmise pour exécution contrainte au Service de l'application des sanctions pénales et des prisons. Rares sont les demandes adressées chez nous pour une réduction de peine ou conversion de l'amende en travail d'intérêt général.

2.9.1.1.2.3 Divers

Un grand merci est adressé ici à tous les services impliqués dans la collaboration qui fut agréable et excellente.

2.9.1.1.3 Préfecture de la Gruyère

2.9.1.1.3.1 Personnel et organisation

Dans le district de la Gruyère, la responsabilité en matière de dénonciations pénales incombe au Préfet. Le Lieutenant de Préfet est responsable du domaine des plaintes et la gestion administrative des dénonciations pénales et des plaintes pénales enregistrées est assurée par le personnel en charge de ces secteurs.

2.9.1.1.3.2 Statistiques et généralités

Plaintes

Le nombre total de plaintes enregistrées pour notre district est en augmentation. De plus, le nombre de plaintes déposées par des personnes de nationalité étrangère est en constante augmentation. Les plaintes reçues en préfecture et devant être transmises d'office au Ministère public le sont dès leur réception. Pour 2018, elles sont au nombre de 15 et celles retirées avant l'audience au nombre de 7. Sauf problème particulier, les parties citées à comparaître sont convoquées en audience dans un délai d'un mois dès réception de la plainte.

Le nombre de personnes prévenues et plaignantes ne se présentant pas, sans excuse, à une audience de conciliation, est relativement important. Il est de 11 pour l'année 2018.

Tableau comparatif	2018	2017
Tentatives de conciliation	113	107
Ayant abouti	56	42
Ayant échoué, transmises au ministère public	39	45
En suspens	18	20

Dénonciations

Le nombre total des dénonciations pénales enregistrées a augmenté. La majorité des dénonciations concernent des violations de mise à ban (2018/1535- 2017/1180). Celles-ci entraînent un travail administratif important et soulèvent de nombreuses contestations, sans compter que l'Etat n'est pas gagnant au vu du montant de l'amende.

Les infractions liées à la loi sur la circulation routière (LCR) sont en légère augmentation (2018/862 - 2017/772). Par contre, les accidents sont en baisse (2018/139 - 2017/175). En Gruyère, le Préfet ordonne des mesures d'enquête surtout en matière d'aménagement du territoire (2018/9 - 2017/12) et de la loi scolaire (2018/37 – 2017/29). Ces infractions, ainsi que celles liées à la loi sur les établissements publics (2018/16 – 2017/11) sont relativement stables.

Tableau comparatif	2018	2017
Ordonnances pénales	2671	2231
définitives	2656	2207
frappées d'opposition	15	24
Ordonnances de classement	143	94

2.9.1.1.3.3 Divers

La Préfecture de la Gruyère relève l'excellente qualité de la collaboration avec le Ministère public, la Police et les Tribunaux.

2.9.1.1.4 Préfecture du Lac

2.9.1.1.4.1 Personnel et organisation

Les affaires pénales sont traitées par Mélanie Corminboeuf, lieutenant de préfet. Pour les plaintes pénales ou les séances de conciliation, le travail administratif (procès-verbaux, correspondance) est assumé par Helena Kottmann, juriste, alors que les ordonnances pénales le sont par le secrétariat.

Un-e stagiaire officie depuis le 1er septembre 2016 dans le secteur administratif de la Préfecture. Du 1er septembre 2018 à fin juillet 2019, il s'agit d'Estelle Wiegandt. Elle est spécialement chargée des tâches administratives en rapport avec les ordonnances pénales et les permis de pêche. Mais à des fins de formation, elle suit de temps en temps les délibérations en matière de conciliation.

2.9.1.1.4.2 Statistiques et généralités

Plaintes pénales

Les plaintes pénales sont traitées par Mélanie Corminboeuf, lieutenant de préfet, qui mène également les audiences de conciliation (voir à ce sujet chif. 1).

Au total, 46 plaintes pénales ont été enregistrées (année précédente 37). 6 d'entre elles ont été directement adressées à la Préfecture qui les a transmises au Ministère public (MP) pour ouverture d'une procédure. Celles-ci n'ont pas été renvoyées à la Préfecture.

Sur les 40 plaintes restantes (34 l'année précédente), 3 dossiers n'ont pas nécessité d'audience de conciliation, les parties s'étant entendues à l'avance et les plaintes ayant été retirées au préalable. 37 audiences de conciliation ont été fixées. Sur ces 37 audiences, 12 n'ont pas eu lieu car, soit:

- > le défendeur n'a pas voulu (1), ce qui correspond à un échec de la conciliation, ou
- > le demandeur a refusé l'audition (3), ce qui a entraîné la transmission au MP et équivaut donc à un échec, ou
- > le demandeur ne s'est pas présenté (2), ce qui équivaut à un retrait de la plainte, ou
- > le défendeur ne s'est pas présenté (6), ce qui correspond à un échec de la conciliation.

1 dossier est encore pendant à la Préfecture. Sur les 24 audiences de conciliation restantes, 11 cas ont connu une issue positive (retrait de la plainte) et 13 un résultat négatif (transmission au MP). Si l'on ajoute à ces cas les 12 affaires mentionnées ci-dessus (comme cela a été fait dans le dernier rapport), le total des résultats positifs passe à 13 et celui des résultats négatifs à 23. Le nombre de conciliations réussies a diminué en comparaison de l'année antérieure (35% contre 18 cas ou 60% l'année précédente). Les résultats diffèrent d'une année à l'autre et on ne peut guère les influencer. Il revient aux parties elles-mêmes de savoir si elles veulent une conciliation ou non. Cette année, il y a eu de nombreux cas de renonciation a priori à la conciliation (4) ou d'absence de l'une des parties à l'audience (8), ce qui a limité plus encore les possibilités pour la lieutenant de préfet d'influencer le résultat.

En règle générale, les parties sont convoquées immédiatement pour une telle séance, mais au plus tard dans un délai d'un mois à dater de la réception du mandat par le Ministère public. Il arrive fréquemment que les dates fixées doivent être reportées, et c'est généralement le cas lorsque des avocats sont impliqués. Les plaintes déposées directement à la Préfecture sont transmises sans retard au Ministère public.

Dans la majorité des cas, les parties ne sont pas assistées par des avocats lors des audiences de conciliation. Mais le nombre d'audience en présence d'avocats augmente d'année en année. Comme les audiences de conciliation visent avant tout une explication entre les parties adverses, les représentants de celles-ci sont - le cas échéant - priés de faire preuve de retenue, sauf lorsque les deux parties sont représentées; ceci est généralement bien respecté par les avocats, en particulier lorsque l'autre partie comparaît sans représentant.

Tableau comparatif des plaintes	2015	2016	2017	2018
Tentatives de conciliation	57	28	33	37
- Conciliations réussies	25	9	18	13
- Transmises au Ministère public	24	12	12	23
- Dossiers pendants	3	7	3	1

Dénonciations pénales

Par rapport à l'année précédente, le nombre d'ordonnances pénales a connu à nouveau en 2018 une augmentation pour passer cette fois à 3982 (= + 8,92% contre 3656 en 2017 et même + 19% contre 3346 en 2016). Parmi les ordonnances pénales rendues, 3795 concernent des infractions à la LCR, 168 à l'interdiction de stationnement (art. 258 CPC), 4 à la LCH, 10 à la LS, 3 à la LEPu, 1 à la LACP et 1 à la LATeC. 1 plainte pour défaut d'une déclaration de l'assurance-maladie a été transmise au MP. Au total, 20 oppositions à des ordonnances pénales ont été formulées (= 0.5%); le pourcentage des oppositions a donc diminué (1.69% en 2017).

C'est le nombre des infractions à la LCR qui a augmenté (3635 en 2017, bien que cette année-là, les contraventions pour interdiction de stationnement comptaient au nombre des infractions à la LCR). Les autres plaintes sont à peu près identiques à celles des années précédentes (3 LEPu, 2 LACP, 3 LCH, 13 LS en 2017).

Au cours de l'année sous revue, 3 demandes de conversion d'une amende en travail d'intérêt général ont été présentées au Service de l'exécution des sanctions pénales et de la probation (anciennement Service de l'application des sanctions pénales et des prisons) (3 en 2017, 4 en 2016).

453 dossiers ont été envoyés au Service de l'exécution des sanctions pénales pour des amendes impayées (616 en 2017, 490 en 2016).

- > 379 personnes ont fait l'objet d'un avis de recherche dans Ripol (280 l'année d'avant, 182 en 2016).
- > 116 dossiers ont été classés en 2018 par voie de décision.
- > 336 dossiers ont été classés sans suite car l'adresse faisait défaut.

Tableau comparatif des	2014	2015	2016	2017	2018
Ordonnances pénales	2586	3098	3346	3656	3982
- Définitives	2539	3034	3294	3594	3962
- Réclamations	47	64	52	62	20

2.9.1.1.5 Préfecture de la Glâne

2.9.1.1.5.1 Personnel et organisation

La Préfecture dispose d'un personnel stable, motivé et compétent lui permettant de répondre aux nombreuses sollicitations et attentes de la population qui va souvent bien au-delà des tâches usuelles d'une préfecture. Les conseils et réponses rendent service, sécurisent la population, voire évitent souvent de longues procédures ou erreurs d'appréciation. Elle joue également parfaitement son rôle d'ambassadeur de l'Etat dans les régions et donne ainsi une image positive de l'administration.

Un des forces de notre préfecture est que chaque employé est capable d'assumer l'ensemble des tâches principales, ce qui permet en tout temps d'assurer un travail de qualité avec célérité.

Par ailleurs, il me paraît important d'être un acteur au profit de la formation. En 2018, nous avons engagé un deuxième apprenti et avons accueilli plusieurs élèves du Cycle d'Orientation de la Glâne pour des stages découvertes.

Monsieur Valentin Bard, notre Lieutenant de préfet, a réussi son brevet d'avocat et travaille désormais à 100%.

2.9.1.1.5.2 Statistiques et généralités

L'année 2018 a connu une diminution du volume des affaires en matière pénale avec une réduction globale de 6.1%. Le nombre d'affaires transmis par le Ministère public a été moins important, passant de 52 en 2017 à 34 en 2018, tout comme les dénonciations moins nombreuses, se réduisant de 391 à 382.

Plaintes

Le Lieutenant de préfet s'occupe en principe des plaintes et des séances de conciliation y relatives.

Le nombre de plaintes s'est réduit de 34.6% et les tentatives de conciliation ont abouti dans 53% des cas. Il convient de préciser que les cas dans lesquels les prévenus ne se sont pas présentés à l'audience de conciliation sont comptabilisés statistiquement comme des tentatives de conciliation ayant échoué.

Les plaintes pour menaces, injures et voies de fait constituent le tiers des cas. Les autres portent sur des motifs variés (violation d'une obligation d'entretien, diffamations et calomnies, lésions corporelles simples, vol, dommages à la propriété, etc.).

En principe, les parties citées à comparaître sont convoquées en audience dans un délai de 4 à 5 semaines dès réception de la plainte.

Dénonciations

Globalement le volume des dénonciations a peu varié avec 9 cas en moins par rapport à l'année précédente. Les dénonciations en matière d'excès de vitesse ont régressé (- 32) alors que les autres infractions à la LCR ont progressé (+ 10), tout comme les violations de mise à ban (+ 19). Les dénonciations suite à des accidents de la circulation sont restées stables. Des ordonnances pénales ont été rendues suite à des infractions à la LATeC (6). A cet égard, je souligne que les compétences consacrées au Préfet par la LATeC en matière administrative et pénale se conjuguent bien, de sorte qu'elles permettent un gain d'efficacité. Je me permets cependant de relever que le délai de prescription de 5 ans de l'art. 173 al. 6 LATeC mériterait d'être prolongé.

2 ordonnances pénales ont fait l'objet d'une opposition devant le Juge de police. La première a été déclarée irrecevable et la seconde a été retirée en audience. 18 ordonnances pénales se sont soldées par un classement contre 22 en 2017.

2.9.1.1.5.3 Divers

L'année 2018 s'est déroulée à satisfaction de l'équipe de la préfecture. Il n'y a pas de retard à signaler et les affaires sont traitées dans les délais, ce dont nous nous réjouissons.

Cette organisation répond parfaitement aux besoins, de sorte que son maintien garantit assurément une bonne célérité ainsi qu'une bonne efficacité.

2.9.1.1.6 Préfecture de la Broye

2.9.1.1.6.1 Personnel et organisation

Sous la responsabilité du Préfet Nicolas Kilchoer, la Préfecture de la Broye emploie six personnes (4,6 EPT) ainsi qu'un apprenti. Le volet pénal est essentiellement l'apanage du préfet, du lieutenant de préfet et d'une secrétaire.

2.9.1.1.6.2 Statistiques et généralités

La Préfecture de la Broye enregistre une légère augmentation de son activité juridictionnelle en matière pénale (992 dossiers contre 919 en 2017). Celle-ci reste toutefois dans la moyenne des années précédentes. Il est particulièrement réjouissant de constater l'efficacité d'une justice simple et rapide, la plupart des plaintes et des dénonciations transmises à la préfecture étant traitées de manière diligente et dans un délai raisonnable pour les justiciables.

Plaintes

Le nombre de plaintes transmises au préfet pour conciliation est en légère augmentation avec la satisfaction de régler définitivement une bonne partie de ces dossiers (un peu plus de 50%).

Dénonciations

Quand bien même le nombre de dénonciations est en augmentation, il reste dans la moyenne des années précédentes. Il convient de relever que la majeure partie de ces dénonciations porte sur des infractions LCR, tout en soulignant le peu de situations dans lesquelles l'ordonnance rendue est frappée d'opposition (2%).

2.9.1.1.6.3 Divers

Il y a lieu de souligner la qualité de la collaboration avec le Ministère public, ce tant dans le traitement des plaintes que dans le contrôle préalable des ordonnances de classement.

2.9.1.1.7 Préfecture de la Veveyse

2.9.1.1.7.1 Personnel et organisation

Les procédures et les méthodes de travail mises en place en 2017 par le nouveau préfet et la nouvelle lieutenant de préfet ont été maintenues et renforcées en 2018, à satisfaction.

Au niveau de l'administration, aucun changement n'est à signaler, les deux collaboratrices administratives représentant 1,5 EPT.

Afin de pallier la charge importante de travail en lien avec de nombreux dossiers, le principe de l'engagement de juristes stagiaires en CDD (6 mois) a été maintenu en 2018 et sera renouvelé pour 2019.

Certaines ordonnances pénales sont rédigées par les collaboratrices administratives, d'autres par la juriste stagiaire ou la lieutenant de préfet. Elles sont ensuite relues et signées par le préfet ou sa lieutenant.

Quant aux séances de conciliation, elles sont dirigées par le préfet ou la lieutenant de préfet, selon les disponibilités ou le degré de connaissance des personnes concernées. Le procès-verbal est tenu par la juriste stagiaire ou une secrétaire.

2.9.1.1.7.2 Statistiques et généralités

De manière générale, les statistiques montrent une relative stabilité par rapport aux chiffres de l'an dernier.

Il en va ainsi du nombre de tentatives de conciliation (36), dont seules sept ont échoué, ce qui correspond à un taux de conciliations abouties de quelque 80%, déduction faite des cas en suspens ou transmis au Ministère public.

Les relations avec nos partenaires dans certaines affaires ont toujours été excellentes, qu'il s'agisse du Ministère public, du Tribunal d'arrondissement, de la Justice de paix ou de la police cantonale.

Plaintes

Comme mentionné ci-dessus, les chiffres sont stables au niveau des séances de conciliation.

A relever qu'aucune d'entre elles n'a concerné une violation des obligations d'entretien, contrairement à l'année précédente.

Les autres infractions les plus courantes ont été les suivantes : voies de fait, lésions corporelles simples, injures, diffamation, calomnie, vol et violation de domicile.

Les personnes citées à comparaître sont convoquées en audience dans un délai d'un mois environ, dès réception de la plainte. Elles se présentent souvent seules, une minorité étant accompagnée d'un mandataire (avocat, assistant social, personne de confiance). La présence d'un(e) interprète a été sollicitée à deux ou trois reprises.

Les dossiers sont ensuite transmis sans délai au Ministère public.

Tableau comparatif	2018	2017
Tentatives de conciliation	36	32
Ayant abouti	23	25
Ayant échoué, transmises au ministère public	7	5
En suspens	2	1
Transmises d'office au Ministère public	4	1

Dénonciations

Dans le domaine des dénonciations, la Préfecture de la Veveyse a aussi constaté une certaine stabilité dans les chiffres.

Celles relatives à la loi sur la circulation routière (LCR) ou aux autres bases légales s'en rapprochant représentent clairement la majorité des dénonciations reçues : 467/584.

Viennent ensuite les dénonciations pour violation de mise à ban (106), puis les travaux entrepris sans autorisation ou en violation des conditions du permis de construire (6), la fermeture tardive des établissements publics (3), et le contrôle des habitants (3).

Le nombre de cas en lien avec les absences scolaires illégitimes est de 12 pour 2018 (20 en 2017). Comme à l'accoutumée, la majorité des situations concernent vraisemblablement des départs en vacances prématurés ou des retours de vacances tardifs.

Une fois l'ordonnance pénale envoyée, vient la question de l'encaissement. Le nombre de dossiers d'ordonnances pénales impayées transmis au Service de l'application des sanctions pénales pour l'exécution de la peine privative de liberté par substitution est toujours important : 31, 76 en 2017.

Tableau comparatif	2018	2017
Ordonnances pénales	584	572
définitives	572	558
frappées d'opposition	12	12
transmises d'office au Ministère public	-	2

2.9.1.1.7.3 Divers

Vous trouverez en annexe le tableau des statistiques 2018 en matière pénale. Je vous en souhaite bonne réception et me tiens si nécessaire à votre disposition pour fournir les compléments d'information qui feraient défaut.

2.9.1 Oberämter

2.9.1.1 Allgemeiner Teil

2.9.1.1.1 Oberamt des Saanebezirks

2.9.1.1.1.1 Personal und Organisation

Die Zahl der Mitarbeitenden, die dem Strafsektor zugeteilt sind, ist im Vergleich mit den Vorjahren gleich geblieben; neben dem Vizeoberamtmann, der sich ausschliesslich um diesen Bereich kümmert und von einer Sekretärin zu 60% unterstützt wird, werden zwei Vollzeitbeschäftigte von einer vom Amt für den Arbeitsmarkt vermittelten Person (zu 100 %) sekundiert.

2.9.1.1.1.2 Statistiken und Allgemeines

Wenngleich die Arbeitslast im Vergleich zum Jahr 2017 etwas abnahm, ist das Volumen der strafrechtlichen Angelegenheiten doch immer noch erheblich. Für die Zahl und die Einzelheiten der behandelten Fälle verweisen wir auf die beiliegende Tabelle.

Klagen

Während des Jahres 2018 wurden 268 Fälle von der Staatsanwaltschaft für einen Schlichtungsversuch (nur Antragsdelikte) überwiesen; davon wurden 182 Fälle (67,9 %) mit einer Vereinbarung oder mit einem Rückzug der Klage erledigt. Wie früher wird am häufigsten wegen folgender Straftaten geklagt: Tötlichkeiten, einfache Körperverletzungen, Drohungen, Beschimpfungen, unrechtmässige Aneignung, Veruntreuung zum Nachteil Angehöriger, Zechprellerei, Sachbeschädigung, Hausfriedensbruch, Ehrverletzung, Ladendiebstahl und Vernachlässigung von Unterhaltspflichten.

In den meisten Fällen wird das Dossier überwiesen, nachdem die Polizei ermittelt und die Beteiligten angehört hat. Gelegentlich werden weitere Personen um Auskunft gebeten; in einfachen Ehrverletzungsfällen überweist der Generalstaatsanwalt die Klage direkt und ohne Untersuchungsmassnahmen an den Oberamtmann. Die Angelegenheiten werden, ab ihrem Eingang beim Oberamt, grundsätzlich innert drei Monaten behandelt.

Verzeigungen

Die Anzahl der Strafbefehle (StB), total 6929, setzt sich wie folgt zusammen:

- > 1919 Ordentliche StB;
- > 4075 Ordentliche StB wegen Verletzung eines richterlichen Verbots;
- > 592 StB für unerlaubtes Parkieren auf dem Privatgrund der SBB;
- > 216 StB wegen Verkehrsunfällen;
- > 127 StB zur Einstellung des Verfahrens nach Einsprache gegen einen ersten Strafbefehl.

Die Mehrheit der ordentlichen StB betrifft den Bereich des Strassenverkehrs; es wurden zahlreiche Ermittlungen eröffnet, um Straftäter zu eruieren. Bei Geschwindigkeitsüberschreitungen und Unfällen sind Ermittlungen, was Strafverfügungen betrifft, heikel, da die strafrechtliche Sanktion eine Administrativmassnahme (Anzeige oder Entzug des Fahrausweises), die von der Kommission für Administrativmassnahmen im Strassenverkehr (KAM) ausgesprochen wird, nach sich zieht. Die übrigen Fälle fallen im Wesentlichen unter das Gesetz über die öffentlichen Gaststätten, das Schulgesetz, das Gesetz über die Einwohnerkontrolle und das Baugesetz.

Bei der Verletzung der Schulpflicht bleibt die Zahl der Verzeigungen hoch; angesichts der von den Eltern vorgebrachten Argumente, um diese oder jene Absenz zu begründen (namentlich medizinische Gründe), muss manchmal eine Untersuchung eröffnet werden. In Anwendung des neuen Schulgesetzes wird eine Kopie jedes endgültigen und verbindlichen Strafbefehls der Direktion für Erziehung, Kultur und Sport (EKSD) zugestellt.

Die Verzeigungen wegen Verletzung eines richterlichen Verbots verursachen einen erheblichen administrativen Überprüfungs- und Nachforschungsaufwand sowie eine umfangreiche Korrespondenz zwischen dem Oberamt und den privaten Eigentümern. Während die Zahl der Automobile steigt, bleibt die Zahl der Parkplätze begrenzt, was vor allem in der Stadt zu einer angespannten Situation führt. Deshalb beantragen Eigentümer von neuen Parkplätzen beim Friedensgericht zunehmend Parkverbote auf ihrem Grundstück.

Von all diesen Fällen wurden 30 Dossiers (0,43 %) dem Polizeirichter zu einem Streitgespräch nach einer Einsprache der verurteilten Person übermittelt; ungefähr die Hälfte dieser Verfahren endet mit einem Rückzug der Einsprache.

Schliesslich wurden die eingestellten Fälle (fehlerhafter Verzeigungsrapport, Verjährung, Freiheitsstrafe vollzogen) im Juni und im Dezember wie gewohnt dem Generalstaatsanwalt zur Unterschrift vorgelegt. Dabei handelt es sich um rund 10 Bundesordner.

2.9.1.1.1.3 Verschiedenes

Am 18. September 2018 inspizierte eine Delegation des Kantonsgerichts den Strafsektor des Oberamts.

2.9.1.1.2 Oberamt des Sensebezirks

2.9.1.1.2.1 Personal und Organisation

Die Hauptverantwortlichkeit im Bereich der Strafanträge und Strafanzeigen liegt bei Frau Vize-Oberamtfrau Sarah Hagi Göksu. Die Sachbearbeitung der laufend eingehenden Strafanträge und Strafanzeigen erfolgte im 2018 durch die Juristin Frau Clarissa Frankfurt.

2.9.1.1.2.2 Statistiken und Allgemeines

Sämtliche Angelegenheiten bezüglich Strafsachen werden bei Eingang registriert. Die Anzahl Registrierungen (2'168) hat zum Vorjahr um mehr als 30% zugenommen. Dies betrifft hauptsächlich die Rubriken «SVG-Übertretungen (Parkverbot, Überholen, Überladen, FIAZ usw.)» und «Nichtbezahlen der Ordnungsbussen». Hingegen hat die Rubrik «Verkehrsunfall» etwas abgenommen.

Statistikcode	Art des Vergehens
1	Verkehrsunfall
2	SVG-Geschwindigkeit
3	SVG-Übertretungen (Parkverbot, Ueberholen, Ueberladen, FIAZ etc.)
4	ARV-Übertretungen
5	Nichtbezahlen von Ordnungsbussen
6	Übertretungen Alp- und Forstwege / Sammeln von Pilzen / Verstoss gegen Artenschutz
7	Baupolizei
8	Strafklage / Erfolgreiche Versöhnungsverhandlung oder Rückzug der Strafklage
9	Strafklage / Versöhnungsverhandlung nicht erfolgreich, weiterleiten an Staatsanwaltschaft
10	Fürsorgerische Unterbringung FU / Zuweisung an Arzt durch Oberamt für Abklärung
11	Registrierung ohne Folgen (Person in Schwierigkeiten, Arbeitsunfall, Familienstreit,
12	An Staatsanwaltschaft oder Jugendstrafkammer infolge Zuständigkeit
13	Feuerpolizei
14	Diverses ohne Zuordnung
15	Verletzung der Schulpflicht
16	Wirtshauskandal / Ueberwirten / Getränkeausschank ohne Bewilligung
17	Angesetzte Versöhnungsverhandlung / Per 31.12 noch hängig
18	Einstellungsverfügung / Nichtanhandnahmeentscheid
19	Mediation
20	Sistierungsverfügungen / Täterschaft Unbekannt

- > Anzahl Dossiers mit Status «Offen»: 39
- > Anzahl Dossiers mit Status «In Bearbeitung»: 2
- > Anzahl Dossiers mit Status «Erledigt»: 2155

Statistik 2018

Code	Anzahl Registrierungen	Total Bussenbetrag	Total Gebühren	Total Kosten Oberamt
1	87	22'376.00	3'300.00	819.00
2	725	205'430.00	29'490.00	5'813.00
3	182	24'351.70	4'880.00	1'925.00
4	0	-	-	-
5	1'096	115'030.00	25'300.00	11'466.00
6	12	800.00	240.00	104.00
7	0	-	-	-
8	17	-	-	-
9	26	-	-	-
10	1	-	-	-
11	19	-	-	-
12	0	-	-	-
13	0	-	-	-
14	0	-	-	-
15	18	1'100.00	220.00	104.00
16	4	300.00	60.00	26.00
17	1	-	-	-
18	1	-	-	-
19	0	-	-	-
20	7	-	-	-
Total	2'196	369'387.70	63'520.00	20'257.00

Statistikcode 10, 11, 14, 18 und 20 werden in der offiziellen Jahresstatistik, die dem Justizrat ebenfalls zugestellt wird, nicht berücksichtigt, da es sich hierbei nicht um Schlichtungsverhandlungen, Strafbefehle resp. Strafsentscheide oder Überweisungen an den zuständigen Richter handelt.

Strafanträge

Frau Vize-Oberamtfrau Sarah Hagi Göksu ist die Verantwortliche für die Durchführung der gesetzlich vorgeschriebenen Versöhnungsverhandlungen. Die Anzahl der Strafanträge hat gegenüber dem Vorjahr ein wenig abgenommen, d.h. 44 im 2018 gegenüber 46 im 2017. Es muss weiterhin festgestellt werden, dass die Schlichtungsversuche zusehends komplizierter werden. Auf Verlangen des/der Beklagten wird ebenfalls eine Rechtsvertretung zur Verhandlung zugelassen.

Strafanzeigen

Die eingegangenen Strafanzeigen haben im Vergleich zum Vorjahr um 34% zugenommen, d. h. eine Zunahme von 549 Anzeigen. Insgesamt wurden 2'124 Strafbefehle ausgestellt. Davon wurden 10 mittels Einsprache angefochten.

Die Zustellung und das Inkasso der Strafbefehle für im Ausland wohnhafte Lenkerinnen und Lenker sind schwierig und zeitaufwändig. Die meisten Geschwindigkeitsübertretungen werden bei der Radarstelle auf der A12 in Fillistorf, Gemeinde Bösinggen, gemessen und betreffen sehr oft im Ausland wohnhafte Lenker. Ungenaue Adressen, Wegzüge, erfolglose Zustellungen in Kriegsgebieten, Geschwindigkeitsübertretungen durch Mitglieder von NATO-Truppen usw. erschweren die Arbeit und erfordern oft eine Ausschreibung im Ripol.

Es wird festgestellt, dass immer mehr Personen eine Ratenzahlung beantragen. In diesen Fällen ist der Minimalbetrag pro Monatsrate auf CHF 50.00 festgelegt.

Das Inkasso der ausgesprochenen Bussen erfolgt ausschliesslich durch den Finanzdienst des Kantons Freiburg. Nach einem erfolglosen Inkassoversuch wird der Strafbefehl in Haft umgewandelt und zur Vollstreckung an das Amt für Straf- und Massnahmenvollzug übermittelt. Nur selten werden bei uns Anträge um Bussenreduktion oder um Umwandlung der Busse in gemeinnützige Arbeit eingereicht.

2.9.1.1.2.3 **Verschiedenes**

Ein grosser Dank geht an alle involvierten Ämter für die angenehme und hervorragende Zusammenarbeit.

2.9.1.1.3 Oberamt des Greyerzbezirks

2.9.1.1.3.1 Personal und Organisation

Im Greyerzbezirk ist der Oberamtmann für Strafanzeigen verantwortlich und der Vizeoberamtmann für den Bereich Klagen. Die administrative Abwicklung der registrierten Strafanzeigen und -klagen wird vom Personal der verschiedenen Sektoren sichergestellt.

2.9.1.1.3.2 Statistiken und Allgemeines

Klagen

Die Zahl der eingetragenen Strafklagen in unserem Bezirk steigt. Zudem nimmt die Zahl der eingereichten Strafklagen ausländischer Personen konstant zu. Die Klagen, die beim Oberamt entgegengenommen werden und von Amtes wegen der Staatsanwaltschaft übermittelt werden müssen, werden sofort nach der Entgegennahme weitergeleitet. Im Jahr 2018 waren dies 15 Fälle; 7 wurden vor der Verhandlung zurückgezogen. Wenn keine besonderen Probleme auftreten, werden die zum Erscheinen geladenen Parteien innerhalb eines Monats nach Entgegennahme der Klage zu einer Verhandlung einberufen.

Die Zahl der beschuldigten und klagenden Personen, die einer Schlichtungsverhandlung unentschuldigt fernbleiben, ist relativ hoch. Im Jahr 2018 beträgt sie 11.

Vergleichstabelle	2018	2017
Schlichtungsversuche	113	107
Erfolgreich	56	42
Gescheitert, an die Staatsanwaltschaft weitergeleitet	39	45
Hängig	18	20

Verzeigungen

Die Gesamtzahl der eingereichten Strafanzeigen steigt. Die Mehrheit davon betreffen Verstösse im Zusammenhang mit richterlichen Verboten (2018/1535 - 2017/1180). Sie generieren einen erheblichen Verwaltungsaufwand und die zahlreichen Anfechtungen verursachen Kosten, die durch die Bussgelder nicht gedeckt werden können.

Die Zuwiderhandlungen gegen das Strassenverkehrsgesetz (SVG) steigen leicht an (2018/862 - 2017/772). Im Gegensatz dazu sinkt die Zahl der Unfälle (2018/139 - 2017/175). Im Greyerzbezirk ordnet der Oberamtmann vor allem bei der Raumplanung (2018/9 - 2017/12) und beim Schulgesetz (2018/37 - 2017/29)

Untersuchungsmassnahmen an. Die Zahl diesbezüglicher strafbarer Handlungen und diejenige der Zuwiderhandlungen gegen das Gesetz über die öffentlichen Gaststätten (2018/16 - 2017/11) bleiben relativ stabil.

Vergleichstabelle	2018	2017
Strafbefehle	2671	2231
endgültig	2656	2207
mit Einsprache belegt	15	24
Einstellungsverfügungen	143	94

2.9.1.1.3.3 Verschiedenes

Das Oberamt des Greyerzbezirks weist auf die ausgezeichnete Zusammenarbeit mit der Staatsanwaltschaft, der Polizei und den Gerichtsbehörden hin.

2.9.1.1.4 Oberamt des Seebezirks

2.9.1.1.4.1 Personal und Organisation

Die Strafsachen werden von der Vize-Oberamtfrau Mélanie Corminboeuf behandelt. Bei den Strafklagen bzw. Versöhnungsverhandlungen wird die Administration (Protokolle, Korrespondenz) von Helena Kottmann, Juristin, geführt, bei den Strafbefehlen vom Sekretariat.

Seit dem 1. September 2016 ist ein Praktikant/Praktikantin im Verwaltungsbereich am Oberamt tätig. Vom 1. September 2018 bis Ende Juli 2019 ist dies Estelle Wiegandt. Sie ist insbesondere mit administrativen Aufgaben im Zusammenhang mit den Strafbefehlen und Fischereipatenten betraut. Zu Ausbildungszwecken wohnt sie auch ab und zu den Versöhnungsverhandlungen bei.

2.9.1.1.4.2 Statistiken und Allgemeines

Strafanträge

Die Strafklagen werden von der Vize-Oberamtfrau Mélanie Corminboeuf behandelt, welche auch die Versöhnungsverhandlungen durchführt (siehe dazu Ziff. 1).

Es sind insgesamt 46 Strafklagen eingegangen (Vorjahr 37). 6 davon sind direkt dem Oberamt zugegangen und vom Oberamt zur Eröffnung eines Verfahrens der Staatsanwaltschaft (StA) übermittelt worden. Diese sind dem Oberamt nicht wieder zugestellt worden.

Von den übrigen 40 Klagen (Vorjahr 34) benötigten 3 Dossiers keine Versöhnungsverhandlung, da sich die Parteien vorgängig geeinigt hatten und die Klagen vorher zurückgezogen worden waren. 37 Versöhnungsverhandlungen wurden angesetzt. Von diesen 37, konnte bei 12 Klagen die Verhandlung nicht durchgeführt werden, da entweder:

- > der Beklagte dies nicht wollte (1), was einem Scheitern der Versöhnung entspricht, oder
- > der Kläger die Verhandlung ablehnte (3), was die Übermittlung an die StA mit sich brachte und somit einem Scheitern entspricht, oder
- > der Kläger nicht erschien (2), was einem Rückzug der Klage entspricht, oder
- > der Beklagte nicht erschien (6), was einem Scheitern der Versöhnung entspricht.

1 Dossier ist beim Oberamt noch hängig. In den übrigen 24 Versöhnungsverhandlungen kamen 11 Fälle zu einem positiven (Rückzug der Klage) und 13 zu einem negativen (Weiterleitung an die StA) Ergebnis. Rechnet man diesen Fällen die oben genannten 12 Fälle dazu (wie es im letzten Rapport gemacht wurde), erhöht sich das Ergebnis der positiven Resultate auf 13 und der negativen Resultate auf 23. Die Anzahl der gelungenen Versöhnungen ist gegenüber dem Vorjahr gesunken (35% gegenüber 18 Fällen oder 60 % im Vorjahr). Die Ergebnisse sind von Jahr zu Jahr verschieden und nur sehr beschränkt beeinflussbar. Es hängt von den Parteien selber ab, ob sie gewillt sind, sich zu versöhnen, oder nicht. Dieses Jahr gab es viele Fälle, in denen von vorherein auf eine Versöhnung verzichtet wurde (4) oder bei denen eine der Parteien der Verhandlung fernblieb (8), was die Möglichkeiten der Einflussnahme der Vize-Oberamtfrau auf die Ergebnisse noch mehr beschränkte.

In der Regel werden die Parteien sofort, aber spätestens innerhalb Monatsfrist ab Eingang des Auftrages durch die Staatsanwaltschaft, zur Versöhnungsverhandlung vorgeladen. Es kommt oft vor, dass die angesetzten Termine verschoben werden müssen, meistens dann, wenn Rechtsanwälte involviert sind. Direkt beim Oberamt eingereichte Klagen werden ohne Verzug der Staatsanwaltschaft zur Verfahrenseröffnung weitergeleitet.

In den meisten Fällen werden die Parteien bei Versöhnungsverhandlungen nicht von Rechtsanwälten begleitet. Aber die Anzahl der Verhandlungen mit Anwälten erhöht sich von Jahr zu Jahr. Da bei der Versöhnungsverhandlung vor allem eine Aussprache der Kontrahenten angestrebt wird, werden Parteienvertreter gegebenenfalls gebeten, sich zurückzuhalten, ausser wenn beide Parteien vertreten werden; dies wird in der Regel von den Rechtsanwälten auch respektiert, insbesondere wenn die andere Partei ohne Rechtsanwalt zugegen ist.

Vergleichstabelle Klagen	2015	2016	2017	2018
Versöhnungsversuche	57	28	33	37
- Versöhnungen gelungen	25	9	18	13
- Der Staatsanwaltschaft weitergeleitet	24	12	12	23
- Hängige Dossiers	3	7	3	1

Strafanzeigen

Gegenüber dem Vorjahr hat die Anzahl Strafbefehle im Jahre 2018 erneut zugenommen auf nun 3982 Strafbefehle (= + 8.92 % gegenüber 3656 Strafbefehlen im Jahr 2017 und sogar + 19 % gegenüber 3346 Strafbefehlen im Jahre 2016). Von den ausgestellten Strafbefehlen betreffen 3795 Fälle Wiederhandlungen gegen das SVG, 168 das Parkverbot (Art. 258 ZPO), 4 das EKG, 10 das SchG, 3 das ÖGG, 1 das EGStGB und 1 das RPBG. 1 Anzeige wegen Fehlens einer Anmeldung der Krankenkassenversicherung wurde der StA übermittelt. Insgesamt wurden 20 Einsprachen gegen Strafbefehle erhoben (= 0.5 %); der prozentuale Anteil der Einsprachen ist damit gesunken (1.69% im 2017).

Es sind die Anzahl Wiederhandlungen gegen das SVG die zugenommen hat (3635 im 2017, obwohl in diesem Jahr die Wiederhandlungen gegen ein Parkverbot zu den Wiederhandlungen gegen das SVG zählten). Die übrigen Anzeigen sind ungefähr identisch wie in den früheren Jahren (3 ÖGG, 2 EGStGB, 3 EKG, 13 SchG im 2017).

Im Berichtsjahr sind dem Justizvollzugsamt (ehemaliges Amt für Straf- und Massnahmenvollzug und Gefängnisse) 3 Gesuche zur Umwandlung einer Busse in gemeinnützige Arbeit zugestellt worden (3 im Jahr 2017, 4 im Jahr 2016).

453 Dossiers mussten dem Justizvollzugsamt wegen nicht bezahlter Busse zugestellt werden (616 im Jahr 2017, 490 im Jahr 2016).

- > 379 Personen wurden im Ripol ausgeschrieben (280 im Vorjahr, 182 im Jahr 2016).
- > 116 Verfahren wurden im Jahr 2018 mittels Verfügung eingestellt.
- > 336 Dossiers mussten ohne Folge klassiert werden, da eine Adresse fehlte.

Vergleichstabelle Strafbefehle	2014	2015	2016	2017	2018
Strafbefehle	2586	3098	3346	3656	3982
- Definitive	2539	3034	3294	3594	3962
- Einsprachen	47	64	52	62	20

2.9.1.1.5 Oberamt des Glanebezirks

2.9.1.1.5.1 Personal und Organisation

Das Oberamt verfügt über eine stabile Personalsituation. Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter sind motiviert und kompetent, was es dem Oberamt ermöglicht, auf die vielen Anliegen und Erwartungen der Bevölkerung einzugehen, die oft weit über die üblichen Aufgaben eines Oberamtes hinausgehen. Die Ratschläge und Antworten bringen Nutzen, geben der Bevölkerung ein Gefühl der Sicherheit und verhindern darüber hinaus vielfach lange Verfahren oder fehlerhafte Beurteilungen von Angelegenheiten. Das Oberamt spielt indes vollkommen die Rolle des Botschafters des Staates in den Regionen und vermittelt dadurch ein positives Bild der öffentlichen Verwaltung.

Eine der Stärken des Oberamts stellt die Tatsache dar, dass jede Angestellte und jeder Angestellter alle Hauptaufgaben des Oberamts erfüllen kann, was es ermöglicht, jederzeit Qualität in der Arbeit sicherzustellen und zügig zu arbeiten.

Ausserdem scheint es mir wichtig, Akteur der Ausbildung zu sein. Im Jahr 2018 engagierten wir einen zweiten Lehrling und empfangen mehrere Schüler/innen der Orientierungsschule des Glanebezirks für Schnupper-Praktika.

Valentin Bard, unser Vizeoberamtsmann, hat sein Anwaltspatent erlangt und arbeitet nun zu 100 %.

2.9.1.1.5.2 Statistiken und Allgemeines

2018 ist der Umfang der Strafsachen insgesamt um 6,1 % zurückgegangen. Die Anzahl der Angelegenheiten, die uns von der Staatsanwaltschaft übermittelt wurden, war geringer, 2017 waren es 52, 2018 34; das gilt auch für die Anzahl Strafanzeigen, die geringer war, sie reduzierte sich von 391 auf 382.

Klagen

Der Vizeoberamtsmann beschäftigt sich im Prinzip mit Klagen und damit verbundenen Schlichtungsverhandlungen.

Die Anzahl der Strafklagen reduzierte sich um 34,6 % und die Schlichtungsversuche waren in 53 % der Fälle erfolgreich. Zusätzlich sollte präzisiert werden, dass die Fälle, in denen die Beschuldigten den Schlichtungsverhandlungen fernblieben, als gescheiterte Fälle verbucht werden.

Die Strafklagen wegen Drohungen, Beschimpfungen und Tötlichkeit machen einen Drittel der Fälle aus. Die anderen betreffen verschiedene Motive (Vernachlässigung von Unterhaltspflichten, üble Nachrede und Verleumdungen, einfache Körperverletzungen, Diebstahl, Sachbeschädigungen usw.).

In der Regel werden die Parteien 4 bis 5 Wochen nach Eingang der Strafklage zum Erscheinen zur Verhandlung aufgeboten.

Verzeigungen

Insgesamt hat das Volumen der Strafanzeigen im Vergleich zum Vorjahreszeitraum wenig variiert, es waren 9 Fälle weniger als im Vorjahr. Die Strafanzeigen wegen übersetzter Geschwindigkeit sind zurückgegangen (- 32) wobei andere Delikte im Rahmen des SVG zugenommen haben (+ 10), ebenso die Verletzung richterlicher Verbote (+ 19). Die Strafanzeigen infolge von Verkehrsunfällen sind stabil geblieben. 6 Strafbefehle wurden anlässlich von Widerhandlungen gegen das RPBG erlassen. Diesbezüglich unterstreiche ich, dass die Kompetenzen, die dem Oberamtsmann im Rahmen des RPBG in administrativen und strafrechtlichen Angelegenheiten zustehen, angemessen sind, insbesondere erlauben sie Effektivitätsgewinne. Ich erlaube mir jedoch festzustellen, dass die Verjährungsfrist von 5 Jahren in Artikel 173 Abs 6 des RPBG verlängert werden sollte.

2 Strafbefehle haben zu Einsprachen vor dem Polizeirichter geführt. Die erste wurde als unzulässig erklärt, die zweite wurde in der Verhandlung zurückgezogen. 18 Strafbefehle wurden nicht weiterverfolgt, gegenüber 22 im Jahr 2017.

2.9.1.1.5.3 Verschiedenes

Das Jahr 2018 verlief zur Zufriedenheit des Teams des Oberamts. Es gibt generell keine Verspätungen, und die Geschäfte wurden termingerecht abgeschlossen, worüber wir uns freuen.

Die Organisation des Oberamts ist gut auf die Anforderungen der ihm übertragenen Aufgaben eingestellt, was zu einer zügigen und effektiven Abwicklung seiner Geschäfte führt.

2.9.1.1.6 Oberamt des Broyebezirks

2.9.1.1.6.1 Personal und Organisation

Unter der Verantwortung von Oberamtmann Nicolas Kilchoer beschäftigt das Oberamt des Broyebezirks sechs Personen (4,6 VZÄ) und einen Lernenden. Für Fälle aus dem Strafrecht sind im Wesentlichen der Oberamtmann, der Vizeoberamtmann und eine Sekretärin zuständig.

2.9.1.1.6.2 Statistiken und Allgemeines

Das Oberamt des Broyebezirks verzeichnet eine leichte Steigerung der gerichtlichen Tätigkeit im Strafrechtsbereich (992 Fälle gegenüber 919 im Jahr 2017). Die Zahl der Angelegenheiten bleibt im Vergleich zum Mittel der vergangenen Jahre gleich. Es ist besonders erfreulich festzustellen, wie leistungsfähig und einfach unsere schnelle Rechtsprechung ist. Die Mehrheit der Klagen und Verzeigungen, die an das Oberamt überwiesen wurden, wurden gewissenhaft und in einer für die Rechtsuchenden angemessenen Zeit erledigt.

Klagen

Die Zahl der dem Oberamtmann zur Schlichtung zugestellten Klagen hat leicht zugenommen. Wir stellen mit Befriedigung fest, dass etwas mehr als 50 % der Fälle definitiv geregelt werden konnten.

Verzeigungen

Auch wenn die Zahl der Verzeigungen steigt, verbleibt die Zahl im Durchschnitt der Vorjahre. Es gilt darauf hinzuweisen, dass die Mehrheit der Verzeigungen wegen Übertretungen des SVG eingereicht wird, zugleich ist darauf hinzuweisen, dass nur in den wenigsten Fällen gegen den Strafbefehl Einsprache erhoben wird (2 %).

2.9.1.1.6.3 Verschiedenes

Zu unterstreichen ist die gute Zusammenarbeit mit der Staatsanwaltschaft, sowohl bei der Behandlung der Klagen als auch bei der Vorkontrolle der Einstellungsverfügungen.

2.9.1.1.7 Oberamt des Vivisbachbezirks

2.9.1.1.7.1 Personal und Organisation

Die neuen Arbeitsprozesse und -methoden, die 2017 vom neuen Oberamtmann und von der neuen Vizeoberamtfräu eingeführt wurden, wurden 2018 zur allgemeinen Zufriedenheit weiter ausgebaut und unterhalten.

In der Verwaltung sind keine Änderungen zu verzeichnen. Die beiden Verwaltungssachbearbeiterinnen teilen sich 1,5 VZÄ.

Um die hohe Arbeitsbelastung, die mit den vielen Dossiers verbunden ist, zu bewältigen, wurde die Beschäftigung von juristischen Praktikantinnen und Praktikanten im Jahr 2018 mit befristeten Arbeitsverträgen fortgeführt (6 Monate) und wird 2019 weiter geführt.

Gewisse Strafbefehle werden von Verwaltungssachbearbeiterinnen und -arbeitern redigiert, andere von der juristischen Praktikantin oder von der Vizeoberamtfräu. Danach werden sie vom Oberamtmann oder von der Vizeoberamtfräu überprüft und unterschrieben.

Die Schlichtungsverhandlungen werden je nach Verfügbarkeit oder Kenntnissen der betroffenen Person vom Oberamtmann oder von der Vizeoberamtfräu geleitet. Das Protokoll wird von der juristischen Praktikantin oder einer Sekretärin geführt.

2.9.1.1.7.2 Statistiken und Allgemeines

Die Statistik weist grundsätzlich im Vergleich mit den Zahlen des Vorjahrs eine gewisse Stabilität auf.

Dies ist bei der Anzahl der Schlichtungsversuche der Fall (36), von denen nur 7 misslingen, was einer Rate erfolgreicher Schlichtungen von 80 % entspricht, abzüglich der Fälle, die hängig sind oder der Staatsanwaltschaft übergeben wurden.

Die Beziehungen mit unseren Partnern, die uns in einigen Fällen unterstützen, waren immer ausgezeichnet, ob es sich nun um die Staatsanwaltschaft, das Bezirksgericht, das Friedensgericht oder die Kantonspolizei handelt.

Klagen

Wie weiter oben erwähnt, sind die Zahlen bei den Schlichtungsverhandlungen stabil.

Dabei ist zu berücksichtigen, dass, im Gegensatz zum Vorjahr, keine Angelegenheiten mit Vernachlässigung von Unterhaltspflichten auftraten.

Die folgenden Straftaten traten des Weiteren häufig auf: Tötlichkeiten, einfache Körperverletzungen, Beschimpfungen, üble Nachrede, Verleumdung, Diebstahl und Hausfriedensbruch.

Die vorgeladenen Personen werden innert einem Monat nach Entgegennahme der Klage zu einer Verhandlung einberufen. Meist erscheinen sie alleine, eine Minderzahl wird von Bevollmächtigten begleitet (Anwältin/Anwalt, Sozialarbeiterin/Sozialarbeiter, Vertrauensperson). Die Anwesenheit einer Dolmetscherin/eines Dolmetschers war zwei oder drei Mal erforderlich.

Die Dossiers werden in der Folge unverzüglich der Staatsanwaltschaft übergeben.

Vergleichstabelle	2018	2017
Schlichtungsversuche	36	32
Erfolgreich	23	25
Gescheitert, an die Staatsanwaltschaft weitergeleitet	7	5
Hängig	2	1
Von Amtes wegen an die Staatsanwaltschaft weitergeleitet	4	1

Verzeigungen

Auch bei den Verzeigungen stellte das Oberamt des Vivisbachbezirks eine gewisse Stabilität bei den Zahlen fest.

Die Fälle mit Bezug zum Strassenverkehrsgesetz (SVG) oder anderen ähnlichen gesetzlichen Grundlagen stellen die deutliche Mehrheit der eingegangenen Anzeigen dar: 467/584.

Darauf folgen die Verzeigungen in Zusammenhang mit Verletzungen eines richterlichen Verbots (106), danach Bauarbeiten, die ohne Bewilligung erfolgten oder die gegen Baubewilligungen verstiesen (6), Verzeigungen wegen verspäteter Schliessungen öffentlicher Gaststätten (3) und in Zusammenhang mit der Einwohnerkontrolle (3).

Die Zahl der Verzeigungen wegen unrechtmässigen Absenzen in der Schule beträgt im Jahr 2018 12 (20 im Jahr 2017). Wie gewohnt betreffen wahrscheinlich die meisten Fälle vorzeitige Ferienabreisen oder eine verzögerte Ferienrückkehr.

Wenn der Strafbefehl versendet ist, stellt sich die Frage des Inkassos. Die Zahl der Fälle, in denen Strafbefehle nicht bezahlt wurden und die dem Amt für Straf- und Massnahmenvollzug und Gefängnisse für den Vollzug der an die Stelle der Busse tretenden Freiheitsstrafe überwiesen werden, bleibt erheblich: 31 (2017: 76)

Vergleichstabelle	2018	2017
Strafverfahren	584	572
endgültig	572	558
mit Einsprache belegt	12	12
von Amtes wegen an die Staatsanwaltschaft weitergeleitet	-	2

2.9.1.1.7.3 Verschiedenes

Sie finden in der Beilage die Tabelle mit den Statistiken zum Strafrecht 2018. Ich stehe Ihnen gern zur Verfügung für zusätzliche Informationen.

2.9.1.2 Partie statistique / Statistischer Teil

Activité judiciaire des préfets / Richterliche Tätigkeit der Oberamtmänner

Plaintes et dénonciations / <i>Strafanträge und Strafanzeigen</i>	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
1. Tentatives de conciliation / <i>Schlichtungsversuche</i>	268	44	113	37	34	65	36	597
ayant abouti / <i>erfolgreich</i>	182	17	56	13	18	33	23	342
ayant échoué, transmises au Ministère public <i>gescheitert, der Staatsanwaltschaft übermittelt</i>	86	26	39	23	12	32	7	225
en suspens / <i>hängig</i>	0	1	18	1	4	7	2	33
2. Transmises d'office au Ministère public / <i>von Amtes wegen der Staatsanwaltschaft übermittelt</i>	45	0	15	6	0	0	4	70
3. Ordonnances pénales / <i>Strafbefehle</i>	6929	2124	2671	3982	382	927	584	17599
définitive / <i>endgültige</i>	6899	2114	2656	3962	382	911	572	17496
Frappées d'opposition, dossiers transmis au juge / <i>Einsprache erhoben, Akten dem Richter übermittelt</i>	30	10	15	20	2	16	12	105
Total	7242	2168	2799	4025	416	992	624	54733

2.9.2 Commission de recours de l'Université / Rekurskommission der Universität

2.9.2.1 Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2018	2017
Affaires pendantes au 1er janvier / <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	13	9
Affaires introduites / <i>eingereichte Angelegenheiten</i>	13	12
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	13	8
Décision de la Commission / <i>Kommissionsentscheide</i>	8	4
Prononcé présidentiel / <i>Präsidialverfügung</i>	4	3
Par un autre moyen / <i>auf andere Weise</i>	1	1
Affaires pendantes au 31 décembre / <i>am 31. Dez. hängige Angelegenheiten</i>	13	13

2.9.2.2 Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

Matières traitées / <i>behandelte Rechtsgebiete</i>	2018	2017
Examens et travaux écrits / <i>Examen und schriftliche Arbeiten</i>	8	3
Admission aux études et changement d'études / <i>Zulassung zum Studium und Studienwechsel</i>	1	--
Autres / <i>andere</i>	4	4
Prolongation d'un stage pratique / <i>Verlängerung eines Praktikums</i>	--	1
Blâme / <i>Verweis</i>	--	--

Sort réservé aux affaires / <i>Erledigungsweise</i>	2018	2017
Décisions de la Commission / <i>Kommissionsentscheide</i>		
Admission / <i>Gutheissung</i>	--	1
Admission partielle / <i>teilweise Gutheissung</i>	--	1
Admission avec renvoi à l'autorité inférieure / <i>Gutheissung mit Rückweisung an die Vorinstanz</i>	--	--
Irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i>	1	--
Rejet / <i>Abweisung</i>	5	2
Rejet dans la mesure où recevable / <i>Abweisung soweit Eintreten</i>	1	--
Admission dans la mesure où recevable / <i>Gutheissung soweit Eintreten</i>	1	--
Prononcés présidentiels / <i>Präsidialverfügungen</i>		
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	1	1
Retrait / <i>Rückzug</i>	1	--
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / <i>aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten</i>	--	--
Rejet dans la mesure où recevable / <i>Abweisung soweit Eintreten</i>	--	--
Transmission à l'autorité compétente / <i>Weiterleitung an zuständige Behörde</i>	2	2

2.9.2.3 Recours au Tribunal cantonal / Beschwerden an das Kantonsgericht

	2018	2017
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	--	--
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	2	1
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	1	1
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	1	--
Admission / Gutheissung	--	--
Rejet / Abweisung	--	1
Irrecevabilité / Nichteintreten	1	--
Retrait / Rückzug	--	--
Transmission à l'autorité compétente / Weiterleitung an zuständige Behörde	--	--

2.9.2.4 Commentaires / Kommentare

2.9.2.4.1 Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik

Aucun commentaire / Kein Kommentar

2.9.2.4.2 Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammensetzung, Kommentare)

Composition de la Commission (au 31.12.18) / Zusammensetzung der Kommission (am 31.12.18)

Prénom/nom	Fonction
Markus Julmy	Président / Präsident
Géraldine Pontelli-Barras	Vice-présidente / Vize-Präsidentin
Ambroise Bulambo	Assesseur / Beisitzer
Barbara Hallensleben	Assesseure / Beisitzerin
Michel Heinzmann	Assesseur / Beisitzer
Sophie Marchon Modolo	Assesseure / Beisitzerin
Sarah Riedo	Assesseure / Beisitzerin
Isabelle Théron	Assesseure / Beisitzerin
Marina Achermann-Eggelhöfer	Assesseure suppléante / Ersatzbeisitzerin
Sascha Bischof	Assesseure suppléante / Ersatzbeisitzerin
Lucas Chocomeli	Assesseure suppléante / Ersatzbeisitzerin
Eric Davoine	Assesseure suppléante / Ersatzbeisitzerin
Sébastien Schief	Assesseure suppléante / Ersatzbeisitzerin
Laure Zbinden	Assesseure suppléante / Ersatzbeisitzerin
Stéphanie Colella	Secrétaire juriste / Juristische Sekretärin
Elias Moussa	Secrétaire juriste / Juristischer Sekretär

2.9.3 Commission de recours en matière d'améliorations foncières / Rekurskommission für Bodenverbesserungen

2.9.3.1 Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2018	2017
Affaires pendantes au 1er janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	2	0
Affaires introduites / eingereichte Angelegenheiten	1	3
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	1	1
Décision de la Commission / Kommissionsentscheide	1	1
Prononcé présidentiel / Präsidialverfügung	--	--
Par un autre moyen / auf andere Weise	--	--
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dez. hängige Angelegenheiten	2	2

2.9.3.2 Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

Matières traitées / behandelte Rechtsgebiete	2018	2017
Améliorations foncières agricoles / landwirtschaftliche Bodenverbesserungen	1	1
Remaniement parcellaire forestier / Waldzusammenlegungen	--	--
Terrains à bâtir / Baulandumlegungen	--	--

Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise	2018	2017
Décisions de la Commission / Kommissionsentscheide		
Admission / Gutheissung	--	--
Admission partielle / teilweise Gutheissung	--	--
Admission avec renvoi à l'autorité inférieure / Gutheissung mit Rückweisung an die Vorinstanz	--	--
Irrecevabilité / Nichteintreten	--	--
Rejet / Abweisung	--	--
Retrait de recours / Rückzug	1	1
Prononcés présidentiels / Präsidialverfügungen		
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	--	--
Retrait / Rückzug	--	--
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	--	--
Rejet dans la mesure où recevable / Abweisung soweit Eintreten	--	--
Transmission à l'autorité compétente / Weiterleitung an zuständige Behörde	--	--
Admission / Zulassung	--	--
Rejet / Abweisung	--	--
Retrait de recours / Rückzug	--	--

2.9.3.3 Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht

	2018	2017
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig		--
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	--	--
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	--	--
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	--	--
Admission / Gutheissung	--	--
Rejet / Abweisung	--	--
Irrecevabilité / Nichteintreten	--	--
Retrait / Rückzug	--	--
Transmission à l'autorité compétente / Weiterleitung an zuständige Behörde	--	--

2.9.3.4 Commentaires / Kommentare

2.9.3.4.1 Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik

Néant.

Keine Kommentare

2.9.3.4.2 Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammensetzung, Kommentare)

Composition de la Commission (au 31.12.18) / Zusammensetzung der Kommission (am 31.12.18)

Prénom/nom	Fonction
Jacques Menoud	Président / Präsident
Thomas Meyer	Vice-président / Vize-Präsident
Jean-Bernard Bapst	Assesseur / Beisitzer
Felix Bärtschi	Assesseur / Beisitzer
Yvan Chassot	Assesseur / Beisitzer
Jacques Genoud	Assesseur / Beisitzer
René Hirsiger	Assesseur / Beisitzer
Sylvie Mabillard	Assesseure / Beisitzerin
Joseph Rhône	Assesseur / Beisitzer
Dominique Schaller	Assesseur / Beisitzer

Comme par le passé, la Commission siège en deux chambres séparées suivant la langue de la procédure. Selon la langue de celle-ci, la chambre est présidée par Monsieur Jacques Menoud, président, pour la langue française, et par Monsieur Thomas Meyer, vice-président, pour la langue allemande. Le secrétariat est dédoublé suivant le même principe.

Die Rekurskommission tagt in zwei verschiedenen Kammern, je nach der Prozesssprache. Je nach Prozesssprache wird die Kommission vom Präsidenten, Herrn Jacques Menoud, oder vom Vizepräsidenten, Herrn Thomas Meyer, präsiert. Die Kommission verfügt über zwei Sekretariate, je eines für die beiden Sprachgruppen.

2.9.4 Commission de recours en matière de premier relevé / Rekurskommission für die Ersterhebung

2.9.4.1 Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2018	2017
Affaires pendantes au 1er janvier / <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	4	3
Affaires introduites / <i>eingereichte Angelegenheiten</i>	2	1
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	--	--
Décision de la Commission / <i>Kommissionsentscheide</i>	--	--
Prononcé présidentiel / <i>Präsidialverfügung</i>	--	--
Par un autre moyen / <i>auf andere Weise</i>	--	--
Affaires pendantes au 31 décembre / <i>am 31. Dez. hängige Angelegenheiten</i>	6	4

2.9.4.2 Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

Matières traitées / <i>behandelte Rechtsgebiete</i>	2018	2017
Abornement / <i>Vermarkung</i>	--	--
Mensuration officielle / <i>amtliche Vermessung</i>	--	--

Sort réservé aux affaires / <i>Erledigungsweise</i>	2018	2017
Décisions de la Commission / <i>Kommissionsentscheide</i>		
Admission / <i>Gutheissung</i>	--	--
Admission partielle / <i>teilweise Gutheissung</i>	--	--
Admission avec renvoi à l'autorité inférieure / <i>Gutheissung mit Rückweisung an die Vorinstanz</i>	--	--
Irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i>	--	--
Rejet / <i>Abweisung</i>	--	--
Retrait de recours / <i>Rückzug</i>	--	--
Prononcés présidentiels / <i>Präsidialverfügungen</i>		
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	--	--
Retrait / <i>Rückzug</i>	--	--
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / <i>aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten</i>	--	--
Rejet dans la mesure où recevable / <i>Abweisung soweit Eintreten</i>	--	--
Transmission à l'autorité compétente / <i>Weiterleitung an zuständige Behörde</i>	--	--
Admission / <i>Zulassung</i>	--	--
Rejet / <i>Abweisung</i>	--	--
Retrait de recours / <i>Rückzug</i>	--	--

2.9.4.3 Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht

	2018	2017
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	--	--
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	--	--
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	--	--
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	--	--
Admission / Gutheissung	--	--
Rejet / Abweisung	--	--
Irrecevabilité / Nichteintreten	--	--
Retrait / Rückzug	--	--
Transmission à l'autorité compétente / Weiterleitung an zuständige Behörde	--	--

2.9.4.4 Commentaires / Kommentare

2.9.4.4.1 Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik

Pas de remarques. *Keine Bemerkungen.*

2.9.4.4.2 Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammensetzung, Kommentare)

Composition de la Commission (au 31.12.18) / Zusammensetzung der Kommission (am 31.12.18)

Prénom/nom	Fonction
Kurt Schwab	Président / Präsident
Danièle Mooser-Dougoud	Vice-présidente / Vize-Präsidentin
Xavier Angéloz	Assesseur / Beisitzer
Yvan Chassot	Assesseur / Beisitzer
Luc Déglise	Assesseur / Beisitzer
Daniel Kaeser	Assesseur / Beisitzer
René Sonney	Assesseur / Beisitzer
Giacinto Zucchinetti	Assesseur / Beisitzer

Pas de remarques. *Keine Bemerkungen.*

2.9.5 Commission d'expropriation / Enteignungskommission

2.9.5.1 Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2018	2017
Affaires pendantes au 1er janvier / <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	10	9
Affaires introduites / <i>eingereichte Angelegenheiten</i>	9	8
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	--	--
Décision de la Commission / <i>Kommissionsentscheide</i>	1	1
Prononcé présidentiel / <i>Präsidentialverfügung</i>		2
Par un autre moyen / <i>auf andere Weise</i>	3	4
Affaires pendantes au 31 décembre / <i>am 31. Dez. hängige Angelegenheiten</i>	15	10

2.9.5.2 Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

	2018	2017
Matières traitées / behandelte Rechtsgebiete		
Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise		
Décisions de la Commission / Kommissionsentscheide		
Admission / <i>Gutheissung</i>	--	--
Admission partielle / <i>teilweise Gutheissung</i>	--	--
Admission avec renvoi à l'autorité inférieure / <i>Gutheissung mit Rückweisung an die Vorinstanz</i>	--	--
Irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i>	--	--
Rejet / <i>Abweisung</i>	1	1
Retrait de recours / <i>Rückzug</i>	--	--
Prononcés présidentiels / Präsidentialverfügungen		
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	--	2
Retrait / <i>Rückzug</i>	3	3
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / <i>aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten</i>	--	--
Rejet dans la mesure où recevable / <i>Abweisung soweit Eintreten</i>	--	--
Transmission à l'autorité compétente / <i>Weiterleitung an zuständige Behörde</i>	--	--
Admission / <i>Zulassung</i>	--	--
Rejet / <i>Abweisung</i>	--	--
Retrait de recours / <i>Rückzug</i>	--	1
Conciliation / <i>Versöhnung</i>	--	1

2.9.5.3 Recours au Tribunal / Beschwerden an das Bundesgericht

	2018	2017
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	1	1
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	1	--
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	--	1
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	1	--
Admission / Gutheissung	--	--
Rejet / Abweisung	1	1
Irrecevabilité / Nichteintreten	--	--
Retrait / Rückzug	--	--
Transmission à l'autorité compétente / Weiterleitung an zuständige Behörde	--	--

2.9.5.4 Commentaires / Kommentare

2.9.5.4.1 Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik

Le nombre d'affaires enregistrées par la Commission d'expropriation est stable. En revanche les dossiers ayant pour objet des demandes d'indemnités pour expropriation matérielle augmentent en raison de la révision totale des PAL de la première génération qui obligent les collectivités publiques à réduire leurs zones constructibles. Ces dossiers sont complexes et conduisent à un double échange d'écritures du fait de l'application par analogie du code de procédure civile.

Deux demandes d'indemnité pour expropriation matérielle sont suspendues car les requérants ont simultanément déposé un recours au tribunal cantonal contre la décision d'approbation du PAL.

Le Tribunal cantonal a rejeté le recours déposé par une partie contre la décision de la Commission refusant de considérer la sortie d'un terrain d'une zone d'activité comme un déclassement, confirmant ainsi les principes retenus par la Commission d'expropriation dans ses deux premières décisions en la matière. Un recours déposé en août 2018 contre une autre décision de la Commission en matière de déclassement est toujours pendant devant le Tribunal cantonal.

L'admission de la voie de l'expropriation complémentaire décidée par le Tribunal cantonal en matière de violation des droits de voisinage du fait de travaux sur le domaine public ouvre la voie à une augmentation sensible des procédures devant la Commission d'expropriation. La Commission pourrait également être appelée à se prononcer sur des demandes d'indemnité motivées par le non-respect des limites d'immission en matière de bruit fixées par l'OPB.

Die Anzahl der bei der Enteignungskommission hängigen Angelegenheiten ist beständig. Die Anzahl Entschädigungsgesuche wegen materieller Enteignung hingegen steigt an infolge der Totalrevision der Ortspläne der ersten Generation, welche die öffentlich-rechtlichen Körperschaften zu einem Abbau ihrer Bauzonen zwingt. Diese Dossiers sind komplex und bedingen infolge analoger Anwendung der Zivilprozessordnung einen doppelten Schriftenwechsel.

Zwei Verfahren wegen materieller Enteignung wurden suspendiert, da die Gesuchsteller beim Kantonsgericht gleichzeitig Beschwerde gegen die Genehmigung des Ortsplanes eingereicht haben.

Die Beschwerde gegen den Kommissionsentscheid, wonach die Aufhebung einer Gewerbezone eine Nichteinzonung darstellt, wurde vom Kantonsgericht abgewiesen. Damit wurden die zwei ersten Entscheide der Kommission diese Frage betreffend im Grundsatz bestätigt. Eine im August 2018 gegen einen Kommissionsentscheid betreffend Auszonung eingereichte Beschwerde ist noch beim Kantonsgericht hängig.

Das Kantonsgericht hat die nachträgliche Enteignung im Falle einer Verletzung von Nachbarrecht im Rahmen von Bauarbeiten auf öffentlichem Grund zugelassen, was zu einer merklichen Zunahme der Verfahren bei der Enteignungskommission führt. Es ist nicht auszuschliessen, dass die Kommission auch über Entschädigungsgesuche wegen Verletzung der in der LSV enthaltenen Immissionsgrenzen zu befinden hat.

2.9.5.4.2 Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammensetzung, Kommentare)

Composition de la Commission (au 31.12.18) / Zusammensetzung der Kommission (am 31.12.18)

Prénom/nom	Fonction
José Kaelin	Président / Präsident
Danielle Julmy	Vice-présidente / Vize-Präsidentin
Pierre-Henri Gapany	Vice-président / Vize-Präsident
Yves Bosson	Assesseur / Beisitzer
Gérald Cantin	Assesseur / Beisitzer
Pascal Chassot	Assesseur / Beisitzer
Olivier Chenevart	Assesseur / Beisitzer
Andreas Freiburghaus	Assesseur / Beisitzer
Jacqueline Giroud	Assesseure / Beisitzerin
German Imoberdorf	Assesseur / Beisitzer
Jean-Marc Sallin	Assesseur / Beisitzer
Patrik Schaller	Assesseur / Beisitzer
Noël Schneider	Assesseur / Beisitzer
Walter Schoop	Assesseur / Beisitzer
Edgar Schorderet	Assesseur / Beisitzer
Jacques Stephan	Assesseur / Beisitzer
Elodie Surchat	Assesseur / Beisitzer
Victorine Alice van Zanten	Assesseure / Beisitzerin
Lorenz Fivian	Assesseur / Beisitzer
Ingo Schafer	Secrétaire / Sekretär
Marie-Laure Schneuwly-Karth	Secrétaire / Sekretär

En remplacement de Dieter Stauffacher, Le Grand Conseil a élu Lorenz Fivian en qualité d'Assesseur de la Commission d'expropriation. Jacques Stephan, Assesseur de la Commission d'expropriation depuis sa création sera remplacé en 2019, arrivé au terme de sa fonction en raison de son âge.

Der Grosse Rat hat Lorenz Fivian zum Nachfolger von Dieter Stauffacher als Beisitzer der Enteignungskommission gewählt. Jacques Stephan, Beisitzer der Enteignungskommission seit deren Einführung, wird 2019 altershalber abgelöst werden.

2.9.6 Autorité de surveillance du registre foncier / Aufsichtskommission über das Grundbuch

2.9.6.1 Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2018	2017
Affaires pendantes au 1er janvier / <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	--	--
Affaires introduites / <i>eingereichte Angelegenheiten</i>	5	3
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	4	3
Décision de l'Autorité / <i>Entscheide der Behörde</i>	3	1
Prononcé présidentiel / <i>Präsidentialverfügung</i>	1	2
Par un autre moyen / <i>auf andere Weise</i>	--	--
Affaires pendantes au 31 décembre / <i>am 31. Dez. hängige Angelegenheiten</i>	1	--

2.9.6.2 Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

Matières traitées / <i>behandelte Rechtsgebiete</i>	2018	2017
Etablissement du registre foncier fédéral / <i>Einführung des eidgenössischen Grundbuchs</i>	1	--
Postposition de droits / <i>Rangrücktritt</i>	1	--
Changement d'un mot-clé de l'inscription dans le registre foncier / <i>Änderung eines Stichworts im Grundbuch</i>	--	1
Droit de passage / <i>Grunddienstbarkeit</i>	1	--
Mention de blocage et inscription du transfert de propriété à la suite d'une vente aux enchères forcées / <i>Anmerkung einer Grundbuchsperre und Eintragung des Eigentumsübergangs infolge Zwangsversteigerung</i>	--	1

Sort réservé aux affaires / <i>Erledigungsweise</i>	2018	2017
Décisions de l'Autorité / <i>Entscheide der Behörde</i>		
Admission / <i>Gutheissung</i>	--	--
Admission partielle / <i>teilweise Gutheissung</i>	--	--
Admission avec renvoi à l'autorité inférieure / <i>Gutheissung mit Rückweisung an die Vorinstanz</i>	--	--
Irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i>	1	--
Rejet / <i>Abweisung</i>	2	1
Prononcés présidentiels / <i>Präsidentialverfügungen</i>		
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	--	--
Retrait / <i>Rückzug</i>	1	1
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / <i>aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten</i>	--	1

2.9.6.3 Recours à la Cour d'appel du Tribunal cantonal / Beschwerden an den Appellationshof des Kantonsgerichts

	2018	2017
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	1	--
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	--	1
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	1	--
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	--	1
Admission / Gutheissung	--	--
Rejet / Abweisung	1	--
Irrecevabilité / Nichteintreten	--	--
Retrait / Rückzug	--	--
Transmission à l'autorité compétente / Weiterleitung an zuständige Behörde	--	--

2.9.6.4 Commentaires / Kommentare

2.9.6.4.1 Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik

L'Autorité a liquidé les affaires courantes et traité les questions juridiques. Elle a visité tous les bureaux et procédé à des contrôles par sondages. L'Autorité a été saisie de 5 recours (3 en 2017). Elle a rendu 4 décisions (3 en français, 1 en allemand): 2 recours ont été rejetés, 1 recours a été déclaré irrecevable et 1 recours rayé du rôle suite à un retrait. Le traitement du dernier recours (en allemand), entré le 24 décembre 2018, est reporté en 2019.

Die Behörde hat die laufenden Geschäfte erledigt und die sich stellenden juristischen Fragen behandelt. Sie hat alle Grundbuchämter besucht und Stichkontrollen vorgenommen. Bei der Behörde wurden 5 Beschwerden anhängig gemacht (3 im Jahr 2017). Es wurden 4 Entscheide gefällt (3 auf Französisch, 1 auf Deutsch): 2 Beschwerden wurden abgewiesen, auf 1 Beschwerde konnte nicht eingetreten werden und 1 Beschwerde wurde abgeschrieben (Rückzug). Die am 24. Dezember 2018 auf Deutsch eingegangene letzte Beschwerde wird im Jahr 2019 behandelt.

2.9.6.4.2 Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammensetzung, Kommentare)

Composition de la Commission (au 31.12.18) / Zusammensetzung der Kommission (am 31.12.18)

Prénom/nom	Fonction
Bettina Hürlimann-Kaup	Présidente / Präsidentin
Pierre-Henri Gapany	Vice-Président / Vizepräsident
Catherine Overney	Membre / Mitglied
Jérôme Delabays	Membre suppléant / Ersatzmitglied
Alexandra Jungo	Membre suppléant / Ersatzmitglied
Séverine Zehnder	Secrétaire-juriste / Sekretärin

En 2018, l'Autorité de surveillance du registre foncier a été présidée par Mme Bettina Hürlimann-Kaup, professeure à l'Université de Fribourg. M. Pierre-Henri Gapany, avocat, et Mme Catherine Overney, Juge au Tribunal cantonal, ont siégé comme membres. Mme Alexandra Jungo, professeure à l'Université et M. Jérôme Delabays, Juge cantonal, ont fonctionné comme membres suppléants. Un poste de membre suppléant de l'Autorité a été mis au concours et repourvu en décembre en la personne de Mme Maryse Pradervand-Kernen, professeure à l'Université de Fribourg.

La fonction de secrétaire-juriste de l'Autorité a été exercée par Mme Séverine Zehnder, greffière-rapporteuse auprès du Tribunal cantonal.

2018 wurde die Aufsichtsbehörde über das Grundbuch präsiert von Frau Bettina Hürlimann-Kaup, Professorin an der Universität Freiburg. Als Mitglieder gehörten der Behörde an Herr Pierre-Henri Gapany, Anwalt und Vizepräsident der Aufsichtsbehörde, sowie Frau Catherine Overney, Richterin am Kantonsgericht. Frau Alexandra Jungo, Professorin an der Universität Freiburg und Herr Jérôme Delabays, Kantonsrichter, gehörten der Behörde als Ersatzmitglieder an. Die noch offene dritte Stelle eines Ersatzmitglieds wurde ausgeschrieben und im Dezember mit Frau Maryse Pradervand-Kernen, Professorin an der Universität Freiburg, besetzt.

Das Sekretariat der Behörde wurde von Frau Séverine Zehnder, Gerichtsschreiberin-Berichterstatterin am Kantonsgericht, geführt.

2.9.7 Tribunal arbitral en matière d'assurance maladie et accidents / Schiedsgericht in Sachen Kranken- und Unfallversicherung

2.9.7.1 Statistique générale / Allgemeine Statistik

<i>Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten</i>	2018	2017
pendantes au 1er janvier / am 1. Januar hängig	3	4
nouvelles affaires / neue Angelegenheiten	7	2
pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	7	3

<i>Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten</i>	2018	2017
par arrêt de cour / durch Gerichtshofentscheid	1	--
par décision présidentielle / durch Präsidialverfügung	2	3
par arrêt présidentiel / durch Präsidialentscheid	0	--

2.9.7.2 Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht

	2018	2017
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	--	--
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	1	--
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	1	--
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	--	--

2.9.7.3 Mode de liquidation / Erledigungsart

<i>Assurance-maladie / Krankenversicherung</i>	2018	2017
Admission / Gutheissung	--	--
Admission partielle / teilweise Gutheissung	--	--
Rejet / Abweisung	1	--
Irrecevabilité / Nichteintreten	--	--
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	--	--
Retrait / Rückzug	--	--
Nouvelle décision / neuer Entscheid	--	--
Accord / Einigung	--	--
Transaction / Vergleich	--	3

Assurance-accidents / Unfallversicherung	2018	2017
Admission / Gutheissung	--	--
Admission partielle / teilweise Gutheissung	--	--
Rejet / Abweisung	--	--
Irrecevabilité / Nichteintreten	--	--
Retrait / Rückzug	--	--
Nouvelle décision / neuer Entscheid	--	--
Accord / Einigung	--	--

2.9.7.4 Commentaires / Bemerkungen

2.9.7.4.1 Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Bemerkungen zur Statistik

Le Tribunal arbitral a enregistré sept nouvelles affaires en 2018 qui portent sur des sujets hétéroclites (notamment double facturation selon TARMED, facturation du matériel de soins par patient en EMS et reconnaissance d'une clinique en tant qu'unité fonctionnelle,...) nécessitant un travail considérable pour des objets qui ne se représenteront vraisemblablement que rarement.

Das Schiedsgericht verzeichnete 2018 sieben neue Angelegenheiten, die vielfältige Themen betreffen (namentlich Doppelverrechnung nach TARMED, Fakturierung des Pflegematerials pro Patient im Pflegeheim und Spartenanerkennung einer Klinik,...), die einen grossen Arbeitsaufwand für Fälle erfordern, welche in ähnlicher Form nur selten wieder zu beurteilen sein werden.

2.9.7.4.2 Organisation interne (indications relatives à la composition du Tribunal, commentaires) / Interne Organisation des Gerichts (Angaben zur Zusammensetzung des Gerichts, Bemerkungen)

Me Valérie Humbert, Greffière, a donné sa démission en cours d'année. Qu'elle soit remerciée ici pour l'excellence de sa contribution à la jurisprudence rendue par le Tribunal, par ailleurs récemment confirmée par le Tribunal fédéral. La Présidente peut compter sur le soutien de Me Stéphanie Morel, par ailleurs collaboratrice au sein du Tribunal cantonal, pour reprendre le flambeau à compter du 1^{er} janvier 2019.

Rechtsanwältin Valérie Humbert, Gerichtsschreiberin, hat im Laufe des Jahres ihre Demission eingereicht. Es sei ihr unser Dank ausgesprochen für ihren hervorragenden Beitrag zur Rechtsprechung des Gerichts, die im Übrigen kürzlich vom Bundesgericht bestätigt wurde. Die Präsidentin kann ab dem 1. Januar 2019 auf die Unterstützung durch Rechtsanwältin Stéphanie Morel, die auch Mitarbeiterin des Kantonsgerichts ist, zählen.

2.9.8 Commission de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail / Schlichtungskommission für Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben

2.9.8.1 Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2018	2017
Affaires pendantes au 1er janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	--	0
Affaires introduites / eingereichte Angelegenheiten	1	1
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	--	1
Décision de la Commission / Kommissionsentscheide	--	1
Prononcé présidentiel / Präsidialverfügung	--	--
Par un autre moyen / auf andere Weise	--	--
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dez. hängige Angelegenheiten	--	0

2.9.8.2 Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise	2018	2017
Décisions de la Commission / Kommissionsentscheide		
Admission / Gutheissung	--	--
Admission partielle / teilweise Gutheissung	--	--
Admission avec renvoi à l'autorité inférieure / Gutheissung mit Rückweisung an die Vorinstanz	--	--
Irrecevabilité / Nichteintreten	--	--
Délivrance d'une autorisation de procéder / Erteilen einer Klagebewilligung	--	--
Retrait de recours / Rückzug	--	--
Prononcés présidentiels / Präsidialverfügungen		
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	--	--
Retrait / Rückzug	--	--
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	--	--
Rejet dans la mesure où recevable / Abweisung soweit Eintreten	--	--
Transmission à l'autorité compétente / Weiterleitung an zuständige Behörde	--	--
Admission / Zulassung	--	--
Rejet / Abweisung	--	--
Retrait de recours / Rückzug	--	--
Conciliation / Versöhnung	--	--

2.9.8.3 Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht

	2018	2017
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	--	--
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	--	--
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	--	--
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	--	--
Admission / Gutheissung	--	--
Rejet / Abweisung	--	--
Irrecevabilité / Nichteintreten	--	--
Retrait / Rückzug	--	--
Transmission à l'autorité compétente / Weiterleitung an zuständige Behörde	--	--

2.9.8.4 Commentaires / Kommentare

2.9.8.4.1 Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik

La Commission a été saisie d'une seule nouvelle affaire en 2018. La cause a été introduite le 23 novembre 2018. Elle devrait être liquidée au début de l'année 2019, une séance ayant d'ores et déjà été assignée en date du 10 janvier 2019.

Die Kommission hat im Jahr 2018 einen neuen Fall erhalten. Der Fall wurde am 23. November 2018 zugestellt. Die Liquidation wird voraussichtlich Anfang 2019 erfolgen, eine Sitzung für den 10. Januar 2019 ist bereits vorgesehen.

2.9.8.4.2 Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammensetzung, Kommentare)

Composition de la Commission (au 31.12.18) / Zusammensetzung der Kommission (am 31.12.18)

Prénom/nom	Fonction
Christian Esseiva	Président / Präsident
Anastasia Zacharatos	Suppléante du Président / Stellvertretende Präsidentin
Viviane Collaud	Assesseure (employeurs) / Beisitzerin (Arbeitgeber)
Reto Julmy	Assesseur (employeurs) / Beisitzer (Arbeitgeber)
Daniel Bürdel	Assesseur suppl. (employeurs) / Ersatzbeisitzer (Arbeitgeber)
Jean-Daniel Wicht	Assesseur suppl. (employeurs) / Ersatzbeisitzer (Arbeitgeber)
René Nicolet	Assesseur (travailleurs) / Beisitzer (Arbeitnehmer)
Chantal Hayoz Clément	Assesseure (travailleurs) / Beisitzerin (Arbeitnehmer)
Luftey Kaya	Assesseur suppl. (travailleurs) / Ersatzbeisitzer (Arbeitnehmer)
Nicole Schmutz Larequi	Assesseure (organisation féminine) / Beisitzerin (Frauenorganisation)
Isabelle Brunner Wicht	Assesseure suppl. (org. féminine) / Ersatzbeisitzerin (Frauenorg.)
Anouchka Chardonnens	Secrétaire / Sekretärin

En 2018, la composition de la Commission n'a subi aucun changement.

Die Zusammensetzung der Kommission hat sich im Jahr 2018 nicht verändert.

2.9.9 Commission de conciliation en matière de bail de la Sarine / Schlichtungskommission für Mietsachen des Saanebezirks

2.9.9.1 Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2018	2017
Affaires pendantes au 1er janvier / <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	79	52
Affaires introduites / <i>eingereichte Angelegenheiten</i>	345	449
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	290	372
Affaires pendantes au 31 décembre / <i>am 31. Dez. hängige Angelegenheiten</i>	54	63

2.9.9.2 Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

Matières traitées / <i>behandelte Rechtsgebiete</i>	2018	2017
Loyer initial / <i>Anfangsmietzins</i>	16	30
Augmentation de loyer / <i>Mietzinserhöhung</i>	58	80
Baisse de loyer / <i>Mietzinssenkung</i>	45	81
Frais accessoires / <i>Nebenkosten</i>	10	7
Résiliation ordinaire / <i>ordentliche Vertragskündigung</i>	60	45
Résiliation extraordinaire / <i>ausserordentliche Vertragskündigung</i>	8	28
Prolongation de bail / <i>Erstreckung Mietverhältnis</i>	3	0
Créance de paiement / <i>Forderung auf Zahlung</i>	34	35
Défaut / <i>Mietzinshinterlegung</i>	33	38
Autres raisons / <i>andere Gründe</i>	23	28

Sort réservé aux affaires / <i>Erledigungsweise</i>	2018	2017
Décisions de constatation de la Commission / <i>Feststellungsverfügungen der Kommission</i>	--	1
Irrecevabilité, retrait de recours / <i>Nichteintreten, Rückzug</i>	93	177
Transmission au Tribunal arbitral / <i>Weiterleitung ans Schiedsgericht</i>	59	62
Autres raisons / <i>andere Gründe</i>	--	--

2.9.9.3 Commentaires / Kommentare

2.9.9.3.1 Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik

En 2018, la Commission a traité 290 dossiers (contre 372 dossiers en 2017), en 22 séances par la Présidente et 12 séances par le vice-président. J'observe une diminution constante des affaires.

Taux moyen de conciliation en 2018 : 86 %.

2018 behandelte die Kommission 290 Dossiers (gegenüber 372 Dossiers im Jahr 2017) in 22 Sitzungen unter der Leitung der Präsidentin und 12 Sitzungen, die vom Vizepräsidenten geleitet wurden. Ich stelle einen konstanten Rückgang an Angelegenheiten fest.

Schlichtungsgrad 2018: 86 %.

2.9.9.3.2 Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammensetzung, Kommentare)

Pas de remarque particulière, sinon la démission de l'assesseur propriétaire Jean-Marc Maradan pour fin 2018.

Keine besonderen Bemerkungen, abgesehen vom Rücktritt von Beisitzer (Eigentümerversreter) Jean-Marc Maradan auf Ende 2018.

Composition de la Commission (au 31.12.18) / Zusammensetzung der Kommission (am 31.12.18)

Prénom/nom	Fonction
Jacqueline Passaplan	Présidente / Präsidentin
Yann Hofmann	Suppléant du Président / Stellvertretender Präsident
Valentin Aebischer	Assesseur (locataires) / Beisitzer (Mietervertreter)
Jean-Marc Boechat	Assesseur (locataires) / Beisitzer (Mietervertreter)
Laure Christ	Assesseure (locataires) / Beisitzerin (Mietervertreterin)
Amalia Echegoyen	Assesseure (locataires) / Beisitzerin (Mietervertreterin)
Christine Maillard	Assesseure (locataires) / Beisitzerin (Mietervertreterin)
François Chenux	Assesseur (propriétaires) / Beisitzer (Eigentümerversreter)
Jean-Marc Maradan	Assesseur (propriétaires) / Beisitzer (Eigentümerversreter)
Françoise Marchon	Assesseure (propriétaires) / Beisitzerin (Eigentümerversreterin)
Olivier Ragonesi	Assesseur (propriétaires) / Beisitzer (Eigentümerversreter)
Richard Wolf	Assesseur (propriétaires) / Beisitzer (Eigentümerversreter)

2.9.10 Commission de conciliation en matière de bail de la Singine et du Lac / Schlichtungskommission für Mietsachen des Sense- und Seebezirks

2.9.10.1 Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2018	2017
Affaires pendantes au 1er janvier / <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	5	2
Affaires introduites / <i>eingereichte Angelegenheiten</i>	85	86
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	73	83
Affaires pendantes au 31 décembre / <i>am 31. Dez. hängige Angelegenheiten</i>	17	5

2.9.10.2 Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

Matières traitées / <i>behandelte Rechtsgebiete</i>	2018	2017
Loyer initial / <i>Anfangsmietzins</i>	1	1
Augmentation de loyer / <i>Mietzinserhöhung</i>	10	13
Baisse de loyer / <i>Mietzinssenkung</i>	8	11
Frais accessoires / <i>Nebenkosten</i>	2	6
Résiliation ordinaire / <i>ordentliche Vertragskündigung</i>	-	6
Résiliation extraordinaire / <i>ausserordentliche Vertragskündigung</i>	1	12
Prolongation de bail / <i>Erstreckung Mietverhältnis</i>	22	13
Créance de paiement / <i>Forderung auf Zahlung</i>	18	14
Défaut / <i>Mietzinshinterlegung</i>	6	7
Autres raisons / <i>andere Gründe</i>	5	--
Sort réservé aux affaires / <i>Erledigungsweise</i>	2018	2017
Décisions de constatation de la Commission / <i>Feststellungsverfügungen der Kommission</i>	42	42
Irrecevabilité, retrait de recours / <i>Nichteintreten, Rückzug</i>	8	5
Transmission au Tribunal arbitral / <i>Weiterleitung ans Schiedsgericht</i>	23	36
Autres raisons / <i>andere Gründe</i>	--	--

2.9.10.3 Commentaires / Kommentare

2.9.10.3.1 Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik

Die unterdurchschnittliche Zahl an eingehenden Gesuchen an hat sich auch 2018 fortgesetzt. Wir gehen davon aus, dass dies vor allem auf den stabilen Referenzzinssatz zurückzuführen ist. Die hohe Anzahl an hängigen Angelegenheiten am 31.12.2018 hängt damit zusammen, dass im Zeitraum vom 19. - 31.12.2018 total 10 neue Gesuche eingegangen sind.

Le nombre inférieur à la moyenne de demandes reçues s'est maintenu en 2018. Nous supposons que cela est dû principalement à la stabilité du taux d'intérêt de référence. Le nombre élevé d'affaires pendantes au 31.12.2018 est dû au fait qu'un total de 10 nouvelles demandes a été enregistré entre le 19 et le 31.12.2018.

Schlichtungsgrad 2018

Wiederum konnten zirka zwei Drittel der Gesuche im Rahmen der Schlichtungsbemühungen erledigt werden.

Taux de conciliation 2018

Encore une fois, près des deux tiers des demandes ont été traitées dans le cadre des tentatives de conciliation.

2.9.10.3.2 Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammensetzung, Kommentare)

Composition de la Commission (au 31.12.18) / Zusammensetzung der Kommission (am 31.12.18)

Prénom/nom	Fonction
Marius Schneuwly	Président / <i>Präsident</i>
Sarah Reitze	Suppléante du Président / <i>Stellvertretende Präsidentin</i>
Susanne Heiniger	Assesseure (locataires) / <i>Beisitzerin (Mietervertreterin)</i>
Beatrix Franziska Vogl Ott	Assesseure (locataires) / <i>Beisitzerin (Mietervertreterin)</i>
Gabriella Weber Morf	Assesseure (locataires) / <i>Beisitzerin (Mietervertreterin)</i>
Hanspeter Bellorini	Assesseur (propriétaires) / <i>Beisitzer (Eigentümerversreter)</i>
Marianne Isler-Raemy	Assesseure (propriétaires) / <i>Beisitzerin (Eigentümerversreterin)</i>
Edgar Jenny	Assesseur (propriétaires) / <i>Beisitzer (Eigentümerversreter)</i>
Cornelia Boschung	Secrétaire / <i>Sekretärin</i>

Im vergangenen Jahr hatte unsere Kommission keine Mutationen zu verzeichnen. Die anfallenden Gesuche wurden zu ca. 50% durch den Präsidenten und zu ca. 50% durch die Vizepräsidentin bearbeitet. Dies infolge Abwesenheit des Präsidenten seit Oktober 2018. Sie werden durch das Sekretariat (20%-Stelle) und sechs Beisitzende unterstützt. Dank der grossen Flexibilität aller, konnte der übers Jahr unterschiedliche Arbeitsanfall immer sehr zeitnah und mit guter Qualität erledigt werden.

L'an dernier, la composition de la commission est restée stable. Le président, absent à compter d'octobre 2018, et la vice-présidente ont traité les dossiers à part pratiquement égale. Ils ont pu compter sur l'aide du secrétariat (20% des postes) et des six assesseurs. La grande flexibilité de chacun a permis de faire face rapidement et de manière qualitative à la charge de travail qui a fluctué tout au long de l'exercice.

2.9.11 Commission de conciliation en matière de bail de la Gruyère, de la Glâne, de la Broye et de la Veveyse / Schlichtungskommission für Mietsachen des Greyerz-, Glâne-, Broye- und Vivisbachbezirks

2.9.11.1 Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2018	2017
Affaires pendantes au 1er janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	102	87
Affaires introduites / eingereichte Angelegenheiten	405	357
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	355	342
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dez. hängige Angelegenheiten	152	102

2.9.11.2 Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

Matières traitées / behandelte Rechtsgebiete	2018	2017
Loyer initial / Anfangsmietzins	21	17
Augmentation de loyer / Mietzinserhöhung	28	28
Baisse de loyer / Mietzinssenkung	51	58
Frais accessoires / Nebenkosten	9	20
Résiliation ordinaire / ordentliche Vertragskündigung	69	59
Résiliation extraordinaire / ausserordentliche Vertragskündigung	13	31
Prolongation de bail / Erstreckung Mietverhältnis	29	30
Créance de paiement / Forderung auf Zahlung	61	38
Défaut / Mietzinshinterlegung	45	37
Autres raisons / andere Gründe	29	24

Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise	2018	2017
Décisions de constatation de la Commission / Feststellungsverfügungen der Kommission		
Irrecevabilité, retrait de recours / Nichteintreten, Rückzug	31	15
Transmission au Tribunal arbitral / Weiterleitung ans Schiedsgericht	--	2
Autres raisons / andere Gründe	--	--

2.9.11.3 Commentaires / Kommentare

2.9.11.3.1 Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik

A nouveau, en 2018, nous avons pu constater une augmentation importante du nombre de dossiers soumis à la Commission. Cette augmentation est de 13.5% par rapport à l'année précédente qui avait déjà connu une forte croissance (11%). Par ailleurs, il semblerait que ce soit la première année que la Commission enregistre plus de 400 nouveaux dossiers durant l'année civile.

Selon les affaires liquidées, on peut constater que les demandes de baisse de loyer représentent près de 15% des affaires traitées. Comme l'an dernier, les contestations de résiliations de bail, y compris les demandes de prolongation de bail, demeurent un thème récurrent.

Nous constatons également une augmentation du nombre de consignation de loyers, liée aux défauts de la chose louée. Pour affiner les statistiques, il serait judicieux de prévoir une rubrique spécifique à cet effet.

Taux moyen de conciliation en 2018

Sur les 355 cas liquidés en 2018, 235 affaires se sont conclues par un accord et 9 propositions de jugement ont été acceptées, ce qui représente un taux de conciliation de 68.75%.

2018 haben wir erneut einen deutlichen Anstieg an Dossiers, die der Kommission unterbreitet wurden, festgestellt. Dieser Anstieg beträgt 13,5 % im Vergleich zum Vorjahr, in dem wir bereits einen starken Anstieg verspürt hatten (11 %). Ausserdem ist es wahrscheinlich das erste Mal, dass die Kommission mehr als 400 neue Dossiers während eines Kalenderjahres erfasst.

An den erledigten Angelegenheiten sieht man, dass die Gesuche um Mietzinssenkungen fast 15 % der behandelten Angelegenheiten ausmachen. Wie im Vorjahr bleiben die Anfechtungen von Kündigungen, darunter auch die Gesuche um Erstreckung des Mietverhältnisses, ein wiederkehrendes Thema.

Wir stellen zudem einen Anstieg an Hinterlegungen von Mieten fest, wegen Mängel am Mietobjekt. Um die Statistik aussagekräftiger zu machen, wäre es angebracht, eine Rubrik für diese Fälle einzufügen.

Schlichtungsgrad 2018

2018 wurden 355 Fälle erledigt; davon wurden 235 einvernehmlich gelöst, und in 9 Fällen wurde der Urteilstvorschlag angenommen, was einem Schlichtungsgrad von 68,75 % entspricht.

2.9.11.3.2 Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammensetzung, Kommentare)

M. Yann Hofmann a été nommé Vice-Président de la Commission en automne 2018. Il s'est avéré en effet nécessaire de disposer d'un magistrat bilingue pour traiter des quelques cas pouvant ressortir de l'art. 116 al. 2 LJ. Il s'agit ici du seul changement lié à la composition de la Commission qui continue de siéger tous les vendredis matins, soit à Bulle, soit à Romont, étant précis qu'en cas de nécessité, des audiences ont lieu le mardi matin.

Yann Hofmann wurde im Herbst 2018 zum Vizepräsidenten der Kommission ernannt. Es hat sich als nötig erwiesen, eine zweisprachige Magistratsperson einzustellen, um die Fälle zu behandeln, die sich aus Art. 116 Abs. 2 JG ergeben können. Das ist die einzige personelle Veränderung der Kommission, die weiterhin jeden Freitagmorgen entweder in Bulle oder Romont tagt, und, wenn nötig, am Dienstagmorgen.

Composition de la Commission (au 31.12.18) / Zusammensetzung der Kommission (am 31.12.18)

Prénom/nom	Fonction
Jean-Christophe Oberson	Président / <i>Präsident</i>
Yann Hofmann	Suppléant du Président / <i>Stellvertretender Präsident</i>
Séverine Zehnder	Suppléante du Président / <i>Stellvertretende Präsidentin</i>
Cristina Beaud	Assesseure (locataires) / <i>Beisitzerin (Mietervertreterin)</i>
Simon Chatagny	Assesseur (locataires) / <i>Beisitzer (Mietervertreter)</i>
Florian Demierre	Assesseur (locataires) / <i>Beisitzer (Mietervertreter)</i>
Délia Charrière-Gonzalez	Assesseure (locataires) / <i>Beisitzerin (Mietervertreterin)</i>
Franziska Waser	Assesseure (locataires) / <i>Beisitzerin (Mietervertreterin)</i>
Alain Charrière	Assesseur (propriétaires) / <i>Beisitzer (Eigentümerversreter)</i>
Josiane-Marie Galley	Assesseure (propriétaires) / <i>Beisitzerin (Eigentümerversreterin)</i>
Xavier Guanter	Assesseur (propriétaires) / <i>Beisitzer (Eigentümerversreter)</i>
Andéol Jordan	Assesseur (propriétaires) / <i>Beisitzer (Eigentümerversreter)</i>
Daniel Massardi	Assesseur (propriétaires) / <i>Beisitzer (Eigentümerversreter)</i>

Conseil de la magistrature CM

Justizrat JR

Place Notre-Dame 8, CH-1701 Fribourg

T +41 26 305 90 20, cm@fr.ch

www.fr.ch/cmag

–

© Mai 2019

–

Imprimé sur papier 100% recyclé
gedruckt auf 100% Recyclingpapier